TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE N° 11734

MERCREDI 20 OCTOBRE 1982

PLUS DE CINQ CENTS MILITANTS D'EXTRÊME GAUCHE SONT JUGÉS EN TURQUIE

LIRE PAGE 4



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr. ; Libye, 0,350 DL ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 350 P ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 280 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; E.-U., 85 cents ; Yougoslavie, 33 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'hommage à Pierre Mendès France

Une politique de clarté

Ce qui a distingué la politique étrangère de Pierre Mendès France de celle des dirigeants de la IVe et, parfois, de la Ve République, c'est la clarté. Le courage et la détermination du président du conseil de 1954 ne sont pas discutables, mais il n'en avait pas le monopole ; sa clairvoyance non plus, bien qu'elle eût ses défaillances. Mais, dans un monde encore tendu par la guerre froide, aux prises avec des difficultés intérieures apparemment inextricables, P.M.F. savait ce qu'il voulait et les Français le savaient avec lui.

Quelques phrases lui suffisaient pour se faire comprendre. Il fut le contraire de Machiavel. Il ne prétendait pas être habile et ne le fut sans doute pas assez ; il fut un stratège qui négligea trop la tactique, mais la France de ce temps savait où elle allait. Quand il est tombé en février 1955 ce fut après des manœuvres intérieures qui n'étaient pas dans sa nature. De toute façon son sort était scellé : il avait fait le « sale travail », le système voulait qu'il cédât la place.

La France de l'été 1954 était prise à la gorge par la guerre d'Indochine. Dien-Bien-Phu était tombé, et les Français n'étaient pas prêts à la reconquête. Il fallait faire la meilleure paix possible, mettre l'adversaire à l'épreuve de la négociation en lui promettant que la France se mobiliserait en cas d'échec. P.M.F. s'adressa directement au Viet-minh alors que ses prédécesseurs noyaient le poisson, à Genève, dans une conférence internationale. Puis « Mendès » fit la part du feu, c'est-à-dire le partage. Ironiser sur la suite des événements (la guerre d'Indochine n'est pas finie au Cambodge), c'est oublier que P.M.F. n'était plus là pour exploiter les dispositions politiques de l'accord du 20 juillet 1954.

Simultanément, le feu de la rébellion s'étendait en Afrique du Nord. Les « fellaghas » tenaient le maquis tunisien, la tension montait au Maroc et l'Algérie allait exploser. P.M.F. n'a peut-être pas mesuré l'imminence et l'étendue du péril (et ses adversaires au Palais Bourbon encore moins que lui), mais il avait compris que le temps de la domination était révolu.

La France ne pouvait non plus laisser pourrir plus longtemps la crise du réarmement allemand dont elle avait accepté le principe. Le traité de Communauté européenne de défense était signé depuis plus de deux ans ; Moscou et Washington menaçaient l'Europe du pire si, pour le premier la R.F.A. était réarmée et pour le second si elle ne l'était pas. Les gouvernements français n'osaient pas soumettre la C.E.D. au Parlement. P.M.F. osa. Le traité fut rejeté et l'Allemagne réarmée dans un autre cadre, ce qui n'empêcha pas l'année suivante la détente Est-Ouest de s'amorcer.

Ceux qui veulent mettre en œuvre le mendésisme aujourd'hui trouveront la même netteté dans sa déclaration du 3 juillet sur le Proche-Orient : « La paix ne se conclut pas entre amis (...) ce qui s'impose (...) c'est un accord politique entre les nationalismes israélien et palestinien. » Des phrases qu'il a répétées toute sa vie.

Un mystère — et pour beaucoup un regret — restera qu'un homme qui entreprit la décolonisation, qui voulait asseoir l'Europe sur l'entente des États, maintenir la France au premier rang mondial et la doter de l'arme atomique, n'ait pu s'accorder avec de Gaulle après 1945. Peut-être se ressemblaient-ils trop pour pouvoir s'entendre.

L'ampleur des témoignages montre le rayonnement et l'actualité du mendésisme

La mort de Pierre Mendès France provoque une profonde émotion dans le monde politique. Les formations politiques, qu'elles appartiennent à la majorité ou à l'opposition, ont quasi unanimes dans l'hommage rendu à l'ancien président du conseil, terrassé lundi matin 18 octobre, par une crise cardiaque, à l'âge de soixante-quinze ans. Pierre Mendès France est mort au milieu d'une conversation téléphonique, alors qu'il se tenait à sa table de travail, à son domicile parisien, rue du Conseiller-Collignon.

Respectant les dernières volontés du défunt, le président de la République ne saluera officiellement sa mémoire qu'après les funérailles, indique-t-on à l'Elysée. L'ancien président du conseil avait souhaité, en effet, que ses obsèques fussent célébrées dans l'intimité. M. François Mitterrand, qui est allé se recueillir devant la dépouille mortelle, lundi après-midi, a simplement indiqué, dans une brève déclaration : « La France vient de perdre un des plus grands de ses fils. »

Dans un message adressé à Mme Pierre Mendès France, le premier ministre, qui se trouvait lundi en visite officielle en Suède, a souligné, pour sa part : « Cet homme, dont l'action et les méthodes ont marqué plusieurs générations, savait parler à la France le noble langage de la vérité. » A l'Assemblée nationale, lundi après-midi, les députés ont observé une minute de silence. Le Sénat, mardi matin, a évoqué la mémoire de Pierre Mendès France et du général Béthouart.

L'homme différent et l'homme du refus

par JACQUES FAUVET

Comment un homme qui n'a gouverné la France que sept mois et dix-sept jours, il y a près de trente ans, a-t-il pu acquérir et conserver cette autorité morale et cette aura personnelle qui auront été sa marque jusqu'au dernier jour ?

Parce qu'il a su dénouer en quelques semaines les trois crises qui, au début des années 50, pesaient lourdement sur la politique et la diplomatie françaises et les empoisonnaient : le conflit tunisien, qui en préfigurait d'autres au Maghreb, la guerre d'Indochine, la querelle de la Communauté européenne de défense.

Il y réussit en disant très haut ce que d'autres confiaient tout bas ; en introduisant dans la politique française un autre style et une autre méthode ; en étant fidèle à ces simples mots, sa règle et sa devise : « *Gouverner, c'est choisir.* »

Cela parut si nouveau, à l'époque, que l'opinion en fut à jamais frappée, si scandaleux que la classe dirigeante, qui s'était mal résignée à son arrivée au pouvoir, n'eut de cesse de l'en chasser. Il n'était pas, il est vrai, un professionnel de la politique.

(Lire la suite page 8.)

Une influence qui s'étendait au-delà de la gauche

« Il a subi les pires attaques, affronté les pires injustices ; aujourd'hui, le sentiment général est que la France a méconnu, en lui, un personnage d'exceptionnelle dimension ; le respect qui l'entoure n'est qu'une façon de lui rendre justice. » Ce jugement de M. François Mitterrand, formulé en 1981 (1), trouve aujourd'hui toute sa signification puisqu'il n'est pas un responsable pour méconnaître la dimension de celui qui vient de disparaître.

Cette unanimité peut surprendre, tant fut rapide l'échec du mendésisme : tout est fini dès le mois de mai 1957, lorsque l'ancien président du conseil perd la direction du parti radical, qu'il avait vainement tenté de rénover.

Pourtant, l'actuel chef de l'Etat a désigné en Pierre Mendès France *« l'initiateur »* de *« tant d'années »*, qui ont, finalement, débouché sur la victoire de la gauche. C'est que, s'il n'y a pas eu de mendésisme, il y a eu et il y aura encore des mendésistes.

Au point que la référence mendésiste constitue le cadre à l'intérieur duquel beaucoup se sont affirmés socialistes, ou, plus simplement, réformistes. C'est cette référence à l'expérience de 1954 — d'autant plus idéalisée qu'elle succédait aux gouvernements de M. Antoine Pinay et de Joseph Laniel — qui réconcilie une ou plusieurs générations avec la politique ; c'est cette expérience elle-même qui amorce le mouvement substituant, au vieil électorat radical-socialiste des classes moyennes rurales, celui des nouvelles couches moyennes et des élites de la société industrielle, sur lequel s'appuiera et continue de s'appuyer le nouveau P.S.

Au départ se trouve donc le mendésisme selon Mendès France : une gauche non communiste (voire anticommuniste), qui fonde sa modernisation sur un souci d'efficacité et de réalisme économique, ainsi que sur une version rénovée, « moderne », de la République radicale.

JEAN-MARIE COLOMBANI et PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 9.)

(1) Cité dans *François Mitterrand-Politique*, tome II (Fayard).

Lire pages 8 à 15 :

« Le Monde » et P.M.F.

DANS ses dernières éditions datées du 19 octobre, *le Monde* a publié un récit de la vie et de la carrière de Pierre Mendès France *qui a été repris dans* les premières éditions du numéro du 20 octobre afin que tous nos lecteurs en aient connaissance. Cette biographie et ce portrait étaient dus à la plume de Pierre Viansson-Ponté, décédé en 1979. Pour *le Monde*, c'était la manière la plus immédiate de rendre hommage à P.M.F. que d'emprunter au talent posthume de P. V.-P.

Au-delà de ce premier salut, d'autres témoignages se sont spontanément manifestés, parmi nous, qui rendent compte à la fois de l'histoire de ce journal et du phénomène mendésiste.

Jacques Fauvet, qui lui a succédé de 1969 à 1982, rappelle l'intervention du style Mendès sous la IVe République. Plusieurs autres collaborateurs, représentatifs de générations différentes, ont tenu, chacun avec son âge et sa sensibilité, à apporter leurs contributions à l'hommage rendu par la rédaction à un homme politique hors du commun.

Pierre Mendès France n'appartient pas, bien sûr, au *Monde*, ni à tous ceux très nombreux qui, aujourd'hui, le saluent après avoir, parfois, tout fait pour l'isoler. Il se trouve, simplement, que, comme dans d'autres organes de presse ou dans d'autres milieux, les gens du *Monde* se sentent impliqués par le mendésisme, courant politique lié à un homme et *« qui offrit pour un temps une pensée »* alors que *« le gaullisme fut avant tout une action »*, ainsi que le note Pierre Viansson-Ponté.

Ceux qui ont fait *le Monde*, ceux qui le font, se reconnaissent dans certains des traits de la personnalité de P.M.F. et dans la manière qui fut la sienne d'aborder l'action politique.

A. L.

(Lire la suite page 8.)

AVANT LE DÉBAT SUR LE STATUT DES GRANDES VILLES

La France du murmure

par FRANÇOIS GROSRICHARD

Les députés commencent le 20 octobre l'examen des deux projets de loi modifiant le statut de Paris, Lyon et Marseille et certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres des conseils municipaux de ces trois villes.

La « bataille de Paris », le redécoupage de Lyon et de Marseille ont donné lieu depuis la fin de juin à de vives polémiques entre le gouvernement et la majorité d'une part, l'opposition et, notamment, M. Chirac de l'autre, qui devraient se prolonger plusieurs jours dans l'hémicycle.

Le Sénat discutera de son côté le projet de loi sur la répartition des compétences entre l'État, les régions, les départements et les communes — nouvelle étape importante de la décentralisation — à partir du 21 octobre.

Pendant des semaines, les métropoles ont tenu le haut du pavé. Les journaux faisaient leur manchette avec la bataille de Paris, l'éclatement de Lyon, le « charcutage » de Marseille. Radios et télévisions ouvraient leurs éditions les plus écoutées sur le « mauvais coup » prétendument préparé contre M. Jacques Chirac à Paris et sur les risques de voir M. Gaston Defferre trébucher après trente ans de règne à Marseille.

Demain au Palais-Bourbon, à nouveau, le sort des trois plus grandes villes de France va mobiliser les députés, alimenter les polémiques, faire bruire les couloirs de l'Assemblée nationale et mettre en émoi la classe politique.

Etant donnée la personnalité des maires en cause (ou celle des hommes qui guignent leur place), étant donnés aussi l'approche des échéances électorales et le poids démographique qu'à elles seules ces trois métropoles représentent en France (3,5 millions d'habitants au total), le bruit fait et entretenu autour de la réforme de leur statut paraît naturel et, en quelque sorte, légitime. Mais s'y complaire exagérément, au point d'oublier que la France n'est pas faite que de grandes concentrations urbaines, serait à la fois un non-sens et une marque d'ingratitude à l'égard des quatre cinquièmes du territoire national, que les citadins découvrent ou épousent avec délectation en juillet et août, le temps d'un été et seulement d'un été...

Or, les polémiques acides et tapageuses qu'a soulevées la réforme du statut de Paris, Lyon et Marseille ne doivent pas cacher qu'ailleurs aussi, dans le silence des étendues de Champagne ou dans le fracas des vagues de l'Atlantique, la préparation des échéances municipales, tout comme la quotidienneté de la chronique villageoise, ont leurs droits et méritent attention.

(Lire la suite page 41.)

AU JOUR LE JOUR

NUAGE

En attendant de l'apprendre dans les livres, beaucoup d'écoliers d'aujourd'hui ignorent qui fut Pierre Mendès France. Ceux d'hier n'ont pas oublié le lait, républicain et obligatoire, que le président du conseil leur faisait distribuer sous les préaux.

Ces petites bouteilles qu'on sirotait à la « récré » étaient pour les uns une corvée, pour les autres un plaisir. La pratique en fut vite abandonnée, et le candide liquide s'est perdu dans les sables. Comme un nuage de lait dans l'océan de l'histoire...

BRUNO FRAPPAT.

LES ACQUISITIONS DU MUSÉE D'ART MODERNE

Auguste et Greta

Les acquisitions récentes, achats et dations, du Musée nation d'art moderne sont présentées au Centre Georges-Pompidou ; au musée proprement dit : les œuvres historiques (Matisse, Balthus, Picabia...) ont trouvé leur place au sein des collections, qui font l'objet d'une nouvelle présentation ; dans les salles contemporaines pour l'art actuel.

Qu'il s'agisse de Louis Kahn ou de Mies van der Rohe, de Frank Lloyd Wright ou de Le Corbusier, les édifices les plus remarquables de l'architecture contemporaine ont un caractère commun : celui d'être *fort incommodes, parfois même à peu près impraticables*. Le Centre Pompidou n'échappe pas à la règle. Cette superbe structure, en principe fluide, flexible et permettant toutes les combinaisons d'espace, s'est, à l'usage, révélée à la fois inerte et rigide, sans rien où se confier et s'accrocher, posant ainsi à l'utilisateur des problèmes aussi ardus qu'à un architecte la nécessité de construire dans un champ de betteraves ou la platitude désolée d'un désert.

Dans le cas des espaces communs et de la bibliothèque où la disposition par juxtaposition allait de soi et où la mise en scène visuelle n'est *pas de grande importance*, on est assez vite arrivé à un point d'équilibre dont les utilisateurs paraissent satisfaits. Il n'en va pas de même pour le musée, d'autant que la difficulté intrinsèque de son aménagement semble avoir assez longtemps orienté ses responsables vers de plus flatteuses et « gratifiantes » opérations.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 20.)

Le Monde

idées

Le Liban et les autres

Alors que M. Gemayel rencontre mercredi M. Mitterrand, la tragédie libanaise n'est pas terminée. Elle est inséparable du martyre du peuple palestinien, estime Henri Aboukhater. Pour Antoine Daher, tous les étrangers devraient quitter le Liban. De son côté, **Abdul Hamid Ahdab** analyse le problème des rapports entre musulmans et chrétiens. Élargissant le débat, Michel Lelong constate que de nombreux appels convergents viennent d'être lancés en faveur d'un règlement au Proche-Orient.

La Terre promise, les Libanais et le drame palestinien

par HENRI ABOUKHATER (*)

LA définition de la politique donnée par Machiavel et qui serait *« l'art de se servir des autres pour arriver à ses propres fins »* prête à controverse. Nous ne voyons pas, à titre d'exemple, l'égoïsme national qui inspirerait la France dans son attitude face au drame palestinien. Nous y décelons plutôt le souci de concilier une *« politique pro-arabe »* avec une *« politique pro-israélienne »*. L'une d'elles est cependant la négation de l'autre, et c'est en se cramponnant aux deux négations que l'on est amené à faire de l'équilibrisme.

D'aucuns en France s'étonnent que l'O.L.P. refuse de *« reconnaître ouvertement l'existence d'Israël »*. L'étonnant à nos yeux serait qu'un peuple admette officiellement et de bon cœur que sa patrie soit spoliée. L'ONU, à laquelle l'entité sioniste doit son existence *« légale »*, serait seule habilitée à imposer aux parties en présence un *modus vivendi* en attendant que le temps fasse son œuvre dans un sens ou dans un autre.

La légalité, contestée ou admise, dont jouit l'Etat d'Israël grâce au plan de partage de la Palestine, plan qu'il a d'ailleurs largement dépassé au cours de ses conquêtes, semble aux yeux des Israéliens moins importante que les promesses de Yahvé sur les territoires situés « entre l'Euphrate et le Nil ». Originaires d'Ur en Chaldée, les juifs s'implantèrent dans la Terre promise mille ans à peu près avant le Christ. Ils en furent déportés par les rois d'Assyrie et de Babylone, par les pharaons d'Egypte, avant d'être dispersés dans les quatre coins du monde par les empereurs Titus et Adrien en 70 et 135 de l'ère chrétienne. A aucun moment ils ne réussirent à en extirper les populations araméo-cananéennes qui s'y trouvaient depuis la nuit des temps. C'est en araméen que Jésus s'adressait aux foules, en araméen que Matthieu et Jean rédigèrent leurs Evangiles (1). L'histoire ne dit pas qu'après la dispersion des juifs par Titus et Adrien, la Palestine devint un pays vide ou désertique. Les Araméo-Cananéens continuèrent à l'habiter et se mêlèrent aux Arabes après la conquête de 638.

Les Khazars (la treizième tribu dont parle avec autorité Arthur Koestler) d'origine turco-mongole, convertis au judaïsme au VIII[e] siècle après J.-C. vécurent entre la Volga et la mer Caspienne et s'établirent plus tard en Europe orientale et centrale. Leurs descendants sont à présent les plus acharnés dans la reconquête de la Palestine, « la Terre de leurs ancêtres ». « Colonialistes attardés », comme l'affirme le rabbin Lévyne (2) ou rescapés du génocide qui veulent à tout prix se tailler une patrie pour redécouvrir leur dignité d'hommes ?

« Créateurs de tous les maux, race criminelle, facteurs de division, porteurs de malédictions, perfides, grands maîtres du mensonge », sont autant d'expressions malheureuses dont on accable actuellement les Palestiniens après que Quintilien, Juvénal, Sénèque (3), Schopenhauer, l'Eglise catholique (4) parmi tant d'autres, en eurent autrefois accablé injustement les juifs. Et si l'Occident, en mal de conscience, se sent *« une dette éternelle envers le peuple juif »*, d'aucuns pensent qu'il devrait se sentir une dette éternelle envers le peuple palestinien dépossédé de sa terre à cause des atrocités commises par l'Occident à l'encontre des juifs. En tant que chrétien et catholique nous estimons aussi que l'*« élection d'Israël »* est révolue depuis la venue du Christ ainsi d'ailleurs que l'affirme saint Paul (5), et nous croyons fermement que son élection n'a jamais eu le sens que parfois on voudrait lui donner.

Plaçant les Palestiniens au centre de leurs misères, certains Libanais s'arrêtent devant les effets et font abstraction des causes. Il est inconcevable, certes, que le Liban supporte le poids du conflit israélo-arabe. L'équation libanaise, la logique, l'équité s'y refusent. Mais si les Palestiniens sont arrivés au Liban et ont abusé de l'hospitalité libanaise, la faute en est à ceux qui les chassèrent de leur territoire ancestral. Si le Liban est moribond, les autorités libanaises en sont responsables par leur carence et leur démission, par l'absence chez elles de la notion de l'Etat, absence qui porta *le Monde* en 1951 à qualifier le Liban d'« Etat né avant terme ». Cette responsabilité est en outre largement partagée par des Libanais précis dont *le Monde* dénonça les « privilèges archaïques (6) » et auxquels Louis de Guiringaud, alors ministre français des affaires étrangères, ne ménagea pas ses critiques (7).

Les Arabes de leur côté, de connivence avec les Etats-Unis, donnèrent leur accord à l'invasion israélienne dans le triple but de porter un coup à la résistance palestinienne suspecte de « subversion », au Mouvement national libanais « laïcisant et progressiste », au régime syrien alaouite allié à l'Iran, responsable de l'échec du fameux plan de paix présenté l'année dernière à Fès. Les Syriens, enfin, venus au Liban en 1976 pour y rétablir la paix, instaurèrent, malgré les injonctions du président Hafez-el-Assad, un climat d'insécurité complète.

Les faits sont là qui témoignent du martyre du peuple palestinien dont les juifs, pour avoir tant souffert, devraient avant quiconque comprendre les souffrances, de l'ampleur de la tragédie libanaise qui depuis huit ans ensanglante une terre décrite autrefois comme une terre de concorde. Les prétentions israéliennes, l'impossibilité d'instaurer au Liban la laïcité que refuse l'islam, l'éventualité de la partition du Liban que des signes divers laissent désormais entrevoir, l'inconnue syrienne, la politique à courte vue des Etats-Unis, sont lourdes de menaces. La logique, toutefois, n'a pas toujours gain de cause. Elle perd parfois ses droits au profit des miracles, et ceux qui veulent bien y croire entrevoient dans un avenir prochain une conclusion définitive de la tragédie libanaise et une issue heureuse au drame palestinien.

(*) Avocat au bureau de Beyrouth.

(1) Marc et Luc écrivirent leurs évangiles en grec.

(2) Emmanuel Lévyne, *Judaïsme contre Sionisme*, éd. Cujas, 1969, p. 164

(3) Sénèque, Quintilien et Juvénal, cités par Abraham Léon, *La Conception matérialiste de la question juive*, Etudes et doc. internationales, 1968, p. 19.

(4) Pendant deux millénaires, l'Eglise catholique qualifia les juifs de *Iudei perfides*.

(5) Romains, ch. 3 et 4.

(6) *Le Monde*, 7 octobre 1978.

(7) Ministère français des affaires étrangères. Bulletin d'information, 17 octobre 1978.

Que les étrangers s'en aillent !

par ANTOINE DAHER (*)

IL est insoutenable pour un homme de voir présenter partout son pays comme étant l'enfer du vingtième siècle, les gens qui sont les siens comme d'impitoyables guerriers, la mosaïque des communautés qui composent son peuple comme un conglomérat de clans et les valeurs dont il se réclame comme les simples « lois » sacro-saintes de la jungle.

Plus révoltant est le cas quand il s'agit d'un pays comme le Liban, voué à être, de par son passé lointain et récent, ses preuves, sa petitesse, ses richesses ethniques et culturelles, le pays de l'amour, de la paix et de la démocratie.

Et il est plus insoutenable pour moi, Libanais à l'étranger, de voir présenter ce qui se passe dans mon pays comme n'intéressant que les Israéliens, les juifs et les Palestiniens. Comme si déjà était admis de tout bord le fait que le Liban n'existe plus, que les Libanais n'ont plus la parole et qu'ils se doivent de choisir un camp ou l'autre.

Dans les décombres de ces villes meurtries, les Libanais se donnent finalement l'accolade, élisent un président *« pas comme les autres »*, décidé à faire quelque chose, patriote et très prometteur.

Du coup, on le présente comme le « chef de bande », le « fasciste », et j'en passe...

Ce qu'on ne dit pas, c'est que ce jeune homme avait combattu avec acharnement les clans et leurs chefs, la petite mafia, les bandes, les bandits et les criminels de guerre qui intoxiquaient la vie de tous les jours de la moitié des Libanais. Il l'a fait parce qu'il fallait le faire, et l'histoire lui a, peu après, donné raison.

Élu à la présidence suprême, Israël *s'en réjouit*, mais pas pour longtemps. Bechir Gemayel n'était pas le collaborateur qu'Israël espérait trouver. Il ne voulait rien céder, face à ce monstre qu'est Sharon, s'est montré inachetable et d'une autre étoffe que Haddad, l'homme des Israéliens au Sud.

Bechir Gemayel meurt dans un attentat, les Israéliens envahissent Beyrouth-Ouest et, parachevant leur rêve, préparent les massacres de Sabra et de Chatila par des éléments de leur protégé Haddad et, peut-être, quelques Kataeb fanatiques faciles à téléguider pour souiller la communauté chrétienne du Liban, diviser de nouveau le pays, discréditer le parti kataeb aux yeux des musulmans — qui commençaient à composer avec ses dirigeants — et replonger le pays dans les ténèbres et le chaos.

Une comédie

Qu'on ne se précipite pas pour défendre l'armée d'Israël. Elle a déjà causé des massacres bien plus horribles en bombardant délibérément des immeubles entiers où des civils mouraient brûlés par le phosphore ou sous les décombres, rien que pour faire pression sur l'O.L.P., se référant aussi bien à Hitler qu'à Staline, à savoir que la fin justifie toujours les moyens.

Et puis quelle comédie que de montrer M. Pérès en accord avec M. Begin pour pilonner Saïda, tuer les civils sous leurs toits, et en désaccord avec lui pour faire la même chose à Beyrouth ! Quelle ironie que de voir M. Pérès dans tous ses états à propos des massacres des camps palestiniens — comme si, depuis le début de l'offensive israélienne, il n'y veit eu que ces massacres — et que, de l'autre côté, il est en parfait accord avec M. Begin pour blanchir la face de leur agent Haddad et faire porter la vraie responsabilité au parti phalangiste et à l'Etat libanais, et ne parler que de responsabilité « morale » de l'armée quand cette responsabilité est bien physique !

Si un jour le gardien d'un immeuble laisse un complice voler dans cet immeuble, allumant toutes les lumières pour qu'il fasse sa besogne à la perfection, n'est-ce pas lui, le gardien, qui sera le premier accusé, et pas les parents ou les amis du complice ?

Ce n'est pas la première fois qu'Israël se souille les mains au Liban. Et ce n'est pas nouveau pour l'équipe dirigeante actuelle de l'Etat hébreu. Begin, Sharon, et Shamir n'ont-ils pas été les dirigeants de l'Irgoun terroriste qui a fait les massacres de Deir Yassine, de Kafr Kassem et d'autres ?

« Après tous les malheurs qu'il a infligés au Liban, me disait quelqu'un, *Israël se doit d'en payer le prix à l'Etat libanais en versant un montant annuel dans la caisse libanaise, tout comme les Allemands continuent aujourd'hui à payer cher à Israël les fautes de leurs dirigeants d'antan. »*

Ce n'est pas ce que nous cherchons. Que les étrangers nous quittent en paix et nous n'en demandons pas plus pour refaire le Liban.

Quel paradis perdu ?

Et maintenant que l'Etat libanais se décide fermement à bien tenir les rênes, que l'armée libanaise fasse à Beyrouth l'état des lieux après huit ans de chaos. Des voix se lèvent, criant à l'assassinat des libertés !

Que M. Arafat se taise ! Il a causé assez de malheurs aux Libanais avec son état-major, transformant Beyrouth en un chancre d'anarchie et de terrorisme. Que M. Walid Joumblat avoue de Paris son incompétence et celle de la « gauche » et des progressistes » qu'il représente !. Le progrès, la liberté, la démocratie, se résument-ils au fait de laisser n'importe quel amateur d'arme venir s'exercer au Liban, d'accepter que des chefs de bandes armées s'érigent en chefs de quartier, et que des milliers de Palestiniens venus de tous les bords et d'autres étrangers en situation irrégulière se mettent à reproduire des faux papiers, des faux passeports, etc. ? Est-ce là la « démocratie » que M. Joumblat veut sauver ? Est-ce là le paradis perdu que M. Arafat pleure ?

On en a plus qu'assez au Liban. Que les Israéliens se retirent de notre territoire et de nos affaires. Que les Syriens rentrent chez eux et cessent de rêver au Liban, comme la baleine affamée rêve d'une dorade agréable. Que les armées palestiniennes aillent faire leurs guerres ailleurs.

Et qu'on ne nous qualifie pas d'antisémites, nous les plus sémites, ni d'anti-Arabes, étant beaucoup plus arabes que Kadhafi et les autres, ni d'anti-Palestiniens. Dieu sait ce qu'on a sacrifié pour « la cause ».

Qu'on ne nous accuse pas de xénophobie, nous les très xénophiles. Cette fois on veut être libanais, tout court.

(*) Médecin libanais exerçant à l'étranger.

Le langage du soleil

par ABDUL HAMID AHDAB (*)

QU'EST-IL donc advenu au Liban ? Pourquoi et comment en est-on arrivé là ? Peut-être est-il souhaitable que, pour l'analyse du problème libanais, l'Occident adopte la même démarche que de Gaulle, qui, *« vers l'Orient compliqué, volait avec des idées simples »*, car notre problème au Moyen-Orient réside, comme le dit Mitterrand, dans le fait qu'il existe *« deux peuples pour une terre et un Dieu de chaque côté »*. Que dire quand il existe, comme maintenant, trois peuples avec un Dieu de chaque côté !

Le Liban était l'une des formules de solution du problème des minorités au Proche-Orient qui avait contribué à faire de l'Empire ottoman l'*« homme malade »* du dix-neuvième siècle. Les chrétiens recherchaient, à travers l'Occident et dans sa culture, une formule qui puisse, en même temps, maintenir leurs liens avec la région, leur assurer la liberté et l'indépendance et les sortir de l'encerclement que les musulmans *(ahl-al-mellah)* imposaient aux croyants non-musulmans *(ahl-al-zemmah)*. Ce fut un chrétien, Michel Aflak, qui mit au point la doctrine du Baas préconisant un nationalisme arabe basé sur le socialisme et ne faisant pas de différence entre musulmans et chrétiens. Cette doctrine devait trouver un large accueil en Syrie et en Irak.

Ce fut un autre chrétien, Georges Habache, qui élabora la formule d'un nationalisme arabe appelant à l'unité, à la liberté, à la vengeance contre Israël et à l'égalité entre chrétiens et musulmans, formule qui eut son audience parmi les Palestiniens.

Ce fut encore un chrétien, Antoun Saadé, qui fonda le parti nationaliste syrien, préconisant l'unité entre le Liban, la Syrie, l'Irak et la Palestine considérés comme formant une seule entité nationale...

La formule de 1943

Le Liban, par sa structure échafaudée en 1943 sur la base de ce qui fut appelé le *« pacte de 1943 »*, constituait lui aussi une formule que les chrétiens du Liban, avec, à leur tête, les Phalangistes, avaient contribué à créer en acceptant de renoncer à la protection française contre le renoncement de l'islam à l'unité avec la Syrie et contre l'acceptation, par ce même islam, de la notion de Grand-Liban, conçue en 1920 par les Français.

Dans le même ordre d'idées, les musulmans offrirent aux chrétiens des garanties en vue de faire renoncer ceux-ci à la protection étrangère. Elles portaient sur quelques postes clefs de l'État, notamment la présidence de la République, qui furent offerts aux chrétiens, ainsi que sur la composition de l'Assemblée nationale, qui devait être de majorité chrétienne. Cette formule de 1943 tendait à faire renoncer les membres de chaque communauté à son allégeance envers elle, afin que tous les membres de toutes les communautés s'unissent dans une même allégeance à une même partie, le Grand-Liban. Cette allégeance devait demeurer, malheureusement, faible et altérée chez les musulmans, ceux-ci se sentant traités en citoyens de deuxième catégorie.

Sortir du cadre du compromis

Avec le départ des Palestiniens et des Syriens de Beyrouth et l'élection de Bechir Gemayel à la présidence de la République, puis son assassinat, le Liban se trouve à un tournant décisif de son histoire.

Bechir Gemayel ne croyait pas au compromis. Il est, en effet, nécessaire de sortir du cadre des compromis pour que le Liban puisse vraiment vivre, car, s'il a éclaté, c'est justement parce que les Palestiniens ont cherché à résoudre leur problème en posant celui du Liban. Les garanties offertes aux chrétiens par les musulmans ont eu pour résultat de faire sentir à ceux-ci qu'ils étaient des citoyens de seconde zone. On songe au conte de l'homme revêtu d'un manteau que le soleil et le vent essayaient de lui faire retirer : le vent essaya le premier. Mais le seul résultat des orages et des cyclones fut que l'homme s'agrippa de plus en plus fort à son manteau... Le vent finit par se fatiguer et se lasser. Il se tourna alors vers le soleil et lui dit d'essayer à son tour... Le temps se fit alors plus doux, l'atmosphère devint limpide, le soleil brilla de tout son éclat et répandit sa chaleur. L'homme se sentit d'abord réchauffé mais il ne tarda pas à être gêné par la chaleur étouffante et il finit par ôter le manteau dont il n'avait plus besoin...

Des musulmans libanais ont, de 1975 à 1982, employé avec les chrétiens le langage du vent, mais le vent et les tornades ont désespéré et l'homme au manteau ne s'est pas fatigué.

Le temps est venu pour que d'autres musulmans essayent le langage du soleil, de la lumière et de la chaleur bienfaisante.

(*) Avocat libanais, docteur en droit, écrivain.

Pour la réconciliation

par le Père MICHEL LELONG (*)

QUELQUES signes d'espoir sont apparus enfin : à Fès, les représentants des pays arabes – et parmi eux M. Yasser Arafat – ont affirmé leur volonté de chercher une solution aux conflits du Proche-Orient dans le cadre des organisations internationales et en conformité avec toutes les résolutions de l'ONU ; en Israël, des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées pour dénoncer la politique de répression contre le peuple palestinien ; à Tunis enfin, s'adressant à tous les croyants à l'occasion de l'Aïd El-Adha et du Yom Kippour – dont les dates coïncidaient cette année – le président Bourguiba a solennellement appelé les juifs, les musulmans et les chrétiens à chercher ensemble les voies de la paix, par une reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'O.L.P., *« afin d'abréger les souffrances des peuples du Moyen-Orient, en particulier du peuple palestinien »*.

Ces souffrances – hélas ! – ne sont pas finies : après les bombardements de Beyrouth et les massacres de Sabra et Chatila, des milliers de familles s'apprêtent à passer un hiver particulièrement éprouvant, pleurant les morts, soignant les blessés, et attendant, au milieu des ruines, des nouvelles de ceux qui ont été arrêtés et emmenés.

Pendant ce temps, les attentats antisémites se multiplient en Europe : après Paris et Bruxelles, c'est à Rome que le sang a coulé devant une synagogue. Rome où, le mois dernier, Jean-Paul II avait reçu Yasser Arafat, rencontre importante et contestée, au terme de laquelle le Vatican avait publié un communiqué qu'il faut relire aujourd'hui : *« Le pape a exprimé le souhait qu'une solution juste et durable au conflit du Proche-Orient soit trouvée au plus tôt. Cette solution doit exclure le recours aux armes et à la violence sous toutes ses formes, et, avant tout, le terrorisme et les représailles. Elle doit amener à la reconnaissance du droit du peuple palestinien à une patrie et du droit d'Israël à la sécurité. »*

Les droits de tous les hommes

Aujourd'hui, après tant de drames, comment ne pas entendre cet appel ? L'heure n'est-elle pas venue, pour les croyants, de ne plus défendre seulement la cause de leurs coreligionnaires, mais de chercher ensemble comment sauvegarder les droits de l'homme, de tout homme et de tous les hommes ?

Ayant, pour ma part, signé le 17 juin un appel qui souleva une grande émotion dans la communauté juive, je tiens à redire ici qu'à mes yeux c'est au nom du même principe fondamental – le respect de la dignité de toute personne humaine – que nous devons, en même temps, lutter contre l'antisémitisme et soutenir la cause palestinienne.

Aujourd'hui, tandis que les dirigeants de l'O.L.P. dénoncent les attentats antisémites et que tant de juifs sont consternés par les massacres de Beyrouth, l'heure est venue de chercher les voies de la paix, en écoutant les appels convergents qui viennent de Fès, de Tunis, de très nombreux juifs et du Vatican.

(*) Consulteur du secrétariat du Vatican pour les relations avec les non-chrétiens.



Le Monde

étranger

LES PROLONGEMENTS DE LA CRISE LIBANAISE

Le retrait de toutes les troupes étrangères du Liban et l'aide américaine à la reconstruction du pays sont les principaux thèmes des entretiens que le président Amine Gemayel devait avoir ce mardi 19 octobre à Washington. Réagissant à la désignation de M. Khaled el Hassan, conseiller de M. Yasser Arafat et membre du comité exécutif de l'O.L.P., comme représentant des Palestiniens au sein du Comité des sept qui doit être reçu le 22 octobre à la Maison Blanche, le porte-parole du département d'État a réaffirmé que les Etats-Unis « n'ont aucune intention de recevoir un représentant de l'O.L.P. ».

M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, a déploré cette attitude et souligné que « les pays arabes, si concernés soient-ils par l'affaire palestinienne, ne peuvent se substituer à l'O.L.P., seul représentant légitime du peuple palestinien ». Pour le cas où le gouvernement aurait des doutes sur la représentativité de l'organisation, il l'a invité « à organiser un référendum sous l'égide de l'O.N.U. ou même des Etats-Unis pour déterminer clairement ceux qui représentent le peuple palestinien ». Et de conclure : « la partie arabe regrette que le gouvernement américain lie sa politique à des engagements pris à l'égard d'Israël ».

Pour sa part, M. M'Hamed Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, a indiqué lundi soir que « l'O.L.P. n'exige pas d'être présente là où surgissent des difficultés ».

Au Liban, l'armée libanaise n'a pu se déployer comme prévu lundi après-midi dans le Chouf (région montagneuse au sud-est de Beyrouth) où de violents affrontements ont eu lieu entre druzes et milices chrétiennes, les forces israéliennes ayant l'intention de rester dans le secteur pendant quelques jours encore, a annoncé la télévision libanaise.

De son côté l'U.N.R.W.A. (Office de secours de l'O.N.U. pour les réfugiés palestiniens) a publié un communiqué précisant que le nombre de réfugiés palestiniens dans la région enregistrés au 30 juin auprès de ses services s'élève à 1 925 726 personnes, en hausse de 2,17 % par rapport à 1981. En outre 42 687 d'entre elles sont dans un état de « pauvreté aiguë ».

DEVANT L'ASSEMBLÉE DES NATIONS UNIES

« Les Palestiniens doivent pouvoir vivre libres, en paix, et autonomes sur leur terre, la Palestine »

déclare le président Gemayel

De notre correspondante

New-York. — Le président du Liban, M. Amine Gemayel, a prononcé, le lundi 18 octobre, devant l'Assemblée générale des Nations unies, un discours vibrant, mais aussi habile et équilibré, qui a été vivement applaudi.

S'exprimant en anglais, M. Gemayel en a appelé aux sentiments de compassion de la communauté internationale pour les épreuves subies par le Liban, tout en affirmant la volonté de son pays de *« renaître de ses cendres »*. Mais il a aussi émaillé son discours d'allusions flatteuses pour les Etats-Unis, conciliantes à l'égard d'Israël et a lancé des appels à la solidarité du monde arabe.

« Je viens à vous, a-t-il dit, *avec un message de confiance d'une nation qui est en train de recouvrer force et détermination... Une nation engagée dans l'aventure hardie de la paix et de la reconstruction... Le Liban ne peut plus supporter le fardeau de la guerre tragique qui y a fait rage pendant les huit dernières années, le monde ne peut pas continuer à observer notre destruction avec une fascination morbide ».*

Evoquant le passé pacifique du Liban et le temps où *« Beyrouth était le centre culturel et commercial du monde arabe »*, M. Gemayel a nommé les responsables de la guerre qui vient de l'ensanglanter : *« Les intérêts conflictuels de pays tiers, la tension entre les Etats de la région, les idéologies concurrentes du monde arabe, la présence palestinienne armée et incontrôlée parmi nous, les invasions et les incursions périodiques des Israéliens sur notre terre, les violations incessantes de notre souveraineté et de nos droits humains fondamentaux ».*

Des « liens puissants » avec la Syrie

Cette guerre qui, selon le président, a fait plus de cent mille morts, a aussi *« brouillé bien des images : c'est ainsi que nous ne savions plus qui étaient nos amis et nos ennemis... Nous avons aussi craint que la guerre ne provoque la division ou l'annexion de notre pays... Le Liban, qui avait été le lien entre l'Orient et l'Occident, était devenu une source de danger pour les deux, et particulièrement pour l'Orient arabe ».*

Mais, a poursuivi M. Gemayel, *« nous sommes maintenant à l'aube d'une ère nouvelle. Un nouveau chapitre d'espoir s'ouvre devant nos yeux ».* Et le président attribue cette évolution au fait que *« les superpuissances et les puissances de la région reconnaissent maintenant l'importance stratégique du Liban pour la paix au Proche-Orient ».*

Et le président libanais a précisé le visage qu'il voyait à cette ère nouvelle : *« De même que nous souhaitons vivre libres et en paix sur notre terre, les Palestiniens doivent pouvoir vivre libres, en paix et autonomes sur leur terre, la Palestine. De même que nous chérissons notre indépendance, nous chérissons l'espoir que Palestiniens et Israéliens, avec l'appui de la communauté internationale, parviendront à un accord qui permettra aux uns et aux autres de vivre la plénitude de leurs droits. » « Les relations entre le Liban et la Syrie ont toujours été étroites dans le passé,* a poursuivi le président. *Il est donc naturel que le Liban et la Syrie développent à l'avenir des liens puissants dans l'indépendance, la souveraineté et le respect mutuel. »*

Après ces références aimables à ses voisins, M. Gemayel a lancé un appel très ferme *« au retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces non libanaises du Liban ».*

M. Gemayel a encore affirmé que son pays maintiendrait sa *« pluralité culturelle, mais au sein d'une unité politique sans compromis »*, et il a promis d'aider à faire naître *« une nouvelle citoyenneté au loyalisme clair et aux orientations authentiques ».*

Soulignant qu'il était favorable à *« toutes les initiatives positives prises par nos amis de la communauté internationale en faveur d'un Liban uni et souverain »*, il a salué tout particulièrement l'initiative américaine dans ce domaine, dont, a-t-il dit, *« nous explorerons toutes les possibilités »*, mais il a aussi lancé un appel *« au soutien politique et économique de nos frères arabes ».*

Abordant le problème de l'aide étrangère, le chef de l'Etat a précisé que le système de la libre entreprise *« qui a été à l'origine d'une bonne partie de la prospérité libanaise »* jouait un rôle prépondérant dans la reconstruction du pays. *« Mais,* a-t-il ajouté, *la situation au Liban et au Proche-Orient est encore fragile... Nous avons l'occasion de faire cesser le cycle de la guerre et du chaos, saisissons-la... Incitons les nations à oublier les passions du passé, à transcender leur dogmatisme, à dépasser à la fois leur idéologie et leur théologie politique. »*

Les commentaires ont été, dans leur ensemble, flatteurs : l'ambassadeur des Etats-Unis, Mme Kirkpatrick, a décrit le jeune président comme *« un homme fort »*. Le représentant permanent d'Israël, M. Yehuda Blum, a aimé l'appel au retrait de *« toutes les troupes étrangères »*. Les délégués arabes ont apprécié l'adresse aimable à la Syrie. Seul le représentant de l'O.L.P., M. Terzi, a trouvé le discours du président libanais, qui n'a pas mentionné le nom de son organisation, quelque peu *« tiède »*.

Un nouveau mandat pour la FINUL

Dans l'après-midi, M. Gemayel a demandé au Conseil de sécurité de renouveler pour trois mois le mandat de la Force intérimaire de l'ONU pour le Liban (FINUL).

S'exprimant en français, le président a rappelé les diverses résolutions du Conseil de sécurité qui, au fil des années, ont demandé l'évacuation du Sud-Liban par les troupes israéliennes. M. Gemayel a indiqué que, bien qu'elles n'aient pas été appliquées, ces résolutions avaient cependant *« censuré l'agression, confirmé la légitimité de nos droits, soutenu l'inviolabilité de notre territoire ».*

Le président a salué le sacrifice des soldats de la FINUL, mais il a rappelé que le mandat de la force ne saurait être *« indéfini »*, puisqu'elle est destinée à *« rétablir la paix et la sécurité au Sud-Liban »*. M. Gemayel a fait une claire allusion aux difficultés que les « casques bleus » ont souvent rencontrées dans leur mission. *« Un éventuel renouvellement du mandat ne saurait ignorer les besoins nouveaux de dissuasion,* a-t-il déclaré, *et plus particulièrement la nécessité de donner à l'opération du maintien de la paix une plus grande crédibilité. »*

Mais le président a célébré parallèlement *« la grande efficacité et le courage »* de la force multinationale, grâce à laquelle, a-t-il souligné, *« les contingents militaires palestiniens et syriens ont évacué Beyrouth ».*

Dans une formule assez ambiguë, le président a ajouté : *« Confiants aujourd'hui que la paix au Liban n'attendra pas qu'une solution globale soit trouvée à la question qui nous préoccupe, les Libanais voudraient affirmer, plus que jamais, leur solidarité avec le monde arabe auquel ils appartiennent par leur choix délibéré ».* Et il a demandé, une nouvelle fois, que soient appliquées les résolutions de l'ONU concernant *« les droits légitimes des Palestiniens ainsi que la non-acquisition des territoires par la force et la guerre ».*

Selon son souhait, le mandat de la FINUL a été renouvelé pour trois mois par un vote unanime du Conseil, moins les abstentions traditionnelles de l'U.R.S.S. et de la Pologne. La nouvelle résolution mentionne parmi les tâches de la force des Nations unies celles *« d'ordre humanitaire et administratif destinées, avec l'accord du gouvernement libanais, à assurer la sécurité de tous les habitants de la zone »* (du Sud-Liban). Ce que les observateurs ont interprété comme la possibilité, pour la FINUL, d'intervenir pour protéger les habitants des camps palestiniens de Tyr et de Sidon. Une suggestion qui était d'origine soviétique.

NICOLE BERNHEIM.

Une rentrée parlementaire étrangement calme en Israël

De notre correspondant

Jérusalem. — Les Israéliens ont été surpris. Dans l'opposition comme dans la majorité, on prédisait que la session d'hiver du Parlement serait agitée dès l'ouverture et que le gouvernement de M. Begin serait soumis à rude épreuve après le vaste mouvement d'opinion qui l'a contraint à accepter la création d'une commission d'enquête sur les massacres des camps palestiniens de Sabra et de Chatila. Quel contraste le lundi 18 octobre ! La nouvelle session a été ouverte par un débat sans passion. Les discours du premier ministre et du chef de l'opposition, M. Shimon Pérès, n'ont presque pas été interrompus, ce qui est fort rare. La plupart des journaux ont pris soin de publier, mardi, des photos montrant des députés et des membres du gouvernement profondément assoupis : illustration qui en dit plus long que tout commentaire.

Le parti travailliste qui se promettait, dès ce premier débat, de déposer une motion de censure, y a renoncé : elle avait trop peu de chance d'être adoptée. De même, il semble ne plus poursuivre les contacts en vue de provoquer la défection des partis religieux alliés du Likoud, car ils viennent de réaffirmer à M. Begin leur « loyauté », au moins jusqu'à ce que l'on connaisse les conclusions de l'enquête. Les trois membres de la commission se sont rendus le 18 octobre à Beyrouth, aux abords des camps de Sabra et de Chatila, afin de connaître les lieux avant d'interroger les premiers témoins.

La position de M. Begin reste pourtant très fragile, puisqu'il ne peut compter à la Knesset que sur quelques voix de majorité et se trouve à la merci de la moindre dissidence. Cette situation ne peu que l'inciter à provoquer des élections anticipées, mais pour disoudre le Parlement, il a besoin des voix du parti national religieux et du parti travailliste qui se montrent fort réticents, de sorte que, à plus d'un titre, la situation paraît pour l'instant bloquée.

Dans leurs interventions, MM. Begin et Pérès n'ont guère parlé de la guerre au Liban ; les deux hommes se sont surtout attachés à défendre leur projet pour un règlement de la question palestinienne et à définir l'avenir de la Cisjordanie et du territoire de Gaza ; pour M. Begin, il s'agit de l' *« autonomie »*, pour M. Pérès, du *« compromis territorial »* avec la Jordanie. Ni l'un ni l'autre n'ont apporté d'élément nouveau.

M. Begin a, toutefois, déclaré qu'il souhaitait la reprise de la négociation sur l'autonomie avec l'Egypte, en invitant la Jordanie à se joindre, cette fois, aux pourparlers. Mais, pour la plupart des observateurs, il s'agit d'un vœu pieux : il paraît très improbable que le roi Hussein accepte, alors que M. Begin a réaffirmé son hostilité à toute solution en dehors du cadre fixé à Camp David et a condamné le projet d'une confédération entre la Jordanie et un futur Etat palestinien que le souverain a évoqué récemment avec M. Yasser Arafat à Amman.

Enfin, le premier ministre n'a pas mentionné le plan Reagan — qu'il rejette — confirmant ainsi que son gouvernement tente actuellement d'améliorer ses relations avec les Etats-Unis, en évitant de souligner les divergences qui existent entre Washington et Jérusalem.

FRANCIS CORNU.

● *M. Claude Cheysson*, ministre des relations extérieures, a, pour la première fois, reçu, pendant une heure trente, lundi 18 octobre, MM. Charles Saint-Prot et Michel Grimard, présidents du Comité pour la paix au Proche-Orient.

● *Libération de Libanais en Syrie.* — La Syrie a libéré neuf Libanais membres du parti phalangiste, dont certains étaient retenus prisonniers depuis 1978. La libération des neuf hommes, parmi lesquels se trouvait un haut responsable militaire, semble indiquer une sensible amélioration des relations entre Damas et Beyrouth. — *(Reuter.)*

Iran

● *M. Massoud Radjavi*, chef des Moudjahidin du peuple, qui a demandé l'asile politique en France le 28 juillet 1981, a épousé dans l'intimité, samedi 16 octobre, à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise) Mlle Firoze Bani Sadr, fille de l'ancien président de la République islamique iranienne, également réfugié en France.

Le marié, dont la première femme, Achraf, avait été tuée le 8 février dernier à Téhéran par les forces islamiques, a précisé que la « dot » de sa nouvelle épouse se compose exclusivement *« du Coran, symbole de notre religion, du drapeau iranien, symbole de notre foi en l'Iran, d'une branche d'olivier, symbole de la paix nationale, et d'une branche de sucre candi, symbole de l'indépendance et de la douceur ».*

DIPLOMATIE

M. CHEYSSON : nous n'acceptons pas que l'organisation de l'État ait priorité sur les droits de l'homme

Tout en condamnant la politique soviétique, notamment à l'égard des droits de l'homme, dont le respect est *« le fondement de notre politique extérieure »*, M. Cheysson a réaffirmé, lundi 18 octobre, sa détermination de poursuivre la coopération avec l'U.R.S.S. et les pays de l'Est.

Cette coopération, a ajouté le ministre des relations extérieures lors d'un déjeuner des Amis de la République française, doit être *« aussi étroite et audacieuse que possible »* à condition, a-t-il ajouté, que *« ceci ne renforce pas leur potentiel militaire et ne remette pas en cause l'ensemble de notre stratégie ».*

Soulignant qu'il parlait en face de l'ambassadeur soviétique, M. Tchervonenko, M. Cheysson a déclaré : *« Nous rejetons tout système qui contraint l'homme dans sa liberté et dans son expression. Nous n'acceptons pas que la priorité soit donnée à l'organisation de l'Etat, de partis, de structures quelles qu'elles soient, par rapport au droit de l'homme à s'exprimer en toute liberté. »*

M. Cheysson a ensuite évoqué des *« éléments qui nous surprennent et nous inquiètent parfois dans les attitudes et les comportements de voisins à l'Est ». « Comment ne pas évoquer les événements actuels de Pologne qui, pour ne pas être surprenants — ils étaient prévisibles dès décembre dernier — n'en sont pas moins affligeants, comment ne pas évoquer les occupations de terres étrangères, Cambodge, Afghanistan et autres pays »*, a-t-il di.

M. Cheysson a également rejeté la notion de *« bloc »* au sein de l'alliance. Certes, a-t-il dit, les Etats-Unis *« sont notre plus grand, notre plus puissant allié. Nous avons besoin d'eux. Nous nous félicitons de leur effort militaire et de défense »*, mais, *« nous n'acceptons pas de leur reconnaître tout autre supériorité de quelque nature que ce soit ».*

Il n'y a pas de *« leader »* a dit le ministre. *« Nous sommes entre partenaires égaux qui devons discuter également. Les stratégies, non seulement de défense, mais également politiques et économiques que nous devons mener ensemble, vis-à-vis des pays de l'Est, doivent être établies ensemble, dans des conditions d'égalité totale, chacun ayant la possibilité de contester la décision prise par l'autre. »*

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME SE PRONONCE A NOUVEAU CONTRE LE SYNDICALISME OBLIGATOIRE

Strasbourg. — La Cour européenne des droits de l'homme (institution du Conseil de l'Europe) a accordé, lundi, un total de 137 000 livres (environ 1,5 million de francs) à trois anciens cheminots des chemins de fer britanniques pour licenciement abusif.

Les trois cheminots avaient dû quitter la compagnie en 1976, après avoir refusé d'adhérer à un syndicat, comme l'exigeait à l'époque la loi du « closed shop » selon laquelle tout employé devait être syndiqué. C'est le montant le plus important jamais accordé par la Cour en dommages-intérêts.

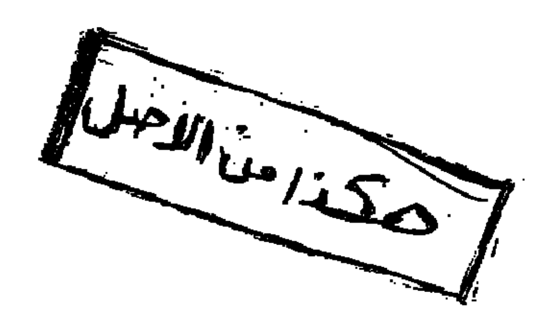
En août 1981, la Cour avait jugé que la Grande-Bretagne avait violé la convention européenne des droits de l'homme, mais n'avait pas décidé des compensations à accorder.

● *Les chefs de gouvernement des dix-sept pays du Commonwealth d'Asie et du Pacifique* (1), réunis à Suva (Fidji), ont condamné, lundi 18 octobre, les Pacifique, et émis la crainte que celui-ci ne devienne *« une décharge internationale pour les déchets nucléaires »*. Ils ont, en revanche, accueilli favorablement *« le programme de réformes du gouvernement français »* en Nouvelle-Calédonie. Ils ont, enfin, lancé un appel en faveur d'une *« zone de paix, de liberté et de neutralité »* en Asie du Sud-Est et exprimé leur *« inquiétude »* devant *« la persistance de l'intervention militaire étrangère* (au Cambodge) *qui a aggravé la tension et l'instabilité dans le Sud-Est asiatique ».* — *(A.F.P.)*

(1) Australie, Bangladesh, Fidji, Inde, Kiribati, Malaisie, Maldives, Nauru, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Samoa occidentale, Singapour, Sri-Lanka, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

● *Le niveau des relations franco-soviétiques* ne correspond pas pleinement aux *« impératifs actuels »*, écrit l'hebdomadaire soviétique *Temps nouveaux*. *« Nous assistons à un affaiblissement des rapports entre nos deux pays et en premier lieu dans le domaine politique, qui était considéré comme le fondement de la coopération »*, et cela bien que l'arrivée de la gauche au pouvoir en France *« crée objectivement des conditions favorables au développement des relations entre nos deux pays »*, ajoute l'hebdomadaire. — *(A.F.P.)*

● *M. Erich Honecker*, président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande, a terminé lundi 18 mars, une visite officielle de trois jours à Koweït, seul Etat riverain du Golfe à entretenir des relations diplomatiques avec les pays de l'Est. Il a eu deux entretiens avec l'émir du Koweit, Cheikh Jaber al-Sabah, et un avec M. Yasser Arafat. — *(A.F.P.)*



EUROPE

Turquie

CINQ CENT SOIXANTE-QUATORZE MILITANTS D'EXTRÊME GAUCHE SONT TRADUITS EN JUSTICE

(De notre correspondant.)

Ankara. — Le tribunal militaire de Mamak a ouvert, le 18 octobre, le procès — un des plus importants en Turquie par le nombre de prévenus — de 574 militants de la région d'Ankara, accusés de « *tenter de renverser par la force le régime constitutionnel* », dont 7 dirigeants du bureau national de Dev-Yol (la Voix révolutionnaire) issue du Front du parti de libération populaire de Turquie (T.H.K.P.-C.), organisation armée d'extrême gauche. 498 accusés sont détenus depuis plus d'un an. Une dizaine sont à l'étranger depuis l'intervention militaire du 12 septembre 1980.

Selon l'acte d'accusation, long de quelque *1 300 pages*, accompagné de documents remplissant 200 cartons, les inculpés d'Ankara ont à répondre devant leurs juges de 78 assassinats et 75 tentatives de meurtre, environ 233 attentats à la bombe et fusillade, ainsi que de 28 hold-up « idéologique » qu'ils auraient commis entre 1975 et 1981. Tandis que la peine capitale est requise par le procureur militaire à l'encontre de 186 accusés, 355 d'entre eux risquent des peines allant de 5 à 15 ans de prison et enfin 35 autres des peines *de 3 à 5 ans*. En raison du grand nombre d'accusés, le tribunal, présidé par un général, est composé de 9 juges, dont 6 sont des magistrats civils détachés pour l'occasion.

D'autres procès de militants de la Voie révolutionnaire se poursuivent dans diverses villes anatoliennes, notamment à Amasya (*687 accusés*), à Adana (*311 accusés*), à Erzurum (*880 accusés*). De même un nouveau procès, celui de quelque 178 militants de la Voie révolutionnaire opérant dans la région égéenne, dont 66 risquent la peine capitale, commencera le 21 octobre prochain à Izmir.

ARTUN UNSAL.

Allemagne fédérale

A DÉFAUT D'UN ACCORD AVEC LES « VERTS »

Les sociaux-démocrates de Hambourg souhaitent de nouvelles élections

De notre correspondant

Bonn. — Les habitants de Hambourg — ville qui, comme Brême, avec ses environs, constitue un Land distinct — devront-ils interrompre la pause sacrée des semaines avant Noël pour retourner aux urnes ? C'est ce que leur proposent les *sociaux-démocrates*, qui envisagent de fixer au 19 décembre la date de nouvelles élections. Les précédentes, qui remontent seulement au 6 juin, n'avaient pas dégagé de majorité de gouvernement. Les chrétiens-démocrates arrivaient en tête avec 56 sièges, suivis de près par les sociaux-démocrates, qui en obtenaient 55. Les libéraux, qui avaient manqué de peu le seuil fatidique des 5 %, n'étaient plus représentés au Parlement de la ville-Etat, *tandis* que les « Verts », amalgame écologico-pacifiste, à l'enseigne de la GAL (Grün-alternative Liste), y faisaient leur entrée avec 9 députés.

Les sociaux-démocrates, qui formaient le gouvernement sortant, refusèrent de laisser la place aux chrétiens-démocrates, arguant du fait que ces derniers, pas plus qu'eux-mêmes, n'avaient de majorité. Ils se maintinrent au pouvoir en tablant sur la « *tolérance* » de la GAL, au grand scandale de la C.D.U., qui réclamait, dès l'état — saison où l'on ne donnait pas cher du S.P.D., — que l'on revienne devant les électeurs. Une motion *dans ce sens échoua en septembre*, alors que les sociaux-démocrates étaient en pleine discussion avec les « Verts ».

Une situation bloquée

Cette *discussion* devait durer *des jours et des jours*, et n'aboutit pas. A leur tour, les sociaux-démocrates plaidèrent pour de nouvelles élections. Les chrétiens-démocrates, dont le dirigeant local Walter Leisler Kiep, appartient à la jeune garde de la C.D.U., *commencèrent* par se *déclarer d'accord*, puis ils mirent une condition formidable à leur consentement : que le « bourgmestre régnant », M. Klaus von Dohnanyi, donne sa démission, et que son successeur soit choisi par le parti numériquement vainqueur du scrutin, qu'il ait une majorité ou non.

La C.D.U. redoute en effet que les sociaux-démocrates ne se perpétuent au pouvoir, et s'y trouvent *même renforcés*, par la vague de sympathie, limitée mais certaine, que leur valent pour l'instant leurs déboires bonnois.

Un S.P.D. en position de force — et Hambourg est un fief naturel des socialistes — amènerait peut-être les « Verts » à composer pour autant que cette hypothèse soit plausible. En tout cas, il n'aurait pas plus envie de passer le *flambeau* à ses adversaires que M. von Dohnanyi n'en a de déclarer forfait sur l'injonction de la C.D.U.

Situation bloquée, que de nouvelles élections risquent de ne pas modifier de façon sensible. Et qui préfigure peut-être ce qui adviendrait à Bonn si des élections générales se révélaient aussi *catastrophiques pour* les libéraux que le furent les scrutins de Hesse et de Bavière : un duel sans issue entre les deux grands partis, sous le regard narquois des « Verts ». Mais on peut aussi penser, comme le fait M. Willy Brandt, que ceux-ci ont encore leur éducation à faire, et qu'avec le temps et l'expérience, ils conviendront qu'il n'est pas possible de se prêter au jeu électoral sans accepter la logique post-électorale.

Aux dernières nouvelles, d'ailleurs, la perspective de nouvelles élections donnerait déjà à réfléchir à la GAL, qui *pourrait se montrer plus conciliante* envers le gouvernement régional S.P.D. que lors des négociations avortées avec celui-ci. Si ces « ouvertures » se confirmaient — et elles ont été réitérées lundi soir par un porte-parole de la GAL, — le S.P.D. reviendrait-il *sur* l'idée d'un appel au peuple ? Cela paraît très difficile, mais non impossible, si les chrétiens-démocrates continuent d'exiger le départ de M. Von Dohnanyi préalablement à la consultation électorale. Or cette exigence vient d'être réitérée, à l'unanimité, par le groupe parlementaire C.D.U.

Pour le moment, la motion de dissolution du *conseil* municipal est toujours sur le bureau de ce dernier, qui doit en débattre en session extraordinaire, le 24 octobre. D'ici là, beaucoup d'eau sera passée dans les « Bouches de l'Elbe, comme s'appelait la région sous l'Empire...

ALAIN CLÉMENT.

U.R.S.S.

● *LE SOVIET SUPRÊME CONVOQUÉ POUR LE 16 NOVEMBRE.* — Au cours de sa précédente réunion, en novembre 1981, il avait adopté le plan économique pour 1981-1985. Les préoccupations des autorités sont traduites dans les mots d'ordre *du P.C. pour le 65e anniversaire* de la révolution d'Octobre. Une bonne partie des slogans est d'ordre économique et demande des dépassements du plan et la « réalisation » du programme alimentaire fixé par le parti en mai dernier. — *(A.F.P.)*

Suède

EN VISITE A STOCKHOLM

M. Mauroy estime que l'expérience social-démocrate est une « référence permanente »

De notre correspondant

Stockholm. — M. Pierre Mauroy est venu lundi 18 octobre dans la capitale suédoise pour saluer M. Olof Palme, après la victoire des sociaux-démocrates aux élections législatives du 19 septembre. Au cours d'un *entretien en tête à tête*, les *deux* chefs de gouvernement ont évoqué les problèmes économiques et en particulier la montée du chômage. Ils se sont accordés pour dire que seuls la modernisation de *l'appareil industriel* et un *retour à une croissance raisonnable* permettraient de résorber, à terme, ce sous-emploi.

Du côté suédois, on se déclare sceptique sur les chances de combattre le chômage par la réduction *de la durée du travail ou* l'abaissement de l'âge de la retraite. Ces mesures, pense-t-on ici, favorisent en réalité les rationalisations et peut-être aussi la robotisation des systèmes de production.

Pour M. Mauroy, la Suède demeure une *référence* pour le ocialisme et il a presque fait rougir son collègue en déclarant, au cours d'une conférence de presse : « *La gestion de ce pays par les sociaux-démocrates pendant un demi-siècle est pour nous une référence permanente. J'ai toujours pensé que ce qui a été réalisé en Suède représente ce qu'on a fait de mieux dans l'univers au niveau d'une politique de justice sociale et de bien-être.* »

En matière de politique étrangère, les deux chefs de gouvernement ont constaté une grande convergence de vues sur le *Proche-Orient*, l'Amérique centrale et le dialogue Nord-Sud. La Suède se réjouit que le gouvernement socialiste français ait décidé une augmentation sensible de l'aide publique aux pays en voie de développement pour atteindre, *dans les prochaines années*, les buts fixés par les Nations unies.

Le seul point de réel désaccord a trait aux projets scandinaves de création d'une zone dénucléarisée en Europe du Nord. Selon M. Mauroy, ces divergences s'expliquent par le fait que la Suède a choisi, pour *assurer sa défense nationale*, la neutralité armée et la France la dissuasion et l'appartenance à l'alliance atlantique. Les deux pays espèrent cependant qu'une conférence sur le désarmement en Europe pourra être rapidement réunie de façon à réduire l'accumulation des armes.

Les deux gouvernements ont, en outre, déclaré leur intention de favoriser les échanges commerciaux bilatéraux qui sont traditionnellement, ou presque, favorables aux Scandinaves.

ALAIN DEBOVE.

Espagne

LE LIEUTENANT-COLONEL TEJERO : « EL HOMBRE »

Madrid (A.F.P., A.P.). — *Les premières affiches électorales du lieutenant-colonel Tejero, l'un des protagonistes du putsch manqué de février 1981, sont apparues, le dimanche 17 octobre, dans les rues de Madrid, avec cette seule inscription : « El hombre » (l'homme). L'officier, qui a quitté l'armée et qui a été condamné à trente ans de prison, se présente dans la capitale comme « numéro un » du parti d'extrême droite Solidarité espagnole aux élections législatives du 28 octobre.*

D'autre part, deux mutations significatives viennent d'être opérées dans l'armée. Le commandant Saenz de Inestrillas, impliqué dans deux complots contre la sécurité de l'Etat, et en garnison à Madrid, a été affecté, lundi, à une unité militaire de Las Palmas, aux Canaries. Deux de ses fils avaient été arrêtés la semaine dernière. Ils étaient soupçonnés de préparer un attentat contre les bureaux de Tolède de l'Union du centre démocratique, le parti au pouvoir.

En outre, le lieutenant-colonel Saenz de Cenzano, en garnison à Saragosse, a été affecté à une unité militaire de Pontevedra, en Galice, après avoir été suspendu provisoirement de ses fonctions et mis aux arrêts. Cette mesure serait liée à la découverte, le 2 octobre, d'un complot militaire.

Enfin, de nouveaux attentats ont été commis, lundi, en plusieurs endroits du pays. A Madrid, une bombe a explosé devant une banque. Trois grenades ont été lancées contre une caserne de la garde civile en Navarre.

Pologne

● *Le parti républicain* diffuse cette semaine, dans le cadre de sa campagne « *pour la liberté en Pologne* », un million de cartes postales à adresser au général Jaruzelski, et au verso desquelles figure un texte demandant la libération de M. Lech Walesa. La première de ces cartes de protestation a été remise, lundi après-midi 18 octobre, par M. Hervé de Charette, délégué national du P.R., chargé des relations internationales, à M. Kalinga, ambassadeur de Pologne.

Danemark

LE PARLEMENT APPROUVE LA SUSPENSION POUR DEUX ANS DE L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES

(De notre correspondante.)

Copenhague. — Le gouvernement de coalition centre-droite, dirigé par M. Poul Schlüter (*conservateur*) a pu, en *fin* de compte, faire adopter par le Parlement en troisième lecture un premier train de mesures d'urgence pour mettre en place sa politique d'austérité. Le projet le plus discuté, celui de la suspension pour deux ans de l'échelle mobile des salaires et du blocage *des salaires pour* la même période avec effet rétroactif au 5 octobre, a été adopté samedi 16 octobre à la faible majorité de 90 voix contre 85.

Les autres projets sont passés plus facilement, les sociaux-démocrates ont en effet choisi de *s'abstenir et le parti radical* et celui du progrès *ont* obtenu certains amendements en contrepartie de leur approbation. Ces amendements coûteront au gouvernement 2 des 20 milliards de couronnes (1) d'économie qu'il entendait obtenir. Il lui faudra donc rogner sur plusieurs chapitres *du budget qui devra être* adopté avant la fin de l'année. M. Schlüter a dû renoncer, par exemple, à réduire de dix points l'allocation de chômage, dont les tarifs seront, toutefois, gelés pour deux ans.

Dès lundi, la couronne *s'est* sensiblement redressée, et, à la Bourse de Copenhague, les obligations ont enregistré une hausse sans précédent depuis 1975, cependant que le volume des transactions des obligations et des actions prenait des proportions rarement atteintes. Les experts *s'attendent, si cette tendance* se poursuit, à une baisse prochaine des taux d'intérêt. Le directeur de la Banque nationale estime toutefois qu'il faudra sans doute plusieurs mois pour savoir si une réelle stabilisation de l'économie pourra relancer les investissements.

Les syndicats, de leur côté, ont commencé à faire le point. Le président de la puissante centrale L.O. (un million deux cent mille cotisants), M. Knud Christensen, *a qualifié* ce plan d'austérité de « *chapitre le plus noir de notre histoire* ».

Enfin, les salariés des secteurs privé et public qui, la semaine passée, ont débrayé illégalement pour protester contre la politique *de M. Schlüter*, doivent s'attendre à *être condamnés à de lourdes* amendes par le tribunal des prud'hommes.

CAMILLE OLSEN.

(1) 1 couronne vaut 0,90 franc.

906351967201923461346589102948137591718511
98341279832589145 43587654289192837 4
1683564791561 89521783 68793165213 98
28365194 25 136491089 41074193 31035910527
908410228 0148269029 5310965123 854102968
9063519 20192346134 89102948137 91718511
983412 9832589145678 064358765428 928374
16835 47915613276895 78395416879 31 521398
28365 942569136491 10741930731035 10527
9084 02286014826902 1096512390854 02968
9063 196720192346 13 91029481375917 8511
9834 27983258914 5 3587654289 19 8374
1683 64791561327 41687931 65 1398
2836 19425691 089410 0731035 10527
90841 22860 26902945310965 90854 02968
90635 67 0192346134658910294813 59 18511
983412 9832589145678910643587654 28 928374
1683564 15613276895217839541687 9 16521398
28365194 5913649108941074193070 035910527
908410228 6 82690294531096510 90854102968
9063519672019 134658910 48137591718511
983412798325891456 064358765428919283 74
168356479156132768952178395416879316521398

Rentabilité: les chiffres n'ont jamais été aussi parlants.

Être un transporteur public ou privé aujourd'hui, *c'est gagner tous les jours la bataille de la* rentabilité. Et celle-ci commence par l'outil de travail : le parc de véhicules. De leur perfection technique dépendent votre efficacité et votre économie ; des prestations de service qui les entourent dépend votre gestion. Dans ces deux domaines, nul doute que Mercedes-Benz vous offre le maximum d'assurances qu'un professionnel du transport puisse souhaiter : celles des chiffres.

Mercedes-Benz : la technique parle.

L'avance technique Mercedes est reconnue et saluée par tous. Régulièrement, des innovations viennent la confirmer. Mais l'objectif fondamental de la marque demeure toujours le même : la recherche de la meilleure rentabilité. Les services de recherche de Mercedes-Benz ont ainsi apporté de nouveaux perfectionnements à tous les éléments qui entrent dans le calcul du coût de revient kilométrique : consommation, puissance, temps d'immobilisation pour l'entretien, cinématique, etc.
D'où le maxi-rendement : les moteurs Mercedes V8 et V6, où la puissance et le couple sont présents à tous les régimes.
D'où la rentabilité cachée : les châssis Mercedes, qui conjuguent robustesse et adaptabilité.
D'où la rentabilité du confort : les cabines Mercedes, qui répondent aux principes appliqués au confort des berlines Mercedes.
Pour vous, le résultat est là : c'est à chaque instant et dans toutes les conditions que s'apprécie la rentabilité d'un Mercedes.

Mercedes-Benz : les services répondent.

10 ans d'Assistance Transport : 10 ans d'expérience.
Pour Mercedes-Benz, la perfection technique n'a de sens que si elle s'accompagne d'une égale perfection de services fournis aux transporteurs. Voilà pourquoi, depuis 1972, nous vous offrons un ensemble d'assistances, aussi bien d'avant-vente que d'après-vente, qui n'ont pas d'équivalents chez les constructeurs et qui concourent toutes à la plus haute rentabilité de votre entreprise.

Ainsi, le programme informatique FIS vous aide à calculer rapidement et avec précision la rentabilité de chacun de vos véhicules.
Ainsi, le programme informatique TRASCO vous aide à sélectionner dans la gamme Mercedes le véhicule le mieux adapté à vos exigences de puissance, de parcours et de remplissage.
Ainsi, le programme informatique OPTEZ vous aide à déterminer la date idéale de renouvellement de vos véhicules.

Ces services gratuits s'intègrent à un environnement Mercedes-Benz, où tout est axé sur votre rentabilité : un réseau de 350 points de service régulièrement répartis sur le territoire français, pour qu'un Mercedes ne soit jamais, en moyenne, à plus de 25 km de l'un d'entre eux ; un système de livraison de pièces détachées en moins de 24 h ; un nouveau contrat d'entretien-réparation Mercedes-Benz ; une permanence d'Assistance-Dépannage dans 50 points de services Mercedes Assistance Express, etc. Vous le voyez, dans la bataille de la rentabilité, Mercedes s'engage totalement à vos côtés.

Mercedes-Benz : le choix s'impose.

Si le système TRASCO, qui permet de choisir le véhicule le mieux adapté à son usage, a été créé, c'est *en grande partie parce que la gamme Mercedes vous* offre véritablement l'embarras du choix.
Porteurs, tracteurs de 2,5 t à 180 t, boîtes de vitesses, chaînes cinématiques, sans compter les options qui sont conçues réglementairement d'origine comme par exemple pour le transport de produits dangereux (RTMD et ADR), vous disposerez toujours chez Mercedes du véhicule correspondant à vos besoins.

Un autre exemple : par l'intermédiaire de son service technique gratuit Avant-Vente, Mercedes met à votre disposition des techniciens spécialisés qui vous conseilleront sur le choix du porteur le plus adapté à votre carrosserie standard ou sur mesure. Ceci grâce aux relations permanentes qui existent entre Mercedes et les plus grands carrossiers français.

Cette richesse de la gamme et de ses services n'est évidemment pas le fruit du hasard. Mercedes, depuis toujours, est à l'écoute de vos besoins, que vous soyez transporteur public ou transporteur privé. Cette expérience, Mercedes et son réseau de 350 points de service l'ont acquise avec vous sur le terrain. C'est pourquoi, aujourd'hui, Mercedes disposera toujours du véhicule le mieux adapté à votre transport et des services complémentaires répondant à vos besoins.

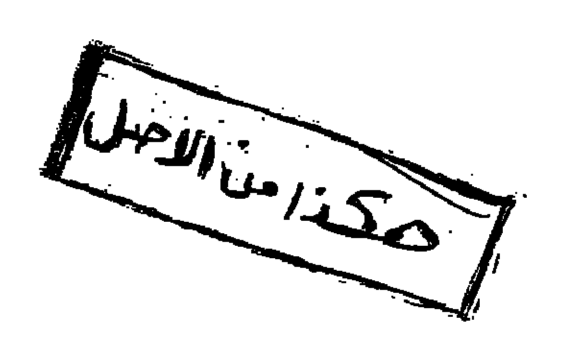
Pour Mercedes, c'est le code de conduite de la rentabilité.



Mercedes-Benz.
La rentabilité par la perfection technique et les prestations de service.

Ogilvy & Mather

"Département Mercedes-Benz Financement. Un financement personnalisé pour votre Mercedes : crédit, crédit-bail, location."



AMÉRIQUES

Cuba

LA LIBÉRATION DE M. ARMANDO VALLADARÈS

M. Fidel Castro veut maintenir des relations privilégiées avec la France

Un geste hautement politique : telle est la conclusion qu'on tire, à La Havane, de la décision prise par M. Fidel Castro de libérer le poète Armando Valladares, en prison depuis vingt-deux ans. Selon le correspondant de l'Agence France-Presse dans la capitale cubaine, Pierre Cayrol, le « lider maximo » a voulu de cette façon manifester sa sympathie personnelle à M. Mitterrand, qui lui avait adressé une requête en faveur du prisonnier, et maintenir des relations privilégiées avec la France.

Jusqu'à présent, les autorités cubaines manifestaient une volonté obstinée de maintenir M. Valladares en prison *jusqu'au terme de sa peine.* Condamné à trente ans d'emprisonnement en 1960, peine qui avait été ensuite réduite de cinq ans, il aurait donc dû être libéré en 1985 ou 1986. Depuis qu'une campagne avait été organisée en sa faveur à l'étranger, les officiels cubains affectaient de voir en lui un *« porte-drapeau de la droite réactionnaire ».*

« Ce contre-révolutionnaire n'a jamais été connu à Cuba comme un intellectuel », écrivait en 1981 l'agence cubaine *Prensa latina.* En effet : employé au ministère des communications lors de son arrestation, c'est dans les cachots que M. Valladares a commencé à écrire. Si ses poèmes ont été publiés à l'étranger, ils n'ont jamais circulé, même sous le manteau, à Cuba, et son nom même y est inconnu.

Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mitterrand, les « petits gestes » se sont multipliés entre les deux pays. M. Fidel Castro s'est rendu à plusieurs reprises à des réceptions à l'ambassade de France, abandonnant une certaine froideur adoptée pendant la présidence de M. Giscard d'Estaing.

Deux ministres français, MM. Jack Lang et Jack Ralite, se sont rendus à La Havane, où ils ont été accueillis avec beaucoup d'égards. C'est finalement à un ami de longue date, M Régis Debray, conseiller à l'Elysée, qui se trouvait à La Havane la semaine dernière, que M. Fidel Castro a donné la primeur de sa *décision.*

M. Valladares devrait arriver avant la fin du mois à Paris. Mais il restera encore environ deux cent cinquante prisonniers politiques à Cuba, selon le rapport de 1981 d'Amnesty international : il s'agit pour la plupart d'opposants incarcérés depuis une vingtaine d'années.

S'ils n'ont pas figuré sur la liste des trois mille six cents prisonniers politiques libérés à partir de 1978, c'est parce qu'ils ont refusé le « programme de rééducation » des autorités pénitentiaires. Selon Amnesty international, une centaine de détenus de la prison de Boniato, à Santiago, ont fait en novembre 1980 une grève de la faim qui a provoqué une suspension du droit de visite accordée à leurs familles.

Au cours de la répression qui a suivi, il y aurait eu plusieurs blessés.

Un poète « né » en prison

Armando Valladares : ce nom est devenu un symbole pour tous ceux qui ont découvert — parfois à contrecœur — la réalité du régime cubain. Il avait vingt-trois ans lorsqu'il fut arrêté. Il avait été employé dans l'administration de la police, sous le régime de Batista : un rôle de « gratte-papier », qui n'avait rien à voir avec la répression des opposants, mais les autorités cubaines en prennent prétexte pour affirmer qu'il a travaillé pour la *police du dictateur.*

Catholique, il est l'un de ceux qui adhèrent, par idéal, à la révolution castriste. Il s'en sépare vite, en percevant la communisation du régime et la *personnalisation croissante du pouvoir. A l'Université, où il* continue ses études, il entre dans un groupe clandestin d'opposition. Celui-ci est démantelé en décembre 1960. La police affirme que des armes ont été trouvées *au domicile de certains de ses membres. Voilà Valladares condamné à trente ans de prison.*

De ce qu'on a appelé parfois le « goulag tropical ». Valladares connaîtra le pire. Les travaux forcés, avec la menace quotidienne d'être liquidé par ses gardiens. Les *cachots humides où il est jeté parce qu'il refuse* le « programme de rééducation » proposé par ses bourreaux : s'il se reniait — par écrit. — s'il suivait les cours d'endoctrinement marxiste-léniniste, ses conditions de détention seraient allégées. Mais il ne se renie pas. Il tient tête *malgré les humiliations, les sévices, la volonté* d'avilissement. « *On va vous réduire en loques* », dit un représentant du pouvoir à ceux qui, comme M. Valladares — ils sont quelques centaines — refusent de collaborer avec leurs geôliers.

Ceux qui acceptent ont droit à un vêtement — bleu. Les autres doivent revêtir l'uniforme — jaune — des soldats de l'ancien dictateur. M. Valladares et ses compagnons rejettent un tel *accoutrement.* Ils sont condamnés à vivre en slip. Du coup, « par décence », prétendent les autorités, ils sont privés de visites.

En 1969, la fille d'un de ses compagnons de cellule le rencontre au cours d'une visite, s'éprend de lui et l'épouse en prison. Marta — c'est son nom — recevra bientôt des poèmes de son mari, écrits en lettres *microscopiques* sur du *papier hygiénique, et transmis clandestinement. Le reclus y dit sa foi* et son espérance. Lorsque son premier recueil sera publié à l'étranger, en 1977, les persécutions redoubleront.

Entre-temps, il a perdu l'usage de ses jambes. Sa résistance l'a conduit, en 1974, à être privé de nourriture pendant une quarantaine de jours. Déjà malade (il souffre d'asthme depuis plusieurs années, sans être soigné), il reste, ainsi que cinq de ses *compagnons, à moitié paralysé. Il ne peut plus se déplacer que sur un fauteuil* roulant. « *Simulation* », disent les officiels cubains, qui refusent de lui donner le fauteuil tout neuf que lui a envoyé le groupe d'Amnesty International qui l'a adopté.

Un marchandage lui est proposé : se rétracter, démentir tout ce qui a été dit et publié sur ses souffrances, en échange d'une libération rapide et de la possibilité, pour ses proches, d'émigrer. Il refuse un tel « suicide moral ». Depuis trois ans, *il était privé de courrier et de* visites.

Un comité pour sa libération avait été fondé en France, avec à sa tête l'écrivain espagnol Fernando Arrabal, qui se démenait *en faveur du plus ancien « prisonnier écrivain » du monde. M. Mitterrand avait adressé,* au début de l'année, un message personnel à M. Fidel Castro, pour plaider une clémence qui vient — enfin — d'être accordée. — C. V.

États-Unis

● *Mme Bess Truman*, veuve du président Harry Truman, est morte lundi 18 octobre, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, dans un hôpital de Kansas-City.

[Née à Independence (Missouri), le 13 février 1885, elle avait rencontré son futur mari avant la première *guerre mondiale. Craignant d'être blessé pendant* les hostilités, Harry Truman avait refusé de se marier en temps de guerre, et c'est seulement en 1919, le 28 juin, que le mariage avait été célébré.

Mme Truman avait suivi de très près la vie professionnelle de son mari, qui disait qu'elle était sa confidente et son plus proche conseiller. Toutefois, elle n'avait pas souhaité, lorsque son époux avait été désigné comme colistier de Franklin Roosevelt en 1944, qu'il devienne *vice-président. Quelques mois plus tard, après la victoire des démocrates,* Roosevelt mourait et Truman lui succédait.

Retirée dans sa ville natale, *Mme Truman* avait reçu en 1976, le président Gerald Ford, venu à Independence inaugurer une statue de l'ancien président et, en 1980, le président Jimmy Carter alors en campagne électorale.]

● *Les Etats-Unis ont affirmé lundi 18 octobre à la conférence de l'Union internationale des télécommunications*, réunie à Nairobi, leur intention de quitter cette agence spécialisée de l'ONU si Israël en était exclu. *Les Etats-Unis* ont déjà cessé de verser leur contribution à l'Agence internationale de l'énergie atomique parce que Israël avait été exclu de sa conférence générale. — *(Reuter.)*

Argentine

L'« affaire Dupont » embarrasse le régime

Le 8 octobre était découvert, au pied d'un immeuble de Buenos-Aires, le cadavre de M. Marcelo Dupont. C'était le frère d'un ancien diplomate, M. Gregorio Dupont, qui avait fait des révélations embarrassantes pour le régime militaire. Celui-ci avait affirmé que l'amiral Massera, ancien commandant en chef de la marine et membre de la junte militaire sous la présidence du général Videla, avait remis plus d'un million de dollars au chef des Montoneros, M. Mario Firmenich, pour obtenir l'appui de cette organisation — pourtant pourchassée par le régime militaire — à sa candidature à la présidence de la République. M. Dupont avait dit tenir cette information de Mlle Elena Holmberg, l'ancienne attachée de presse à l'ambassade d'Argentine à Paris — ville où avait eu lieu la rencontre entre les deux hommes. Depuis, Mlle Holmberg a été assassinée, et le meurtre a été imputé à des individus obéissant à l'amiral Massera.

Correspondance

Le *président à vie de Haïti, M. Jean-Claude Duvalier, a lancé un* avertissement, il y a quelques jours, contre les « *crispations sociales* » que pourraient provoquer, selon lui, les compressions budgétaires imposées par le Fonds monétaire international. Le climat politique, déjà tendu, *pourrait s'alourdir* avec le *retour sur la scène politique du chef du parti démocrate-chrétien,* M Sylvio Claude, récemment libéré de prison.

M Claude avait été incarcéré il y a deux ans pour avoir été « irrévérencieux » à l'égard du président. Celui-ci le gracia le 24 septembre, *lorsque la famille Duvalier célébra le vingt-cinquième anniversaire de son arrivée au pouvoir. Vingt et un* membres de son parti ont été libérés en même temps. Il semble que cette mesure ait été prise sous de fortes pressions étrangères, notamment de l'Allemagne fédérale, qui en avait fait la condition d'un prêt de 15 *millions de dollars.*

Quelques jours auparavant, deux personnalités de la « vieille garde » duvaliériste étaient rentrées d'exil et avaient reçu un accueil quasi officiel. Il s'agissait de M. Luckner *Cambronne, ancien ministre de l'intérieur et de la défense, qui a gouverné le pays pendant dix-huit mois* après la mort de « Papa Doc », en 1971, et de M. Henri Siclait, ancien directeur de la régie du tabac, d'où sortent chaque année une trentaine de millions de dollars pour payer *les forces de sécurité du régime. M. Cambronne* avait déclaré à son *arrivée qu'il ne voulait plus se mêler* de politique. *Il a été expulsé deux semaines après vers la Floride sous* l'accusation de n'avoir pas tenu sa promesse.

De violents incidents continuent de troubler le pays et d'inquiéter la *famille régnante* (Mme Simone Duvalier, *mère du président, venue récemment à Paris pour des examens médicaux,* est officiellement *considérée* comme la « *gardienne de la révolution* »). Le 9 août, des opposants ont tenté — en vain — de lâcher une bombe sur le ranch de M. Jean-Claude Duvalier. D'autre part, de *nombreux fonctionnaires* publics ont *signé une « lettre ouverte » pour protester contre la mise à l'écart,* le 12 juillet, de M. Marc Bazin, alors ministre des finances, et de deux autres ministres jugés « sérieux », qui avaient entamé des réformes de fond. Ils affirment dans cette lettre que le président est « *incompétent, ignorant et irresponsable* », et jugent *exorbitants* les *pouvoirs de son épouse. Mme Michèle Bennett Duvalier, une « boulevardière en mal de vedettariat »* Ils font appel à la « *conscience internationale* » pour que soit stoppé le « *processus d'anéantissement physique et moral de six millions de Haïtiens* ». A la *suite de ces diverses manifestations, il y a eu plusieurs dizaines d'arrestations.*

GREG CHAMBERLAIN.

Haïti

M. Jean-Claude Duvalier affronte l'opposition des démocrates-chrétiens et de nombreux fonctionnaires du régime

Buenos-Aires. — Plus d'une semaine après la découverte du corps de M. Marcelo Dupont, l'« affaire Dupont » fait toujours la *« une »* des journaux. Le mystère *qui entoure sa mort reste* pourtant à peu près *entier. Les autorités* elles-mêmes ne cessent de se contredire. Le ministre de l'intérieur avait d'abord insinué que la disparition de M. Dupont était liée à des problèmes personnels. Cette hypothèse avait ensuite été écartée par le président, le général Bignone, *qui avait admis* que la mort du *frère de l'ancien* conseiller de *l'ambassade d'Argentine à Paris* avait des « *connotations politiques* ». Trois jours après, le chef de la police fédérale affirmait le contraire. Ces déclarations contradictoires reflètent les divergences au sein des forces armées sur l'attitude à adopter *face à cette épineuse affaire.* La *famille de M. Dupont et les frères de Mlle Elena Holmberg sont* convaincus que *la victime a été* assassinée et que les mobiles du crime sont politiques.

M. Gregorio Dupont a vu les *résultats de l'autopsie. Il affirme* que son frère a été *brutalement* frappé dans le dos et dans les reins avant d'être achevé d'un violent coup porté à la nuque qui fit éclater les vertèbres cervicales. Le *corps aurait ensuite été précipité du quatrième étage de l'immeuble au* pied duquel il a été retrouvé, ou jeté d'une automobile en marche.

« Les auteurs du crime sont les mêmes que ceux qui ont enlevé et assassiné Elena. Ils ont appartenu à l'Ecole de mécanique de la marine et au « centre pilote » créé en 1977 à l'ambassade d'Argentine à Paris », affirme M. Eugenio Holmberg, frère de l'ancienne attachée de presse. Pour M. Gregorio *Dupont et pour le frère d'Elena,* l'objectif principal des meurtriers est d' « *intimider* » ceux (il s'agit pour la plupart de diplomates) *qui ont reçu les confidences de Mlle Elena Holmberg sur les relations entre l'amiral Massera et les Montoneros, et dont le témoignage pourrait être décisif ».* Ils sont, cependant, convaincus *que l'ancien commandant en chef de la marine n'est pour rien dans* le meurtre de M. Marcelo Dupont. *« Les groupes spéciaux constitués pour lutter contre la subversion ont acquis une dynamique propre... Ils n'ont que faire de la carrière politique de leur ancien chef et ont voulu montrer qu'ils n'étaient pas disposés à être sacrifiés sur l'autel de la réconciliation nationale ».* Pourquoi s'être attaqué au frère de M. Dupont ? *« Parce qu'ils savaient que cela toucherait profondément Gregorio. C'est une technique bien nazie »,* répond M. Eugenio Holmberg.

JACQUES DESPRÉS.

UN QUOTIDIEN DE PORT-AU-PRINCE S'EN PREND A M. MITTERRAND POUR SES PROPOS DEVANT LE NOUVEL AMBASSADEUR DE HAÏTI

Le quotidien de Port-au-Prince *le Matin* (libéral indépendant) a qualifié, le lundi 18 octobre, d'« *ingérence intempestive et inacceptable* » les propos tenus par M. Mitterrand lorsque le nouvel ambassadeur d'Haïti, M. Emmanuel Guerrier, lui a remis, le jeudi 14, ses lettres de créance.

Le chef de l'Etat français avait déclaré qu'Haïti *« gagnerait certainement à ce que son image de marque se modifie dans le monde »* et qu'*« aucune aide économique efficace ni progrès économique sensible »* ne pourraient avoir lieu *« sans épanouissement des libertés publiques ».* Le journal estime que M. Mitterrand a fait preuve d'une *« discourtoisie intolérable »* en s'adressant ainsi au représentant d'un Etat souverain et indépendant.

Rappelant la présence du président français au sommet franco-africain de Kinshasa et le fait qu'il ait réservé récemment un « accueil royal », à Paris, à M. Sekou Touré, il se demande s'il s'est inquiété, alors, de *« l'épanouissement des libertés publiques au Congo, au Gabon et au Zaïre, et du sort des prisonniers politiques en Guinée ».*





A travers le monde

Afghanistan

● UN MIG-17 DE L'ARMEE DE L'AIR AFGHANE s'est écrasé, lundi 18 octobre, près de la localité de Chaman, à une vingtaine de kilomètres de la frontière, en territoire pakistanais. Son pilote a été tué. Les autorités d'Islamabad estiment qu'il s'agissait d'un transfuge qui a voulu faire un atterrissage forcé. C'était la première fois, depuis six mois, qu'un appareil afghan pénétrait dans l'espace aérien pakistanais. — *(UPI.)*

Cambodge

● ASSASSINAT D'UN CHEF MILITAIRE NATIONALISTE. — M. Om Luot (de son vrai nom Siem Sam On), un des chefs militaires du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.), a été assassiné le 11 octobre près de la frontière khméro-thaïlandaise par des inconnus. Il a été remplacé par M. Lajoh Kinmeng. Cet assassinat a conduit le chef du F.N.L.P.K., M. Son Sann, à écourter son séjour aux nations unies pour revenir auprès de ses troupes. — *(A.F.P.)*

Canada

● M. JOHN ROBARTS, premier ministre conservateur de la province de l'Ontario, de 1961 à 1971, a été trouvé mort des suites d'une blessure par balle, lundi 18 octobre, à son domicile, à *Toronto.* L'enquête a déterminé qu'il s'agissait d'un suicide, a annoncé la police — *(A.P.)*

Djibouti

● RECTIFICATIF. — Dans la liste des Etats des participants à la IXe conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique, publiée dans nos éditions des 10 et 11 octobre, il faut ajouter la république de Djibouti, représentée par son premier ministre et son ministre des affaires étrangères.

R.D.A.

● EVASION EN CANOT PNEUMATIQUE. — Deux jeunes Allemands de l'Est ont réussi à s'évader de R.D.A. et à gagner l'Allemagne fédérale sur un canot pneumatique, près de Lubeck, après avoir traversé, dans la nuit, la baie de Mecklembourg. — *(A.P., Reuter.)*

هكذا من الأصل

La mort de Pierre

Les témoignages

L'exception et la règle

par MICHEL ROCARD *

Découvrir la politique dans les années cinquante, lorqu'on allait sur ses vingt ans, celà faisait un choc dont beaucoup ne se remirent pas. Guerre froide, division des forces politiques et sociales de gauche, impuissante de gouvernements éphémères, enlisement indochinois, malthusianisme économique, un tel ensemble suscitait un sentiment de dégoût pour la *vie publique* et, à tout le moins, de distance. La génération montante était rebutée par l'engagement militant. Certains l'estimèrent même perdue pour les combats de la gauche.Aceux-là, et à tous ceux qui vinrent après eux, Pierre Mendès France fut d'abord celui qui l'espoir.

Étonnant destin, *en vérité*, que celui de cet homme qui en toutes circonstances choisit de dire la vérité, même la plus dure, d'aller jusqu'au bout de ses convictions, même les moins populaires, qui se distingua toujours par son refus de la démagogie *et* des compromissions, qualifié parfois de *Cassandre* de la gauche, et resta *jusqu'au* bout *un* symbole d'espérance.

En juin 1953, la révélation fut fugitive puisque l'Assemblée nationale lui refusa l'investiture, le M.R.P. rejetant l'expérience et choisissant de s'enfermer *définitivement* dans le camp de la droite *et du colonialisme*. Néanmoins, l'opinion prit conscience que la République avait en réserve un homme d'État et qu'une autre politique était possible. Un Homme nouveau, appuyé seulement par une petite équipe, incarnait l'espoir du *changement et* du renouveau. Peu nombreux étaient alors ceux qui le connaissaient vraiment, si ce n'est les compagnons de la Résistance du courageux combattant de la France libre et les étudiants ou les spécialistes de l'économie qui avaient eu connaissance des thèses rigoureuses défendues en vain par l'*ancien ministre* de l'*économie* nationale du général de Gaulle.

Ce fut la dégradation de la situation militaire en Indochine et le blocage institutionnel dans lequel les appareils politiques étaient embourbés qui furent de Pierre Mendès-France le seul recours possible : autre paroxe que de voir porté au pouvoir par les circonstances celui qui mit un point d'honneur à toujours mettre en avant, comme critère de choix, son programme et ses propositions.

Un autre 18 juin

Le choc profond que provoqua l'investiture *du 18 juin* 1954 – un autre 18 juin... – *surprendrait* peut-être ceux qui n'ont pas vécu l'évènement. A *posteriori*, pourtant, il était inscrit dans les données incontournables de la réalité politique que la droite restait largement représentée au gouvernement et n'abandonnait que très provisoirement les rênes du *pouvoir*. Le *parti communiste*, de son côté, n'avait *pas intérêt à faire* durer une expérience dont l'impact populaire était réel sans qu'il en soit partie prenante. Il n'empêche que ces quelques mois de juin 1954 à février 1955 sont restés longtemps dans les esprits, et aujourd'hui dans l'histoire de la IVe République, une *référence mobilisatrice* : sucession d'initiatives *audacieuses*, *clarté* des *choix*, rapidité d'exécution, respect des promesses annoncées – quel contraste avec ce qu'on appelait alors « le système » !

Pierre Mendès-France fut renversé sans que le pays ait eu à se prononcer Le chef de gouvernement lucide, efficace et courageux ne devint *pas un homme* de parti aussi heureux dans *ses* choix et *dans* la mobilisation de l'opinion. il était, il est vrai, beacoup plus difficile de rendre perceptible dans l'opposition les qualités qui s'étaient imposées pendant sept mois au gouvernement. Il reste que l'on peut s'interroger, hier comme aujourd'hui, sur les obstina*tions difficilement* explicables qui *furent perçues par ses partisans* les plus fidèles comme un rejet délibéré des moyens du succès. Il y a là un mystère de l'homme que nul n'élucidera jamais.

Nouveau paradoxe, son isolement en marge des formations politiques, son adhésion longuement motivée au *socialisme* qui resta un acte individuel, *son intransigeance* à l'égard des *institutions de la* Vᵉ République malgré *leur* sanction répétée par le suffrage universel, renforcèrent encore sa stature morale et son autorité politique.

Ses prises de position, face à Michel debré en 1965, à nouveau en faveur de *François Mitterrand* en *1974* et 1981, pour les *solutions* pacifiques et négociées au Proche-Orient avaient à chaque fois un retentissement considérable.

« Gouverner, c'est choisir », son *adhésion sans réserve* à une conception « *moderne* » de la République du calendrier *annoncé et respecté*, son souci de pédagogie et de persuasion de l'action entreprise son autant de pricipes de gouvernement qui ont et qui demeurent des références essentielles. Elles devraient être, pour la gauche et bien audelà, des règles de la *vie* publique.

Pierre Mendès-France *fut* pour moi à la fois un maître et un ami. Son message de droiture morale et d'intégrité intellectuelle est résumé dans ces lignes que son biographe a choisi *pour* le définir : toute action *n'est pas veine,toute politique n'*est pas impure.

La fidélité à cet héritage, à la fois collectif et personnel, sera notre meilleur hommage.

* *Ministre d'État, ministre du plan et de l'aménagement du territoire.*

« LUI, RADICAL, MOI COMMUNISTE »

par FERNAND GRENIER (*)

Lui, radical, moi, communiste, demeuré fidèle à son idéal de jeunesse, *nous nous sommes cependant rencontrés à deux périodes importantes* de notre vie.

Tous deux, nous avions dit « non » à Hitler et à Pétain.

Nous nous sommes retrouvés, en janvier 1943 à Londres, où je venais de France pour représenter de Gaulle, afin de contribuer à l'union de la *Résistance*. Lui faisait partie des forces *aériennes de la France* combattante et risqua sa vie maintes fois dans les bombardements sur l'Allemagne et les territoires occupés.

Tous deux, nous étions pour la paix au Vietnam. Dès le début du conflit, en 1947, le parti communiste français déclarait que le problème du Vietnam ne se réglerait pas sur le plan militaire, mais par la négociation avec Hô Chi Minh, son authentique *représentant*. Sept années se passeront *avant le désastre de Dien-Bien-Phu*. Quatre-vingt mille officiers, sous-officiers et soldats français morts pour rien, avant d'arriver à la négociation de Génève, en 1954, où Mendès France signa la paix avec un peuple que les Américains continuèrent encore de tenter d'écraser pendant sept ans.

C'était l'un des Français dont le nom sera retenu dans la mémoire de notre peuple.

*Membre du P.C.F., ministre de l'air dans le gouvernement provisoire d'Alger, dont Pierre Mendès France était le ministre des finances.

Une inébranlable conviction

par PAUL LEGATTE*

D'autres retraceront la carrière de l'homme d'État. Ayant eu le privilège de travailler à ses côtés de 1944 à 1958, je *puis évoquer* sa psy*chologie et sa méthode de* travail.

En 1944, âgé seulement de trente-sept ans, P.M.F. était déjà sûr de lui et son autorité était rayonnante.

D'où tenait-il cette inébranlable conviction d'avoir toujours raison ? Le hasard y est probablement pour quelque chose, mais la *qualité* de l'esprit *en* a la plus grande part.

Il avait eu raison, dès avant la crise de 1929, de penser parmi les premiers que, dans le monde d'alors, le keynésisme avait du bon. Dès 1932, il militait pour la relance économique par l'entraînement des dépenses d'État. Le New Deal de Roosevelt le conforta *dans* cette idée et le Front populaire *s'édifia sur* cette grande espérance, P.M.F. avait prévu les conséquences des accords de Munich, puis refusé le caractère inéluctable de la victoire de l'hitlérisme. La certitude que la puissance économique des alliés vaincrait et que le général de Gaulle sauverait l'âme de la France *l'habitèrent* dès juin 1940.

Peut-être existe-t-il une part de chance dans ces paris gagnés ? Mais le succès continua dans la vision qu'il eut ensuite de l'avenir de l'Em*pire français et dans son* approche de la décolonisation. *Sur le plan* de la politique intérieure, l'accent mis sur la reconversion des industries et activités périmées, la création dans son gouvernement des ministères de la recherche scientifique et de la jeunesse, montrent que ses préoccupations étaient justes. Son attitude à l'égard du développement économique du tiers-monde, dont il montrait le caractère vital pour les pays industrialisés, son combat pour freiner la course aux armements, sa crainte constante pour l'État d'Israël furent celles qui convenaient. Il en alla de même dans sa lutte contre les excès du *parlementarisme*. Une telle claire voyance au niveau de la conduite des affaires de l'Etat affirme évidemment l'autorité.

L'expression de cette autorité était d'ailleurs un don tout à fait exceptionnel qui n'avait touché avant lui, dans l'époque moderne, que le *général de Gaulle. Comment* expliquer autrement que par le magnétisme cette capacité surprenante de donner une telle impression de sincérité, un si grand pouvoir de conviction, une si précieuse aptitude à faire tenir pour plus profond qu'il n'est le raisonnement ? Mais tout *n'était pas dans* l'apparence *et dans* la qualité de l'expression, P.M.F. y ajoutait l'esprit.

La rencontre avec Georges Boris

P.M.F. était profondément convaincu de la valeur de son raisonnement et de la capacité de ses concitoyens à l'entendre. Certes il ramenait toujours les problèmes à *résoudre à leurs données* essentielles et son esprit *savait être* merveilleusement simplificateur. L'enchaînement logique de arguments était soutenu par une sincérité rarement feinte, en tout cas toujours bien exprimée. Dans la négociation beaucoup de perdants ont rendu hommage à son talent. Sa capacité *d'accepter le débat*, de regarder la *difficulté en face*, de l'aborder avec un courage exemplaire, venait probablement de ces racines qui en eussent fait, en d'autres lieux et temps, un Juste. Combattant pour des valeurs établies et pour la société qui en découlait, P.M.F. croyait au progrès, en voyait la nécessité. Il assumait plus la responsabilité de le conduire pas à pas que de l'imaginer à long terme et sa méthode de travail était élaborée en conséquence.

Peut-être que, là encore, le hasard a eu sa part. Ce fut d'ailleurs une chance *pour* P.M.F. *de rencontrer Georges Boris*, de près de vingt ans son aîné qui *mit à son service* un immense talent et une infinie affection. Une division du travail s'instaura progressivement et tout naturellement entre eux, comme une complémentarité nécessaire. Il existait entre ces deux hommes des points communs qui *tenaient* à leurs origines *et* à *leur goût* pour les problèmes économiques. *Tous les deux* étaient des spécialistes des questions monétaires et *Georges Boris* avait été financier et journaliste.

Chaque matin, Georges Boris téléphonait longuement à P.M.F. Il lui commentait l'actualité, suscitait sa réaction sur les problèmes et prenait commande des questions à méditer. *Des études plus poussées* suivaient alors, *sous la direction de Georges* Boris, avec un *tout* petit groupe qui se retrouvait rituellement dans la délégation française au Conseil économique et social des Nations unies et où brillait René de Lacharrière. P.M.F. avait une rare capacité à tirer parti de ces travaux, à *en* exprimer la *quintessence* et à la *présenter* comme il convenait. C'est ainsi que furent élaborés la plupart des écrits, des interventions parlementaires et des causeries à la radio de P.M.F. Sans la présence de Georges Boris, la méthode de travail de P.M.F. eût *été évidemment tout autre*. Mais, ayant *cet atout, il eût été impardonnable de le négliger. D'ailleurs* il ne répugnait pas, bien au contraire, à déléguer ses pouvoirs.

La manière dont il conduisait les délégations dont il eut la charge aux Nations unies, ainsi que son gouvernement, était toujours adaptée aux objectifs poursuivis et à l'instrument qu'il avait en main. Aux Nations unies, *par exemple, il se bornait* à donner des *directives* et à *en surveiller de loin* l'exécution. *Il ne siégeait* que rarement, mais on le trouvait informé de tout ce qui était important. Lors de son gouvernement de 1954-1955, ses ministres eurent, en dehors des *affaires réservées*, une très *grande liberté d'action*. La responsabilité des *affaires réservées* était d'ailleurs très largement confiée aux membres de son cabinet bénéficiant de sa confiance.

Si P.M.F. s'en tenait ainsi à l'essentiel, c'était plus par discipline que par goût car il eût aimé s'intéresser aux détails et il y succombait lorsque le débat devenait âpre et prenait des allures de combat singulier. *Le tempérament de lutteur se* réveillait alors.

P.M.F. ne *renonça* jamais, *même* après la mort de *Georges Boris et* la dispersion de sa petite équipe, au combat qu'il voulait mener pour la France. La rédaction des *Cahiers de la République* l'occupa un certain temps. Ses dernières années furent assombries par l'impossible conciliation entre la mise au service de son *pays d'une capacité intellectuelle* intacte et les limites d'une résistance physique amoindrie.

(*) Chargé de mission auprès du président de la République, ancien chef de cabinet de Pierre Mendès France en 1954-1955.

● M. JEAN-PIERRE GONON, ancien avocat du barreau d'Alger, secrétaire général de l'association France-Algérie, nous a déclaré : *« J'ai connu Pierre Mendès France en 1960 aux colloques de Lille, puis de Grenoble, qu'animaient le bâtonnier Thorp et Charles Hernu, et où une poignée d'hommes épris de générosité et de droiture s'efforçaient de faire prévaloir la raison face à la folie meurtrière qui tentait de plonger l'Algérie dans le chaos et de compromettre à jamais l'amitié de deux peuples que pourtant l'histoire condamnait à cheminer côte à côte. A la rigueur de l'analyse, Pierre Mendès France savait toujours allier la sensibilité du cœur. Attentif au drame que vivaient tant de Français d'Algérie trompés, manipulés, fourvoyés dans un combat qui n'était plus le leur, sa sollicitude inquiète allait vers ceux, trop nombreux, qui tentaient sur place, à défaut de faire triompher la justice, au moins d'en porter témoignage, fût-ce au prix de leur vie. (...) Il était alors pour tous, Français et Algériens, un recours. »*

La nouvelle société empruntait au mendésisme

par JACQUES CHABAN-DELMAS (*)

La mort de M. Pierre Mendè France frappe de plein fouet ceux qui, pour avoir travaillé à ses côtés, l'ont bien connu et, par conséquent, estimé à sa juste valeur.

J'ai eu cette chance, en étant membre de son gouvernement. Nous avons travaillé la main dans la main, et d'autant plus en harmonie que nos objectifs étaient réellement com*muns, qu'il* s'agisse de la France dans le *monde ou des Français* en France. Outre la guerre d'Indochine à terminer et l'émancipation de la Tunisie à engager, il fallait sauvegarder les recherches destinées à doter notre pays de ce qui s'appelait alors la bombe A, premier élément de notre future *force* nucléaire de dissuasion.

Notre seul désaccord à l'époque a porté sur les institutions. Je souhaitais ardemment que le gouvernement, une fois atteint du syndrome d'instabilité de la IVᵉ République, *prît* l'offensive en engageant sa res*ponsabilité sur un projet* de réforme allant dans le sens *du discours de* Bayeux.

En 1958, nous avons apprécié différemment la nature même du nouveau pouvoir. Il me paraissait indispensable *que le général* de Gaulle et Pierre Mendès France *unissent* leurs efforts. Je m'y efforçais, le crus un moment possible, mais en vain.

Dix ans plus tard, la proposition d'une « nouvelle société », plus juste et plus humaine, répondait certes en écho au message du général de Gaulle, essentiellement sur la participation, mais elle empruntait aussi au « mendésisme » par la volonté de réduire systématiquement les inégalités excessives ou non justifiées par les services rendus à la communauté.

Chacun s'accorde à reconnaître, entre autres, à Pierre Mendès France un patriotisme sans faille, prouvé jusque dans des missions militaires aériennes, un dévouement total au bien public, une grande rigueur et une rare richesse d'esprit. Il faut se garder d'omettre un trait essentiel de son caractère : un sens de l'humain par lequel il se sentait personnellement *concerné* par les malheurs et la *misère* des autres.

Pour expliquer comment un tel homme, en cinquante ans de vie politique, n'a pas même gouverné une année durant, peut-être faut-il admettre qu'il était en avance sur son temps.

Il n'en a pas moins *exercé* une grande et nécessaire influence sur notre époque, et cette influence ne s'estompera pas de sitôt.

★ Ancien premier ministre, député R.P.R., maire de Bordeaux, ministre des travaux publics et des *communications* du 19 juin au 14 août 1954 et du 3 septembre 1954 au 5 février 1955.

Le moule à jamais cassé...

par Charles Gombault *

Pierre Mendès France était, lundi, comme chaque jour, à sa table de travail. Il avait répondu – il répondait le plus souvent lui-même – à un appel téléphonique. Son ami entendit confusément un mot : « *Entendu* » ou bien « *attendez...* », et puis plus rien. C'était fini.

La mort, qui a souvent des imaginations atroces, l'a pris simplement, comme à l'improviste. En une seconde a disparu un être qui incarnait la rigueur de pensée, l'exquise gentillesse (le *mot n'est pas impropre*) de cœur et un courage qui ne fut mis en défaut à aucun moment de sa vie.

Au cours des soirées que nous passions ensemble avec Marie-Claire, sa *femme*, et quelques amis, il écou*tait plus qu'il ne parlait : il savait, il* aimait écouter. Puis il parlait *et* son propos débroussaillait, éclairait les situations les plus dramatiques.

Loin du pouvoir depuis des années, *il avait, bien sûr, conservé* intactes la fraîcheur et la force de ses convictions. Mais surtout il ne cessait de s'informer, s'inquiéter tout autant des problèmes de la France que du chaos mondial. Il n'était pas pessimiste : il n'aimait guère le *mot*. *Il était lucide, et sa lucidité nous* aidait à comprendre ou à *imaginer* des solutions.

Il n'y a guère, dans ce bureau où il est mort lundi, il multipliait les efforts pour convaincre des interlocu*teurs divers venus du Moyen-Orient de la nécessité de négocier.* Il y mettait toute son ardeur, toute la force de sa pensée, tous ses dons de persuasion. Le fanatisme le stupéfiait. Il reprenait inlassablement ses arguments, acharné à convaincre.

Un jour, je lui demandai pourquoi il reprenait souvent ainsi les mêmes thèmes avec un acharnement tranquille, car il haussait rarement le ton. Il *me dit* :

– « *J'ai appris cette leçon à Genève, en négociant avec les Chinois la fin de la guerre d'Indochine. J'avais répété onze fois la même phrase, presque dans les mêmes termes. Je me heurtais à un mur. Mais je ne me lassais pas. Et la douzième fois, sans que j'aie jamais su pourquoi, mes interlocuteurs m'ont soudain donné leur accord.* »

Au cours de sa vie politique active, il fut souvent attaqué avec violence, sinon avec bassesse, par certains de ses adversaires *qui lui* rendent aujourd'hui hommage. Dans notre pays la mort provoque de ces retournements indécents. Pierre Mendès France était atteint par l'injustice mais il n'en voulait pas à ceux qui le blessaient.

Rien *n'entamait* sa *résolution ou* sa décision à *moins* que son intelligence ou sa sensibilité ne lui révèle un argument raisonnable chez ceux qui s'efforçaient de le convaincre. La démagogie le surprenait plus qu'elle ne l'horrifiait, tant son propos conservait toujours la mesure qui caractérisait son *comportement*.

Reconnu et acclamé par des jeunes qui n'étaient pas nés quand il exerçait le pouvoir, il était touché, ému, sans très bien comprendre pourquoi ceux-là l'admiraient tant. Peut-être ne savait-il pas que sa sincérité ardente, son refus des conces*sions sur* le plan *moral*, avaient projeté une image de démocrate pur et efficace.

Il était un modèle et le peuple se désole aujourd'hui devant le moule à jamais cassé.

* Journaliste. Fut notamment le rédacteur en chef du quotidien *France*, à Londres, de 1940 à 1944, et le directeur de *France-soir*.

« Le Monde » et P.M.F.

(Suite de la première page.)

Cela ne signifie pas qu'ils l'aient approuvé en tout, cela ne les aveugle ni sur ses travers, ni sur ses erreurs, mais il leur reste de lui *quelque* chose d'exemplaire : un petit nombre devaleurs et de comportements appliqués à la politique mais qui méritent de l'être à l'information. A cette pratique du journalisme que nous tentons de servir. Ce sont : la rigueur, la clarté, le respect des faits et des chiffres, le souci de faire partager ses connaissances et ses convictions, la capacité de refus à l'égard de tout ce qui contrevient à ces exigences simples.

Aussi est-ce au pédagogue pour citoyent adultes, à l'auteur d'analyses sans concessions mais toujours riches d'information, au politique qui se préoccupe autant des moyens que des fins, que *le Monde* rend hommage après l'avoir soutenu quand il le fallait.

A. L.

L'homme différent et l'homme du refus

(Suite de la première page.)

Une génération est passée. Les plus jeunes ont oublié ces crises lointaines, mais dans la mémoire collective il est resté l'homme différent et l'homme du refus, comme de Gaulle, à qui pourtant il dit deux fois « *non* ». *En* 1945, lorsqu'il refusa l'inflation et *qu'on lui préféra* la facilité. En 1958, lorsqu'il jugea la Vᵉ République entachée du péché originel de la sédition d'Alger.

Homme fort, mais homme seul, sûr, *un peu* trop sûr parfois, d'avoir raison, s'étant attiré d'exemplaires fidélités personnelles, mais non la faveur durable de la nation, Pierre *Mendès France n'a pu rendre* à son pays les *services auxquels* le destinait sa force de caractère et de conviction. Sa solitude et son refus du compromis ne lui auront permis de n'avoir qu'un rendez-vous avec l'histoire. Mais il n'aura jamais cessé de témoigner jusqu'au dernier jour, fût-ce par son silence.

JACQUES FAUVET.

Mendès France



(Dessin de PLANTU.)

Une influence qui s'étendait au-delà de la gauche

(Suite de la première page.)

Sur ces thèmes vont se construire des courants, qui vont se séparer, puis, pour certains d'entre eux, se rapprocher dans ce qui est aujourd'hui le parti socialiste (2). L'antigaullisme militant de Pierre Mendès France (lui-même a, cependant, toujours considéré Charles de Gaulle avec respect), justifié, selon lui, par l'idée qu'il fallait sauver la République, lui vaudra d'influencer toute une série de clubs, dont le plus célèbre fut le club Jean-Moulin. Ils tenteront vainement de susciter la candidature de P.M.F. à l'élection présidentielle de 1965 (candidature refusée à la fois par la S.F.I.O. et par le P.C.F.) et se tourneront alors vers M. François Mitterrand.

Certains de ces clubs, parmi lesquels le club des Jacobins, de M. Charles Hernu, se fondront dans la Convention des institutions républicaines ; celle-ci fournira les premiers cadres mitterrandistes (on y trouve MM. Hernu, Mermaz, Fillioud, Estier, etc.) et se développera à partir d'un thème éminemment mendéiste : *« le contrat de législature »*, opposé à un système dénoncé comme bonapartiste, tant il repose sur la prééminence d'un homme.

Le prestige de l'échec

Parmi ceux qui déclinent l'offre de se joindre à la CIR, se trouvent beaucoup d'hommes influencés par le club Jean-Moulin. Ceux-là, à partir d'un tronc commun, qui est la croyance dans les bienfaits d'une certaine technocratie et dans l'efficacité sociale de la rigueur économique, se partagent aujourd'hui entre la gauche et la droite.

Les mendésistes, fidèles à leur engagement à gauche, ont suivi l'itinéraire du P.S.U. (auquel Pierre Mendès France a adhéré) avant de rejoindre, avec M. Michel Rocard, le P.S. en 1974. Ce courant, que les mitterrandistes — après Guy Mollet — appellent la *« petite gauche »*, rassemble des militants d'origines diverses, des syndicalistes, notamment, que l'on retrouve, aujourd'hui, à la C.F.D.T. Ainsi, M. Edmond Maire peut-il dire que la mort de l'ancien président du conseil confère *« des responsabilités »* à la centrale syndicale qu'il dirige.

Le P.S.U. ne fut pas le seul pôle de ce courant. Les clubs modernistes des années 60-70 ont parfaitement illustré ce mendésisme à la fois réformiste et prudent, quasi technocratique, dont le maître à penser fut le sociologue Michel Crozier. Ceux qui ne verront du mendésisme que ce dernier aspect, sans retenir l'engagement à gauche, glisseront, tout naturellement, à droite.

M. Valéri Giscard d'Estaing était *« officieux »* au cabinet de M. Edgar Faure, lorsque celui-ci détenait le portefeuille des finances dans le gouvernement Mendès France. Avait-il marqué par cette expérience, lui qui, vingt ans plus tard, devenu président de la République, adressait à l'ancien président du conseil, au moment de se rendre en Tunisie, un message, dans lequel il rendait hommage à son *« courage »* et à sa *« clairvoyance »* ? L'heure était à la *« décrispation »*. M. Giscard d'Estaing cherchait l'ouverture au centre-gauche. Ce geste en direction de son ancien professeur de l'ENA relevait plus d'une tentative pour séduire une certaine frange de l'électorat que de l'expression d'un sentiment personnel.

Geste isolé, au demeurant, chez un homme, qui, sans jamais manquer au respect qu'imposait Pierre Mendès France, ne paraît guère avoir été touché par le mendésisme. Le prestige de l'échec est chose étrangère à M. Giscard d'Estaing. C'est là, peut-être, ce qui avait attiré vers l'ancien chef de l'État des hommes qui s'étaient engagés, ou avaient participé à l'aventure de 1954. Ils retrouvaient en M. Giscard d'Estaing la compétence d'un homme formé à l'étude et à la pratique de l'économie, avec le succès en plus.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et Mme Françoise Giroud appartenaient au premier gouvernement formé sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. M. Michel Albert devenait, en 1978, commissaire général au Plan. Le cas de M. Jean Serisé, chargé de mission auprès du président de la République pendant toute la durée du septennat, est différent, puisqu'il était entré au cabinet de M. Giscard d'Estaing en 1962.

L'influence de Pierre Mendès France s'est donc étendue au-delà de la gauche, où il avait choisi de mener son combat. A droite, on a surtout retenu de son enseignement la rigueur économique et le refus de tout compromis avec les communistes. M. Servan-Schreiber a incarné l'un et l'autre avec fougue. Pour ces mendésistes libéraux, il s'agit, avant tout, de refuser ce qu'ils assimilent à de la démagogie. Tombent sous le coup de cette accusation les nationalisations, qui procèdent, selon eux, de l'illusion selon laquelle l'intérêt général pourrait, en économie, se substituer aux intérêts privés. L'intérêt général, en revanche, doit être, selon eux, en politique, fermement opposé aux revendications corporatives.

Lorsque l'ancien président du conseil avait soutenu, à la veille des élections législatives de mars 1978, que la gauche, si elle l'emportait, devrait mener une politique qui demanderait des sacrifices à son électorat, les communistes étaient partis en guerre contre ce discours *« gestionnaire »* — M. Marchais avait dénoncé une opération visant à faire apparaître un *« homme miracle »* — et, corollairement, M. Raymond Barre avait tenté de tirer parti de la franchise de son lointain prédécesseur. M. Jean-Pierre Soisson, alors secrétaire général du parti républicain, avait saisi l'occasion pour révéler qu'il *« avait été mendésiste »* et qu'il avait toujours admiré la volonté et la lucidité de Pierre Mendès France.

Un adversaire intraitable

Propos de campagne électorale ? Certes. Il reste que Pierre Mendès France était à la fois, pour la droite, un adversaire intraitable et un homme qu'elle ne pouvait maltraiter sans y risquer son crédit.

Ce radical portait trop haut l'idéal républicain pour qu'il fût possible, à droite comme à gauche, d'ignorer ses avis. De Gaulle lui-même, ayant subi l'épreuve du *« régime des partis »* et en étant sorti vainqueur, regrettait de ne pas avoir entendu, treize ans plus tôt, les avertissements de son ministre de l'économie nationale. Celui-ci s'était mué, entre-temps, en défenseur d'un système parlementaire qu'il avait tenté d'obliger à se dépasser et qui avait eu raison de lui. « Homme du passé », disaient les gaullistes de celui qui, à travers son engagement au P.S.U., notamment, allait se rapprocher de plus en plus des jeunes générations contestataires, pour qui de Gaulle n'était que le porte-drapeau tyrannique du Vieux Monde. Mais ce Mendès-là, qu'avait-il à faire avec les représentants d'une gauche « officielle » en laquelle la jeunesse de 1968 ne se reconnaissait pas ? N'était-il pas paradoxal et significatif qu'il fût en concurrence, au côté de M. Gaston Defferre, lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 1969, avec l'un de ses héritiers et compagnon de parti, M. Michel Rocard ?

Cette image contradictoire de politicien et de maître à penser a accompagné l'ancien président du conseil, qui déconcertait sans cesse et les hommes politiques, et les intellectuels. En renonçant, en 1973, aux combats électoraux, Pierre Mendès France avait paru consentir au rôle prestigieux et inoffensif que la classe politique lui réservait depuis toujours. Mais cette neutralisation progressive avait, pour ceux qu'elle réjouissait secrètement, son revers. Pierre Mendès France s'entendait bien mieux que son ancien collaborateur, M. Michel Jobert, à se tenir « ailleurs ». Sans mandat, sans parti, il donnait le goût de la politique — d'une certaine politique — à beaucoup de ceux qu'elle rebutait.

Les nouvelles couches moyennes

Le mendésisme qui n'a jamais trouvé de réelle assise populaire a touché des universitaires (l'équipe des *Cahiers de la République* en comptait une forte proportion), des hauts fonctionnaires (le Commissariat au Plan et, aujourd'hui, le ministère du Plan, mais aussi l'inspection des finances sont des administrations où l'on se réclame souvent du mendésisme, une promotion de l'ENA porte son nom) ; des étudiants (l'UNEF, dirigée par M. Jacques Sauvageot, était, avec la C.F.D.T., la principale organisatrice du meeting du stade Charléty, auquel Pierre Mendès France participa en juin 1968) ; des hommes issus de ce que Serge Mallet appelait *« la nouvelle classe ouvrière »*, constituée de ces couches techniciennes produites par l'industrialisation de la France sous la IVe République ; enfin, des intellectuels chrétiens, à la tête desquels prit place François Mauriac dès 1955. L'élite de ces nouvelles couches moyennes constituera la pôle d'entraînement du nouvel électorat de la gauche communiste, devenue la gauche du socialiste. C'est pourquoi M. Mitterrand a pu dire que le 10 mai 1981 fût *« la justification de tant d'années »*, dont l'ancien président du conseil avait été *« l'initiateur »*.

Il n'a pas été, toutefois, l'inspirateur du gouvernement de la gauche. Le « mitterrandisme », même s'il se nourrit de la contribution de mendésistes, tels MM. Hernu et Bérégovoy, n'est pas le mendisme. Celui-ci, à travers le rocardisme, notamment, n'est qu'une composante d'un rassemblement plus vaste. En outre, le premier ministre est lui-même l'héritier d'un courant socialiste, qui fut le partenaire, mais aussi le rival et, sous la direction de Guy Mollet, l'un des exécuteurs du néo-radicalisme incarné par l'ancien président du conseil. Rien, dans le style du nouveau pouvoir, ne permet d'évoquer celui de Piere Mendès-France. C'est pourtant l'essentiel du projet mendésiste que le gouvernement actuel met en œuvre : la gauche, au pouvoir, cherche dans la rigueur économique, les moyens de sa réussite sociale.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
et PATRICK JARREAU.

(2) L'ouvrage de référence et, en cette matière, celui de M. Hughes Portelli, professeur de droit à l'université Paris X-Nanterre, intitulé le socialisme français tel qu'il est (R.U.F., Éditeur).

Une certaine idée de la politique

En 1956, au fin fond de la province française et au cœur de la guerre d'Algérie, la voix de P.M.F. sonnait comme un espoir. Avec lui, s'estompaient la démagogie, l'imposture des mots. Il réconciliait morale et politique, politique et lucidité.

L'espoir n'a duré que quelques semaines, celles de la campagne pour le Front républicain. Et puis ce fut l'échec, le triomphe de la « magouille ». On avait cru voter « Mendès » ; on se retrouvait avec Guy Mollet et l'Algérie française, battus, humiliés, bientôt mobilisés.

Pour toute une génération, l'expérience s'est soldée par l'amertume. Ceux qui sont entrés en politique derrière P.M.F. l'ont, par la suite, soit trahi, soit idéalisé. Il a pu, quant à lui, souvent les décevoir par ses trop longs silences, sa tentative de retour dans les fourgons d'un certain M. « X ». Il n'empêche : la formidable leçon de démocratie, de civisme, ne sera pas oubliée.

Peut-être est-ce cette nostalgie qui nous fait dresser l'oreille lorsque nous entendons aujourd'hui quelque « politique » s'exprimer avec sérénité, pudeur, clairvoyance et responsabilité. Ce n'est peut-être pas de bon augure pour le succès de sa carrière, mais cela nous prouve au moins que toutes les leçons de P.M.F. n'ont pas été perdues.

JACQUES AMALRIC.

Quarante ans de vie publique

Député de l'Eure (1932-1958).

Maire de Louviers (1935) et conseiller général (1937), jusqu'en 1958.

Président du conseil général de l'Eure (1945-1958).

Député de l'Isère (mars 1967-mai 1968).

Sous-secrétaire d'Etat du Trésor (cabinet Léon Blum, 1938).

Commissaire aux finances du Comité de libération d'Alger (1943).

Ministre de l'économie nationale (gouvernement de Gaulle, septembre 1944-avril 1945).

Président du conseil désigné, non investi (mai 1953).

Président du conseil, ministre des affaires étrangères (19 juin 1954-5 février 1955).

Ministre d'Etat (cabinet Guy Mollet, 1er février-23 mai 1956).

Gouverneur du Fonds monétaire international (1947-1958).

Gouverneur adjoint de la Banque internationale de reconstruction à Washington (1947-1958).

Président de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation (1952-1960).

Président de la commission des finances de l'Assemblée nationale (1953).

TREIZE LIVRES

Voici les principaux ouvrages publiés par Pierre Mendès France :

L'Œuvre financière du gouvernement Poincaré (1928).

La Banque internationale (1930).

Gouverner, c'est choisir, Julliard (1953).

Sept mois, dix-sept jours, Julliard (1955).

La Politique et la Vérité, Julliard (1958).

Rencontres avec Aneurin Bevin et Pietro Nenni, Julliard (1959).

La République moderne, Gallimard, collection Idées (1962, nouvelle édition 1967).

Pour préparer l'avenir, Denoël (1968).

Dialogues avec l'Asie d'aujourd'hui, Gallimard, collection Idées (1972).

Science économique et lucidité politique (avec G. Ardant), Gallimard (1973).

Choisir : Conversations avec Jean Bothorel, Stock (1974).

La vérité guidait leurs pas, Gallimard (1976).

Liberté, liberté chérie : 1940-1942 ; Roissy-en-France ; récit d'un vol du groupe Lorraine, Fayard (1977).

Il a été, en outre, président du comité de rédaction de la revue mensuelle *les Cahiers de la République* (jusqu'à leur disparition en 1963), puis directeur politique du bulletin mensuel *le Courrier de la République*, signant ou rédigeant de nombreux articles et études dans ces deux publications.

« Les causeries du samedi soir »

Pierre Mendès France, dès son installation au pouvoir, a suivi l'exemple du président américain Franklin D. Roosevelt et de son prédécesseur Antoine Pinay, en s'adressant directement à la population par la radio nationale. Il prononce sa première allocution le 29 juin 1954. Trois semaines plus tard, le 20 juillet, après sa rencontre avec Molotov et Pham Van Dong, il annonce de Genève les accords de cessez-le-feu en Indochine.

Le président du conseil va ensuite systématiser cette pratique. Ce seront « Les causeries du samedi soir », sur les ondes de Paris-Inter. Elles lui seront reprochées par maints parlementaires, agacés par cette recherche d'un rapport direct entre le chef de l'exécutif et l'opinion publique. En revanche, les hommes politiques de la Ve République sauront se rappeler, devant les critiques de l'opposition d'alors, qui avait donné l'exemple...

La parole vraie

Pierre Mendès France occupait dans le jeu politique français la place réservée à celui qui en refuse les règles, pour autant qu'elles supposent le mensonge et la dissimulation. Figure emblématique de la parole vraie, il devait son succès à son rejet du double langage, des fausses promesses et des compromissions qui définissent la politique « politicienne ».

Parmi les personnalités qui revendiquent aujourd'hui sur l'échiquier une position identique à celle que s'était acquise P.M.F., l'opinion en a choisi deux, dont la popularité, à en croire les sondages, ne se dément pas : M. Michel Rocard dans la majorité, Mme Simone Veil dans l'opposition.

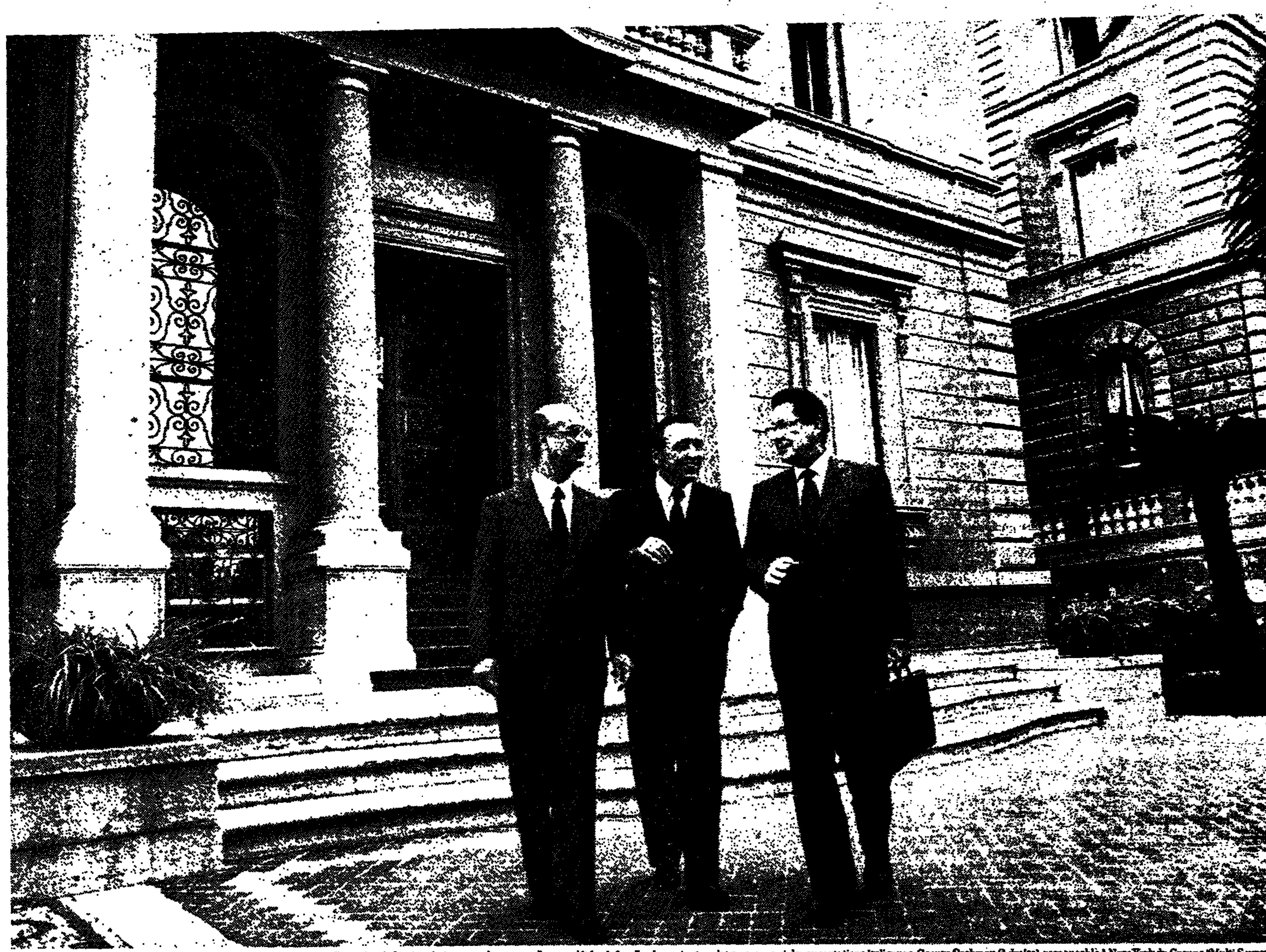
Dira-t-on que la cote élevée dont continuent de bénéficier le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire et l'ancienne présidente de l'Assemblée parlementaire européenne est l'heureuse contrepartie de leur relative mise à l'écart, qui les préserve des difficultés de l'action et de l'usure du pouvoir, comme elle a, dit-on, protégé aussi l'aura de Pierre Mendès France ? Il se peut. Mais d'autres ont été pareillement laissés sur la touche sans gagner en prestige ni en autorité.

Ce qui distingue à gauche M. Rocard, à droite Mme Veil, c'est la façon dont ils tentent, chacun selon son inclination, de substituer l'analyse à l'incantation et le dialogue à l'anathème. Tel est l'héritage de P.M.F.

M. Rocard, Mme Veil en sont-ils dignes ? Cela reste à démontrer. Car la voix de l'ancien président du conseil était soutenue par ses actes, qui donnaient crédit à ses propos. A cet égard, ses deux héritiers potentiels n'ont pas encore fait leurs preuves. Le langage de la vérité ne doit être ni une tactique pour conquérir le pouvoir ni un prétexte pour s'en tenir à distance, mais l'expression d'une volonté politique. Cependant, même si M. Rocard n'échappe pas à la première de ces tentations ni Mme Veil à la seconde, leur style reflète, au moins partiellement, une exigence trop souvent absente des débats actuels.

THOMAS FERENCZI.

Par ses conseils Morgan peut optimiser la rentabilité de grands programmes d'importation



A l'occasion de la négociation, pour le compte d'une société privée, d'un important projet comprenant des exportations italiennes, George Cashman (à droite), responsable à New York du Groupe "Multi Source Export Credit", a rencontré à Rome Dr. Giovan Piero Elia et Dr. Rodolfo Banfi (de gauche à droite), respectivement Directeur Général et Président de Mediocredito, l'organisme italien d'aide à l'exportation.

Nouveaux systèmes de télécommunications, cimenteries, transports publics, centrales hydro-électriques, mines de charbon: de tels programmes sont gigantesques et extrêmement coûteux.

Qu'ils soient subventionnés par des Etats ou financés par le secteur privé, ou les deux, ces programmes nécessitent l'achat de matériels et d'équipements ainsi que l'utilisation de services de sociétés d'ingénierie et d'entreprises de travaux publics provenant de pays tiers. La qualité des conseils donnés au maître d'œuvre pour le financement de ces importations est essentielle pour la rentabilité du projet.

Morgan met à votre disposition une équipe d'experts dont le rôle est de vous aider à mettre en place le meilleur financement possible à long terme pour financer ces importations. Ces spécialistes, à New York et dans les autres bureaux Morgan à travers le monde, ont une connaissance approfondie des programmes de subvention à l'exportation disponibles dans les grands pays industrialisés. Ils savent négocier les taux d'intérêt les plus bas, les délais de remboursement les plus longs, et les meilleurs termes et conditions.

Quand Morgan vous conseille,

☐ Nous évaluons les diverses sources de financement dans les pays où se situent les sociétés ayant répondu à l'appel d'offres et nous faisons des recommandations;

☐ Nous analysons les risques de change courus dans chaque alternative et nous vous indiquons comment les réduire dans les limites prescrites par votre politique dans ce domaine;

☐ Nous préparons les dossiers de demande aux organismes d'aide à l'exportation;

☐ Nous négocions les termes et conditions afin de minimiser vos coûts.

Notre groupe de spécialistes du crédit export peut également s'assurer le concours d'autres spécialistes Morgan n'importe où dans le monde: experts en "Project Finance" ou en gestion de trésorerie internationale; conseillers en matière de change; analystes financiers connaissant bien votre secteur industriel; banquiers ayant une parfaite connaissance du pays où votre programme doit être réalisé.

Pour obtenir le meilleur financement possible d'un important programme d'importation, contactez votre interlocuteur habituel chez Morgan, ou George D. Cashman, Vice President, Multisource Export Credit Group, Morgan Guaranty Trust Company, 23 Wall Street, New York, N.Y. 10015.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France: 14, place Vendôme, Paris, tél.: 260.35.60. Succursales et filiales dans les principaux centres financiers.

Banque Morgan

Membre FDIC

LA MORT DE PIERRE MENDÈS FRANCE

La rigueur avec une pointe d'utopie

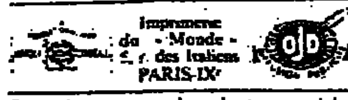
D'abord et avant tout Pierre Mendès France était un homme d'action dans ce sens que chez lui la réflexion économique et financière est à son meilleur quand il nourrit un projet concret. Son drame est d'avoir été depuis 1956 et même depuis la fin 1955 privé de tout poste de responsabilité.

Au fur et à mesure que la réalité du pouvoir s'échappait, et qu'il ne croyait probablement plus à la possibilité pour lui de le reconquérir, il a perdu une partie de sa capacité de critiques et surtout de propositions. Comme si chez cet homme la prise directe avec la réalité était le véritable ressort de la pensée, le seul moyen pour lui de se garder à son tour de l'illusion qu'il a su dénoncer dans ses meilleurs moments avec une lucidité implacable, et aussi avec un bon sens profond, que certains, comme M. Edgar Faure, refusaient de lui reconnaître.

Cependant une grande continuité se dégage de son œuvre. Tout ou presque se trouve déjà dans la thèse qu'en 1928 il consacre à l'expérience de Raymond Poincaré qui *« a rempli admirablement le programme qu'il s'était tracé et en a tiré somme toute le maximum possible »*. Les critiques que le jeune Pierre Mendès France adresse à Poincaré sont d'ordre social : *« Poincaré,* écrit-il, *est resté prisonnier des nombres froids derrière lesquels se cachent les réalités vivantes. Il n'a vu ni les commerçants sans clients, ni les salariés sans travail ; il n'a vu ni la misère, ni le chômage, ni les faillites »*.



Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037.

En 1958, Pierre Mendès France se garde de professer la même admiration pour le plan Pinay-Rueff, qui rappelle sur plus d'un point l'expérience de Poincaré, mais les objections qu'il soulève ressemblent fort aux critiques qu'il adressait trente ans auparavant à l'homme pour lequel il n'a jamais tout à fait cessé de professer une grande et sincère admiration.

Le courage de l'impopularité

La capacité de jugement, et le courage qu'il faut pour essayer de faire prévaloir une solutioin impopulaire plutôt que de flatter les aspirations de l'opinion, Pierre Mendès France le montre à Alger où le général de Gaulle l'a chargé des finances au sein du G.P.R.F. (Gouvernement provisoire de la République française). Il prévoit qu'après la Libération les conditions du ravitaillement seront peut être encore plus dures que pendant l'occupaytion. Il demande à son ami Boris, qui assure les services de la propagande à la radioi de Londres, de changer en conséquence les thèmes de ses émissions économiques en cessant de faire aux Français, justement impatients d'améliorer leurs conditions matérielles, des promesses qu'on ne pourra pas leur tenir. Cet épisode n'est que le prélude au fameux affrontement qui l'opposera à la Libération à René Pleven.

Le général de Gaulle l'a nommé ministre de l'économie, un poste sans grandes responsabilités, tandis que Pleven est chargé du ministère des finances au sein duquel sont concentrés les véritables pouvoirs. Pierre Mendès-France préconise un plan audacieux, comparable à celui mis en œuvre avec succès en Belgique par Camille Gutt, de contraction de la masse monétaire par échanges forcés de billets. Les moyens de paiement ont depuis le début de la guerre environ triplé, alors que la production a chuté. Il en résulte un grave déséquilibre entre l'offre et la demande, que Pierre Mendès-France veut précisément corriger.

Le général de Gaulle, par souci de ne pas traumatiser un pays meurtri, donne raison à son ministre des finances qui préconise une politique beaucoup plus conformiste, dont la pièce maîtresse est le lancement d'un grand emprunt (destiné à éponger 75 milliards de francs, alors que le plan de Pierre Mendès-France porte sur 250 milliards). On a cessé depuis lors d'épiloguer entre Mendès-France la rigueur et Pléven le laxiste.

Tirant les conséquences du choix du général, P.M.F. donne sa démission en avril 1946, expliquant qu'on l'a empêché de mener à bien *« l'assainissement monétaire pour fonder le développement économique »*.

A la fin de l'année 1946, c'est le général de Gaulle qui s'en va. Son successeur, Félix Gouin, socialiste, songe à Pierre Mendès-France pour donner de la crédibilité au ministère. Celui-ci propose derechef un nouveau plan de redressement qui ne comporte plus d'échanges de billets (opérations devenues caduques depuis l'existence partielle qu'en a faite Pleven) mais il prône un vaste programme de réduction des dépenses budgétaires, de suppression progressive des subventions, de blocage des prix et des salaires et l'institution d'un impôt sur le capital. C'est en quelque sorte le modèle d'une politique de gauche cohérente.

La suppression des subventions va dans le sens d'une politique qui reconnaît les vertus du mécanisme des prix et donc du marché ; le blocage est demandé pour donner un coup d'arrêt au dérapage inflationniste tandis que les autres mesures vont dans le sens de la justice sociale. Mais les communistes refusent le remède tandis que les socialistes font la fine bouche. Pierre Mendès-France refuse d'être le prête-nom d'une expérience sur laquelle il n'aura pas de véritable prise. *« Je ne pourrai pas,* dit-il, *faire entendre un quatrième air dans un orchestre dont les musiciens jouaient déjà trois airs différents »*.

La nécessité des choix

Il a enfin l'occasion, en mars 1953, alors qu'il est pressenti pour la première fois par le président Vincent Auriol pour diriger le gouvernement, de faire entendre, au-delà du cercle un peu fermé du parlement, les grands thèmes de son programme économique. Le leitmotiv, c'est la nécessité de faire des choix : la France a des ressources limitées ; si elle fait tout, elle fait tout à moitié. C'est pourquoi il convient de transférer (c'est la politique dite des transferts) les ressources du moins productif au productif, et de réduire de façon draconienne les dépenses de l'État. Pierre Mendès France donc la priorité absolue à la lutte contre l'inflation, car celle-ci est un obstacle à l'expansion de l'activité économique. Les véritables économies, dit-il, sont productives, dans la mesure où elles poussent à la rationalisation et à la modernisation.

Les fortes paroles qu'il prononce en présentant son programme méritent pratiquement toutes d'être reprises aujourd'hui. La réduction des dépenses budgétaires est l'une des conditions de la relance économique, déclare-t-il.

Sur la Sécurité sociale, il affirme que si certaines de ses dispositions ouvrent une porte à la fraude, si elles encouragent une moindre productivité de l'économie, le devoir de ses vrais défenseurs est de chercher les remèdes. Il ajoute qu'il n'est pas antisocial de songer à repousser l'âge de la retraite.

Sur la réforme fiscale, il se prononce en faveur de la T.V.A., bien que l'impôt direct soit traditionnellement considéré comme injuste par la gauche, mais son souci d'améliorer la productivité l'emporte sur d'autres considérations.

Une attente vaine

Ce programme a tellement fait impression qu'un an plus tard, quand il accède au pouvoir, on attend de lui non seulement, bien sûr, qu'il règle l'affaire indochinoise et les problèmes européens, mais qu'il donne aussi à la politique économique une impulsion décisive. En août 1945, il demande et obtient à cet effet les pleins pouvoirs. Le moins qu'on puisse dire est que son action dans ce domaine ne laissera pas de traces indélébiles. Selon le mot de François Bloch-Lainé,que rappelle Jean Lacouture dans son livre, *« l'économie est mise en sous-traitance »* (elle est confiée d'abord à Edgar Faure, ministre des finances, qui conduit une politique modérée qui n'est pas sans apporter de bons résultats).

L'action de Pierre Mendès France s'illustre surtout dans la lutte qu'il engage contre les bouilleurs de cru, sans emporter la victoire décisive qu'il voudrait obtenir. Lui qui prône le renouveau de l'industrie crée un fonds de conversion qui sera finalement doté de crédits budgétaires relativement modestes. Pierre Mendès France rigoureux n'est pas dupe : il est des interventions de l'État qui débilitent plus qu'elles ne protègent l'industrie, dit-il. Mais on attend en vain le vaste transfert des crédits publics des secteurs moins productifs.

Le président du conseil publie, avec son ami Ardant, un ouvrage dont le titre est symbolique : *la Science économique et l'action*. Cet homme qui n'a cessé de rappeler dans un langage moderne les préceptes les plus fondamentaux de l'économie politique a pourtant contribué par certaines de ses critiques à accréditer certains mythes et à justifier certains réflexes propres à donner aux Français de gauche bonne conscience, tout en les confirmant dans certains de leurs préjugés. Lui qui a compris si tôt la nécessité de doter le pays, dévasté par la guerre, d'une monnaie solide pour pouvoir affronter dans les meilleures conditions l'œuvre de reconstruction, n'a pas ménagé ses critiques aux dirigeants de la R.F.A. qui, pourtant, avaient choisi le parti qu'il préconisait en France.

Force est de reconnaître aussi que les objections qu'il souleva à l'entrée de la France dans le Marché commun n'étaient pas de nature à éclairer vraiment le débat. Pour lui il y avait un grave danger à rapprocher un corps affaibli – celui de la France – d'autres pays plus vigoureux et dotés d'une léislation sociale moins généreuse. Il est vrai que Pierre Mendès France raisonnait comme si la valeur du franc resterait intangible, alors que les dévaluations de la monnaie française par rapport au deutschemark ont évidemment facilité la cohabitation. Il reste que le système social allemand, par exemple, est aujourd'hui au moins aussi généreux que le système français et que l'argumentation de Mendès France était théoriquement eft pratiquement guère justifiée.

C'est lui aussi qui a beaucoup contribué à mettre à la mode le volontarisme : le gouvernement de gauche aujourd'hui au pouvoir découvre les limites de ce concept et certains de ses membres le disent ouvertement. Dans *la République moderne*, qu'il publie en 1965, il consacre de longs développements à ce qu'il appelle la planification démocratique, une autre notion à laquelle il ne parviendra pas à donner un contenu véritablement opérationnel. Jean Lacouture intitule l'un de ses chapitres « Pour un socialisme concret » : on peut se demander si les propositions de Pierre Mendès France le radical sont vraiment allées dans ce sens.

Sur le plan de la politique économique et monétaire internationale, il lui est arrivé de céder à l'utopie. Pendant des années, il d'est déclaré un chaud partisan d'un système monétaire basé sur les matières premières. Mais il a reconnu un jour que cette solution n'avait guère de chance de voir le jour avant un bon demi-siècle. Lui qui avait critiqué le projet de retour à létalon-or du général de Gaulle, se montrait beaucoup plus nuancé en privé : ce qui me plaît finalement dans l'étalon-or, nous dit-il un jour, c'est son caractère automatique. Un jugement qu'on n'attendait pas *a priori* dans sa bouche.

Dans un discours radiodiffusé en 1946, il appelait les Français *« à l'effort productif et à la simplicité de vie »*. Une simplicité qu'il a su lui-même magnifiquement illustrer dans sa vie. C'est cela qui restera ; c'est lui aussi qui a su le premier le mieux parler de la nécessité d'encourager l'innovation et la recherche. Paradoxalement, la Ve République, dans ce qfu'elle a de meilleur, n'aurait pu accomplir l'œuvre qu'elle a faite sans le mendésisme.

PAUL FABRA.

Une dernière conversation

Lundi 18 octobre, vers 10 h 45, Pierre Mendès France a appelé au téléphone Jean-Raymond Tournoux, journaliste, pour le remercier de lui avoir adressé son dernier ouvrage *La France, ton café fout le camp* (*le Monde* du 8 octobre). Au cours de cette conversation d'une dizaine de minutes, l'ancien président du conseil a exprimé sa fidélité à la condamnation qu'il porte depuis 1962 à l'élection du président de la République au suffrage universel.

Il a estimé que la majorité actuelle était demeurée trop longtemps dans l'opposition, *« exilée du pouvoir »*, pour ne pas commettre d'erreurs aujourd'hui. Il a enfin exprimé une grande inquiétude sur la capacité insuffisante de la France d'affronter la compétition économique internationale. Son intelocuteur a trouvé que Pierre Mendès France s'exprimait avec fermeté, mais aussi avec mesure, sérénité et tolérance.

UN DIALOGUE MALAISÉ

DE GAULLE : un collaborateur d'une exceptionnelle valeur

Le général de Gaulle évoque, dans ses *Mémoires de guerre* (tome III *le Salut*), comment, en mars 1945, il doit choisir entre deux théories économiques qui « divisent le gouvernement ».

Il écrit : *« Les deux thèses y ont chacune un protagoniste ardent autant que qualifié. Mendès France, ministre de l'économie nationale, s'identifie à la première. Pleven, ministre des finances, soutient la seconde à fond. Comme tous les deux sont des hommes de qualité et d'ambition, que, de ce fait, ils rivalisent, qu'ils se trouvent porter en la matière une responsabilité égale, l'un pour les prix et les échanges, l'autre pour le budget et la monnaie, que le litige concerne un problème dont dépend le sort du peuple français, toute cote mal taillée serait, à mes yeux, aussi vaine qu'inconvenante. Après en avoir longuement débattu avec eux et en moi-même, j'opte pour la voie progressive et je repousse le blocage.*

» Ce n'est point que je sois convaincu par des arguments théoriques. En économie, non plus qu'en politique ou en stratégie, il n'existe, à mon sens, de vérité absolue. Mais il y a les circonstances. C'est l'idée que je m'en fais qui emporte ma décision. »

Après avoir décrit la politique retenue, le général ajoute : *« Comme il est naturel, Pierre Mendès France quitte le gouvernement, sur sa demande, au mois d'avril. Il le fait avec dignité. Aussi gardé-je mon estime à ce collaborateur d'une exceptionnelle valeur. Au demeurant, si je n'adopte pas la politique qu'il préconise, je n'exclus nullement de la faire mienne un jour, les circonstances ayant changé. Mais, pour que Mendès France soit, éventuellement, en mesure de l'appliquer, il faut qu'il sache rester fidèle à sa doctrine. C'est dans ce sens que, pour un ministre, le départ peut être un service rendu à l'État.*

» Je réunis en un seul ministère celui des finances et celui de l'économie. Pleven en reçoit la charge. Compagnon d'un esprit brillant et étendu qui s'applique à être modeste, commis voué aux tâches compliquées qui les embrasse d'une souple étreinte, il s'acquitte de ses fonctions sans que notre misère lui permette de spectaculaires succès, mais de telle façon que la pays progresse en fait de ressources et de crédit. Bien que, parfois, je juge ses détours superflus, sa plasticité excessive, je lui accorde ma confiance et ne cesse de le soutenir. »

Dans ses *Mémoires d'espoir* (tome I, *le Renouveau*), de Gaulle évoque brièvement le rôle de Pierre Mendès France lors du débat d'investiture à l'Assemblée nationale, le 1er juin 1958, en écrivant : *« Malgré quelques interventions malveillantes, notamment celles de Pierre Mendès France, de François de Menthon, de Jacques Duclos et de Jacques Isorni, qui sont comme d'ultimes soubresauts, l'investiture est largement votée. »*

PIERRE MENDÈS FRANCE : un personnage très extraordinaire

Pierre Mendès France a fréquemment évoqué ses rencontres avec de Gaulle. Dans *Choisir* (Stock 1974), il raconte ainsi leur première entrevue :

« Je l'avais vu, pour la première fois, en février 1942, à mon arrivée à Londres. Il m'avait invité à dîner et nous avions longuement parlé – ou plutôt, il avait longuement parlé – en présence de Pleven, dont j'ai fait la connaissance à cette occasion, et de Serreulles, son aide de camp.

» Voir de Gaulle, au milieu du drame qui se déroulait alors, me trouver devant l'homme qui animait la lutte, côte à côte avec les alliés, c'était pour moi un événement inouï. Je lui ai dit tout de suite que je voulais prendre ma place au combat sous ses ordres. Lui, il a surtout parlé des problèmes politiques qui le hantaient et dont, je l'avoue, je n'avais pas la moindre idée jusque-là (...) J'étais loin de penser que je serais appelé plus tard à collaborer politiquement avec de Gaulle. »

Il rappelle que c'est M. Gaston Defferre qui, à l'automne 1943, suggéra à de Gaulle de le prendre dans son gouvernement. Il ajoute : *« Un personnage très extraordinaire. On pouvait éprouver de l'orgueil à travailler dans son sillage, à l'aider dans sa tâche. A Londres, à Alger, de Gaulle faisait l'histoire, le devoir était d'être derrière lui.*

Chez de Gaulle, ce qui impressionnait le plus, c'était sa volonté, son relief, sa certitude, sa force. Il s'était attelé à une grande tâche : sauver l'honneur et l'espoir de chacun de nous et les chances de notre pays. »

Il précise : *« Je ne suis pas arrivé à l'intéresser aux affaires économiques. C'est mon grand regret. Il n'en voyait pas l'importance, qui était prioritaire. Il croyait aux forces traditionnelles : l'armée, la diplomatie, les territoires, le nombre (...).*

» Je déplore qu'aux jours de la Libération, la voix la plus influente ait refusé d'aborder franchement les vrais problèmes : l'inflation, le maintien des privilèges, la ruine des « économiquement faibles », la chute de la monnaie. La vie nationale en eût été transformée pour longtemps. Si de Gaulle avait exposé sans détour une politique courageuse et réaliste, on l'aurait écouté. Dans son for intérieur, il était assez proche, je crois, sinon de mes thèses, au moins de mon état d'esprit. Son côté rigide, puritain, sévère, son goût pour l'effort et pour l'ordre le poussaient dans mon sens. »

● L'ASSOCIATION DES ANCIENS COMBATTANTS : *« Lorsque Pierre Mendès France, évadé de la prison où l'avait jeté Pétain, arriva en Angleterre, il refusa tout poste diplomatique ou politique pour servir dans les forces aériennes libres, en sa qualité de capitaine de réserve. Plusieurs raids en territoire ennemi lui ayant valu l'attribution de la croix de guerre, c'est alors seulement qu'il mit ses compétences économiques à la disposition du comité français de libération nationale que présidait le général de Gaulle. L'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, qu'il avait depuis de longues années honorée de son adhésion, s'incline avec peine et respect devant le mémoire de l'homme d'État qui avait bien servi dans la Résistance. »*

Le pari indochinois

« Je voudrais que personne ne se fasse d'illusions sur le contenu des accords qui viennent d'être signés à Genève. Le texte est parfois cruel, parce qu'il consacre des faits qui sont cruels. Il n'était pas possible qu'il en allât autrement », déclarait le 22 juillet 1954 Pierre Mendès France devant le Parlement. Certes, le texte était « cruel » ; mais bien moins que ne l'étaient les propositions de l'interlocuteur vietminh, M. Pham Van Dong, au lendemain de la défaite de Dien-Bien-Phu.

Les révolutionnaires demandaient la division temporaire du Vietnam au niveau du 13e parallèle, des élections en vue d'une réunification dans les six mois, l'évacuation du corps expéditionnaire du Nord dans les trois mois. « P.M.F. » s'accrochait au 18e parallèle, à un délai de 380 jours pour l'évacuation, et ne voulait pas fixer de date aux élections.

Car sa reconnaissance des réalités ne l'empêchait pas de conserver sa méfiance à l'égard des communistes vietnamiens : *« J'écarte toute orientation de la politique au Vietnam-Sud qui doive conduire à terme à une tentative de conciliation avec le Vietnam-Nord (...). Toutes les expériences de ce genre, dans le passé, ont toujours été catastrophiques.*

» Autant j'ai souhaité que nous soyons représentés valablement à Hanoï, autant il est indispensable de sauvegarder l'indépendance de la politique faite au Sud. Ceci ne doit prêter à aucune confusion. Il est indispensable que l'orientation à prendre dans le Sud-Vietnam soit sérieusement étudiée en accord avec les Etats-Unis (...). (1) ». Cette note donnée à un membre de la délégation française qui se rendait à la conférence de Manille, où fut créée l'OTASE, le rappelle.

Par une obstination sans failles pendant un mois – qui lui valut cette lettre de Foster Dulles : *« J'admire et je respecte le rectitude avec laquelle vous abordez les problèmes vitaux qui nous confrontent aujourd'hui »* – et par une habile diplomatie envers Chinois et Soviétiques, Pierre Mendès France obtint des conditions de paix inespérées des Américains eux-mêmes : ligne de démarcation repoussée au 17e parallèle, élections au bout de deux ans, évacuation du Nord dans les six mois. Pour y parvenir, il avait à la fois jeté sa démission dans la balance, invoqué la possibilité de faire intervenir le contingent en cas d'échec, pratiqué le dialogue sincère, mais ferme avec le vietminh.

« Nous devons tenir », écrivait-il à M. Chauvel, chef de la délégation française à Genève. Sa fermeté lui valut l'estime de ses interlocuteurs. Une fois la paix conclue, tout en soutenant Ngo Dinh Diem au Sud, il envoya Jean Sainteny comme délégué général à Hanoï. L'avenir montra, hélas, que Genève n'avait été qu'un entracte entre deux guerres.

En décembre 1971, Pierre Mendès France se rendit en Chine, où il rencontra son interlocuteur de Genève, Zhou Enlai (2). De cet entretien, il livra la réflexion prémonitoire du chef du gouvernement chinois : *« L'unification ? Ce n'est pas si simple (...). Quand le Sud aura un gouvernement démocratique, on pourra penser à la réunification. Cela posera des problèmes difficiles (...). Il faudra peut-être des années. »* Il citait aussi le prince Sihanouk, selon lequel *« les Etats de l'ancienne Indochine devront chacun rester pleinement indépendants* (3) *et les Chinois nous y aiderons »*. Ces petites phrases passées inaperçues à l'époque n'avaient pas échappé à son observation et laissaient déjà entrevoir le conflit sino-vietnamien.

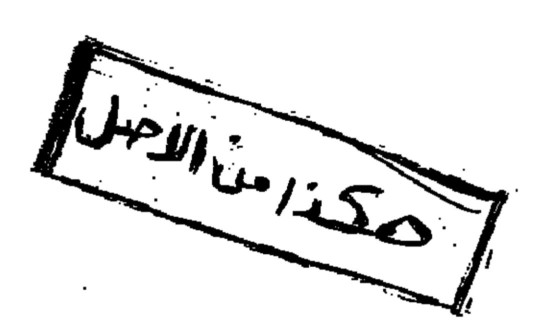
Dans son livre *Dialogues avec l'Asie d'aujourd'hui*, « P.M.F. » exprimait son « *respect* » « *pour la ténacité de ces hommes* (les Vietnamiens) *qui ont affronté tant de souffrances* ». Il justifiait à nouveau son attitude à Genève, face au *« sanglant gâchis »* causé par l'intervention américaine : *« Grâce à Genève, des hommes ont eu la vie sauve, des jeunes et des vieux, des Jaunes et des Blancs, et je ne regretterai jamais d'avoir tout fait pour arrêter le massacre des innocents. J'admire, en vérité, le sang-froid de ceux pour qui le* « pari de Genève », *comme ils disent, l'ultimatum d'un mois pour faire la paix, ont été des maladresses politiques ; chaque jour qui passait, c'était encore du sang, encore des morts, l'ont-ils oublié ? »*

PATRICE DE BEER.

(1) Dans *Vietnam, de la guerre française à la guerre américaine*, de Philippe Devillers et Jean Lacouture, Seuil, 1969.

(2) *Dialogues avec l'Asie d'aujourd'hui*, « Idées », Gallimard, 1972.

(3) « P.M.F. » précisait ainsi la pensée du prince : *« Il ne faut pas qu'ils* (ces Etats) *tombent sous la coupe d'un seul d'entre eux (il pense évidemment à la République démocratique du Vietnam, à Hanoï) »*.



LA MORT DE PIERRE

Les réactions en France...

RUE DU CONSEILLER-COLLIGNON

« Il était le plus juste... »

« Soixante-quinze ans, c'est jeune pour mourir... » Les deux dames âgées, *« venues en voisines »*, s'étonnent, comme le feront après elles les rares curieux, *« qu'il y ait si peu de monde »*. Trois gardiens de la paix, une fourgonnette technique de TF 1, une voiture d'Europe 1, un photographe qui surveille la porte de l'immeuble : c'est tout. Il est 19 h 30. La rue du Conseiller-Collignon est aussi calme qu'à l'accoutumée. Au quatrième étage du n° 23, une seule fenêtre allumée, celle du salon de l'appartement. Pierre Mendès France habitait ici depuis très longtemps : *« Du temps où il était encore président du conseil*, dit l'une des dames, *le quartier était rudement bien gardé... »* Ces derniers temps, *« on le voyait encore souvent, quand il sortait pour une petite promenade, sa canne à la main, jusqu'à la chaussée de la Muette... Il s'asseyait sur un banc, puis s'en revenait chez lui, à petits pas... »*.

Peu avant 20 heures, un jeune homme et une jeune femme en blouse blanche, une petite mallette à la main, viennent procéder à l'ultime toilette mortuaire. Une lampe s'est allumée à la dernière fenêtre du long balcon qui barre toute la façade. M. Jean-Pierre Cot, le garde des sceaux et Mme Badinter, M. Michel Rocard, Mme Simone Veil et son mari se succèdent au domicile mortuaire. Seul, M. Robert Badinter accepte de dire quelques mots, lorsqu'il sort de l'immeuble avec son épouse et M. Charles Gombault, ancien directeur de *France-Soir* et ami de toujours du disparu : *« Dans la tradition juive*, dit-il, *le mot le plus fort pour désigner un homme est celui de « juste ». De tous, il était, lui, le plus juste... »*

Mais l'hommage le plus émouvant est sûrement celui de cette jeune femme, venue exprès de Meudon avec ses quatre fillettes déposer dans le hall de l'immeuble, où l'on a placé sur une petite table quelques feuillets et un stylo, un modeste bouquet de fleurs de jardin, sans papier ni ruban. *« Je crois, j'espère*, dira la jeune femme, *que mes enfants ne l'oublieront jamais, et qu'elles n'oublieront pas ce jour. »* Elle a inscrit son nom sur la page et s'en est retournée, des larmes dans les yeux, suivie par les quatre gamines. *« A cette heure-ci, il n'y aura plus de visite »*, dit un gardien de la paix. Il est 22 heures. Au quatrième étage, on vient de tirer les rideaux sur la dernière fenêtre allumée.

J.-M. D.-S.

CHEZ LES LYCÉENS A CONDORCET

La nostalgie de l'honnêteté

Ou ils ne connaissent pas ou ils admirent. Au lycée Condorcet, à Paris (9e), ces élèves ignorent encore la nouvelle. Parmi les plus jeunes, Virginie, quinze ans, demande : *« C'était un écrivain ? »* ce qui surprend Olivier : *« Est-ce que tu ne confondrais pas avec Anatole France ? »*. lui, élève de terminale D a son idée : *« Pour moi qui suis juif, Mendès France c'était le judaïsme. Un homme très bien »*.

Il n'en dira guère plus. Ses copines, Sophie et Florence, quinze ans et demi, encore moins : *« Non Mendès France n'évoque rien de précis pour moi »*. *« C'était un homme politique d'une époque qui me paraît très lointaine »*. Mais Laurent, quinze ans, en première, connaît l'ancien président du conseil.Il a lu le livre de Jean Lacouture. *« Mendès France représente la plus grande figure de la gauche modérée d'après- guerre »*. Laurent est capable d'évoquer le choix du général de Gaulle, en 1945, qui *« donna la préférence à Pleven-le libéralisme contre Mendès France-la rigueur et le travail »*.

Pour leurs aînés, les khâgneux, l'image a plis de contour. Aucun d'eux, bien sûr, n'était né quand Mendès France présidait le gouvernement. Ils ont puisé dans les livres pour approcher cet homme qui fut *« un humaniste avant tout »*. : Philippe, dix-neuf ans, « frappé » par l'accolade avec le nouveau président de la République, le 21 mai 1981 à l'Elysée, a *« voulu comprendre »*. Il pense aujourd'hui que les deux hommes étaient rapprochés par *« une espèce d'honnêteté en politique »*.

Honnêteté, le trait qui les rassemble tous. Même Agnès, plus réservée et pour qui Pierre Mendès France *« n'a pas une réelle importance chez les jeunes »*, sait qu'il a été *« efficace et intègre »*. Pour Philippe, Mendès France *« refusait la démagogie »* ; il voulait *« contraindre les réalités par-dessus les calculs politiques. En ce sens, c'était un homme très seul »*. D'une formule le lycéen résume son jugement : *« Il a mis ses actions en rapport avec ses idées ; c'était le contraire d'un politique »*. Hervé, dix-neuf ans surenchérit : *« Quand on voit tout ces pourris actuellement , Mendès France c'était quelqu'un de supérieur. Pinay et lui, chacun dans son genre, représentait une forme d'intégrité politique qui a disparu. Peut-être à cause de l'ENA. »*

Honnêteté, intégrité. Mendès France a su *« par une diplomatie extrêmement fine sortir l'armée française de la guerre d'Indochine où elle s'était engluée »* mais ce sont surtout ces deux vertus qui réveillent la mémoire. C'est par elles qu'il continuera d'habiter c es lycéens. *« On l'a ressorti en mai 1981 parce qu 'il représentait une nostalgie*, conclut Hervé. *S'il a une postérité, ce sera celle de cette nostalgie »*.

CHARLES VIAL.

Dans la presse parisienne

Dans la presse parisienne, *Libération*, *le Matin* et *le Quotidien de Paris* consacrent toute leur « une » et plusieurs pages de leur journal à la mort de Pierre Mendès France.

***Le Figaro* laisse le soin à M. Edgar Faure de lui rendre hommage, tandis que *l'Humanité* publie, avec la nécrologie, le communiqué du P.C.F. et l'hommage de personnalités du monde politique et social.**

LE MATIN : les idées avant le goût du pouvoir

« Comment vivre sans Pierre Mendès France ? Pour tant d'entre nous, il était le recours, le soutien. C'était un juste qui par son existence même donnait un sens à la vie. Certains jours, la bataille devient amère, le mensonge, l'insulte ne sont plus supportables. Par son exemple, il montrait qu'il ne faut jamais abandonner. Homme d'État comme de Gaulle, il n'a dirigé les affaires de la France que pendant sept mois et dix-neuf jours. Trop de grandeur et de désintéressement dérangeait. La défense de ses idées passait toujours pour lui avant le goût du pouvoir, qu'il a refusé à plusieurs reprises plutôt que de se plier à ce qu'il considérait comme des compromissions. (...) »

(CLAUDE PERDRIEL.)

LIBÉRATION : une morale de l'exercice du pouvoir politique

« Cet homme d'action, cet homme d'État était d'abord une voix qui, depuis plus de quarante ans, n'a cessé d'émettre, de diffuser une morale de l'exercice du pouvoir politique, de redire à tous ceux à qui il accordait inlassablement des entretiens que la politique n'est pas toujours vaine et que l'économie et le monétaire sont, par excellence, du ressort du politique. Mendès France fut l'homme de ces trois idées, et ces trois idées il les a enseignées à des générations de militants et de gouvernants, il en a fécondé la politique française.

» Il fut un enseignant pour la France de l'après-guerre et de cette seconde moitié du vingtième siècle. (...)

(SERGE JULY.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : l'apôtre de la vérité

« La vérité était sa seule ruse : « Je ne crois pas, comme certains, qu'il faut mentir au peuple ou biaiser avec lui. » Cette règle impérieuse visait en réalité la plupart de ses contemporains : de Gaulle d'abord, dont il ne put avoir raison, et les grands partis de gauche dans lesquels il n'entra jamais et qu'il ne put conduire à la victoire. (...)

(PAUL GUILBERT.)

M. MITTERRAND : la France vient de perdre un des plus grands de ses fils.

M. François Mitterrand a déclaré, lundi après-midi, à la sortie du domicile de l'ancien président du Conseil, où il s'était recueilli pendant une vingtaine de minutes devant la dépouille mortelle de Pierre Mendès France : *« Je ne ferai pas état de mes sentiments personnels. Je veux simplement dire aux Français que la France vient de perdre un des plus grands de ses fils. Le moment, maintenant, est venu de méditer. Nous parlerons un peu plus tard ». « C'était pour moi un compagnon, un ami, un exemple ».*

● Au gouvernement

M. MAUROY : il nous a montré la voie.

M. Pierre Mauroy, qui était en visite officielle en Suède, a déclaré, lundi après-midi à Stockholm : *« C'est pour la France une perte cruelle. Pierre Mendès France a été le serviteur de ses idées et de son pays. (...) Il a marqué une génération entière de la gauche, parce que son action, dans son but comme dans ses méthodes, est apparue exemplaire (...) C'est dire combien la nouvelle de son décès m'attriste. Pierre Mendès France nous a montré la voie d'une forme de courage, le courage des idées, quelquefois les plus rudes, le courage du choix — gouverner, c'est choisir, — le courage des solutions qui ne sont pas faciles, le courage d'apporter en toute clarté et en pleine vérité les propositions qui permettent d'avancer dans un monde vers le progrès, la justice et la vérité. »*

M. DEFFERRE : courage et clairvoyance

M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, a déclaré : *« Le décès de M. Pierre Mendès France constitue une perte irréparable. C'était tout à la fois le courage, l'intelligence et la clairvoyance faite homme. (...) En 1954, son gouvernement de sept mois a fait pour la France plus que beaucoup d'autres. (...) Au lendemain de la guerre, la question qui se posait pour relancer l'économie d'un pays détruit était de savoir s'il fallait adopter une politique courageuse, une politique de blocage des comptes notamment, pour lutter contre l'inflation et le marché noir, ou s'il fallait opter pour une politique de facilité. Comme toujours, il était partisan d'une politique énergique. Le général de Gaulle a finalement arbitré en faveur de l'autre politique. Mendès France a alors fait le choix qui était dans son tempérament. Il a démissionné du gouvernement. En politique, le courage, c'est de choisir. »*

● M. JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, ministre de la recherche et de l'industrie : *« Quelques semaines lui suffirent pour inscrire sa marque dans l'histoire de la gauche et du pays tout entier. Que n'aurait-il pu faire si la constitution de la IVe République lui avait garanti la durée, ou sous la Ve, si la gauche s'était trouvée plus tôt au rendez-vous de l'histoire.)*

● M. PIERRE BÉRÉGOVOY, ministre des affaires sociales et de la solidarité, a déclaré lundi au Palais-Bourbon, au nom du gouvernement : *« Le gouvernement s'incline devant la mémoire du président Pierre Mendès France, et je ressens, personnellement, douloureusement la disparition de celui qui m'avait accordé son affection et auquel je vouais fidélité et admiration. La fermeté de son caractère, la rigueur de ses choix politiques et économiques, la clarté de ses engagements, sont présents à tous les esprits. L'opinion publique lui rendra l'hommage que mérite l'ancien chef de gouvernement, qui sut montrer à la France le chemin de la paix au Vietnam et la voie de la décolonisation. Le gouvernement s'incline avec respect devant sa mémoire. Je m'y associe. J'ajouterai cette petite note personnelle : il m'a beaucoup appris. Pierre Mendès France, et c'est en étant fidèle à ses enseignements que j'honorerai l'homme d'Etat dont la France peut être fière. A sa famille, à ses amis, à Mme Pierre Mendès France, je présente les condoléances émues du gouvernement, et je les assure de toute ma sympathie. »*

● M. CHARLES FITERMAN, ministre des transports, dans un message de condoléances à Mme Mendès France : *« Je tiens à m'incliner devant la mémoire de l'homme d'Etat, sa haute personnalité dont l'activité et le talent ont profondément marqué la vie politique nationale des dernières décennies. »*

● M. CLAUDE CHEYSSON, ministre des relations extérieures : *« Pierre Mendès France était un grand homme dont la lucidité, la sincérité et l'honnêteté d'expression font honneur à la France. Il a été mon maître et il a marqué toute mon existence ».*

● Dans la majorité

M. JOSPIN : courage, justice, liberté

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a souligné : *« Avec lui disparaît une des plus grandes figures de notre pays. A tous les moments importants de l'histoire contemporaine, son engagement a été celui du courage, de la justice et de la liberté (...). 1936, la résistance, la reconstruction économique du pays, la décolonisation, les débats dans le mouvement socialiste pour sa rénovation et l'action permanente pour la paix au Proche-Orient, autant d'étapes et de combats qu'il a marqués de sa présence. » « Depuis plusieurs années, sa santé avait réduit son intervention dans la vie publique française. Mais il avait engagé sa forte conviction aux côtés de François Mitterrand dans la campagne présidentielle qui conduisit à la victoire en mai 1981, comme il l'avait fait en 1965 et en 1974. » Appartenant à une génération plus récente, je l'avais, en tant que responsable socialiste, rencontré à plusieurs reprises pour solliciter son jugement et lui demander conseil. Aujourd'hui, en tant que premier secrétaire du parti socialiste, je veux dire à sa femme, à ses proches et à ses amis les sentiments d'émotion et d'amitié de tous les socialistes. »*

● Mme FRANÇOISE GIROUD, cofondatrice *de l'Express*, qui fut l'un des principaux supports de l'action mendésiste : *« Je suis bouleversée. Je l'aimais, je l'admirais, je le respectais. »*

● Mme HUGUETTE BOUCHARDEAU, secrétaire générale du P.S.U. : *Pierre Mendès France avait partagé le combat du P.S.U. pendant de longues années et avait incarné dans ses moments les plus difficiles l'honneur de la gauche. Nous lui sommes redevables de son sens aigu de la justice, de l'honnêteté et de la rigueur. La manière fraternelle, mais sans démagogie, dont il a su toute sa vie accompagner la jeunesse, son attachement sans défaillance à la paix et à la liberté, ont donné à cet homme, dont l'exigence ne se démentait jamais, une dimension qui va bien au-delà des aléas de la vie politique (...). C'est peu de dire que son expérience et sa conscience vont nous manquer. »*

P.C.F. : divergences et combats communs

L'Humanité du 19 octobre publie le communiqué suivant du P.C.F. : *« Élu député pour la première fois en 1932, Pierre Mendès France a marqué sa personnalité toute une part de la vie politique française. Nos opinions, nos actions, ont souvent divergé.*

» Mais dans plusieurs situations déterminantes pour la vie de la nation nous nous sommes trouvés dans les même combats : celui du Front populaire, au cours duquel il siégeait à la chambre des députés ; celui de la Résistance, qui le conduisit au gouvernement auprès du général de Gaulle à Alger.

» En 1954, il présida le ministère qui négocia les accords de Genève mettant fin à la guerre d'Indochine. Depuis mai 1981 il a soutenu la majorité et le gouvernement d'union de la gauche. Le parti communiste français salue sa mémoire. »

● M. ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG, président du M.R.G. : « Par sa profonde rigueur, par son refus des concessions et des facilités, par l'intransigeante fidélité à ses convictions, il avait donné le goût de l'action politique à toute une génération d'hommes et de femmes à qui il avait enseigné que la politique n'est autre que *« l'application de la morale à la conduite des sociétés »*. Toute une génération admirait et aimait en lui l'éternelle jeunesse du sous-secrétaire d'État de 1938, le courage du résistant, la rigueur intransigeante du ministre de l'économie nationale de 1944-1945, la lucidité généreuse du président du Conseil, artisan de la paix en Indochine et de la réconciliation avec les peuples d'outre-mer. Montesquieu assurait que la République a pour principe la vertu. Pierre MendèsFrance aura confirmé exemplairement cette maxime par cinquante années de vie publique, qui sont l'honneur de la République. C'est pourquoi, aujourd'hui que Pierre Mendès France entre dans le panthéon moral de la République, le mendésisme restera plus que jamais vivant. »

● Dans l'opposition

● M. JACQUES CHIRAC : *« Grand résistant, il fut à la Libération le collaborateur estimé du général de Gaulle, qui rendit hommage à son « exceptionnelle valeur ». Au-delà des divergences politiques, je m'incline avec respect devant ce grand serviteur de la France. »*

● M. BERNARD PONS, secrétaire général du R.P.R. : *« Pierre Mendès France est, après le général De Gaulle, l'homme qui a le plus touché la sensibilité politique des français depuis la guerre. Il fut aussi la victime des contradictions du système de la IVe République dont il fut le meilleur défenseur. Il reste dans les esprits l'homme de la paix en Indochine, mais il aurait été oublié s'il n'avait pas d'abord été l'homme de l'espérance. »* La République, *disait-il*, doit se construire sans cesse car nous kla concevons éternellement révolutionnaire et inachevée tant qu'il subsiste un progrès à accomplir. » *L'hommage que nous rendons aujourd'hui à Pierre Mendès France est teinté d'un regret, celui qu'il n'ait pas répondu à l'appel du général De Gaulle en juiun 1958 comme il avait répondu à celui de juin 1940. »*

● *M. Jacques Toubon*, député R.P.R. de Paris : *« Il vaut mieux qu'il soit mort maintenant parce qu'il en aurait vu des vertes et des pas mûres. Chacun sait qu'il n'était pas satisfait de ce qu'était devenu le socialisme à la française depuis dix-huit mois (...) Il risquait de voir encore pire, notamment dans le sujet sur lequel il avait toujours été le plus rigoureux : les affaires économiques et monétaires. »*

● M.RAYMOND BARRE, ancien premier ministre : *« Pendant toute sa vie, le président Mendès France aura servi avec noblesse la République et l'Etat, agi avec ténacité pour la liberté, la dignité et le progrès de tous les hommes (...) Il nous a donné le grand et rare exemple d'un homme qui n'a jamais sacrifié ses convictions à une carrière (...) Pour les Français de ma génération, il a incarné la résistance et le combat aux côtés du général de Gaulle pendant la seconde guerre mondiale. »*

● M. EDGAR FAURE, sénateur du Doubs (n. i.), ancien président du conseil : *« J'ai de la peine de penser que je ne le reverrai plus. C'était un homme de valeur exceptionnelle qui a rendu de très grands services au pays. »*

● M. OLIVIER STIRN, président du Mouvement social-démocrate : *« Le président Pierre Mendès France a marqué de nombreuses générations de l'après-guerre par son sens de l'État, sa rigueur, sa générosité. Récemment encore son intervention sur les problèmes du Moyen-Orient était lucide et courageuse. Les vertus qu'il a incarnées, l'exemple qu'il a donné ne seront pas oubliés. »*

● M. FRANÇOIS LEOTARD, secrétaire général du parti républicain, *« salue respectueusement la mémoire de Pierre Mendès France, dont la carrière politique fut l'expression permanente de la ténacité, de la rigueur, de la générosité et de la fidélité idéologique »*.

● LE PARTI RADICAL, que préside M. Didier Bariani : *« Plus de trente années durant, Pierre Mendès France a milité au parti radical dont il a enrichi l'histoire, grandi le prestige et accru l'audience. Les circonstances ont pu le conduire sur le tard vers d'autres formations, mais il s'est toujours défié du dogmatisme socialiste et il a dû constamment faire face à la haine que lui portaient les communistes et l'extrême droite. Tout au long d'une carrière menée avec ce souci constant du bien public, il n'a cessé de se réclamer des valeurs républicaines de liberté et d'autonomie des individus. Voilà pourquoi les radicaux ont appris sa disparition avec beaucoup de chagrin. »*

● M. Pierre MÉHAIGNERIE, président du C.D.S. : *« C'est un homme qui a donné l'exemple de la rigueur en politique et de la volonté de construire sans démagogie une France forte et respectée. Ses conseils vont manquer à tous les dirigeants de notre pays, surtout en matière de politique économique »*.

● M. PIERRE MESSMER, ancien premier ministre : *« Ce qui caractérise Pierre Mendès France, c'est la fermeté de ses convictions politiques, dont il a donné des preuves pendant la deuxième guerre mondiale, et qui se sont exprimées en particulier dans la crise de la décolonisation, et de ses convictions économiques qui n'avaient pas varié dans leur rigueur depuis 1945 jusqu'à sa mort. »*

M. LECANUET : un lourd silence

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a déclaré : *« En saluant la mémoire d'un homme d'Etat qui, tout au long de sa vie et de sa carrière, est resté fidèle à une certaine idée qu'il se faisait de l'intérêt supérieur de la France, je ne peux m'empêcher de poser une question : qu'aurait-il dit devant l'échec de plus en plus évident de la politique du gouvernement, l'emprise d'une idéologie officielle de plus en plus sectaire et la perte d'influence de la France dans le monde ? (...) Comme il parut lourd, pendant ces derniers mois, le silence d'un homme qui fut, je ne l'oublie pas, sous la IIIe et la IVe République, un élu de Normandie entendu de tout le pays ! »*

● M. MAURICE SCHUMANN, ancien ministre, vice-président du Sénat : *« La dernière fois que j'ai vu le général de Gaulle, trois jours avant le référendum qui devait l'éloigner du pouvoir, il m'a dit textuellement : « J'ai toujours » » regretté que Mendès France » n'ait » pas voulu travailler avec » nous. » C'est un homme d'Etat. » Il ajouta sur un ton qui ne lui était pas habituel : « Et pourtant, je » » l'avais soutenu en 1954. »*

● Le CENTRE INDÉPENDANT (formation proche de Jacques Chaban-Delmas) : *« L'histoire retiendra qu'il fut au cours de ce siècle l'un des trop rares hommes d'État qui, avec Clemenceau et le général de Gaulle, ont su incarner la grandeur de la République, l'honneur de la France et la liberté des peuples. Le pays avait plus que jamais besoin de lui, et sa grande clairvoyance dans tous les domaines va cruellement manquer à la classe politique française dans les mois et les années difficiles qui se préparent. »*

● M. JEAN-PIERRE FOURCADE, président des clubs Perspectives et Réalités, a déclaré mardi 19 octobre, au cours de l'émission « Parti-pris » d'Europe 1 : *« Contrairement à l'enseignement de Pierre Mendès France, dont la disparition endeuille notre pays, le gouvernement a commencé par dissiper l'héritage laissé par ses prédécesseurs. Après un an de folles dépenses, il infléchit sa politique et gouverne à vue. Déjà en matière de dépenses militaires et de construction de centrales électronucléaires, il commence à compromettre l'avenir en faisant des économies là où il faudrait, au contraire, poursuivre l'effort du précédent septennat. »*

● M. OLIVIER GUICHARD, ancien ministre, député de Loire-Atlantique : *« Il m'a souvent parlé du général de Gaulle, avec lequel il a toujours conservé des liens. J'ai surtout le souvenir de certaines manifestations de Pierre Mendès France vis-à-vis du général qui, à certains moments, l'avaient très touché. »*

M. MICHEL-GEORGES MICBERTH, directeur du bureau politique de la Nouvelle Droite française (1).

« Pour les hommes de ma génération, M. Mendès France évoque deux principaux dégoûts : le lait caillé qu'il nous contraignit à absorber obligatoirement à l'école primaire et le mendésisme, qui empoisonna l'esprit de la jeunesse des années 50-60. Ectoplasme depuis 1958, M. Mendès France mourut politiquement à la naissance de la Ve République, mais on connaît le penchant de M. Mitterrand pour l'exhumation publique des cadavres. Lors de son intronisation à l'Elysée, il se livra à une véritable profanation de sépulture et démontra ainsi que en matière de sénilité, il n'avait rien à envier à l'ancien président du conseil.

(1) Groupuscule élitiste et antirépublicain).

● M. RENÉ PLEVEN, ancien président du conseil : *« Je n'ai jamais eu pour lui que de l'estime. Il est vrai que nous nous sommes souvent opposés, mais la presse nous a opposés davantage que nous ne l'étions vraiment. »*

MENDÈS FRANCE

● **Dans les syndicats**

M. MAIRE : la disparition de cette voix irremplaçable nous impose des responsabilités

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a fait lundi après-midi la déclaration suivante : « *La C.F.D.T. perd en Pierre Mendès France un ami et un exemple. Depuis plus de soixante-dix ans que nos chemins se sont rencontrés, cet homme d'Etat exemplaire n'a cessé de proposer une démarche et une orientation marquées par la volonté permanente de rénover la gauche et de mobiliser les énergies pour approfondir toujours plus la démocratie. Pour lui le respect du peuple doit conduire tout responsable, qu'il soit politique ou syndical, à ne jamais s'écarter d'un langage de vérité. Dans l'exercice des responsabilités qui furent les siennes, qu'il s'agisse de mener le combat pour la décolonisation ou de susciter une mobilisation populaire pour que chaque citoyen exprime ce qu'il porte en lui de meilleur, Pierre Mendès France ne s'est jamais départi de cette volonté de rigueur et de vérité. Il est toujours resté proche des syndicalistes que nous sommes par son refus de la démagogie, sa clairvoyance sur les enjeux posés à la société, son extraordinaire ouverture aux jeunes, un attachement indéfectible aux libertés individuelles et collectives. L'action syndicale pour la prise de conscience des travailleurs et l'extension de leurs responsabilités a toujours trouvé en lui un appui, vérifié dans de nombreuses confrontations fraternelles tout au long des années passives. Oui, je salue en Pierre Mendès France un ami et un exemple. La disparition de cette voix irremplaçable nous impose des responsabilités. Nous serons fidèles à son message, à sa méthode, à sa volonté constante de soumettre tout intérêt particulier à l'intérêt général.* »

M. HENRI KRASUCKI, secrétaire général de la C.G.T., dans un message adressé à Mme Mendès France :

« *Les réalités des luttes sociales et de la vie politique ont fait que, en certaines circonstances importantes, ses positions ont rencontré celles de la C.G.T. et que en d'autres, elles ont été différentes. Par les responsabilités qu'il a exercées, ses actions et sa notoriété, Pierre Mendès France a été un homme d'Etat français parmi les plus marquants des années d'après-guerre.* »

● M. ANDRÉ BERGERON, secrétaire général de F.O. : « *La mort de Pierre Mendès France est une perte pour la démocratie française. C'était un homme honnête, courageux, qui a souvent fait preuve d'une grande sagesse.* »

● L'ASSOCIATION DES JUIFS DE GAUCHE : « *Avec Pierre Mendès France disparaît l'homme politique qui, s'étant toujours efforcé de lier la politique à la morale, avait su renoncer au pouvoir par fidélité à ses idées. Au cours de ces dernières années, Pierre Mendès France s'était profondément senti concerné par le conflit israélo-arabe (...), en tant que juif et en tant qu'homme de gauche. Nous perdons, avec Pierre Mendès-France, une référence politique et morale* ».

... et à l'étranger

TUNIS : la perte d'un « ami »

(De notre correspondant)

Tunis. — « *Grand ami de la Tunisie et de Bourguiba, Pierre Mendès France n'est plus* », titre mardi la quotidien *l'Action* (organe du parti socialiste destourien) qui publie à la « une » sur trois colonnes, une photo de l'ancien président du conseil. Tous les autres quotidiens, qu'il soient de langue arabe ou française, consacrent leurs éditoriaux et leur première page à cet « *homme d'une trempe exceptionnelle* », écrit encore le quotidien destourien. Pour *la Presse*, qui titre : « *L'homme qui a vu juste* », Pierre Mendès France restera dans l'histoire comme « *l'homme du coup de Carthage* » (allusion à la proclamation par l'ancien président du conseil de l'autonomie interne de la Tunisie, le 31 juillet 1954). « *Il a su,* poursuit ce journal (progouvernemental), *par sa clairvoyance, sa lucidité et son courage, devancer les événements et exorciser les vieux démons colonialistes de la France. Sa disparition plonge la France, mais aussi la Tunisie dans un recueillement emprunt de tristesse pour la mémoire d'un grand homme, d'un grand ami* ».

Le chef de l'État tunisien qui a toujours voué à l'ancien président du Conseil français respect et considération, l'avait rencontré à Paris le 2 octobre dernier pour la dernière fois. Ayant appris l'intention de « PMF » de se rendre en Tunisie, M. Bourguiba, qui était en 1954 au château d'Amilly près de Paris, déclarait son admiration : « *Ce Mendès-France est encore plus fort que je ne le croyait. Voilà une idée que j'aurais voulu avoir moi-même* ».

Le 3 août 1954, soit quatre jours après la déclaration de Mendès-France à Carthage, Bourguiba déclarait : « *Ses propositions constituent une étape substancielle et décisive dans la voie qui mène à la restauration de la souveraineté complète de la Tunisie. L'indépendance reste l'idéal du peuple tunisien ; mais la marche vers cet idéal ne prendra plus désormais le caractère d'une lutte entre le peuple tunisien et la France. Elle se fera par des ajustements et aménagements entre le gouvernement français et le gouvernement tunisien...* ». Ces déclarations et des documents historiques ont été diffusé dès lundi soir à la télévision tunisienne, qui a consacré une émission spéciale de trente minutes à l'ancien président du Conseil.

Dès qu'il a appris la nouvelle du décès, le président Bourguiba a chargé l'ambassadeur de Tunisie, en France de présenter à la veuve de son « très grand ami » les condoléances de la Tunisie.

De son côté le premier ministre tunisien M. Mohamed M'Zali a déclaré à son arrivé lundi à Paris que la disparition de Mendès-France sera ressentie comme « *une grande perte en Tunisie* ». — *(Interim)*

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA LIGUE ARABE : « Une sorte de conscience . »

M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, a déclaré lundi à Tunis : « *Au-delà de son appartenance à un pays, à une communauté et à un courant de pensée, Pierre Mendès France incarnait pour ceux qui sont les amis de la France un des visages les plus rayonnants de celle-ci, tout de rigueur, de compréhension et de foi ardente dans les valeurs qui rapprochent les hommes et créent entre eux une réelle fraternité dans une action commune pour la justice, la vérité et la paix.*

» *Nous étions convenus de nous revoir pour en parler plus longuement. Le destin en a décidé autrement. Un contraste frappait et subjuguait à la fois entre la frêle silhouette et la voix fragile de l'homme, d'une part, et la grande force qu'on percevait à travers les paroles, la pensée et l'action, d'autre part, de celui qui était devenu pour ses compatriotes, mais aussi pour beaucoup hors de France, une sorte de conscience.* »

L'AMBASSADEUR DU VIETNAM : « Un éminent homme d'Etat »

M. Mai Van Bo, ambassadeur en France de la République socialiste du Vietnam, a fait lundi 18 octobre la déclaration suivante : « *J'ai appris la nouvelle du décès du président Mendès France, éminent homme d'Etat français, avec d'autant plus d'émotion qu'il m'avait reçu il y a peu de temps, en dépit de son état de santé. Il est de notoriété publique que le président Mendès France, pas sa clairvoyance, a su rendre possible la signature des accords de Genève de 1954, mettant fin à la première guerre d'Indochine.* »

Rabat : un anticolonialiste convaincu

De notre correspondant

Rabat. — La mort de Pierre Mendès France, survenant au moment où les relations franco-marocaines traversent de nouveau, avec l'ajournement du voyage de M. François Mitterrand au Maroc, une phase délicate, est venue rappeler à beaucoup de Marocains le rôle joué par la gauche française dans la décolonisation de leur pays.

Le Matin du Sahara, journal de M. Moulay Ahmed Alaoui, ministre d'Etat et familier du roi, salue, mardi 19 octobre, dans un article de première page, le « *militant anticolonialiste convaincu* ».

Dans un encadré, le journal rappelle « *qu'en 1954, une délégation de nationalistes marocains, conduite par Moulay Ahmed Alaoui, avait été reçue à Matignon par l'ancien président du Conseil français. Au cours de l'entretien, Moulay Ahmed Alaoui avait remis à M. Mendès France un mémoire sur la situation déplorable des internés politiques marocains, notamment à Aghbalou Inkerdouss où ils étaient incarcérés dans des conditions inhumaines, sans respect des droits de l'homme, sans visites ni traitements médicaux. Le cas précis de Si Driss M'Hamedi, qui souffrait des yeux, avait été longuement évoqué* ». (Si Driss M'Hamedi était un militant nationaliste très connu).

M. Pierre Mendès France, continue le journal, *profondément sensible à la situation ainsi exposée, désigna immédiatement une commission d'enquête aux pouvoirs illimités, totalement indépendante des services administratifs, pénitentiaires et policiers de la Résidence. Elle comprenait notamment MM. Monguillon et Vincent Monteil.* »

L'auteur de l'encadré rappelle enfin que la commission remit un rapport accablant à Pierre Mendès France, qui ordonna sur le champ la libération des détenus.

L'encadré se termine ainsi : « *Quelque temps plus tard, alors que la campagne de dénigrement déclenchée par la droite accusant Pierre Mendès France de vouloir brader* « l'empire » *français, après avoir* « abandonné » *l'Indochine, atteignait ses objectifs: l'ancien président du Conseil confiait en termes particulièrement émus à Moulay Ahmed Alaoui :* « *Désormais, je* » *n'ai plus de moyens d'agir, mais* » *je suis intimement convaincu que* » *vous atteindrez bientôt vos objec-* » *tifs et recouvrerez votre souverai-* » *neté et votre indépendance.* » — R. D.

● M. RENÉ LEVESQUE, premier ministre du Québec, a exprimé sa « *consternation* » dans un télégramme adressé lundi a M. Mauroy. Après avoir salué le « *rôle historique* » de M. Mendès France lors de la conclusion des accords de paix de Genève, M. Levesque évoque le court séjour que l'ancien président du conseil effectua au Québec en novembre 1954, séjour qu'il qualifie de « *déterminant pour le développement des relations directes et privilégiées entre le Québec et la France en jetant les racines de notre coopération* ».

JERUSALEM : M. Pérès salue « un grand Français » et un « grand juif »

De notre correspondant

Jeruselem. — Montant à la tribune de la Knesset avant de prononcer un discours marquant la rentrée parlementaire, M. Shimon Pérès, président du parti travailliste, a rendu un vibrant hommage à Pierre Mendes France, saluant en ce dernier à la fois un « *grand Français* » et un « *grand juif* » M. Pérès a rappelé qu'il avait toujours entretenu des relations étroites d'amitié avec Pierre Mendes France depuis qu'au début des années 50 il avait été, au nom du premier ministre israélien de l'époque, David Ben Gourion, l'un des artisans du rapprochement et de la coopération entre Israël et la France.

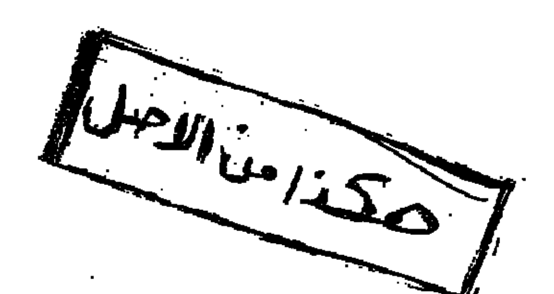
L'ensemble de la presse israélienne a accordé une large place à l'événement. « *Un ami sincère d'Israël* », a titré le *Jerusalem Post* pour qui l'homme d'Etat français n'avait cessé d'éprjouver de l' « *admiration* » pour l'Etat hébreu, sans pour autant taire ses critiques à l'égard de ses gouvernements. La plupart des journaux relèvent que Pierre Mendes France s'était opposé à la campagne de Suez en 1956, mais qu'il se trouvait à Jerusalem en 1977, lors de la visite du président Sadate et avait alors soutenu l'initiative de ce dernier, dénonçant les réticences du gouvernement français à ce sujet.

La presse israélienne ne manque pas de rappeler cependant que les efforts déployés par Pierre Mendes France pour nouer des contacts entre des représentants de la gauche israélienne et de l'O.L.P. ont souvent été très mal accueillis à Jerusalem, de même que son appel en juillet dernier pour une reconnaissance mutuelle entre Israël et l'Organisation palestinienne. — F.C.

● M. IBRAHIM SOUSS, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine en France, a rendu hommage à Pierre Mendès France dans un message de condoléances à sa famille. Le peuple palestinien, indique M. Souss, « *n'oubliera pas les positions courageuses prises par Pierre Mendès France pour défendre ses droits nationaux légitimes et pour promouvoir la paix et la justice pour tous les peuples* ».

● *M. Meir Rosenne*, ambassadeur d'Israël en France, a déclaré, lundi 18 octobre : « *Tout en sachant qu'il avait des divergences de vues avec nous, nous avons toujours admiré sa sincérité, sa connaissance des réalités qui était très vaste et, au nom du gouvernement israélien, je voudrais m'incliner devant sa mémoire. Avec sa mort disparaît un très grand Français dont les livres d'histoire auront certainement encore à s'occuper.* »

● *M. Pertini, président de la République italienne*, a exprimé, dans un message de condoléances, sa douleur devant la disparition d'un « *grand résistant et d'un combattant infatigable pour la liberté et la paix* ». « *Son exemple*, poursuit-il, *peut servir de guide à toux ceux qui assurent des responsabilités élevées.* »



Une place à part dans l'histoire

Quelque temps avant sa mort, en mai 1979, notre ami Pierre Viansson-Ponté, éditorialiste de notre journal, avait rédigé un portrait et un récit de la vie de Pierre Mendès France, auxquels il avait longuement travaillé pour que les jeunes générations, disait-il, sachent bien qui était cet homme.

Ce texte, que nous publions ci-dessous, n'évoque donc pas les ultimes années de l'ancien président du conseil, au cours desquelles celui-ci avait de plus en plus espacé ses *interventions publiques*. D'autre part, dans sa « Lettre ouverte aux hommes politiques », publiée en 1976, Pierre Viansson-Ponté avait dit dans quelle affection il tenait Pierre Mendès France :

Entamer à vingt-cinq ans, en 1932, une carrière politique que chacun juge bientôt *foudroyante* et prédit *exceptionnellement brillante* ; et puis huit ans plus tard, la briser sciemment pour choisir la voie difficile qui conduit à la prison, à la flétrissure, et, évadé, exilé, préférer mettre sa vie en jeu au combat, sous l'uniforme, plutôt que de s'abriter du danger dans quelque pays lointain ou quelque palais officiel, en jugeant qu'on en a assez fait. Il faut pour cela du courage.

Occuper pendant huit mois, en 1944-1945, un poste ministériel, donner sa démission parce qu'on n'a pu faire prévaloir ses vues ; et puis demeurer huit ans un Cassandre incommode en attendant que des *événements justifient vos diatribes et vos sombres prophéties*. Il faut pour cela de la patience.

Accéder enfin au pouvoir, en 1954, l'exercer avec éclat pendant moins de huit mois, et puis retourner bientôt, après divers mécomptes, à sa solitude hautaine et à ses réquisitoires, *tenu à l'écart et s'y complaisant pendant plus de seize années*. Il faut pour cela de l'entêtement.

Adopter, en 1958, une attitude de ferme opposition au nouveau régime et à son chef, perdre de ce fait tous ses mandats électifs et manquer par deux fois à les reconquérir, disparaître de la scène au point de devoir attendre sept *années avant d'être admis à la télévision* ; et pourtant *conserver une présence*, une audience, une importance même dans le débat politique telle que ses propos et ses actes suscitent encore l'attention de la jeunesse, il faut pour cela de la rigueur.

La rigueur, l'entêtement, la patience, le courage, c'étaient bien les grandes qualités de Pierre Mendès France ; des qualités qui n'allaient pas sans la contrepartie de quelques grands défauts, car toute médaille a son revers ; mais des qualités qui ont suffi à faire de lui, avant Robert Schuman peut-être, après de Gaulle certainement, l'homme politique français de la IVe République, et même du dernier quart de siècle, qui a creusé la trace la plus profonde, marqué l'empreinte la plus forte, et qui laisse le souvenir le plus vivace, malgré ses erreurs d'appréciation et son relatif effacement des dernières années.

Cette singularité ne tient certes pas à sa personne ni à son caractère. Le visage tôt marqué, comme tracé à l'encre de Chine, la silhouette trapue et un peu courte, c'était un homme tout en ombres et en contrastes, du noir au gris. Le menton carré et volontaire, rebelle au rasoir, le regard sombre et mobile sous des arcades épaisses, tendu, les yeux cernés *dans une perpétuelle* interrogation inquiète, triste et candide à la fois, les traits creusés de deux rides profondes qui exagéraient une ironie facile et une assurance un peu dédaigneuse, il avait un geste quasi machinal, dans les moments de fatigue ou d'attention, pour tenter de discipliner deux épaisses mèches noires qui s'épanouissaient en touffes *rebelles aux côtés du front*, petit et bombé. Avec cela, une grande indifférence envers les détails vestimentaires, une allure si impatiente, si pressée, un air si surmené, que le divorce de son col et de sa cravate lui était parfaitement étranger.

La tête penchée sur le côté, il écoutait l'interlocuteur avec une courtoisie appuyée, des éclairs de malice, de gentillesse ou de ruse dans l'œil. À son bras, quels que soient le lieu et l'heure, une lourde serviette bourrée de dossiers, de journaux, de livres et de revues déséquilibrait la silhouette. *Fort de son intelligence hors pair, de son immense* capacité de travail et de concentration étayée sur un goût forcené d'apprendre encore, d'en connaître davantage, d'en savoir plus, qui ne le quitta jamais, il répliquait parfois sans souci des nuances, facilement hautain, avec de surprenantes *insolence* qui écrasaient, *une méfiance toujours en éveil*, parfois, *au contraire*, avec une telle habitude de la tactique tortueuse, des manœuvres retorses et des discussions byzantines des politiciens madrés qu'on en demeurait stupéfait. Derrière l'assurance d'un orgueil mal caché et l'acharnement à revenir sans cesse à quelques idées simples et claires, on sentait bien qu'il n'avançait pas une opinion sans entreprendre aussitôt de l'étayer, qu'il se souciait jusqu'au scrupule du moindre détail, du chiffre vérifié, et surtout du raisonnement ingénieux, de l'argumentation inattendue qui désarçonne.

S'il mérite bien une place à part et toute sa place, qui est grande, dans l'histoire politique de trois Républiques, ce n'est donc pas à un ascendant physique ni à un tempérament exceptionnel qu'il la doit. Sa vie et sa carrière cependant, qui le lient si étroitement à tous les grands événements d'une époque particulièrement fertile en bouleversements, rendent bien compte des raisons qui ont fait que, parmi tous les « ismes » qui nous encombrent, à côté du beau mot de socialisme ramené de plus en plus à des théories rivales et contrastées, d'un économisme enchaîné par la bureaucratie, si le gaullisme fut avant tout une action, le mendésisme offrit pour un temps une pensée.

Admirateur de Poincaré et ministre de Léon Blum

Descendant d'un israélite portugais qui avait fui avec sa famille les grandes persécutions, Luis Mendès de França, qui avait francisé son nom en Mendès France et s'était fixé à Bordeaux en 1683, c'est dans le troisième arrondissement de la capitale qu'il naît, le 11 janvier 1907. Il commence ses études à l'école communale, les poursuit rue de Turbigo, puis fait son droit pour déférer au vœu de sa mère qui souhaite vivement le voir embrasser la profession la plus noble et généreuse à ses yeux, le métier d'avocat.

Elle aura satisfaction au-delà de son espoir puisque, sa licence terminée, inscrit au barreau de Paris, où il est pendant trois ans le secrétaire de Georges Bonnet, Pierre Mendès France devient le plus jeune avocat de France, à dix-neuf ans, puis en 1928, le plus jeune docteur en droit de France avec vingt sur vingt à un oral de droit constitutionnel, la mention très bien pour sa thèse consacrée au redressement financier que vient de réussir Raymond Poincaré. Il a décroché aussi au passage le diplôme de sciences politiques, fait son service militaire dans la *météorologie* et surtout commencé de militer activement au parti radical, auquel il a adhéré dès dix-sept ans, en 1924. Passagèrement, il a également assumé une autre forme d'engagement, entrant dans la franc-maçonnerie sans y déployer une grande activité ; il quittera le Grand-Orient après la guerre.

Les hasards des manifestations radicales en province ont conduit le jeune avocat parisien à Louviers dans l'Eure où ses amis politiques cherchent à préparer de longue main la revanche de leur échec électoral en 1928. On lui propose d'être l'homme de cette revanche. Il accepte, se fixe dans la petite ville, y ouvre un cabinet d'avocat et entame sa campagne.

Benjamin, avec ses vingt-cinq ans et trois mois, de la Chambre élue en avril 1932, il ne tardera pas à parfaire son implantation locale, prenant tour à tour et sans coup férir la mairie de Louviers en 1935, le siège de conseiller général de Pont-de-l'Arche en 1937 — après la guerre il présidera treize ans le conseil général de l'Eure. Il s'est marié, épousant en 1933 Lily Cicurel, d'origine égyptienne, peintre de talent, qui disparaîtra en 1967. Il a acheté à la sortie de la ville, dans le hameau des Monts, une grande maison qui sera, au long des années, son quartier général et sa retraite.

« Le plus jeune », toujours, dans le second cabinet Blum, dont le chef assume aussi la responsabilité des finances, le poste le plus exposé, en mars 1938, il est sous-secrétaire d'État au Trésor. Il a trente et un ans et établit cette fois encore un record de jeunesse et qui sera valable pour toute la IIIe République, bien qu'elle ait, en soixante-cinq ans, compté quelques centaines de membres dans ses éphémères gouvernements.

La guerre, la prison, l'évasion et le retour au combat

La guerre : lieutenant d'aviation, il refuse une affectation de principe dans la région parisienne, comme il refusera les permissions exceptionnelles *accordées aux parlementaires*, *demande le Proche-Orient*, est affecté à l'état-major des forces aériennes du Levant à Beyrouth et passe sur sa demande, après un stage d'instruction dont il sort premier du personnel au sol, des « rampants », au personnel navigant. Le 3 mai 1940, il s'envole pour la France en permission normale, est surpris à Paris par le déferlement de l'armée allemande le 10 mai, siège à la Chambre pendant la période dramatique qui suit tout en réclamant à quinze reprises au ministère de la défense une affectation au combat. Mais les députés sont, dans la débâcle, dirigés sur Bordeaux, où le maréchal Pétain prend bientôt la tête du gouvernement. L'unité d'aviation à laquelle appartient le lieutenant Mendès France a été, elle, envoyée au Maroc, et c'est précisément au Maroc qu'un bateau affrété par le gouvernement, le *Massilia*, va conduire les parlementaires, parmi lesquels Daladier, Mandel, Le Troquer et plusieurs dizaines d'anciens ministres, ainsi que nombre de hauts fonctionnaires. Il y prend donc place avec sa famille.

Pour lui, ce sera un piège et le début d'une série de péripéties malheureuses. Tandis que Georges Mandel est arrêté dès l'arrivée à Casablanca, Pierre Mendès France a rejoint son unité à Rabat. *Il est d'abord accueilli avec un peu de gêne : n'est-il pas juif, parlementaire, homme de gauche impatient de voir la France reprendre sa place dans la guerre aux côtés de ses alliés ?*

Peu à peu, il est traité carrément en suspect. Prévenu le 29 août qu'il allait être arrêté, il refuse de s'enfuir, de se cacher : ne serait-ce pour avouer une culpabilité qui n'existe pas ?

Ainsi appréhendé le 30 août, interrogé, ramené en métropole et écroué le 15 octobre 1940 à la prison de Clermont-Ferrand, il comparaît devant le tribunal militaire de Clermont-Ferrand sous l'inculpation de désertion *pour n'avoir pas rejoint Beyrouth* le 10 mai 1940. Procès politique s'il en fut, mais qui n'ose pas dire son nom. Pendant l'instruction, le député de l'Eure a appris qu'il était radié du Parlement, un décret de Vichy ayant retiré leur mandat à tous les élus juifs ; qu'un autre décret *lui a enlevé la mairie de Louviers*. Les dispositions *sont truquées*, les débats parodient la justice et bafouent les droits de la défense : qu'importe. Pierre Mendès France se bat pied à pied. Quand le président lit le verdict — six ans de prison, dégradation militaire, déchéance des droits civiques et familiaux, — l'accusé se tourne vers les soldats : *« On vient de condamner un innocent par haine politique »*, puis vers le commissaire du gouvernement : *« Vous avez bien travaillé pour Hitler et pour votre avancement ! »*

Il lui suffira de cinq semaines de préparatifs minutieux, de dissimulation et de simulation, de chapardage de vivres et de menus objets, de maquillage de pièces d'identité à l'aide de permanganate dérobé à *l'infirmerie*, pour se retrouver, dans la nuit du 21 juin 1941, au pied du mur de l'hôpital-prison militaire de la Providence à Clermont-Ferrand, après *une évasion conforme en tous points à la tradition la plus classique* : barreau scié, corde faite de draps, descente en rappel dans la cour, escalade du mur d'enceinte. Libre et méconnaissable, il a rasé sa moustache, *s'est maquillé*, fume la pipe, arbore des *lunettes* dont il n'a nul besoin. Le lendemain, il est à Grenoble, puis s'installe, après s'être présenté comme clerc de notaire en congé, dans une pension de famille de La Tronche, dans l'Isère.

Quelques mois plus tard, enfin, il parvient à Genève d'où, après maintes aventures, il réussira, via Lisbonne, à rejoindre Londres et la France libre. Officier observateur dans le groupe de bombardement Lorraine, où il sert de mai 1942 à la fin de 1943, il participe notamment à de nombreux raids sur la France.

Le général de Gaulle entre la chirurgie et la médecine

Le général de Gaulle, dont il connaissait les idées avant la guerre et dont il avait entendu, à Bordeaux, l'appel de juin 1940 diffusé par la B.B.C., mais qu'il n'avait jamais rencontré, l'avait invité à dîner le soir même de son arrivée à Londres. Plusieurs rencontres ultérieures s'étaient déroulées dans un climat de franchise réciproque et d'estime croissante. Aussi, Pierre Mendès France n'est-il guère surpris quand, à la fin de 1943, de Gaulle, qui a pratiquement éliminé Giraud et pris à Alger la tête du Comité de libération nationale, c'est-à-dire de l'exécutif constitué au nom de la Résistance extérieure, l'appelle à ses côtés et lui confie le poste délicat de commissaire — c'est-à-dire ministre — aux finances.

Quand le général fait son entrée dans Paris libéré et constitue le premier gouvernement provisoire de la République, il confie les finances à un homme de grand caractère, Aimé Lepercq, qui mourra dans un accident de la route deux mois plus tard et sera alors remplacé par M. René Pleven. À Pierre Mendès France il attribue le poste de ministre de l'économie nationale avec la charge de coordonner les quatre départements-clés que sont la production, l'agriculture, le ravitaillement et la reconstruction.

Le fil, un moment rompu, de trop de billets en circulation, pas de produits sur le marché dans un pays ruiné, à demi détruit, où manquent près de deux millions de prisonniers et de déportés, et de nouveau en guerre. Pour éviter la catastrophe, pour préparer un nouveau départ, un seul moyen : un traitement rigoureux. Compression de toutes les dépenses improductives, recensement strict des fortunes, confiscation de tous les profits illicites, ponction sur le capital à l'occasion de l'échange des billets, blocage des prix, freinage de la hausse des salaires, résorption pour 250 milliards de francs au moins des billets en circulation. *De quoi se mêle-t-il ? Les finances sont une chose, l'économie une autre. Qu'il lutte contre le marché noir, mais qu'il ne s'occupe pas du franc* : c'est l'affaire de M. Pleven. Et M. Pleven n'est pas favorable à toute cette chirurgie. Il préfère agir par l'emprunt, même s'il ne réussit à retirer ainsi de la circulation que 70 milliards de billets, par la persuasion, par la médecine d'autrefois.

Trois mois durant, de Gaulle, prié d'arbitrer, apaise, s'efforce de concilier, d'éviter l'éclat. Enfin, il faut choisir. La méthode douce lui semble préférable et il s'en expliquera dans ses *Mémoires de guerre* par la nécessité de ne pas bousculer un pays malade, blessé, de ne pas ajouter de nouvelles causes de « périlleuses convulsions » à toutes les difficultés qui assaillent et divisent les Français. M. René Pleven a donc gain de cause. Il joindra l'économie nationale aux finances sous son autorité. Pierre Mendès France décline l'offre de rester au gouvernement dans d'autres fonctions et remet sa démission.

Il a repris ou va reprendre ses mandats à Louviers, son siège de député. Une fois encore le pouvoir lui fait signe en janvier 1946, succédant à de Gaulle qui s'est soudain retiré après avoir, a-t-il dit, « remis le train sur les rails », le socialiste Félix Gouin, nouveau chef du gouvernement provisoire, offre à Pierre Mendès-France les deux ministères réunis en un seul des finances et de l'économie nationale. Le tripartisme — socialistes, M.R.P. et communistes — règne. Aux trois partis, Mendès-France pose ses conditions, qui sont les mêmes que dix mois plus tôt, un peu plus rudes et rigoureuses même. Elles sont refusées : c'est trop demander. Il s'efface. Sa cure de solitude et d'exil loin des avenues du pouvoir durera près de neuf ans.

Cassandre et Pygmalion

Pendant ces neuf années, Pierre Mendès-France poursuit deux carrières parallèles et complémentaires, en même temps qu'il établit solidement sa réputation parmi les initiés, dans le personnel politique français et dans le monde financier international, tout en restant pour le grand public un quasi-inconnu.

À Louviers, devant ses électeurs et avec ses administrés, qui le réélisent sans difficulté à chaque scrutin, au Palais-Bourbon dans les grands débats budgétaires ou de politique générale, au parti radical dans les comités et les congrès, il incarne un personnage familier, celui de cette victime d'Apollon dont les prophéties pourtant exactes ne rencontraient qu'incrédulité et ricanements, le personnage de Cassandre.

L'inflation galopante, les centaines de milliards engloutis dans la guerre d'Indochine avec ses trafics et ses excès, la médiocrité des ambitions de pouvoirs faibles, divisés et transitoires, le divorce croissant entre ces pouvoirs et l'opinion, la dépendance sans cesse plus étroite d'une politique étrangère à la petite semaine, tout cela était dénoncé, fouaillé, proclamé, avec la froideur hautaine de celui qui détient et ose dire la vérité avec la ferme et orgueilleuse assurance de celui qui sait et ose dire ce qu'il faut faire.

Parallèlement, le député de l'Eure occupe d'importantes fonctions dans les organismes financiers mondiaux. Gouverneur du Fonds monétaire international et gouverneur adjoint de la Banque internationale de reconstruction, délégué permanent au Conseil économique et social de l'ONU, la brillante et rapide carrière du député de 1932, du sous-secrétaire d'État de 1938, va-t-elle être renouée ? Mais, chez Mendès France, le tempérament parle, il parle même trop haut et trop fort. Qu'on regarde les choses en face : l'expert prend le relais du parlementaire et le Cassandre des rives de la Seine puise au bord du Potomac de nouvelles raisons de désespérer.

À la faveur d'un bref passage à la direction du gouvernement, en 1952, de son ami Edgar Faure, camarade de faculté, collègue du barreau, de l'Assemblée et du parti, il arrache le décret créant la « Commission des comptes et budgets économiques de la nation », premier outil d'analyse, de surveillance et de prévision de l'activité économique du pays aussi bien dans son ensemble que dans le détail.

Des cours donnés à l'École nationale d'administration — où l'un de ses contradicteurs les plus vifs, parmi les élèves, se nomme Valéry Giscard d'Estaing — et aux Hautes Études lui valent, dans la pépinière des futurs « technocrates », une popularité et une attention qui expliqueront, le moment venu, certains ralliements. Une équipe se constitue peu à peu autour de l'homme-phare qu'il est en train de devenir : elle comprend Georges Boris, journaliste, intellectuel et militant socialiste, qui avait été en quelque sorte son mentor d'avant guerre, qui l'avait introduit auprès de Léon Blum ; M. Simon Nora, brillant inspecteur des finances, que l'on retrouvera seize ans plus tard conseiller écouté de M. Chaban-Delmas à l'hôtel Matignon. Lorsqu'il obtiendra l'investiture, en 1954, le directeur adjoint de son cabinet sera M. Pierre Juillet, devenu par la suite le conseiller le plus proche de M. Pompidou ; et parmi ses collaborateurs figurent notamment M. Michel Jobert, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, fondateur de *l'Express* en 1953, n'assumera jamais de fonctions officielles, mais il sera bien plus qu'un familier, bien plus qu'un conseiller bénévole et déjà décisif.

Dien-Bien-Phu

Cette lente montée vers le pouvoir sans que rien mesure la progression, cette influence croissante mais limitée à quelques milieux d'initiés, ce personnage de Cassandre qui surgit à intervalles réguliers — une fois par an, guère plus — à la tribune du Palais-Bourbon, cette menaçante statue du commandeur qui désigne du doigt en silence les coupables et les incapables, l'homme qui dit la vérité et ce qu'il faut faire, tout cela ne peut être indéfiniment négligé et ignoré dans un pays où le régime ne doit rien laisser perdre s'il veut tenter de se sauver. Le chancre de la guerre d'Indochine ronge l'âme, défigure le visage et ruine la santé à peine recouvrée de la France. Le trafic des piastres pourrit la politique ; les échecs démoralisent une armée qui perd chaque année une promotion de jeunes officiers dans des combats sans issue ; la torture a fait son apparition. Or cette vaine campagne de reconquête, cette « sale guerre » coûteuse et sans fin, Pierre Mendès France ne cesse de la condamner avec un acharnement tout particulier.

Alors puisqu'il s'offre ainsi, par ses diatribes, à surmonter la quadrature du cercle, à assumer la situation sur laquelle vient précisément de buter un cabinet dirigé par un radical de droite, M. René Mayer, le président de la République — c'est encore le socialiste Vincent Auriol — le désigne comme président du Conseil. L'astuce est classique : cet importun qui nous casse les oreilles ne réussira pas à arracher l'investiture : son échec l'obligera à baisser le ton, et nous en serons débarrassés. Cela s'appelait dans le langage du milieu et du moment « lever une hypothèque ».

Le calcul était bon, mais le résultat fut inattendu. Car c'est grâce à ces deux journées d'investiture — manquée en effet — des 3 et 4 juin 1953 que l'importance, l'influence, la présence au moins de Pierre Mendès France se trouvent soudain multipliées par cent, par mille et qu'il passe en quelques heures d'un auditoire de quelques centaines d'initiés à un public de plusieurs dizaines de milliers de partisans. Quelque chose a bougé, a sonné clair et fort au milieu du ronronnement auquel on ne prêtait même plus attention, l'écho a répondu ; et si l'investiture n'est pas accordée — elle a recueilli 301 voix contre 119, mais 205 députés « ne se sont pas prononcés », à des titres divers, — la manœuvre de l'Elysée est manquée.

A partir de ce prologue, il ne faut qu'un an presque jour pour jour avant que le pendule ne revienne à son point de départ et s'arrête de nouveau au-dessus de la tête de l'exclu de 1953 devenu l'homme providentiel de 1954. Une année fertile en événements, tous au passif du régime : la France est ridiculisée à la rencontre des « Grands », la conférence des Bermudes ; elle est houspillée par ses alliés pour ses hésitations sur la C.E.D. ; elle est aux prises avec le terrorisme en Tunisie, où la réforme a été si mal conduite qu'elle a échoué ; elle est stupide au point d'avoir déposé le roi du Maroc, Mohamed Ben Youssef, pour installer à sa place un fantoche ; enfin, elle est en train de perdre l'Indochine.

Dien-Bien-Phu : tout a été dit sur ce camp retranché investi par le Vietminh au début de mars 1954, tandis que la course s'engage entre le désastre militaire inévitable et une négociation désespérée, dont il est clair qu'elle ne peut aboutir avant la catastrophe.

Il faudra un mois encore de tergiversations, de palabres, de combinaisons et de fausses nouvelles pour que le cabinet Laniel-Bidault, estoqué à trois ou quatre reprises, s'effondre et qu'enfin, le 13 juin 1954, M. Coty désigne Pierre Mendès France pour former le gouvernement.

Le pari du 20 juillet 1954

Investi un 18 juin (1954), il sera renversé un 6 février (1955) : sept mois et dix-sept jours.

Le 17 juin, abordant, un an après son échec de 1953, devant les députés, l'épreuve de l'investiture, Pierre Mendès France formule le pari audacieux qu'il méditait depuis plusieurs semaines déjà, contrairement à certaines légendes. Il donne aux adversaires, partenaires et interlocuteurs de la France à la conférence de Genève, il se donne à lui-même, un délai d'un mois pour conclure la paix indochinoise. Le 30 juillet, si elle n'est pas signée, il remettra la démission de son gouvernement. Mais, ajoute-t-il aussitôt, il prendra auparavant « toutes les mesures militaires nécessaires aussi bien pour faire face aux besoins immédiats que pour mettre le gouvernement qui succéderait au mien en état de poursuivre le combat ». Pour le reste, son programme est simple : plan de relèvement des conditions de vie et d'indépendance économique, décision sur la CED, apaisement au Maghreb.

L'inquiétude est si grande, le désarroi des partis et des hommes au pouvoir si évident, que l'investiture ne peut manquer d'être accordée. Cependant, elle ne le sera, dit-on, que grâce aux voix des communistes. Une campagne de calomnies, d'insultes, d'attaques perfides, appuyée sur des mensonges, des truquages et des *faux*, se déchaîne dans les couloirs : elle ne cessera jamais et, pendant les dix-huit années qui lui restent à vivre, Pierre Mendès France sera l'homme politique le plus injurié et bassement diffamé de France. Pour couper court au soupçon d'être un compagnon de route des *communistes ou un jouet entre leurs mains*, le *président désigné* prend un dernier risque : il ne tiendra pas compte des voix du P.C. ; s'il n'obtient pas la majorité absolue, déduction faite des bulletins des quatre-vingt-quinze députés communistes ou apparentés, il s'en ira. Ce quitte ou double est évidemment dur à admettre pour les dirigeants du P.C.F. Le scrutin lui donne 419 voix pour l'investiture — il en fallait 314 — contre 47 et 143 abstentions : à dix suffrages près, l'investiture est accordée sans les voix communistes.

À peine son équipe installée, sans socialistes ni M.R.P., le président du conseil part pour Genève et plonge dans le plus fantastique tourbillon diplomatique qu'on puisse imaginer.

La partie s'engage entre Mendès France, assisté du secrétaire général du Quai, M. Alexandre Parodi, et de l'ambassadeur Jean Chauvel et, en face, les deux Vietnams, celui de Saigon, où règne l'empereur Bao Dai et où gouverne un nouveau président du conseil, Ngo Dinh Diem, qui périra quelques années plus tard, assassiné, et celui des maquis, dont le négociateur est déjà M. Pham Van Dong ; puis les trois « Grands », représentés un moment par les ministres des affaires étrangères soviétique, anglais et américain, Molotov, Eden et Foster Dulles, puis par leurs délégués ; enfin, cet autre « Grand » mystérieux qui est la Chine, dont le visage genevois est celui de Chou En-lai.

M. Georges Bidault a refusé tout contact avec le Vietminh et les Occidentaux boycottent les Chinois. Dès le 23 juin, le contact est pris et la première rencontre *entre* le nouveau président français et M. *Chou En-lai* ouvre *enfin une* perspective : Chine et Vietminh *ne contestent* pas l'indépendance et la *souveraineté* du Laos et du Cambodge.

Cependant, il reste un vide *énorme* dans le dispositif diplomatique : les Américains se sont pratiquement retirés de *la conférence*. Il faut toute l'insistance de Pierre Mendès France pour que Foster Dulles, le redoutable secrétaire d'État américain, accepte enfin de faire une partie du chemin et de venir en personne non à Genève mais à Paris le 13 juillet.

Cinq heures de conversations s'achèvent sur la promesse d'envoyer un diplomate américain à Genève et, sur une phrase du secrétaire d'État lancée aux journalistes : *« This guy is terrific. »* (Ce type est formidable.)

Discussions directes, chassés-croisés d'émissaires, alternances d'espoir et de crainte, coups de théâtre et épuisement, séances fiévreuses et âpres marchandages, arguties juridiques et complications protocolaires : enfin, le pari est gagné. À 3 heures du matin, dans la nuit du 20 au 21 juillet, les accords d'armistice pour les trois pays d'Indochine sont signés, la paix conclue. Tour à tour, le général Ely, qui commande l'armée, le maréchal Juin, l'ambassadeur Chauvel, le président Coty, puis toute la presse, puis l'Assemblée nationale par 569 voix contre 9, majorité massive qui n'avait jamais été atteinte avant ce 23 juillet, approuvent les dispositions prises, les clauses acceptées. Pierre Mendès France dispose d'une autorité, d'une force et d'un

MENDÈS FRANCE

politique de trois républiques

« Si je vous écris, soulignait-il à l'adresse de celui-ci, c'est pour accomplir un devoir de reconnaissance, pour vous dire merci (...). Comme citoyen d'abord, un citoyen qui, grâce à vous, a pu être en accord avec le pouvoir de son pays pendant quelque temps — exactement sept mois et dix-sept jours, — il y a vingt ans passés. Sept mois et dix-sept jours, ce n'est pas long dans une vie d'homme, la vôtre et aussi la nôtre. C'est tout de même mieux que rien (...). Vous, vous aviez réconcilié pour quelques semaines une génération entière avec la politique, toute une jeunesse avec l'État, une partie du peuple avec la nation et ce n'est vraiment pas votre faute si cela n'a pas duré. Cela mérite au moins un remerciement et j'espère que l'histoire ne vous le marchandera pas. »

prestige sans précédent depuis l'intallation au pouvoir du général de Gaulle au lendemain de la libération. Personne ne peut lui barrer la route. Que va-t-il faire de cette spectaculaire réinvestiture, de cette puissance inattendue et toute neuve ?

Le « coup de Carthage » et la bataille de la C. E. D.

Il va en user pour atteindre simultanément plusieurs objectifs et surtout pour montrer au pays qu'il est parfaitement possible, pourvu qu'on le veuille, de gouverner tout en respectant les lois de la démocratie.

Le 31 juillet au matin, le président du conseil quitte Paris en secret pour Tunis. Le gaulliste Christian Fouchet et le maréchal Juin l'accompagnent. La nouvelle éclate quand, à travers la ville en état de siège, le cortège a déjà gagné le palais du bey auquel le visiteur français lit une déclaration solennelle garantissant « l'autonomie interne » de la Tunisie « sans restriction ni limitation ». C'est le « coup de Carthage ». L'opinion internationale approuve ; dans l'opinion française, qui se réjouit et s'étonne de la manière nouvelle, seul reste hostile le noyau dur du « lobby » des « prépondérants » français d'Afrique du Nord.

La marche vers un dénouement, vers l'autonomie et plus tard vers l'indépendance tunisienne, est engagée. Il n'y aura pas de « guerre de Tunisie ».

Il y aura, hélas, une guerre d'Algérie. Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre, elle éclate, avec trente attentats réussis et d'autres qui échouent dans les trois départements français qui composent alors le pays. Des renforts de C.R.S. sont aussitôt envoyés.

L'émotion est grande quand, le 9 novembre, le premier débat sur l'Algérie — il y en aura bien d'autres pendant les sept années et demie que durera la guerre ! — s'engage au Palais-Bourbon : c'est là que Pierre Mendès France prononce la phrase fameuse qui lui sera tant reprochée par certains de ses partisans sans l'exonérer le moins du monde auprès de ses adversaires. « *L'Algérie*, dit-il, *c'est la France et non un pays étranger que nous protégeons* ». Pour lui, c'est une précision juridique élémentaire. Son ministre de l'intérieur, M. Mitterrand, ne dit pas autre chose. Tous deux cependant, après avoir promis de maintenir l'ordre, ouvrent le dossier des remèdes aux racines profondes du mal.

Cependant les dossiers se succèdent à la même cadence harassante et impressionnante sur le bureau présidentiel. Les pouvoirs économiques : pour opérer le redressement, la remise en ordre financière, la relance de l'investissement et de la production, le gouvernement demande des pouvoirs spéciaux. Il obtient l'accord du Parlement, met en train la réforme fiscale, s'attaque par décrets à une forteresse en même temps qu'à un symbole : le sacro-saint privilège des bouilleurs de cru et le régime de l'alcool. Cela aussi lui sera rendu avec usure au jour de la curée.

Il faut tout traiter, tout régler à la fois. Ce mois d'août qui voit la mise en œuvre de l'accord indochinois, l'amorce de la politique tunisienne, le lancement de la politique économique et sociale, est avant tout celui de l'Europe, celui de la C.E.D. Le président du conseil est décidé à vider le débat et à le conclure. Une partie politique et diplomatique presque aussi serrée que pour l'Indochine s'engage. Elle se double d'une série de péripéties intérieures qui ne contribuent pas médiocrement à compliquer les choses. Qu'on en juge par ces quelques dates et événements :

— 13 août : hostiles à la C.E.D. même sous la forme du projet de compromis adopté après huit heures de débats tendus par le conseil des ministres, projet qui limite l'emprise et les pouvoirs de la Communauté, étale les délais de réalisation, multiplie les garanties, trois ministres républicains sociaux, c'est-à-dire gaullistes, MM. Lemaire, Chaban-Delmas et le général Kœnig, donnent leur démission.

— 18 août au 22 août : quatre jours de négociations acharnées à Bruxelles entre les Six dont les délégations sont conduites par M. Adenauer pour l'Allemagne, M. Spaak pour la Belgique, M. Eden pour la Grande-Bretagne, et M. Mendès France. Le compromis français est rejeté.

— 23 août : entretien Mendès France-Churchill à Chartwell.

— 29 août : le débat se déroule dans une atmosphère tendue, presque dramatique. C'est ce jour-là que la vraie rupture sera consommée entre Mendès France et les « européens » du M.R.P. et du parti socialiste qui ont refusé de participer à son gouvernement et réitéreront leur refus à plusieurs reprises. C'est ce jour-là que la construction européenne est retardée, peut-être de dix ans.

— 30 août : les députés rejettent la C.E.D. par 319 voix contre 264 et 12 abstentions. Les vingt-trois membres du gouvernement n'ont pas pris part au vote. Aussitôt les plus intransigeants partisans de la C.E.D., MM. Bourgès-Maunoury, Emile Hugues, Eugène Claudius-Petit, donnent leur démission ; en revanche, un « anticédiste », Jacques Chaban-Delmas, reprend place dans le gouvernement.

Cette décision de la France, qui surprend et navre ses cinq partenaires et l'allié américain, a fait table rase de tout accord. De patientes et rudes négociations, menées tout au long du mois de septembre, avec des rencontres, des allées et venues, d'interminables conférences, aboutissent à l'élaboration des accords de Londres et de Paris qui consacrent le réarmement de l'Allemagne et son admission à l'OTAN. Paraphés le 3 octobre, approuvés par l'Assemblée le 12, signés le 23, ratifiés mais avec certaines disjonctions dans la dernière semaine de décembre, ces accords et le rejet de la C.E.D. seront tout au long de sa présence à la tête du gouvernement un boulet de plus, et bien lourd à traîner, pour Mendès France, et désormais, dans tout le reste de sa carrière, un thème d'attaques et de critiques acerbes contre lui.

Pour la politique française, c'est une grande rupture : elle trace une nouvelle ligne de fracture qui n'est pas près de s'effacer. Elle consacre le divorce entre européens « supra-nationaux » et adversaires de toute délégation de souveraineté — un divorce qui près de vingt ans plus tard n'est toujours pas complètement effacé.

Sept mois et dix-sept jours

Le rythme ne se ralentit pas, bien au contraire, pendant les derniers mois de 1954 et jusqu'à la chute, au soir du 5 février 1955. Il faut continuer à tout faire à la fois et aussi faire front sans cesse, car l'étau se resserre autour du gouvernement, mis soudain en cause devant le pays par une manœuvre occulte, un véritable complot, qu'on appellera l'« affaire des fuites ».

Un policier, le commissaire Dides, apporte à un ministre, M. Fouchet, dès le mois de juillet, des comptes rendus des débats du bureau politique, l'instance permanente suprême du parti communiste, selon lesquels M. Jacques Duclos fait état des procès-verbaux des comités secrets de défense nationale tous tenus quelques jours plus tôt à l'Élysée. Mendès France est saisi, une enquête est ouverte. On apprend bientôt que ces « fuites » durent depuis plusieurs mois, qu'elles s'étaient déjà produites sous le gouvernement Laniel. Qui intoxique qui ? Policiers plus ou moins marrons, et parfois, comme l'ancien préfet de police Baylot qui a été écarté dès le mois de juin à la recherche d'une vengeance, comploteurs, mécontents, hommes de main et de l'ombre — plus tard, on les nommera des barbouzes, et ce seront souvent les mêmes, — mènent la danse dans un extraordinaire ballet. L'homme à travers lequel ils visent Mendès France est M. François Mitterrand, son ministre de l'intérieur. Calomnies, infamies, truquages, rien n'y manque. L'affaire prendra lentement, malaisément, sa véritable dimension : après un débat parlementaire tendu le 2 décembre, la confiance est accordée du bout des lèvres : par 287 voix contre 240 et 71 abstentions. De hauts fonctionnaires se sont rendus coupables au mieux d'imprudences, au pire d'une coupable incurie ; ils seront identifiés, jugés et condamnés.

Au passage deux mesures qui, sans demeurer vraiment inaperçues, n'ont pas l'éclat que leurs immenses conséquences leur donneront par la suite. C'est ce gouvernement transitoire et bousculé qui prend les décisions de principe et de fait qui engagent définitivement le pays vers la construction de l'arme nucléaire, de la première bombe atomique dont de Gaulle saluera l'explosion six ans plus tard d'un cri d'orgueil et de joie : « Hourra pour la France ! »

Enfin, il faut s'attaquer au budget de l'État pour 1955. Au ministère des finances, M. Robert Buron succède à M. Edgar Faure, qui passe aux affaires étrangères, portefeuille enfin abandonné par le président du conseil, qui veut se consacrer davantage aux questions financières, économiques et sociales.

Le débat budgétaire se déroule cahin-caha, plutôt mal que bien. Visiblement la fin approche. Toutes les oppositions déclarées et tous les complots occultes, toutes les mauvaises humeurs et les forces de manœuvres se lient peu à peu en un faisceau d'irritation, de mécontentement, d'hostilité. Mendès France a fait son office, il a mis fin à la guerre d'Indochine et assumé la responsabilité de huit années d'une politique à laquelle il n'avait pris aucune part qu'il avait combattue. Qu'il s'en aille ! Il ne joue pas le jeu : il s'adresse chaque semaine ou presque à l'opinion par la radio dans des « causeries au coin du feu » familières, franches et vite populaires. Dans une dernière tentative pour apaiser les lobbys, il choisit pour l'Algérie un nouveau gouverneur général dont le nom devrait rassurer la droite et apaiser les critiques : ce sera M. Jacques Soustelle, rallié de la dernière heure, qui est nommé le 25 janvier. Mais il est trop tard, l'heure est venue. Le budget est en retard, il faut donc faire voter une avance de crédits, un « douzième provisoire » pour assumer l'échéance de janvier : refusé le 31 janvier par 325 voix contre 286. La situation s'aggrave en Algérie, la négociation se traîne en Tunisie au milieu des écueils : un débat sur l'Afrique du Nord s'ouvre à l'Assemblée le 2 février. Trois jours durant, M. René Mayer mène l'assaut, M. Maurice Schumann le seconde de son mieux. Mendès France se débat : si la confiance lui est refusée, dit-il, c'est sa politique de détente et d'évolution outre-mer, le redressement intérieur, l'autorité restaurée du pouvoir exécutif qui seront renversés. La réponse tombe comme le couperet de la guillotine, par 319 voix contre 273 et 22 abstentions. En gros, les radicaux et les gaullistes ont lâché, rejoignant les communistes et la plus grande partie du M.R.P. dans l'opposition.

Un fait exceptionnel, un incident unique dans les annales du régime se produit. Le président renversé remonte à la tribune après le scrutin et, sous les insultes, les quolibets, entreprend de lire une ultime déclaration qu'il avait préparée : « *Quelque chose a changé dans le cœur des hommes et des femmes. Ce qui a été fait dans ces sept mois et dix-sept jours restera. Comment la nation oubliera-t-elle les espoirs qui ont été ranimés ?* » C'est le tumulte, les cris, la fureur.

Le « Front républicain » et la démission de 1956

A partir de cette chute, le principal souci de Pierre Mendès France sera de canaliser la popularité exceptionnelle et les concours que lui a valus sa brillante démonstration de l'art de gouverner ; mais il se préoccupe aussi de défendre sa politique et de forcer son successeur à la poursuivre, au moins sur quelques points essentiels, enfin de préparer l'avenir. Il parle souvent en public, s'adresse en particulier à la jeunesse. Il se décide aussi à faire ce qu'il avait jusque-là refusé de tenter et s'empare sans coup férir en trois étapes, de mai à juin, de la direction du parti radical, éliminant ceux qui à la suite de M. René Mayer et du maître de l'appareil, l'ancien ministre Martinaud-Deplat, avaient provoqué la chute de son gouvernement.

Quand, renversé à son tour, M. Edgar Faure décide le 2 décembre la dissolution de l'Assemblée nationale et fixe les élections au 2 janvier 1956, M. Pierre Mendès France s'insurge, conclut avec les socialistes menés par M. Guy Mollet, l'U.D.S.R. de M. François Mitterrand, quelques gaullistes, dont M. Chaban-Delmas, des radicaux et même des modérés, une alliance électorale, le Front républicain. Mais il s'agit bien plus d'un cartel que d'un pacte de gouvernement. *L'Express*, devenu quotidien pour quelques semaines, distribue dans ses pages des bonnets phrygiens aux « bons » candidats, parfois au petit bonheur. La coalition fait eau de toutes parts. L'inspirateur, l'animateur, celui qu'on va porter au pouvoir, croit-on, en votant pour le Front républicain, est naturellement Pierre Mendès France.

Au lendemain du scrutin qui a enregistré un léger progrès de la gauche, l'apparition du « poujadisme » au Parlement, l'effondrement des gaullistes, le président Coty prend sa décision : il appelle M. Guy Mollet, et non Pierre Mendès France. Ce dernier sera ministre d'État sans portefeuille. Il accepte à contre-cœur, se sent tout de suite mal à l'aise ; en grand désaccord sur la politique algérienne. Le 23 mai 1956, il donne sa démission par une lettre de ton ferme et déchiré, qui prend acte des divergences constatées. Cassandre retourne à son banc et à l'opposition. Cette fois, il n'en sortira plus, jamais plus.

Quatorze ans durant, il va jouer sur la scène politique nationale un rôle particulièrement ingrat : il sera celui qui dit toujours non. Très vite, il perd le contrôle du parti radical, où ses adversaires de la veille rentrent en force et le chassent de la direction. Sans trêve, il dénonce la politique algérienne, celle des gouvernements Mollet, Bourgès-Maunoury, Gaillard — les derniers de la IVe République. Il ne cesse aussi de critiquer leur politique de facilité dans la gestion, leur dépendance à l'égard de l'étranger, leur incapacité à gouverner. Amer et désabusé, il prédit les catastrophes, et elles arrivent.

L'opposant à la Ve République

L'insurrection algéroise et la révolte militaire du 13 mai 1958, la marche foudroyante du général de Gaulle vers le pouvoir, tandis que le gouvernement Pflimlin s'agite à la manière d'un théâtre d'ombres, rien ne le surprend, si tout cela l'inquiète de plus en plus. Des émissaires, des officieux s'entremettent pour tenter de le rallier à son ancien chef de la France libre et du gouvernement provisoire de la libération. Il semble hésiter, mais non. S'il dresse devant l'Assemblée, le 1er juin, dans le débat d'investiture de Charles de Gaulle, le sombre bilan des fautes et des échecs de la IVe République, il ajoute : « *Je ne puis admettre de donner un vote contraint par l'insurrection et la menace d'un coup de force militaire* », et il parle aussi de « *chantage à la guerre civile* ».

Cependant, il se trompe sur un aspect de la situation : il est persuadé que, même s'il parvient à faire ratifier la Constitution qu'il envisage, même s'il obtient un succès électoral, de Gaulle ne peut réussir à s'établir durablement au pouvoir, faire la paix en Algérie. Du moins demeurera-t-il irréductible et courageusement solitaire car on ne se bouscule guère dans le camp du refus catégorique. Et il assumera les conséquences, toutes les conséquences, de son attitude. Il perd son mandat de député, que lui ravit à Louviers un candidat soutenu par la majorité, M. Rémy Montagne. Aussitôt, selon la logique démocratique à vrai dire peu observée, il se démet de sa mairie, de sa présidence et de son siège au conseil général. Le nouveau pouvoir lui retire ses missions dans les organismes financiers internationaux, la présidence de la commission des comptes. Il fera appel en 1962 de son échec électoral de 1958 en se présentant de nouveau dans l'Eure, mais dans une autre circonscription, à Evreux : cette fois, c'est un gaulliste, M. de Broglie, qui le bat. Il n'est plus rien et il lui faudra attendre 1967 pour revenir, à titre transitoire d'ailleurs, au Parlement.

Il n'est plus rien, il ne paraît pas à la télévision, mais il tient de la place, il fait du bruit. En dehors du parti radical, il a fondé avec ses partisans les plus proches une sorte de club, le Centre d'action démocratique (CAD). Bientôt le CAD se rapproche du petit parti socialiste autonome, le P.S.A., créé par des socialistes qui, n'ayant pas voulu suivre Guy Mollet et investir de Gaulle, ont quitté avec M. Edouard Depreux la « vieille maison », la S.F.I.O. En octobre 1959, Pierre Mendès France rejoint le P.S.A., participe aux pourparlers en vue de sa transformation et de son élargissement et adhère en avril 1960, dès sa naissance, à la nouvelle formation issue de ces pourparlers, le parti socialiste unifié. Le P.S.U. Il y restera huit ans, jusqu'en juillet 1968, « militant de base » qui refuse obstinément toute responsabilité, un peu encombrant, souvent incommode.

Voyages, rencontres, débats

Il voyage beaucoup. A l'étranger, où son prestige est grand. A Londres, il confère longuement avec deux chefs de file, deux maîtres à penser du socialisme européen, le travailliste de gauche Aneurin Bevan et le vieil Italien Pietro Nenni. Il visite l'U.R.S.S., la Chine, se rend souvent aux Etats-Unis. Souvent aussi il tient une conférence de presse pour dire son avis sur un événement, sur une situation. Souvent aussi il prend le bâton de pèlerin, visitant par exemple, de septembre à décembre 1961, plus de dix villes de province, où il prend contact avec les animateurs des partis, des syndicats, des organisations représentatives de tous ordres — ou du moins ceux qui consentent à nouer le dialogue offert. Parfois, les communistes, et la C.G.T. sont absents, parfois ils viennent. La presse locale enregistre les déclarations, prolonge leur écho.

Il participe aussi à maints colloques et rencontres plus larges : colloques juridiques à la recherche d'une solution à la guerre d'Algérie qui fasse l'unanimité dans la gauche et au-delà, « rencontres socialistes » de Grenoble, en mai 1966 notamment, où l'on s'efforce d'explorer l'avenir et de tracer les voies d'une politique de gauche hardie et réaliste. Les caciques de la politique se rapprochent un peu de lui, non sans méfiance et précautions, au fur et à mesure qu'ils s'éloignent du général de Gaulle. Ainsi rencontre-t-il Guy Mollet en octobre 1961 : ils ne s'étaient pas vus en tête à tête depuis qu'en novembre 1956 Pierre Mendès France était allé mettre en garde le président du conseil du moment contre l'opération de Suez. Avec M. Mitterrand, les brouilles alternent avec les embellies, bien qu'ils soient dans le même camp depuis 1958.

En 1967, enfin, c'est Grenoble, le laboratoire des industries les plus avancées et des cerveaux, la ville qui accueillera les Jeux olympiques et qu'administre un maire surgi contre et malgré les partis, M. Dubedout. Il y mène une campagne ardente, dynamique, dont les échecs et les éclats retentissent dans tout le pays, en particulier le soir où le premier ministre en personne, Georges Pompidou, vient tenir une réunion dans cette ville et accepte le débat contradictoire. Il est élu, d'assez peu, grâce au report au second tour sur son nom des voix communistes. Il rentre, après neuf ans d'absence, au Parlement.

Il n'y fera pas, à vrai dire, beaucoup de bruit. Certes, ses interventions sont écoutées avec attention : elles demeurent minutieuses, documentées et sans concessions. A la commission des finances, que préside son ancien élève de l'ENA, M. Giscard d'Estaing, présentement en semi-rupture avec le gaullisme — c'est l'époque du « oui, mais », — une sorte de jeu subtil, dans une complicité à peine tacite, les lie. Ils se renvoient comme une balle, l'opposant de gauche et le critique modéré, M. Michel Debré, alors ministre des finances, ballotté entre eux jusqu'à l'écœurement.

La candidature de mai 1968

Mai 1968 le surprend, comme tout le monde, mais le réjouit plus que d'autres. Cette fois Cassandre va-t-il être cru ? Il est à l'écoute, et un soir, un « vendredi noir », celui du 23 mai, après être convenu avec M. Mitterrand que leur place n'était pas au creux de la vague, au Quartier latin, il change d'avis, oublie la décision commune et s'y rend, écouté plus qu'acclamé.

Au paroxysme de la crise, il sent qu'il faut faire un geste, marquer sa présence et sa position. C'est ainsi qu'il figure sur l'estrade du meeting du stade Charléty, le 27, tandis qu'on lance des appels à peine déguisés à l'insurrection, à la révolution, qu'il paraît cautionner par sa venue, mais il garde le silence et refuse le micro qu'on lui tend. Le lendemain matin 28, M. Mitterrand, dans une conférence de presse, annonce sa candidature à l'Élysée dès que le pouvoir sera vacant, lance le nom de Pierre Mendès France pour présider le gouvernement de transition qu'il faut former. Doit-on pour cela attendre que de Gaulle et son régime fassent place nette ? Ou faut-il les renverser, les chasser pour s'installer par un coup de force ? Le président de la Fédération de la gauche — cette F.G.D.S. à laquelle Mendès France a obstinément refusé d'adhérer, mais qui l'a néanmoins investi à Grenoble — s'en défendra toujours, et toujours les gaullistes l'accuseront faussement d'avoir appelé ce jour-là au coup d'État.

Mais de Gaulle va reparaître, reprendre la situation en main, lancer la foule des gaullistes sur les Champs-Élysées, annoncer les élections. La gauche a fait un pas de clerc. Pierre Mendès France a étonné et déçu une fraction de ses partisans.

Ces élections, il y perdra son siège de Grenoble, que lui enlève à l'arrachée après une campagne mouvementée l'un des plus ardents gaullistes du gouvernement, aujourd'hui réformateur, Jean-Marcel Jeanneney. De nouveau, le loup solitaire n'a plus sa place dans les institutions, plus de prise sur la machine politique. De nouveau, il voyage, il s'exprime, il débat — notamment avec M. Sanguinetti « A armes égales » avec M. Giscard d'Estaing, qui est venu lui porter la contradiction en juin 1968 à Grenoble, puis au micro d'Europe-1, avec l'économiste américain Galbraith...

Une dernière campagne

Le désaveu et le départ du général de Gaulle surviennent trop tard : à trop le prédire, il n'y croyait plus, ou du moins il ne l'espérait plus. Puisque l'« usurpateur » est parti, n'est-ce pas son heure ? Cependant, pour les mêmes raisons qu'en 1965, il ne se présente pas à l'Élysée. A la surprise de tous, à la consternation de certains, il décide de soutenir activement la candidature socialiste de M. Gaston Defferre, de prendre part à sa campagne. Il sera, accepte-t-il, son premier ministre en cas de succès — car dans ce cas le pouvoir ne doit-il pas revenir là où il doit être, à l'hôtel Matignon et non à l'Élysée ?

Au jour du scrutin, c'est l'échec flagrant, sans appel : 5,07 % des suffrages pour le tandem Defferre-Mendès France, contre 21,52 % au communiste. Le second tour mettra aux prises MM. Pompidou et Poher, avec le résultat que l'on sait.

Cette fois, c'est la fin. Le rideau tombe sur la carrière de celui qui fut souvent « le plus jeune » et qui a si fortement marqué la politique française de son empreinte, au pouvoir ou dans la solitude. Sa santé préoccupe son entourage — veuf en 1967, il s'est remarié en 1971 avec Marie-Claire Servan-Schreiber (divorcée du comte Jacques Claret de Fleurieu), qui était depuis longtemps à ses côtés. Il s'étourdit et se dépense en tous sens, se rend à plusieurs reprises au Proche-Orient, entreprend ce grand voyage en Extrême-Orient — Japon, Chine, Inde, etc. — d'où il devait rapporter son dernier livre. La mort ne le surprend pas : il connaissait son état, et, Cassandre toujours, avait prévu l'évolution implacable du mal.

Mais sa disparition, malgré les déceptions des dernières années, prive la vie publique d'une grande voix, d'une pensée vigoureuse, d'un caractère et d'une force, en un mot d'un homme. Il n'y en a pas tant qu'on ne puisse, amis ou adversaires, le regretter.

Observateur attentif et actif

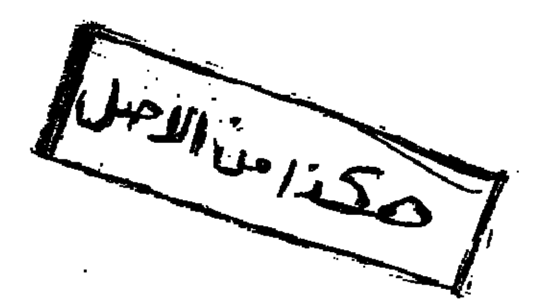
Bien que retiré de la vie publique, Pierre Mendès France avait pris position à chaque échéance politique importante au cours de ces dernières années. Il l'avait fait en 1978, avant les élections législatives, puis, en 1981, pendant la campagne pour l'élection présidentielle, afin de soutenir la candidature de M. François Mitterrand. Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, le 29 mars 1981, l'ancien président du conseil s'était déclaré *« séduit par les idées »* du candidat socialiste. Il avait estimé que *« seul un gouvernement de gauche, qui aurait fait ses preuves dès son installation au pouvoir »*, pourrait faire accepter à la classe ouvrière *« les disciplines et les patiences qu'on lui demandera pour faire aboutir des transformations indispensables »*.

Participant à une rencontre d'experts du P.S., le 3 mai 1981, au palais du Luxembourg, il soulignait la nécessité de transformer la société : *« La société française figure parmi les plus inégalitaires et les plus injustes du monde occidental d'aujourd'hui. Il faut mettre un terme à une action qui, dans les secteurs politique, industriel, culturel même, a eu pour conséquence d'aggraver les vices de la société française. »*

Trois semaines plus tard, Pierre Mendès France assistait, à l'Élysée, aux cérémonies d'investiture de M. François Mitterrand. Saluant ses invités, le nouveau président de la République s'était arrêté devant l'ancien président du conseil et lui avait serré longuement la main. M. Mitterrand avait dit à Pierre Mendès France que sa présence en ce lieu et en ce jour était celle qui, avec la présence de ses proches, le touchait le plus. *« Si je suis ici, c'est bien grâce à vous*, avait-il déclaré. *C'est la justification de tant d'années dont vous avez été l'initiateur ! ... »* Les deux hommes s'étaient donné l'accolade.

Pierre Mendès France avait également pris position après l'intervention d'Israël au Liban, en s'associant au docteur Nahum Goldmann, ancien président du Congrès juif mondial, et à un ancien ministre de M. Carter, M. Philip Klutznick, pour lancer un appel à la négociation entre Israël et l'O.L.P.

Très fatigué, Pierre Mendès France demeurait, en effet, un observateur attentif — et actif — de l'évolution de la vie publique. Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir il avait à plusieurs reprises rencontré M. Mitterrand, à l'occasion, notamment, de déjeuners « informels » auxquels il était invité avec sa femme et ses proches. Il avait également honoré de sa présence, en compagnie de son épouse, la réception que « le Monde » avait offerte, le 25 juin, dans les salons de l'Opéra. Mercredi dernier, 13 octobre, il participait encore à une réception, au palais du Luxembourg, où la section française du Congrès juif mondial lui avait rendu hommage pour son action en faveur de la paix au Proche-Orient.



POLITIQUE

Nouveaux circuits de l'opposition

II. — LA FRONDE DES « FORCES VIVES »

par LAURENT GREILSAMER

« Déstabilisation » : le mot a été employé par la gauche au lendemain des élections cantonales de mars 1982 pour caractériser ce qu'elle estimait être une action souterraine de l'opposition, mais il n'a plus vraiment cours aujourd'hui. Ce qu'il y a de sûr, c'est que les piliers de l'État (armée, police, justice, administration) sont solides. *(Le Monde* du 19 octobre.)

Il a soixante et un ans, les cheveux soigneusement rejetés en arrière, et consacre « *50 % de son temps conscient* » au petit patronat. Tout le monde en parle, les gazettes en débordent. M. Gérard Deuil est un épouvantail pour les uns, un saint-bernard pour les autres. Patron dans la région d'Angoulême, président national du Syndicat des petites et moyennes industries, pétainiste par fidélité, poujadiste revu et corrigé aux origines démocrates-chrétiennes : un sacré cocktail !

M. Deuil se carre dans son fauteuil : « *Il est désormais clair que la classe politique doit être contrôlée, pour ne pas dire mise sous la tutelle des forces vives de la nation que nous représentons* ». Comme le dit M. Deuil, « *le vent est porteur* ». Tout un peuple de petits patrons *self made men* a défilé dans Paris, le 13 septembre, torches enflammées à la main. « *Des fauves en révolte.* » Dix mille en tout selon les uns, vingt-trois mille, assure M. Deuil.

Les chefs d'entreprise « craquent »... Les paysans aussi. Mars 1982 : ils sont cent mille à manifester leur dépit sur le pavé parisien. Les professions libérales sont en colère — « *asphyxiées, étranglées, humiliées* ». Le 30 septembre, les Parisiens ont droit à leur cortège bon chic bon genre, un rien « majorité silencieuse ». Blouses blanches et robes noires font un tabac. En octobre, commerçants et artisans aussi. Ce sera, début novembre, le tour des transporteurs routiers.

L'heure de la contestation a sonné. C'est ainsi. L'état de grâce n'est plus. On peut le regretter. M. Deuil le regrette : « *Le pouvoir socialiste a été porteur d'un immense espoir. Ils ont eu une chance inouïe et ils ont tout gâché au niveau des classes moyennes* ». Il sait de quoi il parle. N'a-t-il pas eu sa lune de miel avec les socialistes ?

Son syndicat patronal — jamais reconnu par la droite au pouvoir — n'a-t-il pas été officialisé, *de facto*, par l'Elysée ? Aujourd'hui, c'est la rupture. Le réveil, carré, des petits patrons.

Idem chez les agriculteurs. « *La cause est entendue*, tranche un cadre de la F.N.S.E.A. *Il y a eu trop d'erreurs verbales, tactiques, économiques. Le contentieux pouvoir-paysans est énorme.* » Idem chez les camionneurs, les artisans et les commerçants. Idem chez bien des médecins. « *M. Ralite nous a attaqués bille en tête*, dit-on à Solidarité médicale. *Il faut voir la hargne qu'il a mise à nous démontrer que nous étions des nantis. Il veut nous humilier, nous spolier.* »

Vrai ? Faux ? La fronde est en tout cas bien réelle. Au fil des mois, ces différentes catégories socio-professionnelles ont pris conscience de leur poids. A la corbeille la timidité ! Au panier la prudence et les nuances ! Mieux organisés, les paysans ont commencé, les entrepreneurs et les artisans ont suivi, puis les professions libérales. La très puissante F.N.S.E.A., numéro un du syndicalisme agricole, devenue sous les septennats précédents une « administration-bis », s'est sentie méprisée. « *Le syndicalisme a deux faces*, dit-on avenue Marceau. *Il y a celle de la concertation, de la réflexion et de la proposition. Et il y a l'autre : celle du syndicalisme bête et méchant. On nous pousse dans cette voie.* » Les petits patrons, eux, ont pris peur : les lois Auroux, les trente-neuf heures, l'impôt sur la fortune, etc., se sont succédé. Des lois « scélérates ». En janvier 1981, M. Deuil enregistre onze mille adhérents, quinze mille en juin, trente-cinq mille aujourd'hui. Bref, le petit S.N.P.M.I. devient grand. Il est au bord de l'implosion. Ça marche très fort. « *Nous recevons des coups de téléphone de toute la France* », claironne M. Deuil. Le mouvement des socio-professionnels bouillonne. Il s'agit d'une formidable montée en puissance.

Ces militants nouvelle manière ne font pas toujours confiance aux grandes organisations professionnelles. M. Deuil ne cache pas sa hargne contre le C.N.P.F., qu'il baptise « *Conseil nationalisé du patronat français* ». « *Il représente le grand capital*, affirme-t-il. *Je suis viscéralement contre.* » Du côté de Solidarité médicale, on constate que les syndicats de médecins sont « *multiples et antagonistes* »...

Ces nouveaux du syndicalisme s'organisent. Les associations, qui ronronnaient depuis des lustres, s'ébrouent. Les unes découvrent les joies de la rédaction de tracts et du « montage » d'une manif. Les autres confient leurs intérêts et leur argent à des conseillers en communication, des cabinets de marketing et autres agences de publicité. Ils s'émerveillent de parler « messages », « vecteurs », « cibles ». Surtout, observant la scène sociale, économique et politique, ils apprécient leur force. « *Le pouvoir politique sera remplacé par le pouvoir économique si on ne tient pas compte de nous* », prévient M. Deuil. « *La véritable opposition, ce sont les socio-professionnels* », découvre, ravi, le professeur Bernard Debré, trente-huit ans, l'un des fils de Michel Debré, animateur de Solidarité médicale.

Frétillants

Le raisonnement est simple : la prochaine échéance politique majeure se situe à l'horizon 86. Ce sont les élections législatives. Dans trois ans et demi. D'ici là, place aux socio-professionnels ! Leurs slogans se recoupent largement : l'État prend trop de place ; les fonctionnaires sont partout ; l'initiative est brimée ; l'entreprise martyrisée... Des thèmes simples, forts, qui « prennent » bien. De manière plus diffuse, les socio-professionnels critiquent aussi les partis politiques de l'opposition. Des partis qui se sont engraissés, qui ont abandonné leur doctrine, qui ont perdu les élections. Réflexion d'un patron, chef d'entreprise brillant : « *Les politicards ne valent pas un clou.* » Petite phrase significative. Les socio-professionnels entendent bien prendre la parole et ne plus la perdre.

Mais soyons clairs. La défiance relative à l'égard des partis politiques, l'homogénéité du discours ne suffisent pas à former un front commun. Les socio-professionnels piaffent, bien sûr, mais encore en groupes isolés. Les premiers liens s'ébauchent cependant. Liens naturels d'abord : les syndicats de médecins donnant la main aux associations de professions libérales. Liens plus « politiques », enfin : les chefs d'entreprise manifestant avec les professions libérales, les uns rencontrant les autres. L'approche des élections municipales, en 1983, a précipité ces rapprochements. « *C'est la rentrée*, confie crûment un leader, *il faut profiter de la situation. Il faut occuper les troupes !* » Ainsi se multiplient ce qu'un stratège de l'opposition appelle des « contre-feux ».

Ces hommes et ces femmes ont des revendications à défendre. Et des principes. Solidarité médicale entend faire approuver par les partis d'opposition une sorte de charte. Le mouvement UNIR (1), lui, veut informer, diffuser messages et idées. Plus largement, beaucoup d'organisations désirent occuper le terrain elles-mêmes. Elles se préparent donc pour les élections aux prud'hommes, aux chambres de commerce et pour les municipales.

Boule de neige

A l'appel de M. François Guillaume, président de la F.N.S.E.A., les agriculteurs vont sans doute partir à la reconquête des villages. M. Deuil et ses adhérents du S.N. P.M.I., qui laissent pour l'instant la question en suspens, ne disent pas non. Des pans assez larges du patronat lorgnent vers cette échéance électorale. Plusieurs associations sont nées, destinées à pousser les « décideurs » vers ces horizons électoraux. L'attrait des municipales fait boule de neige.

Le sait-on ? Un nouveau mot d'ordre court ces milieux : s'engager dans la vie locale. Un seul exemple : MM. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France et sénateur R.P.R., Alain Chevalier, ancien vice-président du C.N.P.F., et Lucien Lanier, ancien préfet d'Ile-de-France et de Paris, ont demandé à cinq personnes, chaque semaine, de réunir une cinquantaine de patrons, cadres, médecins, etc., pour les inciter à « militer ».

Au cours de ces réunions-causeries, MM. Roger Jeannin, délégué général de l'Union patronale des Hauts-de-Seine, Pierre Pougnaud, haut fonctionnaire, Jean-Yves Le Gallou, secrétaire général du club de l'Horloge, Gilbert Gauer, maire de Meudon (P.R.), et Thierry Saussez, conseil en communication, interviennent sur les sujets suivants : les possibilités d'engagement dans la vie locale, les dangers du socialisme dans les municipalités, le métier de maire et la conquête d'une mairie... Un exemple parmi d'autres. S'agit-il de politique ? Tout dépend. Les réponses varient selon les cas. Tantôt oui, tantôt non. Les agriculteurs assurent ne faire que du syndicalisme. Les chefs d'entreprise proclament être « *obnubilés par l'économique, point à la ligne* ». Et ainsi de suite.

Mais derrière l'agriculteur, derrière le patron, il y a le citoyen. M. Marcel Rossone, membre de la direction du C.N.P.F., président régional de l'union patronale Provence-Alpes-Côte-d'Azur, indique : « *Ne pas faire de politique, ce n'est pas rester en dehors* ». Un autre patron : « *Ne soyons pas hypocrites, tout nous sépare du socialisme* ». C'est si vrai que les partis de l'opposition ont tout de suite compris de quelle « base » ils pouvaient disposer là. Ainsi M. Philippe Malaud, ancien ministre, président du Centre national des indépendants (C.N.I.), défile derrière M. Deuil. M. Jean-Marie Le Pen (Front national) présente des offres de service.

Un parti offre un fauteuil de député à Solidarité médicale... qui refuse. M. Chirac apporte, publiquement, son soutien à l'exercice de la médecine libérale devant les chirurgiens, prêche la dénationalisation et l'abrogation des lois Auroux devant de jeunes patrons. M. Barre s'adresse, lui aussi, aux professionnels de la santé. La liste n'est pas exhaustive.

Certaines approches font long feu — en tout cas aujourd'hui. Au C.N.P.F., on dit clairement que la stratégie retenue est celle du dialogue avec le pouvoir socialiste. On glisse même : « *Chirac est déçu. Il voulait se servir de nous comme d'un bélier. Après l'agitation socio-économique, le R.P.R. serait monté en ligne.* » Mais n'est-ce pas de bonne guerre ? La C.G.T. et la C.F.D.T., en leur temps, ont aussi manifesté, débrayé, visé le pouvoir. Et lorque la C.G.C. demande le départ de M. Mauroy, il faut se souvenir qu'elle demandait déjà celui de M. Barre ! Il n'empêche. Toutes ces organisations qui font de la politique sans le savoir finissent par être bien remuantes.

Un front « déstabilisant » peut-il voir le jour ? Le professeur Debré (Solidarité médicale) a visiblement réfléchi à la question : « *Nous ne voulons pas être les fantassins d'une déstabilisation* ». Tant pis ou tant mieux si l'opposition est « *très contente de nous* ». Déstabilisation ? M. Deuil (S.N.P.M.I.) rejette et le mot et l'idée : « *J'estime être très souvent le décompresseur de la cocotte-minute... Parce que la marmite bout ! Nous souhaitons devenir les professeurs qui enseignent le réel aux instituteurs de l'irréel* ». Il faut donc patienter, observer ces mouvements sociaux et leurs turbulences. Il faut savoir aussi, comme le confie un homme de l'opposition qui tient à l'anonymat, que « *plusieurs pétards peuvent faire une bombe* »...

En attendant, on se traite, *mezzo-voce*, de déstabilisateur de part et d'autre. La F.N.S.E.A. parle ainsi des « *tentatives de déstabilisation du syndicalisme* (qui) *risquent d'être amplifiées par l'échéance politique des municipales* ». Le pouvoir, pour sa part, constate qu'il n'est pas aisé de gouverner avec des catégories socio-professionnelles de « *décideurs* » qui ne partagent pas les mêmes valeurs. Il vérifie aussi que Machiavel avait raison. Un gouvernement qui engage des réformes est loin de concourir à sa propre stabilité...

(1) L'Union nationale pour l'iniative et la responsabilité a été créée au mois de mai autour de M. Jean-Maxime Lévêque, ancien P.-D. G. du Crédit commercial de France, aujourd'hui nationalisé. Ce mouvement indique qu'il regroupe déjà onze mille adhérents, dont certaines associations et organisations. Son souci est de réunir les chefs d'entreprise, agriculteurs, cadres, professions libérales, épargnants, etc.

Prochain article :

LA « COURROIE DE TRANSMISSION » DES INTELLECTUELS

par PATRICK JARREAU.

« OXYGÈNE »

Un grand et beau bureau. Un jeune et dynamique patron. La quarantaine, il nous raconte la naissance d'Oxygène, groupe informel d'une vingtaine de « jeunes loups » parisiens partis à la découverte de la politique. Un déclic tout récent : mai 1981 (l'élection de M. Mitterrand), juin (les législatives)... Bref, la vague rose.

Ces jeunes loups ont de l'énergie à revendre. Ils ont décidé de se battre. Ils font et défont des affaires. Ils gèrent des entreprises. Ils réussissent. *Pourquoi n'arriveraient-ils pas à lutter efficacement pour leurs idées ?* En septembre 1981, ils ont créé Oxygène. L'U.D.F. et le R.P.R., ils s'en moquent un peu. Ce qui les intéresse, c'est le concret. « *Nous sommes des hommes d'action, pas des théoriciens.* »

Ils se regroupent donc. De vieux copains, des amis sur la même longueur d'onde. Parmi eux, un publicitaire, un imprimeur, des gestionnaires. Bien décidés à aider les hommes politiques qui en ont besoin... Oxygène est prêt. Le groupe se lance dès le mois de janvier 1982. M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, entend reconquérir la quatrième circonscription de Seine-et-Marne. Mais voilà, M. Peyrefitte « touche » difficilement les cadres. Le courant ne passe pas. En un clin d'œil, Oxygène arrange tout cela. Une réunion est organisée à Provins avec des cadres et la C.G.C. M. Peyrefitte est soudain mis en vedette... Ce n'est pas une action d'éclat mais c'est mieux que rien. Un premier point.

En mars, les cantonales arrivent. Cette fois, Oxygène se jette à fond dans cette aventure nouvelle et délicieuse : militer, conseiller, organiser. Nos jeunes patrons soutiennent quatre candidats de l'opposition dans le Val-d'Oise. Ils rédigent des textes, préparent des dossiers et font la claque, le soir, dans les préaux. Ils constatent, un peu sidérés, que les hommes politiques *ne sont pas tous « forțiches »*.

Raison de plus. Oxygène n'entend pas mettre la clé sous la porte. Les municipales arrivent. Ils seront là. En période creuse, ces nouveaux militants se réunissent une fois par mois. Ils ont créé plusieurs commissions : financement (sans problème), recherche de thèmes politiques, relations extérieures, logistique... Notre jeune patron, derrière son grand bureau, glisse une confidence : « *Pour la première fois de ma vie, je ne pense plus seulement à mes affaires !* »

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Jugement rendu par la 1re chambre, 1re section du Tribunal de Grande Instance de Paris, le 24 mars 1982.

Attendu que dans son ouvrage « le Réseau de la terreur », Mme Claire STERLING soutient que Mme Joyce BLAU a été le principal et premier collaborateur de M. Henri CURIEL et laisse penser qu'à ce titre elle a pu apporter personnellement une aide et une assistance à des groupements terroristes pour le compte supposé de l'U.R.S.S., qu'ainsi elle a pu apprendre les dialectes kurdes et effectuer un long séjour en U.R.S.S. pour des motifs étrangers à ses activités professionnelles ;

Attendu que ces passages contiennent l'imputation contre la personne même de Mme Joyce BLAU de faits précis, déterminés, indissociables entre eux qui portent atteinte à son honneur et à sa réputation alors que leur bien-fondé n'est pas démontré par les documents produits par les défendeurs ;

Par ces motifs :

Ordonne la suppression ou l'occultation dans tous les exemplaires restant en vente du livre de Mme Claire STERLING intitulé « le Réseau de la terreur » des passages sus-mentionnés pages 84 et 72 concernant Mme Joyce BLAU ;

Condamne « in solido » Mme Claire STERLING et les éditions J.-C. Lattès à payer à Mme Joyce BLAU les sommes de 1.000 F à titre de dommages et intérêts et de 2 000 F par application de l'art. 700 du N.C.P.C.

Ordonne la publication d'extraits du présent jugement dans les journaux « LE MONDE » et « LE FIGARO » aux frais des défendeurs sans que le coût de chaque insertion puisse être supérieur à 5 000 F.

Condamne les défendeurs aux dépens.

Pour extrait.

LE PROJET SUR LE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les manquements à la solidarité nationale

Régression sociale ? Le mot est sans doute un peu fort, et M. Bérégovoy a beau jeu de souligner que ses prédécesseurs ont prouvé qu'il est délicat de réformer en profondeur la Sécurité sociale. Le bel euphémisme ! Mais l'on est bien obligé de constater que la création du forfait hospitalier, la cotisation des préretraités, voire la taxe sur la consommation de tabac et l'alcool (pourquoi parler de « cotisation » ?), ne constituent pas, c'est le moins que l'on puisse dire, des « avancées sociales ». D'autant que les bas revenus ne seront pas les derniers touchés.

L'argumentation de M. Bérégovoy est plus convaincante lorsque le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale invoque les principes et la générosité d'une part, les faits économiques d'autre part. Les premiers se résument à un concept : la « solidarité nationale » ; les seconds à une indiscutable réalité : le déficit de la Sécurité sociale. L'emphase ne sied pas à l'amoncellement de milliards... Et puis, pourquoi ne pas le dire ? le projet « portant diverses mesures relatives à la Sécurité sociale » n'est qu'un palliatif : il vise à combler le « trou » de 30 milliards de l'assurance maladie. Il ne s'agit pas d'une assurance sur l'avenir. S'il était limité à ce seul texte, le « plan Bérégovoy » ne serait très exactement qu'un cautère sur une jambe de bois.

On s'y attendait : les députés communistes n'ont pas voulu être solidaires de la création du forfait hospitalier. Il y a moins d'une semaine, M. Mauroy l'avait dit : les membres de la majorité ne peuvent se contenter de soutenir les décisions faciles et populaires et de critiquer les décisions difficiles et impopulaires. Singulière actualité ! M. Hage (P.C.), lundi, a résumé la position de son groupe : « Nous voulons des mesures claires et populaires. » Il n'est plus du tout question d'euphémisme...

Le forfait hospitalier doit rapporter à l'Etat 2 milliards de francs en année pleine. M. Bérégovoy a indiqué que ce système ne sera pas forcément appliqué. Cela dépendra de « l'évolution de la dépense hospitalière ». Il s'agit donc — si l'on comprend bien — d'une mesure purement conjoncturelle. Mais, parallèlement, le ministre parle d'équité, de réduction des inégalités, de moralisation de certains comportements. Si c'est de cela qu'il est question, le forfait hospitalier ne devrait-il pas être une mesure permanente, définitive ? La cohérence du discours n'apparaît pas clairement. Retour à l'euphémisme...

Pour le reste, on conçoit fort bien que M. Bérégovoy soit resté sourd à d'indécents et rituels plaidoyers, dont la fougue, parfois, fait naître tant de questions... Qu'il soit demeuré inébranlable face à la complainte de M. Geng (U.D.F.) en faveur de l'industrie pharmaceutique, qu'il ait tenté — un peu maladroitement — de justifier la taxation de certains alcools, au grand désespoir des élus des régions concernées. M. Beix (P.S.), député de la Charente-Maritime, a assuré qu'il ne votera pas — en l'état — le projet.

Qui va combler le déficit de la solidarité nationale ?

LAURENT ZECCHINI.

Lundi 18 octobre, l'Assemblée nationale examine, après déclaration d'urgence, le projet de loi portant diverses mesures relatives à la Sécurité sociale. Ce texte, qui a été analysé dans *le Monde* des 1er, 7, 14 et 16 octobre, s'inscrit dans un plan de réformes destinées à redresser la situation financière de la Sécurité sociale. Son objectif est de créer des recettes, qui ne proviennent pas d'une augmentation des cotisations des salariés ou des entreprises qui les emploient.

Sept mesures sont prévues : l'assujettissement des préretraités à cotisation ; la taxation de la publicité pharmaceutique, l'instauration d'un forfait journalier hospitalier ; l'affirmation du principe de la mise en place du budget global ; la possibilité de financement forfaitaire d'actions expérimentales ; la réforme de l'assiette des cotisations des travailleurs non salariés, non agricoles ; l'instauration d'une cotisation sur les consommations de tabac et d'alcool.

M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, assure que le plan qu'il propose est loin des *« rapiéçages d'autrefois »*. Après avoir indiqué que la majorité d'hier s'était résignée à remettre en cause la Sécurité sociale, il souligne : *« Je refuse la fatalité qui conduit certains à penser que la solidarité n'est possible que lorsque l'économie se porte bien. Au contraire, c'est quand les temps sont rudes qu'il faut vaincre les égoïsmes et réduire les inégalités. »*

M. Bérégovoy rappelle que les plans successifs ont abouti à un alourdissement des cotisations d'environ deux points sur les entreprises et de près de quatre points sur les salariés. Il affirme que les allocations familiales et les retraites verront leur pouvoir d'achat maintenu en 1983, et observe : *« Il faut toute l'imagination du président du R.P.R. pour y voir la marque d'une régression sociale. Il est vrai que lorsqu'on dit dans un même discours qu'il faut alléger les charges des entreprises et réduire les impôts, donc diminuer les recettes et d'autre part augmenter les prestations, donc les dépenses, on a une bien singulière conception de la gestion économique. Je n'en dirai pas plus pour l'instant, préférant la maîtrise des dépenses à toute forme de démagogie. »*

Justifiant les diverses dispositions du projet, le ministre des affaires sociales, évoquant la cotisation applicable aux préretraités, souligne : *« Un salarié qui gagne 7 000 francs par mois paie 700 francs de cotisation, alors qu'un préretraité versa 140 francs pour le même revenu. Pouvait-on maintenir cette situation au moment où un effort est demandé à tous les Français ? »*, ajoute-t-il. En conclusion, il déclare : *« Si l'ombre d'un déficit planait sur la Sécurité sociale, on verrait refleurir l'idée d'une protection sociale à deux vitesses. L'une pour les plus défavorisés, l'autre pour les privilégiés. Une médecine pour les pauvres, une médecine pour les riches. »* Il ajoute : *« Je n'accepterai pas que la Sécurité sociale soit mise en cause pour cause d'imprévoyance. »*

M. Barrot (U.D.F., Haute-Loire) souligne que le « plan Bérégovoy » est le troisième en seize mois. Il y voit trois faiblesses majeures : *« 1) Aucun décompte prévisionnel des dépenses et des recettes n'est effectué ; 2) Le recours au stratagème que constitue la revalorisation des prestations vieillesse et famille sur la base d'un taux de 8 % pour l'année 1983 ; 3) Malgré l'apparition de quelques recettes nouvelles, l'absence de réformes de fond. »* L'ancien ministre de la santé insiste sur le fait que le gouvernement est aujourd'hui contraint d'organiser *« la baisse du pouvoir d'achat des préretraités, des retraités, voire des familles »*.

Tout en approuvant le forfait hospitalier — qu'il aurait personnellement limité aux hospitalisations de courte durée — ainsi que l'assujettissement des revenus de remplacement à la Sécurité sociale, M. Barrot reproche au projet de ne pas *« avouer ses conséquences sociales »* et de s'avérer inefficace pour boucler l'exercice 1983. *« En fait*, ajoute-t-il, *ce stratagème est mis en œuvre pour atteindre juillet 1983, date fatidique où s'arrête l'engagement du gouvernement de ne pas augmenter les cotisations. »*

M. Belorgey (P.S., Allier) reconnaît que, au regard de la situation économique, la démarche du gouvernement est difficile à accepter par certains de ceux qu'elle touche. Parlant de la cotisation que devront acquitter les préretraités, il note : *« Des engagements ont été pris qui se trouvent directement ou indirectement remis en cause. »* Le député socialiste souligne toutefois que le problème de l'imposition des revenus de remplacement était de toute façon posé et que la manière dont il l'est n'est pas contraire à la justice sociale. Il indique, d'autre part, que la création du forfait hospitalier *« n'apporte par elle-même ni l'équité ni l'ordre »*, et qu'elle crée des problèmes, comme celui du financement de la couverture complémentaire pour les salariés modestes.

Enfin, parlant du budget global, il observe : *« Rien dans le texte qui nous est soumis ne permet, sur le plan proprement social, d'en espérer ou d'en redouter quoi que ce soit de précis. »*

M. Pinte (R.P.R., Yvelines) explique que le montant des prestations sociales doit s'accroître de 20 % en 1982 contre 14 % pour le produit intérieur brut total. Cet écart, souligne-t-il, est la conséquence directe *« de la priorité doctrinale donnée au social sur l'économique »*. Selon lui, on passe ainsi d'une politique laxiste à une politique de régression sociale, *« une politique de rigueur de gauche ! »*. Le plan de M. Bérégovoy procède d'une *« louable intention »*, poursuit-il, mais il comporte des équivoques et des incohérences. Le gouvernement, ajoute-t-il, *« va économiser sur le dos des retraités une somme d'au moins 6 milliards de francs en 1983 »*. Après avoir déclaré que l'alignement des cotisations sociales demandées aux préretraite sur celles acquittées par les assurés actifs du régime général est une mesure positive, le député R.P.R. indique que le forfait hospitalier est une mesure *« dont le principe témoigne d'un certain courage, mais que ses modalités d'application rendent à la fois injuste et inefficace »*.

Les dettes patronales

M. Legrand (P.C., Pas-de-Calais) demande une réforme de l'assiette des cotisations sociales et rappelle *« les 17 milliards de dettes patronales cumulées »*. Il indique ensuite : *« La cotisation préretraite est une atteinte au droit privé, puisque la garantie de ressources résulte d'un accord contractuel (...). Elle freine le départ en retraite et l'embauche des jeunes. »* Parlant du forfait hospitalier, il souligne : *« Ce forfait est inefficace, inégalitaire, impopulaire. Il introduit les assurances privées, il est un nouveau transfert de charges sur l'aide sociale des communes. »*

L'Assemblée commence la discussion des articles par l'article 6 (forfait journalier hospitalier), les dispositions précédentes ayant été réservées. M. Bérégovoy insiste sur la volonté du gouvernement de *« mettre à nu l'ensemble du système des frais de séjour »*. Répondant à une suggestion de M. Barrot, il indique que pour supprimer le ticket modérateur, il eût fallu porter le forfait hospitalier à un minimum de 50 F (au lieu de 20 F). Enfin, le ministre des affaires sociales rappelle que les personnes qui paient déjà le ticket modérateur ne paieront pas le forfait hospitalier.

Les députés adoptent un amendement de la commission excluant du champ d'application du forfait les centres et unités de long séjour privés. Sur proposition de MM. Besson (P.S., Savoie) et Belorgey, les jeunes handicapés placés dans des instituts médico-éducatifs dont les parents ne perçoivent plus qu'exceptionnellement l'allocation d'éducation spéciale, seront également exonérés du forfait hospitalier. M. Bérégovoy souligne ensuite que le forfait sera appliqué *« en fonction de l'évolution de la dépense hospitalière »* si *« le besoin s'en fait sentir »*. *« Je ne demande pas au Parlement une date d'application »*, insiste-t-il. L'Assemblée repousse successivement deux amendements du groupe communiste : le premier tendait à élargir le nombre de catégories de personnes bénéficiant de l'exonération, le second exonérait spécifiquement celles disposant de revenus inférieurs à deux fois le SMIC. L'Assemblée repousse également un amendement du groupe communiste tendant à limiter à un an la perception du forfait, après que M. Bérégovoy eut précisé : *« Il est possible que l'application n'en soit pas indispensable »* L'article 6 est adopté par 287 voix contre 0, l'opposition ne prenant pas part au vote et le groupe communiste s'abstenant.

A l'article 8 (prise en charge du forfait par l'aide sociale), l'Assemblée adopte un amendement du gouvernement précisant que l'obligation alimentaire n'est pas opposable aux personnes qui sollicitent cette prise en charge.

A l'article 9 (création du budget global hospitalier), le ministre des affaires sociales assure qu'une réforme hospitalière sera votée au plus tard au cours de la première session de 1983. L'Assemblée adopte notamment un amendement de la commission prévoyant la possibilité d'une révision de la dotation globale en cours d'année s'il se produit une modification importante et imprévisible des conditions économiques ou de l'activité médicale. Cet amendement, modifié par le gouvernement, précise qu'un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités de fixation de cette dotation globale par arrêté du ministre chargé de la santé ou des commissaires de la République.

La séance est levée, mardi 19 octobre, à 2 h. 35, la suite du débat étant renvoyée à 16 heures.

● *Au conseil régional de Lorraine.* — Les seize élus de la gauche ont quitté lundi 18 octobre la séance pour manifester leur opposition aux propos tenus par M. Jean-Marie Rausch (U.D.F.), président de cette assemblée, sénateur de la Moselle et maire de Metz. Ce dernier a notamment déclaré : *« Comme si les épreuves de la sidérurgie n'étaient pas suffisantes, voici maintenant que la production charbonnière est également compromise. (...) Vous voyez combien pour la sidérurgie, les mines de fer et le charbon nous sommes loin des promesses faites par le président de la République lors de son voyage en Lorraine. »*

La mort d'Alain de Rothschild

M. Alain de Rothschild, président du Conseil représentatif des juifs de France (CRIF), président d'honneur du Consistoire israélite de France, est décédé brutalement à New-York d'une crise cardiaque, dimanche 17 octobre, à l'âge de soixante-douze ans (nos dernières éditions). Son corps a été rapatrié lundi soir à Paris. L'inhumation aura lieu mercredi 20 octobre dans la plus stricte intimité, selon le vœu du défunt.

Un homme modéré en des temps difficiles

Alain de Rothschild était né le 7 janvier 1910 à Paris. Après des études de droit et de sciences politiques, il entre dans les affaires familiales. Mobilisé en 1939, il est fait prisonnier. Au lendemain de la Libération, il passe un an aux Etats-Unis, puis, rentré en France, devient en 1947 associé de Rothschild Frères avec son frère Elie et son cousin Guy.

Vice-président de la banque Rothschild de 1968 à la nationalisation en 1982, il présidait aussi plusieurs sociétés, notamment depuis 1968 la Compagnie du Nord. Il était maire de Chamant (Oise) depuis 1959.

Mais ce sont surtout ses activités au sein puis à la tête de la communauté juive de France qui ont fait connaître Alain de Rothschild. Membre du consistoire israélite de Paris depuis 1946, il en devient le président en 1949. A ce titre, il aura à s'occuper du problème de l'émigration des quelque deux cent cinquante mille juifs « pieds-noirs » rapatriés d'Afrique du Nord. En 1967, il est élu président du Consistoire central de France. Il s'attachera, dans cette fonction, à développer et améliorer la qualité de l'instruction dans les écoles juives. Depuis 1976, Alain de Rothschild présidait aux destinées du CRIF. En juin dernier, il avait cédé à M. Jean-Paul Elkann la présidence du consistoire central israélite de France.

A la tête du CRIF, Alain de Rothschild avait notamment la responsabilité de représenter la communauté des juifs de France auprès des pouvoirs publics. Au lendemain de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, le 4 octobre 1980, il dénonçait leur « passivité » et mettait ainsi en demeure le chef de l'Etat, M. Giscard d'Estaing : *« M. le président de la République, il est urgent que vous nous fassiez connaître quelles mesures exceptionnelles vous allez ordonner au gouvernement de prendre. »*

L'après-mai 1981

Après le 10 mai 1981, les relations du CRIF avec le nouveau pouvoir furent bonnes. Alain de Rothschild faisait passer les intérêts de la communauté avant ceux de sa banque (nationalisée, au demeurant avec l'aide de M. Jacques Attali, vice-président du CRIF). Mais la guerre du Liban et les événements de l'été 1982 devaient compromettre ces bonnes relations. Le 3 juillet, le président du CRIF s'écriait : *« Voici Israël devenu le juif des nations. »* Pendant tout l'été, il ne cessa de protester contre la politique française à l'égard de l'O.L.P. et de son chef Yasser Arafat. Le 13 août, devant le mémorial du Martyr juif inconnu, il réclamait une révision du droit d'asile.

Avec Alain de Rothschild disparaît toutefois la personnalité qui, à la tête du CRIF, avait su maintenir l'équilibre entre les courants divers de la judéité française et assurer l'unité de communautés fort différentes, tant politiquement que par leurs origines sociologiques. Certes, l'histoire prestigieuse des de Rothschild et leur fortune aura servi son ascension. Mais son appartenance familiale ne facilitait pas toujours la tâche. La « famille » reste, en effet, une cible de choix, et les critiques, souvent violentes, au sein même de la communauté, n'ont pas épargné Alain de Rothschid. Il aura, néanmoins, réussi à élargir la représentativité du CRIF en incluant dans son conseil les organisations féminines et les mouvements de jeunesse du courant sépharade, tenant ainsi compte des mutations sociologiques et géographiques de la communauté, sans en compromettre l'unité fondamentale.

Dans un temps de violences et de passions exacerbées, Alain de Rothschild a su garder une ligne médiane qu'il n'était pas aisé de tenir. En témoignent les appels au calme lancés cet été en des moments difficiles et dramatiques, notamment l'appel à la raison adressé à la jeunesse juive après l'attentat de la rue des Rosiers. Etait alors visé l'appel contraire (« formez des milices ») du premier ministre israélien, M. Begin. Toutefois, Alain de Rothschild devait se garder contre la tentation de « donner des leçons » au gouvernement d'Israël. Ainsi, lorsque, au début de l'été, Pierre Mendès France avait demandé à Israël et à l'O.L.P. de signer leur reconnaissance mutuelle, il s'était élevé en termes vifs contre cette initiative qu'il jugeait inopportune.

La ligne médiane d'un président du CRIF est étroite. Alain de Rothschild n'était pas homme à en sortir. Probablement eut-il le mérite de ne pas forcer sa nature, qui correspondait à la nature de la fonction. — A. G.

HOMMAGES AU DISPARU

Le CRIF : *« Porteur d'une grande tradition, habité d'un amour profond du judaïsme et d'Israël, concerné par toutes les justes causes, Alain de Rothschild avait toujours témoigné d'un intérêt ardent pour le service de la France, et ce dans tous les domaines. (...). Alain de Rothschild a su incarner au plein sens du terme la communauté juive de France, aujourd'hui en deuil. »*

Le Consistoire central et le Grand Rabbinat de France : *« Alain de Rothschild a consacré tous ses efforts à l'intégration du judaïsme d'Afrique du Nord au sein de la communauté juive de France. C'est à lui que notre communauté doit d'avoir su assurer son unité et d'avoir échappé aux divisions. »* Le Grand Rabbinat de France et le Consistoire central expriment leur *« émotion et respect »* pour *« cet homme de bien qui a tant donné à la communauté juive de France, au judaïsme dans le monde et à l'Etat d'Israël. »*

M. DULZIN, PRESIDENT DE L'ORGANISATION SIONISTE MONDIALE : *« Il a servi la communauté juive avec un grand dévouement, une grande dignité et une grande force. »*

M. JACQUES CHIRAC (à Mme Alain de Rothschild) : *« Vous savez en quelle grande et fervente estime je tenais le baron Alain de Rothschild, avec lequel j'entretenais depuis si longtemps des relations de confiance et d'amitié. »*

M. MEIR ROSENNE, ambassadeur d'Israël : *« Avec lui disparaît une des grandes figures du judaïsme français. Il sera difficilement remplaçable. »*

M. DELANOË (P.S.) : la droite est plus divisée qu'on ne le pense

M. Bertrand Delanoë, porte-parole du parti socialiste, a évoqué, lundi 18 octobre, les interventions de M. Jacques Chirac au « Grand Jury R.T.L. - *Le Monde* » et de Mme Simone Veil au « Club de la presse d'Europe 1 », dimanche dernier.

Répondant aux accusations lancées par le président du R.P.R. contre une *« télévision gouvernementale »*, M. Delanoë a rappelé les *« pressions parfois violentes »* exercées contre les journalistes par M. Chirac lorsqu'il était premier ministre et s'est étonné que celui-ci *« revête aujourd'hui un manteau blanc alors qu'il a plutôt porté un manteau de bourreau »*. Quant à l'intervention de Mme Simone Veil, elle révèle, selon lui, que *« la droite est plus divisée qu'on ne le pense »*. Le porte-parole du parti socialiste a déclaré : *« Après MM. Barre et Giscard d'Estaing qui veulent concurrencer M. Chirac, une troisième personne lui dispute le terrain, et c'est Simone Veil. »*

Les relations entre collectivités locales et bureaux d'études

LES SÉNATEURS R.P.R. DEMANDENT LA CRÉATION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE

M. Charles Pasqua, sénateur de Paris, a annoncé que le groupe R.P.R. au Sénat, dont il est le président, déposait une proposition de résolution demandant la création d'enquête parlementaire chargée de rechercher *« les relations existant entre les bureaux d'études et les municipalités pour lesquelles ils travaillent »*.

M. Pasqua a précisé que le souci des signataires de cette proposition *« n'est pas d'engager une chasse aux sorcières »*. *Ce qui les intéresse*, a-t-il déclaré, *ce ne sont pas des combats d'arrière-garde, mais de poser des jalons pour demain. Ils veulent apporter un corps de règles clair, qui, à l'avenir, interdise le retour aux errements passés. »*

« Il sera extrêmement intéressant pour tous les Français, a ajouté M. Pasqua, *de pouvoir voir clairement les relations entre les bureaux d'études de tous types et les collectivités locales de toutes tendances politiques. »*

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

SAINT-MALO (Ile-et-Vilaine). — M. Louis Chopier, P.S., maire de Saint-Malo, a été désigné à l'unanimité par la section socialiste pour conduire une liste en mars prochain. Une commission chargée de prendre contact avec les autres formations de gauche et avec des personnalités de Saint-Malo, a été constituée.

ROMANS (Isère). — M. Georges Fillioud, ministre de la communication, ayant fait part de son désir de ne pas briguer un second mandat de maire (*le Monde* du 11 septembre), la section socialiste de Romans a désigné M. Etienne-Jean Lapassat pour conduire la liste de la gauche en mars prochain. M. Lapassat est actuellement premier adjoint au maire et conseiller général depuis 1973.

THIONVILLE. — La section socialiste de Thionville a désigné M. Robert Malgras, député de la quatrième circonscription de la Moselle, comme tête de liste. L'actuel maire de Thionville est M. Paul Souffrin, P.C.

Publicité

Communiqué par l'A.E.I.S.G.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Institut Supérieur de Gestion en direct....

par Eric Melville

A bord des trois « Jumbo » 747 de la TWA qui, le jeudi 21 octobre décolleront de Roissy-Charles de Gaulle à destination de New York, cinq cents passagers n'auront pas payé leur billet ! Ce sont les nouveaux étudiants de l'I.S.G. (Institut Supérieur de Gestion).

Lors de chaque rentrée, l'association des étudiants de l'I.S.G. organise à l'intention des nouvelles promotions, un « séminaire d'intégration » de cinq jours. Cette année, l'A.E.I.S.G. et le doyen Jean Mader, ont donc réussi à mettre sur pied ce « Manhattan transfert » qui illustre la vitalité et le dynamisme de l'école. Il symbolise aussi l'option internationale qu'elle propose désormais aux étudiants en Europe, en Amérique et en Asie. Il prouve enfin l'originalité, le non-conformisme de l'établissement.

Comme dans le 747, il faut effectivement «attacher sa ceinture» en entrant à l'I.S.G. La convivialité, la participation des étudiants à tous les niveaux de cette association régie par la loi de 1901 créent un rythme, un style uniques et débouchent sur un nouvel art d'apprendre où l'intégration professionnelle reste l'objectif prioritaire. En effet si l'I.S.G. se veut au-dessus de la mêlée des grandes écoles et des universités, ses étudiants ne «planent» pas pour autant. Ils ont au contraire un sens aigu du concret puisque, au travers des cinquante-deux associations qu'ils animent eux-mêmes, ils gèrent, au total, un budget d'un milliard de centimes. Ils savent aussi que le salaire de sortie I.S.G. est l'un des premiers en France de l'enseignement supérieur et des écoles de commerce ou de gestion (classement de «l'Expansion», 4/17 juin 1982).

Le vaisseau I.S.G. se veut libre et indépendant. Jack Forget, le président du conseil permanent et le directeur, Alfred Mahdavy, maintiennent le cap, en collaboration avec toutes autres composantes de l'association. Le conseil d'administration et son délégué général, Pierre Dumas, veillent à l'égalité des parties prenantes (enseignants, étudiants et anciens), ainsi qu'au respect de la volonté et des orientations de l'école. « L'I.S.G., précise Pierre Dumas, ne tient que par cet équilibre des pouvoirs ».

Enfin, l'I.S.G. joue à visage ouvert, puisqu'au lieu de pratiquer l'auto-satisfaction, elle a demandé à un journaliste professionnel, Eric Melville, de brosser le portrait de l'établissement.

Sélection et pédagogie : rigueur et qualité

Original par maints aspects (vie associative, participation des étudiants, structures...) l'I.S.G. offre aussi toutes les garanties sur les plans du niveau du recrutement, de la valeur de l'enseignement et du diplôme qui le sanctionne. Un diplôme qui classe l'I.S.G. dans le peloton de tête des grandes écoles de commerce et de gestion (alors qu'il n'est visé par le ministère de l'Éducation nationale que depuis 1979). A la fois unique et conventionnel, le « style I.S.G.» est comme concentré en la personne du directeur de l'établissement, Alfred Mahdavy. Celui-ci, tout en restant très proche des étudiants, veille scrupuleusement au bon équilibre de l'édifice composé des élèves, des professeurs, des cours et des concours.

LES ÉTUDIANTS : DES JEUNES LOUPS ?

Mille six cents élèves, dont l'âge varie entre dix-neuf et vingt-cinq ans, composent la communauté étudiante de l'I.S.G.

« Il existe principalement deux catégories d'étudiants, explique le directeur de l'établissement, Alfred Mahdavy. *Une origine homogène, composée de jeunes gens qui sont passés par prépa h.e.c., ceux-là suivent le « cycle classique ». Et puis une origine hétérogène, faite d'étudiants qui vont de bac + 1 à bac + 6. Ils sont répartis dans les cycles « alternance » et dans le troisième cycle ».*

Lieu de réunion pour tous les étudiants de l'I.S.G., le foyer-cafétéria au rez-de-chaussée du 8 rue de Lota, momentanément transformé en bureau d'inscription pour le séminaire à New York...

Pascal Henry, 24 ans, vient de Chantilly et il est titulaire d'un D.U.T. de gestion. Il a connu l'I.S.G. par une affiche placardée dans sa fac. *« C'est le cycle court qui m'a attiré ici,* dit-il, *ainsi que les systèmes d'intégration dans les entreprises ».*

Bruno Cohen, 19 ans, vient de prépa h.e.c. Il voulait intégrer H.E.C., mais il apprécie d'être à l'I.S.G. *« c'est peut-être moins prestigieux,* souligne-t-il, *mais je crois aussi que c'est plus actuel, plus original et en même temps que sérieux car j'ai trouvé l'épreuve de maths plus difficile à l'I.S.G. que dans les autres concours. Et puis, ce séminaire à New York, c'est tout de même fabuleux, non ? ».*

Xavier Delanoy, 20 ans, de Jeumont, dans le Nord, a lui aussi fait les classes préparatoires. Il a choisi l'I.S.G. parce que, selon lui, l'école est dans le peloton de tête et devient un centre d'enseignement supérieur plus complet qu'une école de commerce de même grandeur. Et puis elle a l'avantage *« d'être en plein Paris ».* Il tarde à Xavier *« d'entrer dans une association ».* C'est *« motivant et original ».*

Les étudiants, comme on le verra par ailleurs, participent pleinement à la vie de l'école. Ils ont même leur mot à dire dans les concours d'entrée des autres promotions. *« Au début, cela fait une drôle d'impression,* reconnaît Mme Jamet, qui a récemment pris en charge le service concours, *mais, après une période d'adaptation, et une bonne dose d'humour, on se fait accepter et alors les relations sont passionnantes ».* Et Mme Jamet d'ajouter : *« il y a deux façons de voir les jeunes à l'I.S.G. : une façon négative, et ce sont des jeunes loups; une facon positive, et ce sont des jeunes gens sérieux qui brûlent de prendre des responsabilités ».*

LES PROFESSEURS : « SAVOIR ET SAVOIR-FAIRE »

« Le profil idéal d'un professeur à l'I.S.G., c'est un enseignant qui peut à la fois faire profiter d'un acquis théorique et d'une expérience professionnelle. Il doit savoir et savoir-faire ».

Alain Eclache, conseiller pédagogique, président de l'association des professeurs, insiste sur cette double mission. De même précise-t-il qu'à l'I.S.G. *« un professeur doit penser à la dynamique plutôt qu'à sa stabilisation ».*

« Nous ne devons pas tomber dans le « ron-ron » de certaines universités dit encore M. Eclache. *Ici, le professeur doit sans cesse se remettre en question et parfois en cours d'année ».*

S'il ne le fait pas lui-même, quand c'est nécessaire, les étudiants le font pour lui. Ainsi, un professeur d'anglais qui « oubliait » d'enseigner le vocabulaire commercial pour s'intéresser exclusivement à l'extermination des Indiens, a-t-il été amené à modifier son cours sur l'intervention du bureau des élèves.

Les professeurs — ou intervenants — à l'I.S.G. ont tous une ou plusieurs activités professionnelles à l'extérieur. Nous trouvons parmi eux des experts, des avocats, des ingénieurs, des cadres supérieurs, des universitaires, des chefs d'entreprise, un agent de change et même un jeune médecin.

Le discours professoral passe-t-il mieux sur les rails de l'expérience ?

« Pas autant que l'on pourrait le croire, affirme un professeur du troisième cycle. *Au début, c'est même très difficile, car nous nous heurtons à dix ou quinze ans de cartésianisme. Quand on s'éloigne de la belle logique de la théorie — qui a régné sur toute la scolarité de nos élèves — pour aborder la pratique, avec son empirisme et parfois même son incohérence, les étudiants sont un peu déboussolés. Les choses s'arrangent par la suite ».*

PROGRAMMES ET DIPLÔMES : VERS L'AN 2000

L'I.S.G. a mis en place un enseignement modulé. Celui-ci va du cycle dit « classique » jusqu'à un programme international, qui constitue, cette année, la grande nouveauté de l'I.S.G., et qui est unique en France.

Cycle classique : il dure trois ans, dont deux ans de plein temps pédagogique à l'I.S.G. et une troisième année d'intégration en entreprise (avec séminaires à l'école un week-end sur deux). Ouvert aux étudiants qui viennent des prépa h.e.c.

Alternance : ce cycle dure également trois ans, et son principe est basé sur l'équilibre entre les stages en entreprise (les quatre premiers mois et les dix-huit derniers) et la période théorique (l'année du milieu).

Alternance long : durée 4 ans. Les quatre premiers mois en entreprise. Puis deux ans à l'I.S.G. Et le stage de dix-huit mois, avec les séminaires bimensuels.

Ouvert aux « bac + 1 » qui viennent de l'université.

Alternance à vocation internationale : durée trois ans. Conduit au diplôme international de gestion et de management, délivré conjointement par l'I.S.G., l'E.U.A. (European University of America), l'I.M.U.A. (International Management University of Asia) et l'Université Libre Internationale de Genève. Après les quatre premiers mois en entreprise : six mois à l'I.S.G. à Paris, trois mois à Tokyo, trois mois à San Francisco, trois mois à Genève et les six derniers mois en entreprise.

Niveau requis pour suivre ce cycle : bac + 2 ou 3.

Troisième cycle : durée 18 mois. Ouvert aux bac + 4 ou 5 qui veulent compléter leur formation en étudiant la gestion (cycle où l'on retrouve des médecins, des avocats, des pharmaciens, des ingénieurs...).

Ce cycle comprend notamment un séjour de quatre mois et demi à San Francisco. Et, suivant le niveau des candidats et les résultats obtenus peuvent être délivrés un « Master » et le diplôme international de gestion et de management du troisième cycle.

« A l'I.S.G., on ne fabrique pas des spécialistes précise Bernard Conq, conseiller pédagogique. *Nous nous efforçons d'aider les étudiants à faire la synthèse entre ce qu'ils doivent apprendre sur le plan théorique, leur expérience de la vie associative et les durées relativement longues effectuées en entreprise.*

« Le résultat de cette formation, poursuit M. Conq, *donne des actifs plutôt que des spéculatifs ».*

Pour Pierre Dumas, délégué général du conseil d'administration, c'est dans l'ouverture internationale de l'école que se situe la preuve de la vitalité du système, et sa garantie de réussite pour l'avenir.

« L'I.S.G., affirme-t-il, *a toujours été en avance. A ses débuts, avec la participation des étudiants, la convivialité, puis avec l'insertion professionnelle, et maintenant avec le cycle « alternance internationale ».*

« Cette troisième phase est décisive pour l'I.S.G. qui se tourne déjà vers l'an 2000, poursuit P. Dumas, *car alors pour faire face au monde des affaires, il faudra une formation réellement internationale, c'est-à-dire avec des périodes totalement intégrées dans des structures étrangères. C'est ce que nous proposons : un système unique en France et déjà performant ».*

La vie associative : l'expérience du professionnalisme

Certains y gèrent un budget que ne désavoueraient pas bon nombre de P.D.G. ; d'autres y concrétisent des rêves d'enfant ; d'autres encore y trouvent leur vocation... Tous enfin y goûtent le suprême bonheur — l'honneur — d'entreprendre. Cette « voie royale », qui mène de la théorie à la pratique, des salles de cours aux bureaux des banquiers, c'est l'association. Le mot-clé, le credo de l'I.S.G.

Associés, les fondateurs. Associés, les professeurs. Associés, les étudiants. A l'I.S.G. aussi, l'union fait la force, mais une union « éclatée », dont les différentes branches se rejoignent au sein du conseil permanent et du conseil d'administration. C'est ce qui s'appelle faire de la démocratie sans le savoir. La participation se veut autre chose qu'un hochet estampillé 68 ; c'est la base de tout le système I.S.G.

Énergie étudiante

Il existe, dans la grande association qu'est l'I.S.G., une cinquantaine de « petites » associations, emboîtées comme des poupées russes. Elles sont toutes animées par des étudiants, en dehors de leurs heures de cours. Chacune a son bureau élu (renouvelé chaque année), son local, son budget...

Des séjours linguistiques à la création d'entreprise, de l'automobile à la science-fiction, de l'informatique aux problèmes du tiers-monde, le champ d'investigation des élèves de l'I.S.G. ne souffre aucun interdit.

« Lorsqu'un groupe d'étudiants veut créer une association, il nous présente un dossier, explique Yves Mignotte, le président du bureau des élèves. *Nous l'étudions avant de le transmettre au conseil permanent qui prend la décision ».*

Il faut sans doute chercher dans le vœu d'indépendance de l'I.S.G., l'origine de ce bouillonnement d'activités. De cette « énergie étudiante » que vante le directeur Alfred Mahdavy, dans l'introduction de la brochure des cours, et qui se veut le véritable « carburant » de l'école.

« L'I.S.G. n'a pas de subventions, alors il a des idées » remarque d'ailleurs un étudiant de 2e année.

Quelques exemples des « idées I.S.G. » ?

Le « Gala des grandes écoles », c'est l'I.S.G. Trois cent cinquante étudiants, « artistes d'un soir », venus de quinze écoles différentes. Vingt mille spectateurs chaque année. Un budget de 700.000 F. Le « Gala » est une institution. Il est entièrement conçu et organisé par l'I.S.G., et il fêtera l'an prochain son septième anniversaire.

« L'association est née en 1977 du mémoire que deux étudiants avaient présenté à leur concours de sortie, souligne l'actuel président, Henri Girsowicz. *Aujourd'hui, le « Gala » se gère comme une véritable entreprise ».*

Pas tristes

« Paris sur roulettes », c'est aussi l'I.S.G. Cinq mille patineurs avaient répondu, le 25 avril dernier, à l'appel de l'association dirigée par Baudoin de Caunecaude, pour lisser le bitume parisien. Impact presse, excellent. Engouement populaire, encourageant.

« Paris sur roulettes » devrait devenir un classique des manifestations parisiennes » estime-t-on rue Spontini.

D'autres « coups », portant la griffe I.S.G., apparaissent régulièrement. Ainsi, ce « tournoi de tennis des grandes écoles », promis à un bel avenir ; ainsi ce prochain débat, à Bastia, sur les choix économiques de la Corse, avec la participation du Dr Simeoni ; ainsi ce « Rock in loft », qui avait attiré cinq mille personnes près de la gare d'Austerlitz, en janvier 81... Il y a encore les matchs de football contre les détenus à Fleury-Mérogis et à Fresnes, les courses en tandem — un étudiant I.S.G. avec un non-voyant — et bientôt, sous les ponts de Paris, l'équivalent des confrontations Oxford-Cambridge en aviron entre H.E.C., Polytechnique, Centrale et... I.S.G.

Moins spectaculaires peut-être, d'autres actions — toujours conduites par des étudiants — n'en sont pas moins vitales pour l'I.S.G.

C'est l'association « Promotion du titre » qui est chargée de faire connaître l'école au sein du monde estudiantin. Une mission qui mobilise une petite armée de 150 jeunes gens sur l'ensemble de l'année.

« Notre rôle est de véhiculer une image vraie de l'école, déclare le responsable, Frédéric Buret. *Les salaires de sortie prouvent que notre diplôme se situe dans le peloton de tête. Mais j'ajoute, dans mes exposés, que chez nous, en plus, on fait autre chose. Qu'on n'est pas tristes ».*

Sur le terrain

Autre responsabilité : celle de démarcher auprès des entreprises pour décrocher la taxe d'apprentissage. Yolande Gouzalch, 21 ans, règne ainsi sur un budget de cinq millions de francs. Avec elle, cinq camarades et une cinquantaine de téléphonistes. Un travail qui oblige souvent à franchir le portail de l'I.S.G. à 8 heures du matin pour ne repartir qu'à 8 heures du soir.

« Cela ne nous dérange pas, assure Yolande. *Pour nous, l'essentiel est d'atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé en début d'année. Nous avons la foi,* ajoute-t-elle. Car nous savons qu'en nous efforçant de « vendre » *l'I.S.G., nous apprenons à nous vendre nous-mêmes ».*

Des propos que font leurs, tous les étudiants de l'I.S.G., car ils doivent pour financer leurs projets, traiter avec les banques, trouver des sponsors, etc. L'association devient donc un terrain de travaux pratiques, une véritable « pédagogie de l'action » selon le langage de l'école. Une occasion aussi, d'appliquer sur le terrain des principes généraux, souvents abstraits.

« Lorsqu'on vous apprend, en cours, à préparer et à présenter un dossier, et que vous vous trouvez réellement devant le banquier ou l'industriel, c'est tout autre chose » indique Christian Guellerin, de l'Association sportive.

Cette expérience constituera en outre un atout non négligeable à la sortie de l'école.

« Un chef d'entreprise est favorablement impressionné lorsqu'on lui montre ce qu'on a réussi à faire, note Henri Girsowicz. *Cela nous aide énormément ».*

Voilà qui confirme les fondateurs et les professeurs de l'I.S.G. dans leur idée d'un « enseignement supérieur intégré à la vie associative » et qui fait dire à Pierre Dumas, délégué général du conseil d'administration, que cette voie est — et il « pèse ses mots » — *« la seule expérience possible dans l'enseignement supérieur ».*

Ils jugent leur école

L'un a connu l'I.S.G. dans les années soixante. Il a aujourd'hui 34 ans, et il est cadre supérieur dans un groupe important. L'autre n'a pas encore coupé le cordon qui le relie à l'I.S.G. ; il effectue actuellement son stage de fin d'études dans un bureau de courtage. Mais avant même de passer son diplôme, il gagne déjà plus que son directeur.

Deux regards sur l'I.S.G. à dix ans d'intervalle.

« Pragmatisme et imagination ». Daniel Vendé résume ainsi *« l'esprit I.S.G. »*, tel qu'il l'a connu de 1968 à 1972. Même si l'école revendique toujours cette dualité, il faut dire que l'I.S.G. de la fin des années soixante ne ressemblait guère à celui d'aujourd'hui. Un groupement d'intérêt économique d'une centaine d'entreprises, moins de deux cents étudiants, des locaux de fortune dans le XVIIe... Rien à voir, apparemment, avec l'imposante structure actuelle et ses 1.600 étudiants.

Pourtant, Daniel Vendé reconnaît « son » I.S.G. : *« Les lois de l'école étaient déjà les mêmes en 1968. Ainsi, au concours d'entrée, on jugeait autant les candidats à leur façon d'agencer leurs connaissances qu'à leur cursus universitaire. Les motivations étaient également prises en considération.*

« Quant à l'enseignement, poursuit-il, *il était déjà assuré par des professeurs universitaires, experts et professionnels, et l'on nous incitait à travailler en direct avec les entreprises ».*

Son diplôme I.S.G. en poche, Daniel Vendé est resté fidèle à sa propre définition. Il s'est montré « pragmatique » dans le choix de ses emplois — un itinéraire commercial diversifié et complémentaire, qui est allé de la distribution à la production, en passant par le négoce — et il a suffisamment fait preuve d'« imagination » pour que le plus important groupement français de grossistes en jouets, « Pro-Jouet », lui confie le poste de directeur du développement.

Actuellement, Daniel Vendé gagne 219.600 F annuels. Il dit aimer son travail et ses responsabilités. L'I.S.G., selon lui, l'a *« effectivement aidé à réussir ».*

Un seul regret pour cet ancien de 68 (les « événements » lui sont passés *« au-dessus de la tête »*) : *« ne pas avoir connu les activités associatives »,* qui datent de 1975. Il est vrai qu'il se rattrape à présent puisqu'il est le vice-président de l'association des anciens élèves, et qu'il a des projets pour créer *« une grande famille des anciens de l'I.S.G. ».*

A l'américaine

Henri-Pierre, 23 ans, est lui, un pur produit du « nouvel I.S.G. ». Lunettes d'écaille, et (énorme) attaché-case, il semble déjà s'être mis dans la peau d'un de ces intervenants qui viennent périodiquement raconter leur expérience — leur réussite — aux étudiants de l'I.S.G. Henri-Pierre, par exemple, se souviendra longtemps de la venue *« du baron Bich ». « Des types comme ça, c'est motivant ».*

Le jeune licencé en sciences éco de l'université de Nice, inscrit à l'I.S.G. en « alternance » (quatre mois de stage + un an de plein temps pédagogique + dix-huit mois de stage) a apparemment bien retenu la leçon : actuellement en stage dans un cabinet de courtage, et payé au pourcentage, il annonce — fièrement, sans mystère, à l'américaine — que son salaire est celui du président d'une banque nationalisée *« Avec des frais à ma charge »...*

Lui viendrait-il à l'idée de plaquer là ses études, ses séminaires bimensuels à l'I.S.G., ses rapports d'activité (tous les deux mois) et, plus tard, en juin 83, son concours de sortie ?

« Pas du tout, répond tranquillement l'intéressé. *Je tiens à mon diplôme qui représente quelque chose sur le marché avec le label I.S.G., et en outre j'apprends encore beaucoup pendant mon stage ».*

Le « manque à gagner ». Henri-Pierre le rattrapera plus tard. Tres bientôt, il aura quatre personnes sous sa responsabilité. Il touchera des pourcentages sur leurs affaires. Mais son but final reste d'ouvrir son cabinet. Car, *« on ne peut pas travailler toute sa vie pour les autres »,* et c'est dit avec candeur. Il fera alors partie des 15 % de diplômés de l'I.S.G. qui créent leur propre entreprise.

L'I.S.G. et l'argent

Qui paie ? Quels sont les frais ? Où va l'argent ?

Ces questions n'embarrassent personne à l'I.S.G., et surtout pas l'administration : *« Nous ne recevons aucune subvention,* dit-elle non sans fierté. *Ni de l'Etat, ni des chambres de commerce. Ce qui nous oblige à une gestion rigoureuse, certes, mais ce qui nous laisse aussi notre entière autonomie.*

Deux sources de recettes, pour l'I.S.G. : la taxe d'apprentissage (16 % du budget), et des frais de scolarité, par étudiant, de 16.400 F par an.

« Ceci nous situe dans la moyenne des établissements indépendants, précise-t-on au service des scolarités, *avant d'avancer aussitôt qu'a l'I.S.G. ce sont « les représentants du collège des étudiants qui fixent eux-mêmes le montant des frais.* Ils siègent en effet au conseil d'administration et ont, de ce fait, droit de regard sur la gestion de l'établissement.

Chaque étudiant peut financer ses études à l'aide d'un « prêt personnel étudiant » (P.P.E.) — ou « prêt d'honneur » — contracté auprès de trois grandes banques nationalisées : Société Générale, Crédit Lyonnais, B.N.P. Ces prêts, à taux préférentiels, sont cautionnés par une mutuelle (la Mutuelle Centrale d'Assurances), et sont remboursables sur sept ans, avec une franchise de quatre ans.

« Autrement dit, souligne Yves Mignotte, le président du Bureau des élèves, *nous avons la possibilité d'attendre de réellement gagner notre vie avant de commencer à rembourser et dans une limite faible, compte tenu de notre valeur sur le marché de l'emploi.*

Autre évidence : les stages et emplois rémunérés, qui font partie intégrante des études à l'I.S.G., « épongent » en grande partie les sommes empruntées.

Le bureau des élèves négocie lui-même les prêts auprès des banques. Celles-ci soulignent le caractère social de leur action, ainsi que la fidélité d'une clientèle de responsables d'entreprises.

« Nous ouvrons un compte à chaque étudiant, explique un responsable de la Société Générale. *En espérant naturellement qu'il nous restera fidèle plus tard, dans sa vie professionnelle ».*

Entretien avec Jack Forget

La voix trop douce pour impressionner vraiment, Jack Forget se rattrape par la maîtrise d'un extraordinaire flot verbal, qui emporte tout sur son passage. L'homme, c'est visible, aime convaincre. Par goût, par professionnalisme, par jeu aussi, semble-t-il. Mais on le sent également prêt à beaucoup donner. Tout même, sauf... un rendez-vous car cet agrégé de l'université, âgé de 39 ans, qui préside le conseil permanent de l'I.S.G., a un emploi du temps de ministre. Et regrettant sans doute d'être trop souvent éloigné de ses trois enfants, il leur a fait de la place sur les murs de son bureau, rue de Lota. Partout, des photos, des dessins, des affiches... C'est dans cet environnement coloré et juvénile que reçoit Jack Forget, mi-potache, mi-PDG.

QUESTION — Si l'on vous dit que vous fabriquez à l'I.S.G. des jeunes affairistes qui sont de surcroît des fils à papa ?

J. FORGET — Non, les étudiants ne passent pas leur temps à « faire du fric ». Ils apprennent à le trouver, c'est différent. Quand ils ont une idée, ils constituent un dossier, qui souvent conduit à nos succès de la vie associative de l'I.S.G. C'est là la base des affaires. Les « I.S.G. » sont des jeunes gens responsables. Il n'y a pratiquement pas de bavures. Quand, exceptionnellement, c'est arrivé, l'I.S.G. a été là pour les « couvrir ».

Quant à cette étiquette de « fils à papa », je vous signale que les étudiants viennent de tous les milieux et de toute la France, et prennent des prêts d'honneur pour financer leurs études.

Q. — Pourtant, ces immeubles, dans le XVIe arrondissement...

J. F. — Le XVIe et alors ? Vous pouvez ajouter « le bon XVIe », cela ne me dérange pas. En fait, nous sommes arrivés là par hasard. Quand, venant de l'avenue de Villiers, nous avons trouvé cet immeuble, rue de Lota, à 300 F le m² ! Puis nous nous sommes agrandis. Et l'ensemble de nos cinq immeubles ne nous coûte pas plus de 600 F le m², pour un véritable campus urbain de 5.000 m²

Ce quartier est intéressant pour les étudiants. Il est proche d'un restaurant universitaire, et des centres d'affaires. De toute façon, je ne crois pas aux campus situés en dehors des grands centres urbains et coupés de la vie sociale et culturelle.

Q. — L'I.S.G. tient beaucoup à son autonomie. Mais une association du type 1901 constitue-t-elle un statut viable pour une telle entreprise ? N'avez-vous pas peur éventuellement d'être « débordé » par certaines ambitions ?...

J. F. — Si nous sommes débordés selon les règles démocratiques par des gens compétents et indépendants dont les objectifs sont conformes aux buts de l'I.S.G., nous disons « bravo et bon courage ». Si en revanche, comme cela est arrivé en 1981, des gens poussés par la soif du pouvoir et par des intérêts personnels essaient de nous nuire, ils constateront que l'I.S.G. est une collectivité démocratique forte, respectueuse de ses obligations et un partenaire franc des pouvoirs publics.

Avec ou sans les pouvoirs publics, il faut savoir que nous ne sommes pas qu'une « force tranquille » mais... « une force... agissante », qui réussit et qui par là même peut être gênante...

Q. — Votre diplôme est pourtant visé par l'Éducation nationale ?

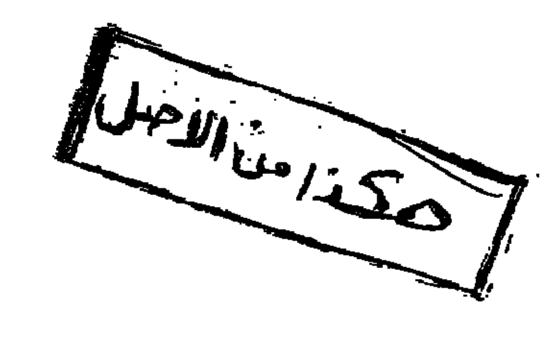
J.F. — Ce visa est celui de toutes les grandes écoles de commerce et de gestion dans le cadre d'un désuet « code de l'enseignement technique ».

Ce qui fait le poids d'un diplôme, ce n'est pas la valeur de celui qui donne le coup de tampon, c'est la valeur de ceux qui le détiennent. Et de ce côté-là, nous sommes tranquilles. Car la valeur de l'I.S.G. est inscrite dans le plein emploi, le salaire et les fonctions des « I.S.G. ».

Q. — Que pensez-vous des autres écoles supérieures de commerce. Croyez-vous vraiment être « les meilleurs » ?

J. F. — Les meilleurs ? Ce que je sais c'est que nous sommes en France les leaders du mouvement associatif dans l'enseignement supérieur et à ce titre le plus important avec ses deuxièmes et troisième cycles.

La véritable réussite de l'I.S.G. est, à ce jour, un réel enseignement supérieur, une vie associative intense et la valeur pour l'avenir du diplôme international de gestion et de management que nous sommes les seuls habilités à délivrer en France. C'est aussi le plaisir d'être « I.S.G. » dans une atmosphère de réelle chaleur humaine.



Le Monde

culture

PATRIMOINE

Les acquisitions du musée d'art moderne

(Suite de la première page.)

Le premier directeur, M. Pontus Hulten, a surtout pratiqué une politique de prestige, avec de beaux achats et sous la forme de grandes expositions parfois fort réussies, qui étaient sans doute nécessaires pour assurer l'audience internationale du centre et stimuler la générosité des donateurs. Mais, du musée, l'on ne s'occupa guère, et l'on s'en tint aux dispositions du premier jour, dispositions en grande partie improvisées comme le rendaient inévitable et l'urgence du calendrier et la malignité sournoise d'un lieu difficile à apprivoiser.

Tolérable à l'origine, tant on était émerveillé par l'enrichissement des collections jadis si malingres, l'accrochage manifesta bientôt ses insuffisances. Tortueux et mesquin, éclairant les œuvres à la va-comme-je-te-fusille, en principe chronologique, mais distribuant les époques en cellules si caverneuses et rechignées qu'Ariane et le petit Poucet s'y seraient jeté l'éponge à la figure, cet accrochage avait aussi l'inconvénient de gommer les grands moments et les personnalités majeures du premier vingtième siècle.

Le cubisme, le surréalisme, les débuts de l'art abstrait, qui ne savait pas n'y voyait goutte, et Matisse, Picasso, Léger accrochés ici, là, là-bas, là-bas encore, souvent à contre-cloison, se renvoyaient d'un bout à l'autre du parcours des échos plaintifs et inentendus. Quant aux sculptures, elles étaient disposées comme des plantes vertes dans une salle de banquet ou (ainsi pour les superbes Pevsner) comme de vieux moteurs dans la resserre d'un tôlier de Levallois. Le résultat est que, mal perçu dans l'énorme caravansérail de Beaubourg, le musée fait l'objet d'une fréquentation finalement assez modeste : sur les huit millions de personnes (chiffres arrondis) qui, en 1981, ont emprunté le mirifique escalator, quatre millions sont allées à la bibliothèque, un million seulement au musée.

Donc : un musée à refaire. C'est la tâche à laquelle se consacre le nouveau directeur du musée, Dominique Bozo, avec le concours de Gae Aulenti, cette architecte italienne qui apporte déjà d'utiles conseils à la difficile entreprise d'Orsay.

Quels sont ses principes, tels qu'elle nous les a dits ? Simples et de bons sens : créer une véritable entrée, en porche et narthex, qui attirerait les tièdes et les timides ; mieux utiliser les hauteurs pour les grands formats ; grouper, rassembler, éviter la dispersion fatale à l'intelligence d'une œuvre. Élaborer un parcours plus linéaire, moins déhanché, en le rythmant par des temps forts, des carrefours historiques correspondant aux principaux mouvements et aux grandes figures de la création contemporaine.

De ce nouvel aménagement, qui sera achevé à la fin de 1983, on voit déjà quelques effets. On saisit mieux Kandinsky, Klee, Nicolas de Staël, Dubuffet qui a récemment fait l'objet de dons ou d'achats de premier ordre (*la Campagne heureuse*, le portrait d'André Dhôtel), Léger, grâce à de nouveaux chefs-d'œuvre entrés depuis peu par dation (*les Trois Chapeaux*, la gouache pour *les Disques dans la ville*), et la salle où sont accrochés Pollock, Tapiès, Soulages, Sam Francis, évoque parfaitement les grandes espérances et les athlétiques exploits de la génération de 1950.

Mais, dans ce parcours en mutation, c'est sans doute vers Matisse que se tourneront tous les regards, Matisse renouvelé dans sa gloire par l'arrivé de pièces royales dont personne, il y a quelques années encore, n'aurait même espéré l'acquisition. Après l'illustre *Luxe, calme et volupté* de l'ancienne collection Signac (actuellement prêté pour l'exposition de Zurich), sont entrés en 1982 les deux plus beaux portraits que Matisse ait peints, avec ceux de sa femme : *Auguste Pellerin* et *Greta Prozor*, le premier par dation, le second par achat et grâce au concours d'Éric et Sylvie Boissonnas, auxquels on doit également, pour une part, *l'Homme à la guitare* de Braque, et dont on ne dira jamais trop à quel point ils ont bien mérité du musée d'art moderne.

Auguste Pellerin et *Greta Prozor*, exécutés en 1916 et 1917, appartiennent à la période la plus audacieuse de Matisse, celle où il coupe les amarres et joue son va-tout dans une sorte de violence africaine mêlée à des souvenirs de Byzance et des entrelacs d'Orient. Après de tels exploits, le repos convient au prince, et ce fut la série des *Odalisques*. Mais on sait qu'à la fin de sa vie Matisse retrouva toute son énergie créatrice dans la sérénité intemporelle, à la fois voluptueuse et franciscaine, des gouaches découpées et de l'entreprise de Vence.

Trop-plein

On en verra un magnifique exemple dans la maquette, offerte par Mme Jean Matisse et M. Gérard Matisse, de la seconde version des vitraux de la chapelle. Une présentation et un éclairage excellents, en tribune et point d'orgue, disent tout le chatoiement de ces fleurs de paradis qui voisinent avec *la Tristesse du roi*, les planches de *Jazz* et les deux *Nus bleus* où l'œuvre s'achève au fond le plus limpide et immaculé des eaux.

Il faudrait citer encore bien d'autres acquisitions : *la Pointe à l'œil* et les plâtres surréalistes de Giacometti, l'ensemble de Julius Bissier, *le Masque et le Miroir*, de Picabia (donation Goetz), *le Peintre et son modèle*, qui est la dernière toile de Balthus. Certes, il y a encore des lacunes : De Chirico, Mondrian, les Américains (David Smith en particulier), Miro surtout dont les œuvres récemment entrées ne sont pas mirobolantes. Les lacunes, Dominique Bozo pense qu'il pourra les combler en surveillant attentivement le marché et les sorties d'héritage. Mais, pour l'essentiel, le musée est parvenu à sa plénitude, et, les surfaces dont il dispose ne dépassant pas celles de son ancienne localisation, c'est surtout d'un trop-plein qu'il souffrirait déjà.

Là est bien le problème. Comment répartir le tissu conjonctif et subséquent de la grande peinture, distinguer le déchet du document, découper sans mutiler ? On pourrait jeter par la fenêtre (c'est nous qui parlons) certaines inutilités particulièrement encombrantes, le Piano de Beuys, la Mariée de Niki de Saint-Phalle. On pourra être plus économe à propos de Derain, Dufy, Segonzac, des cubistes mineurs. Mais ce sont là de bons, parfois de très bons peintres, et sans tomber dans le dévergondage de certains esthètes qui ne jurent que par André Favory et Tamara de Lempicka, il est bien évident que l'entre-deux-guerres, sculpture comprise, devra donner lieu à un retour analogue à celui que fait Orsay, tout au moins on l'espère, pour le dix-neuvième siècle. Retour dont les reliques pourraient être montrées au palais de Tokyo ou, constituées en ensembles, dans certains musées de province.

Quant au contemporain et surtout au contemporain immédiat (là encore, c'est nous qui parlons), si jadis l'on n'achetait pas assez, depuis une vingtaine d'années l'on achète trop, trop tôt et n'importe quoi, comme le montre l'actuelle exposition des galeries contemporaines (à deux ou trois exceptions près, quel néant !), comme le montrerait sans doute encore mieux cette exposition générale des achats du FNAC (Fonds national d'art contemporain) qu'il faudra bien faire un jour. La pression de la mode, des marchands, des petites revues et de tout ce qui dans ce petit monde jacasse, scribouille et barbouille est telle qu'à la limite, et selon nous, il n'y a pas de politique possible, sinon d'attendre, de faire le gros dos, de prendre le risque d'options personnelles. Etre responsable d'une collection contemporaine suppose aujourd'hui beaucoup de courage, et d'abord celui de dire non aux intolérables sottises de la supposée avant-garde et de ses commentateurs.

Et les sous ? Les crédits du musée sont passés, en 1982, de 8 millions et demi à 18 millions, ce qui est considérable mais paraît relativement modeste par rapport aux prix qu'atteignent les pièces primordiales et si l'on pense aux 70 millions dont disposent les organismes d'achat dépendant de la direction des musées de France et de la délégation aux arts plastiques. Mais puisque de toute manière l'on achètera, une telle répartition de crédits justifie aussi que le musée consacre l'essentiel de ses moyens, comme le souhaite Dominique Bozo, à l'acquisition d'œuvres majeures qui en feront, avec le musée d'art moderne de New-York, le musée phare du vingtième siècle dans son héritage et son devenir.

ANDRÉ FERMIGIER.

M. Jack Lang et la mode

M. Jack Lang, ministre de la culture (veste blanc cassé) et Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie (veste grise à fin liseré vert) recevaient le lundi 18 octobre au ministère de la culture, rue de Valois, les professionnels de la mode et les journalistes, à l'occasion des Journées du prêt-à-porter, qui se tiennent jusqu'au 20 octobre dans la Cour carrée du Louvre.

L'an prochain, les chapiteaux qui abritent les défilés devront peut-être aller ailleurs, à cause des travaux entrepris après le déménagement du ministère des finances, a prévenu M. Jack Lang qui a promis, s'il en était besoin, de trouver un autre emplacement. Il a d'autre part, annoncé que l'aménagement du Pavillon de Marsan (où doit s'installer le Musée du costume « musée tourné vers l'avenir ») commencera en janvier 1983.

M. Jack Lang a tenu enfin à commenter le titre du pamphlet de Patrice de Plunkett la Culture en veste rose. *Devant l'assemblée, où se mêlaient les multiples nuances des gris et des noirs, avec des taches de paillettes et de lamé, il a déclaré en substance,* que « le socialisme refuse l'uniformité de la grisaille ».

PHOTO

Antinomies

Il n'y aurait aucun droit, sans doute, ni aucune raison d'associer, sous prétexte d'actualité, le travail de deux femmes artistes, de deux artistes femmes, sinon peut-être, au contraire d'une affinité, parce qu'il y aurait entre ces deux personnes une antinomie profonde, violente, une sorte d'antipathie muette, entre les deux travaux, dont chacun serait l'envers et le repoussoir de l'autre.

Monique Tirouflet, qui s'était fait remarquer par des nus féminins, aquatiques, graciles et mystérieux, présente maintenant au Centre Georges-Pompidou des photos minuscules, chuchotées, qui racontent modestement des débris domestiques, des haltes d'errances. Si un corps apparaît, ce n'est qu'entraperçu, dorsal, non dévisagé : le cadre le masque, non par fétichisme, mais par une pudeur amicale, une complicité.

A l'inverse de cela, Irina Ionesco, qui s'était fait remarquer par des nus féminins poudreux, mauves, plutôt déliquescents, présente maintenant dans le nouvel espace de Créatis, rue du Temple, des photos couleurs grand format, qui reprennent cette veine violacée, un catalogue de corps féminins, d'étrangères voilées et gainées, dérangeantes, dans leurs teintes fades d'amarante, comme un débord de rouge à lèvres sur une bouche trop petite.

HERVÉ GUIBERT.

★ Monique Tirouflet – Salon photo du Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 31 octobre.

★ Irina Ionesco – Créatis, 50, rue du Temple, Paris-4e – Jusqu'au 31 octobre.

CINÉMA

« PETIT JOSEPH », de Jean-Michel Barjol

La tyrannie pédagogique

Joseph a sept ans. Son père, ingénieur en informatique et sa mère, psychologue, semblent ne pas très bien s'entendre. Mais on attend une seconde naissance et Joseph part en vacances avec ses grands-parents paternels et ses trois « tontons », les triplés, adolescents chahuteurs. Au retour, il trouve une petite sœur. Quelque temps après, ses parents se séparent.

Cette histoire, inspirée d'un roman de Chris Donner, a été traitée par Michel Barjol (réalisateur de nombreux courts métrages dont *le Cochon*, avec Jean Eustache, *La peau dure*) comme une chronique peu à peu révélatrice de l'oppression douce et terriblement destructrice exercée par une famille apparemment sans reproches. *La fêlure du couple, sensible dès le début,* semble tenir à *des différences sociales, exacerbées par la grossesse de la jeune femme. Julia, issue d'un milieu bourgeois,* a épousé Jean-Claude, *l'aîné des cinq* fils d'un *couple de professeurs ; militants communistes. Malgré sa promotion, celui-ci a tenu à habiter dans une H.L.M. de banlieue, pour que Joseph soit « élevé avec les prolos ».*

Souvent énervé et odieux, Jean-Claude vit une crise dont les raisons se définissent au cours de cette randonnée de vacances, petites bourgeoises avec caravane dernier cri. Jean-Michel Barjol ne montre pas ce voyage par le regard de Joseph. Le petit garçon se laisse aller aux événements sans bien comprendre ; il est mêlé à la cellule familiale dont il subit les lois. Le réalisateur a choisi une mise en scène de comportements : Pépé et Mamie sont des enseignants de pur style laïque, renforcés dans leurs convictions pédagogiques par leur idéologie politique, et bien installés dans la société de consommation. Mais ils ne peuvent s'empêcher, elle surtout qui organise les visites guidées des châteaux de la Loire, et surveille les devoirs de vacances, d'organiser la vie des autres selon ce qu'ils croient – sincèrement – être le bien, la raison, la morale.

Lors d'une visite à un hopital psychiatrique où Daniel – le frère venu après Jean-Claude – est en traitement, la façade des « braves gens » se lézarde et l'on voit se révéler les dégâts causés, une éducation monolithique, une conception de la vie où le savoir et le pouvoir familial aliènent la liberté des individus. Joseph en fera finalement les frais, par parents interposés (du côté de Julia, c'est plus simple, sa mère est une bourgeoise bornée), tous deux victimes de systèmes de valeurs différents mais tout aussi intolérants.

Jean-Michel Barjol ne s'acharne pas sur ses personnages. Il les montre tels qu'ils ont été façonnés par la double « religion » de la pédagogie et du marxisme. Si l'équipée des vacances apporte quelques moments de détente et d'humour, (sur le thème, classique, du conflit de générations), la description de ce milieu social particulier jamais abordée dans le cinéma français, est d'un réalisme qui fait mouche, qui fait mal.

Petit Joseph n'est pas un mélodrame de plus sur les « enfants du divorce » mais le récit d'une lutte tribale dont un garçon en larmes prend seulement conscience lorsque tout est brisé, autour de lui, qu'il est voué à la solitude. L'interprétation naïve, naturelle du genre Naiche Candron, nous conduit à l'émotion, mais on éprouve aussi de la colère, avec l'envie de dire « familles, je vous hais ». Générateurs de ce gâchis Jean-Marc Thibault et Juliette Brac sont des acteurs étonnants par la terrible bonne conscience du couple de professeurs. Jean-Paul Blanc joue en écorché vif et Isabelle Weingarten incarne, jusqu'au point de rupture, la résistance d'une femme, d'une jeune mère déchirée.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

DANSE

« FIN DE PARCOURS », DE FRANÇOIS VERRET

L'émotion et le geste

A Aulnay-sous-Bois, le rideau ne s'est pas relevé sur *Fin de parcours*, de François Verret. Pas de salut, pas de quête d'applaudissements. Ce qui s'était joué sur scène pendant une heure impliquait si fortement les danseurs qu'ils ont préféré laisser le public à la dérive. On sort du spectacle hypnotisé, rompu, en état second, comme après certains films où il faut reprendre pied quand la lumière se rallume.

Fin de parcours est une plongée dans la vie d'autrui, l'occasion de suivre pendant une heure les relations fragiles et fortes qui s'ébauchent entre des personnages, les affinités qui affleurent de la conscience jusqu'au geste, avant de tourner court.

Dans ses ballets précédents, *Tabularasa, In illo tempore*, François Verret montrait déjà son goût pour la saisie d'émotions à leur source et leur expression dans un vocabulaire gestuel qui les fixe sans les figer. *Fin de parcours* est une somptueuse orchestration de ces thèmes. Ce qui se joue entre les six personnages (quatre danseurs et deux comédiens) n'est pas une simulation, mais une suite de rapports de forces réels mis en image avec des panoramiques, des gros plans, des fondus, des montées de paroxysme avec le chant sauvage de Ghedalia Tazartes. Tous les protagonistes sont présents sur la scène et participent à des moments successifs, en gardant leur individualité. Ils sont eux-mêmes et rien d'autre.

Au lever de rideau, Daniel Kenigsberg, maladroit et transpirant, s'essouffle dans une course circulaire ; puis il laisse la place à quatre danseurs évoluant selon des trajectoires en diagonale : Jean-Christophe Paré, archange blond, Hervé Diasnas, monolithique, Bernardo Monte, félin, et François Verret, sorti d'un tableau du Greco. Au-dessus d'eux, dans les cintres, le comédien Alain Rigout dialogue avec un mannequin grandeur nature – son double. Dans la seconde partie du programme, ils descendront au sol et effectueront avec Kenigsberg une hallucinante traversée latérale d'automates avant d'osciller sur place comme un trio fou, tandis que les danseurs s'étreignent et se rejettent dans une succession de sauts et de chutes.

Un drame se joue, violent, existentiel, où chacun est engagé ; drame de la non-vie. Tant d'efforts, de désirs, de violences s'achèvent dans la dérision ; les comédiens reliés à de longs câbles font mouvoir une minuscule marionnette dans un crépitement de guitares.

Ce spectacle ne se conçoit pas sans le découpage scénographique de Goury et les effets lumineux de Rémy Nicolas qui supposent un jeu subtil de quelque deux cents projecteurs. *Fin de parcours* est un moment important dans la carrière de François Verret. Poète et visionnaire, il se révèle capable – comme Pina Bausch ou Bob Wilson, mais dans un tout autre registre – de créer son univers théâtral.

MARCELLE MICHEL.

★ Prochaines représentations : Angers (20 octobre), La Rochelle (12 novembre).

■ Le Théâtre de la Bastille – ex-Théâtre Oblique, – remis à neuf et dirigé par Jean-Claude Fall, ouvre ses portes le 7 novembre. Pour la soirée d'inauguration, un récital sera donné par Neil Shicoff et Barbara Hendricks. Le théâtre comprend deux salles qui accueilleront Suzanne Lindke (du 6 au 12 décembre), le Chien mexicain (ex-Hauser Orkater) avec – après le Festival de Lille et le Sigma de Bordeaux – Granit, du 14 au 31 décembre, et Leonce et Lena, dans une mise en scène de Pierre Rambert, du 17 décembre au 14 janvier, dans la petite salle.

SPECTACLES

théâtre

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ICI ET LA (18 h 30), ELLE LUI DIRAIT DANS L'ILE (20 h 30). — Comédie de Paris (281-00-11).
LE CIRQUE. — La Huchette (326-38-99) 22 h 30.
LES JALOUX. — Plaisance (320-00-06) 20 h 30.
LE RADEAU D'ASPHALTE. — Tourtour (887-82-48) 22 h 30.
ON N'EST PAS DES PIGEONS. — Sentier des Halles (236-37-27) 20 h 15.
LE REGARD OBSERVE. — Egragay-sur-Oise, Théâtre de l'Usine 20 h 30.
LA CROISADE DES ENFANTS. — Gennevilliers, galerie Edouard-Manet (799-86-68) 20 h 30.
DOM JUAN. — Ecole des beaux-arts (260-34-57) 20 h 30.
UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE. — Théâtre de Paris (274-22-77) 20 h 30.
LE RETOUR DU HÉROS. — Tristan-Bernard (522-08-40) 20 h 30.
MA VIE EN VRAC. — 400 Coups (633-01-21) 20 h 30.
LES STRAUSS. — Rond-Point (256-70-80) 20 h 30.
UN AMOUR. — L'Épicerie (272-27-03) 20 h 30.
INSTRUCTIONS AUX DOMESTIQUES. — Gémier (727-81-15) 20 h 30.
VIVE LES FEMMES. — Gaîté Montparnasse (322-16-18) 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50) 19 h 30 : Eugène Onegnine.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) 20 h 30 : les Corbeaux.
CHAILLOT (727-81-15), Foyer : 20 h 30 : Entretien avec M. Saïd Hammadi, ouvrier algérien. Théâtre Gémier : 20 h 30 : Instructions aux domestiques.
LE PETIT ODÉON (325-70-32) 18 h 30 : le Fauteuil à bascule.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : A la belle saison.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) (au Théâtre de Paris), Petite salle : 20 h 30 : la Fuite en Chine ; Grande salle : 20 h 30 : Une journée particulière.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34) 21 h : Carré magique.

Mardi 19 octobre

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34) 20 h 30 : Varieta.
ANTOINE (208-77-71) 20 h 30 : Coup de soleil.
ASTELLE - THÉÂTRE (238-35-53) 20 h 30 : les Bonnes.
ATELIER (606-49-24), 21 h : le Nombril.
ATHÉNÉE (742-67-27), 18 h 30 : Mademoiselle Else.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 45 : Journal d'un fou.
C.I.S.P. (343-19-01), 20 h 45 : Dieu nous gâte.
CITÉ INTERNATIONALE, Grand Théâtre (589-38-69) Resserre, 20 h 30 : Trois cases blanches.
COMÉDIE CAUMARTIN, (742-43-41) 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Mamma Marcia.
CONSTANCE (258-97-62), 20 h 30 : Appelez-moi Artur.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
EDOUARD VII (742-57-49), 21 h : la Dernière Nuit de l'été.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 19 h : Vinaver's ; 21 h : Diableries amoureuses.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 18 h 30 : le Funambule unijambiste ; 22 h : Kadoch.
ESPACE-MARAIS (271-10-19) 20 h 30 : la Mouette ; 22 h 30 : Une chèvre sur un nuage ; les Quatre Cubes ; Une tortue nommée Dostoïevski.
GALERIE 55 (326-65-51), 20 h 30 : A View From a Bridge.
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : Artaud et la peste.
HUCHETTE (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Au bois lacté.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : l'Homme lige ; 20 h 30 : la Papesse américaine ; 22 h 15 : le Cri dans la chapelle. — II. 18 h 30 : Noces de sang ; 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Tchoufa. — Petite Salle, 18 h 30 : Parlons français.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Sodome et Gomorrhe.
MAISON DES AMANDIERS (366-42-17), 14 h et 21 h : le Baladin du monde occidental.
MARIGNY (256-04-41), 21 h : Amadeus. — Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Joyeuses Pâques.
MONTPARNASSE (320-89-90). — Petit Montparnasse, 21 h : Lettre au père.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Sado et Maso.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah et le cri de la langouste.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Rond comme un cube.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : Pauvre France.
PÉNICHE-THÉÂTRE (245-18-20), 21 h : Nuit de rêve ; Bertrand.
POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 21 h : Flock.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : « Je m'égalomane à moi-même ».
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : les Enfants du silence.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 22 h : l'Écume des jours ; 20 h 30 : A. Allais.
TANGO (272-17-78), 20 h 30 : les Horreurs de la victoire
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE EN ROND (387-88-14), 21 h : Complet veston sur mesure en trois essayages.
THÉÂTRE DE L'ÉPICERIE (272-27-05), 20 h 30 : Un amour.
THÉÂTRE DU LYS (327-88-61), 21 h, dim. à 17 h : Voyage en Dualie.
THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉÂTRE DE PARIS (loc. 264-22-77), Petite Salle : 20 h 30 : la Fuite en Chine.
THÉÂTRE DES 400 COUPS (633-01-21), 22 h 30 : les Zavatars des zéros zantiques.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), II : 20 h 30 : l'Ambassade.
THÉÂTRE STUDIO BERTRAND (783-64-66) (L.), 20 h 30 : la Marmite.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Un bain de ménage ; 20 h 30 : le Mal court.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : Chéri.

Les concerts

ÉGLISE SAINT-ROCH, 21 h : Chorale Vittoria d'Argenteuil, dir. : M. Piquemal ; Orchestre français d'oratorio, dir. : J.-P. Lore (Mozart).
ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, 20 h 30 : Quatuor Via Nova (Haendel, Haydn, Debussy, Satie).
LUCERNAIRE, 19 h 45 : Duo Villanme (Sardetto, Haendel, Halvorsen).
PLEYEL, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris (Mozart, Nikiprowetsky, Beethoven).
PORTE DE LA SUISSE, 20 h 30 : Germ (Radigue).
RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 20 h 30 : C. Cotsiolis (Dowland, Dogson, Paganini). Grand auditorium, 20 h 30 : Ensemble J.-J. Lemetre.
SAINTE-CHAPELLE, 21 h : Ensemble d'archets français, dir. J.-F. Gonzales (Mozart).
SALLE DE L'ANCIEN CONSERVATOIRE, 20 h 30 : J.-Cl. Pennetier (Schumann, Schubert, Brahms, Chopin).

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la courte-paye.
THÉÂTRE DES DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : A vos ronds... fisc.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 30 : H. Tachan.
CENTRE CULTUREL DE LA ROSE-CROIX, 21 h : G. Chelon, B. Sauvat.
ELDORADO (208-45-22), 20 h 30 : Fantasia do Brasil.
GYMNASE (246-79-79), 21 h : le Grand Orchestre du Splendid.
LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h : Hussein el Mari.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : E. Macias-Adama.

Les opérettes

TH. DE MÉNILMONTANT (631-66-44) 20 h 30 : Famille Fenouillard daro-dare.

Jazz, pop, rock, folk

BAINS DOUCHES (887-34-40), 22 h 30 : Jack Mosaic Band.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : H. Singer, J.-P. Sasson.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h : Agbavia.
CHEVALIERS DU TEMPLE (277-40-21), 22 h et à 24 h : les Etoiles.
CLOITRE DES LOMBARDS (233-54-09), 23 h : Ganja.
NEW MORNING (523-51-41), 20 h 30 et 23 h : Phil Woods.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : J. Hallyday.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : E. Louiss.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : J.-L. Longnon, D. Huck, G. Arvanitas, M. Michel, M. Sabini.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Cl. Luter Sextet.
TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 21 h : J. Norman, R. Wilson.

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)

Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis (243-00-59), 20 h 30 : Intrigue et amour.
Théâtre de Gennevilliers (793-26-30), 20 h 45 : Faust/Foreman. Chapiteau ; 20 h 30 : Léonce et Léna.

XX[e] FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS (723-47-77)

Palais des Congrès (758-27-78), 20 h 30 h : la Route de la soie.

En région parisienne

AUBERVILLIERS, Théâtre de la Commune (633-16-16), 20 h 30 : Purgatoire à Ingolstadt.
BAGNOLET, ATEM (364-77-18), 20 h 30 : Récitations.
CACHAN, M.J.L. (665-66-12), 20 h 45 : Cuarteto Cedron, P. Ibanez.
CHATOU, Louis Jouvet (952-20-07), à 21 h : M.-P. Belle.
CHELLES, C.C. (421-20-36), 20 h 45 : le Chemin aux pieds nus.
CLAMART, C.C. J. Arp. (645-11-87), à 20 h 30 : Cl. Nougaro.
CRETEIL, Maison A.-Malraux (899-94-50), à 20 h 30 : The Heath Brothers ; à 20 h 30 : Une plume dans la tête d'Anaïs Poupon.
IVRY, Studio (672-37-43), à 20 h 30 : le Voyage immobile.
SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), à 21 h : Premier amour.
LE VESINET, C.A.L. (976-32-75), à 21 h : Orchestre et chorale P. Kuentz (Haydn).





THEATRE DE L'ALLIANCE FRANÇAISE Vendredi 22 octobre 22 h à 6 h du matin	NAN KOUAN CHINE DU SUD Conservatoire Nan Cheng Che TSAI HSIAO-YUEH, chant.
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE	
SALLE GAVEAU Vendredi 22 octobre 20 h 30	Dir. : Claude BARDON Gérard POULET violon J. FRANCAIX - DVORAK HAYDN - BRAHMS
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE	
RADIO FRANCE GRAND AUDITORIUM Jeudi 28 octobre 20 h 30	Dir. : Gabor OTVOS J. ACHUCARRO piano RACHMANINOV CHOSTAKOVITCH
FRANCE-CULTURE LIBRE PARCOURS VARIÉTÉS	
RADIO FRANCE Grand Auditorium Vendredi 29 octobre 20 h 30	Chanteurs en exil d'ESPAGNE, TCHECOSLOVAQUIE ARGENTINE, CHILI, LIBAN TURQUIE, URUGUAY
SAISON LYRIQUE	
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 30 octobre 17 h	WAGNER : PARSIFAL L. RYSANEK, K. MOLL S. JERUSALEM, B. WEIKL H. BECHT, K. RYDL Chœurs de Radio France ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE Dir. Marek JANOWSKI

Loc. : Radio France, salles et agences



Salle Pleyel - 20h30
Mercredi 20, jeudi 21 octobre
Nogent - Pavillon Baltard
Vendredi 22 octobre
JAMES CONLON
Luben Yordanoff
Francis Pierre
MOUSSORGSKY - TCHAIKOVSKY
DEBUSSY - RAVEL (La Valse)

Salle Pleyel - 20h30
Samedi 23 octobre
CHOEUR et SOLISTES de L'ORCHESTRE DE PARIS
Arthur Oldham
BRAHMS

Salle Pleyel - 20h30
Mercredi 27, jeudi 28 octobre
RAFAEL KUBELIK
Ann Murray
MARTINU - MAHLER (Symphonie n° 4)

LOCATION :
SALLE PLEYEL OU 563.07.96

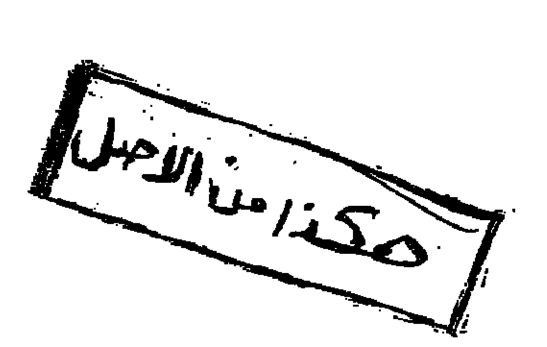
CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Tous les MARDIS d'OCTOBRE Eglise SAINT-SÉVERIN 21 heures Loc. 633-61-77 Roy. Fest. 10, r. Royale 260-31-84 (p.a. Valmalète)	QUATUOR VIA NOVA Le 19 : SCHUBERT HAYDN - BEETHOVEN Le 26 : MOZART BRAHMS - HAYDN GERARD CAUSSE, alto
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 20 OCTOBRE à 20 h 30 (P.a. Dandelot)	« Les Grands Concerts » avec la particip. de l'Ademma Récital de violon LEONID KOGAN avec NINA KOGAN Schubert, Bach, Paganini
SORBONNE Grand Amphithéâtre Samedi 23 OCTOBRE à 20 h 30 Loc. FNAC Royal Tourisme 10, r. Royale 260-31-84 P.a. Kiesgen	Au profit du Fonds international d'entraide UNESCO « MUSIQUES DU MONDE » présentées par Yehudi MENUHIN avec Arfan Kouyate et P. DIABATE Afrique Steph. GRAPPELLI Europe Duo ASSAD (guitares) Amérique latine Ravi SHANKAR Asie
SALLE GAVEAU Samedi 23 OCTOBRE à 17 heures (P.a. Werner)	Amis musiq. de chbre Programme musical France-Culture TRIO RAPHAEL piano, violon, violoncelle Brahms, Fauré, Beethoven
Salle PLEYEL Dimanche 24 OCTOBRE à 17 h 45 (p.a. Valmalète)	CONCERTS LAMOUREUX Dir. : Wladimir FEDOSSEEV Sol. : Victor ERESCO RACHMANINOV TCHAIKOVSKY
SALLE GAVEAU Lundi 25 OCTOBRE à 21 heures (Mondial Musique)	Musique traditionnelle d'IRAN Ensemble de Dervichekan ALI SHAIGAN
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 4 NOVEMBRE à 20 h 30 (Dandelot)	« Les Grands Concerts » avec la participation de l'Ademma Unique récital Emil GUILELS Brahms, Schumann.
SALLE GAVEAU Vendredi 5 Dimanche 7 Vendredi 12 Lundi 15 NOVEMBRE à 20 h 30 (P.a. Valmalète)	A.L.A.P. et Lumbroso QUATRE CONCERTS Sviatoslav RICHTER les 5 et 7 novembre SZYMANOWSKI le 5 : GALINA PISSARENKO le 7 : OLEG KAGAN les 12 et 15 novembre MOZART Sonates violon et piano avec Oleg KAGAN









SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : (1915-1935) : *The Last* Trail, de L. Seiler ; 19 h : Troisième Forum des cinémas méditerranéens 1982 : la Soif des hommes, de S. de Poligny ; 21 h : Hommage à Miklos Rozsa : le Chevalier sans armure, de J. Feyder.

BEAUBOURG (278-35-57)

RELACHE.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) : Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

BLADE RUNNER (A., v.o.) (*) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e, (633-79-38) ; U.G.C. Danton, 6e, (329-42-62) ; Normandie, 8e, (359-41-18) ; Marignan, 8e, (359-92-82) ; *Bienvenue Montparnasse, 15e*, (544-25-02). — V.f. : Rex, 2e, (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) : Tourelles, 20e (364-51-98).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; *Marignan, 8e (359-92-82)* ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

CLASS 1984 (A., v.o.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — *V.f. :* Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount *Montmartre, 18e (606-34-25)*.

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; *Montparnasse* Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

DE LA VIE DES ESTIVANTS (*Sov.*, v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT *JÉSUS-CHRIST* (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, *14e (327-52-37)* ; *Montparnasse-Pathé*, 14e (322-19-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ, film américain de Woody Allen. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Saint-Charles Convention, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount *Bastille*, 12e (347-79-17).

MEURTRES A DOMICILE, film franco-belge de Marc Lobet. Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (326-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE PETIT JOSEPH, film français de Jean-Michel Barjol. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; *Fauvette, 13e (331-56-86)* ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

VICTOR, VICTORIA, film américain de Blake Edwards. V.o. : Movies les Halles, 1er (260-43-99) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67), Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

IXE (**), film français de Lionel Soukaz. Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

MAMAN (QUE MAN) (**), film français de Lionel Soukaz. Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

ELIA KAZAN OUTSIDER (A., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91), mer.

L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62). H. sp.

ET TOUT LE MONDE RIAIT (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e, (271-52-36) ; *14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79)*.

LA FÉLINE (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA FEMME TATOUÉE (Jap., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LA FIÈVRE DE L'OR (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES GAMINS D'ISTANBUL (Turc, v.o.) : Forum, 1er (297-53-74).

LE GENDARME ET LES GENDARMETTES (Fr.) : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; *U.G.C. Odéon, 6e* (325-71-08) ; *Bretagne*, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

GEORGIA (A., *v. o.) :* Cluny Écoles, 5e (354-20-12).

LE GRAND FRÈRE (Fr.) (*) : Richelieu 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, *6e (544-57-34) ; Paris Loisirs Bowling*, 18e (606-64-98).

HAMMETT (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Forum, 1er *(297-53-74) ; U.G.C. Opéra*, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Studio J.-Cocteau, 5e (354-47-62), mer. et j. ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount City, 6e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, *15e* (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

ILS APPELLENT ÇA UN ACCIDENT *(Fr.) : Paramount Marivaux*, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03), mer. et j. ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

JAGUAR (Phil., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

JAMAIS AVANT LE MARIAGE (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99).

KILLER OF SHEEP (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LÉGITIME VIOLENCE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

LA LOTERIE DE LA VIE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

MAD MAX II (Austr., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) — V.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) : Murats, 16e (651-99-75). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LE MARQUIS S'AMUSE (It., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82).

MEURTRES EN DIRECT (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Épée de bois, 5e (337-57-47). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

MOURIR A TRENTE ANS (Fr.) : *14 Juillet Racine, 6e* (633-43-71).

PARADES POUR TOUS (Fr.) : Paramount City, 8e (562-45-76) mer. et jeu. ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03).

PASSION (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, *13e (336-23-44)* ; *Miramar, 14e (320-89-52)* ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

POLENTA (Suis.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22).

PORKY'S (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) matinée.

POUR 100 BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

QUERELLE (All., v.o.) (**) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).

QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR ÊTRE HEUREUX ? (Fr.) : 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

REDS (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

TIR GROUPÉ (Fr.) (*) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, *14e (329-90-10)* ; *Convention Saint-*Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LA TRUITE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

UNE HISTOIRE SANS IMPORTANCE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LES YEUX DE LA FORÊT (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

YOL (Turc, v.o.) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e *(359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e* (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).

Les grandes reprises

ACCELERATION PUNK (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

ALL THE ROCK'N ROLL YOU CAN EAT (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Calypso, 17e (380-30-11).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Épée-de-bois, 5e (337-57-47).

L'ARNAQUEUR (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

AROUND THE STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

RADIO-TÉLÉVISION

UN AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LA VALSE DANS L'OMBRE (A., v.o.) : Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Olympic Halles, 3e (272-63-32) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Arcades, 2e (233-39-36).
Z (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60). – V.f. : Arcades, 2e (233-39-36).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
BEN HUR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
BIENVENUE MISTER CHANCE (A. v.o. et v.f.) : Acacias, 17e (764-97-83).
BREL (Fr.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).
CASABLANCA (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
LES 101 DALMATIENS (A.,v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66).
LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LES CHEMINS DE LA HAUTE VILLE (A., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
COUSINE ANGÉLIQUE (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.), Action-Christine, 6e (325-47-46).
DELIVRANCE (A., v.f.) (*), Opéra-Night, 2e (296-62-56).
DON GIOVANNI (It., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11).
DUELLISTES (A., v.o.), Ranelagh, 16e (288-64-44).
DUPONT LAJOIE (Fr.), Louxor, 10e (878-38-58).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Ranelagh, 16e (288-64-44).
EN QUATRIÈME VITESSE (A., v.o.), Action Christine, 6e (325-47-46)
L'EXORCISTE (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
FELLINI ROMA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.), Templiers, 3e (272-94-56) ; J.-Cocteau, 5e (354-47-62) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03).
FRANKENSTEIN JR. (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).
HISTOIRE D'O (Fr.) : (**) Lumière, 9e (246-49-07).
HOUSTON TEXAS (A., v.o.) : Quartier latin, 5e (326-84-65).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Haussmann, 9e (770-47-55).
L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
J'AI MÊME RENCONTRÉ DES TZIGANES HEUREUX (Youg., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LE LAUREAT (A., v.o.), Saint-Germain Village, 5e (633-63-20).
LISZTOMANIA (A., v.o.), Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
MICKEY, DONALD, PLUTO ET DINGO EN VACANCES (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). – (V.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LES MISFITS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).
LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; République Cinéma, 11e (805-51-33) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20).
ON NE VIT QUE DEUX FOIS (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.f.) (**) : Arcades, 2e (233-39-36).
PAPILLON (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches, 6e (633-10-82).
PORTE DES LILAS (Fr.) : Acacias, 17e (764-97-63).
QUATRE GARÇONS DANS LE VENT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er, (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Wepler, 18e (522-46-01).
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).
QUI CHANTE LA-BAS ? (Youg., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).
LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
SHANGAI EXPRESS (A., v.o.) : Action Ecoles II, 5e (325-72-07).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
THE ROSE (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97)
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

VU

Les paumés de l'éducation

Ce qui est un peu gênant dans cette opération Antenne 2 midi-l'Humanité, sur la formation des jeunes de seize à dix-huit ans, ce n'est pas tellement le fait qu'il s'agisse d'un organe de parti, c'est le côté promotion du plan Rigout (1). Avec Libération, *avec* le Matin, *avec* les Echos, *on s'attaquait à des sujets beaucoup plus neutres, beaucoup plus lointains : le Japon, la faim dans le monde, les technologies de demain.*

Tandis que là, on avait beau se défendre contre un certain parti pris, on aurait quand même préféré pénétrer dans un centre d'accueil qui ne soit pas situé précisément à Saint-Denis, municipalité rouge. Il n'était peut-être pas nécessaire d'accompagner – ou de suivre ou de précéder, les reporters de l'Huma à la Ferté-Bernard, en Maurienne et ailleurs. Il aurait mieux valu multiplier, au lieu de les additionner, les points de chute et les points de vue.

Je ne doute pas un seul instant de l'indépendance de la télé. Je veux bien croire qu'en ouvrant sur les mêmes images les deux équipes se soient rencontrées par le plus grands des hasards autour d'un flipper. Je ne voudrais surtout pas préjuger de la suite de ces reportagees : il y en a jusqu'à la fin de la semaine.

J'espère simplement que les journalistes du service public sauront garder leur distances par rapport à un problème – l'insertion sociale des paumés de l'éducation nationale dont la solution n'est pas aussi évidente, hélas, qu'on aimerait nous le donner à penser.

Ils sont plus de deux cent cinquante mille, en effet, à sortir de l'école sans diplôme, sans formation, sans rien, sans même, très souvent, trop souvent, savoir lire ou écrire. Ils ont traîné pendant des années en fond de classe, coupés du tableau noir par l'insurmontable barrière de la langue. Le français tel qu'on le parle dans les cités et pas seulement chez les travailleurs immigrés n'est pas le même, faut-il le rappeler, que celui qu'on enseigne et qu'on pratique dans l'eshtablishment. C'est là que se situe la cassure. Ça se voyait à l'écran. Les gosses avaient du mal au début à trouver les mots qu'il fallait pour nous dire leur désarroi, leurs difficultés, leur ennui, leurs espoirs. L'Etat-providence aura-t-il les moyens de les tirer d'affaire ? On doit le souhaiter. On ne peut pas l'affirmer.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) Ministre (communiste) de la formation professionnelle.

● *M. Georges Fillioud*, ministre de la communication, a vivement critiqué, lundi 18 octobre, l'intervention de M. Jacques Chirac au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » sur la « *télévision gouvernementale* » (*le Monde* du 19 octobre). « *Ayant perdu le monopole dont elle a si longtemps abusé au nom de l'État*, a notamment déclaré le ministre, *la droite voudrait aujourd'hui le récupérer par les moyens de l'argent dont elle dispose. Cette O.P.A. de l'opposition sur le service public n'est qu'une tentative de rachat des droits que le suffrage universel lui a refusés.* » De son côté, Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute autorité de la communication audiovisuelle, à laquelle M. Chirac a annoncé qu'il s'adresserait, a déclaré le même jour à Cannes : « *Nous n'attendons pas de M. Chirac qu'il fixe les règles de l'audiovisuel français, mais nous lui répondrons avec la plus grande impartialité et beaucoup d'attention.* »

● *M. Claude Sales*, ancien chef du service « Nation » à l'hebdomadaire *le Point*, vient d'être nommé adjoint au directeur de l'information de Radio-France, M. André Chambraud. Il avait démissionné du *Point* le 14 octobre, une semaine après M. Chambraud. Les syndicats C.F.D.T. des journalistes et techniciens de Radio-France envisagent le dépôt d'un préavis de grève à la suite de la nomination des deux journalistes qu'ils qualifient de « *putsch* » et « coup de force prémédité », alors que le nouveau P.-D.G. de Radio-France, M. Jean-Noël Jeanneney, leur avait promis « *une restructuration faite pour l'essentiel avec des gens de la maison* ».

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 19 OCTOBRE

– *Mme Yvette Roudy*, ministre des droits de la femme, participe à l'émission « Le téléphone sonne » sur France-Inter, à 19 h 20.

– *M. Jacques Rigaud*, président du Musée d'Orsay et de l'association ADMICAL, administrateur délégué de R.T.L., est interviewé à propos du mécénat sur R.T.L., à 22 h 50.

MERCREDI 20 OCTOBRE

– *M. Jacques Dermagne*, président du Centre national du commerce, est reçu à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 8 h 30.

– *M. Bernard Pons*, secrétaire général du R.P.R., est l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

P.T.T.

La Communauté urbaine de Lille veut installer son propre réseau de télédistribution en fibre optique

De notre correspondant

LILLE. – La commission de télédistribution de la communauté urbaine de Lille (un million d'habitants) a pris résolument le parti de la fibre optique contre le câble coaxial. C'est ce qu'affirme M. Gérard Vignoble, son président, maire socialiste de Wasquehal, en conclusion d'une étude très étoffée.

Alors que le câble coaxial ne permet de véhiculer que de dix à quarante programmes, la fibre optique a des possibilités beaucoup plus grandes et permet surtout au téléspectateur de choisir réellement son programme. Il lui suffira d'appeler par téléphone une banque de données...

Pour la communauté urbaine de Lille, il est urgent de se prononcer pour la fibre optique. En effet, la réalisation du reseau de télédistribution utilisant cette technologie de pointe présentera un intérêt économique certain : l'industrie française de télécommunication par fibre optique en sera la première bénéficiaire. Selon certains documents, il existe un marché potentiel de 45 milliards de francs sur le territoire français dont la mise en valeur pourrait susciter la création de plusieurs dizaines de milliers d'emplois.

La communauté urbaine va signer avec les P.T.T. une convention qui autorisera une expérience de câblage dans le quartier de Saint-Sauveur. Ce mini-réseau de quelques dizaines de prises seulement « *testera la faisabilité du système et dégagera les composant économiques de l'ensemble...* ». Chaque abonné pourra accéder simultanément à deux ou quatre programmes parmi les trente-deux disponibles à la station de sélection. La deuxième phase de l'opération, prévue pour 1984-1985, portera sur plus de trois mille abonnés.

On est bien conscient que cette expérience soulève quelques difficultés et c'est ce qui explique d'ailleurs certaines réserves de la direction générale des télécommunications, qui souhaite garder le monopole de la distribution des images télévisées (1). On pense, à la communauté urbaine de Lille, qu'il convient de faire preuve d'imagination et de concevoir des structures administratives nouvelles. En ce qui concerne la maintenance et l'administration commerciale, on propose la création d'une société d'économie mixte qui associerait l'Etat, les collectivités locales et les industriels. Quant à la gestion et à la programmation, tout l'ensemble des prestataires de service et des usagers y seraient intéressés par le biais d'un groupement d'intérêt économique.

« *Les règles élémentaires de la prudence,* déclare M. Vignoble, *obligent à admettre que nous connaissons aujourd'hui très mal les limites du champ d'investigations que va nous offrir ce nouveau support de communication. Seule l'expérimentation sur site nous permettra de progresser, à condition d'avoir au préalable mis en place un outil matériel à la fois fiable et souple.* »

GEORGES SUEUR.

(1) D'autres villes prévoient de développer le même genre de réseau que celui de Lille. Elles envisagent de se rassembler au sein d'une association nationale.

Mardi 19 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
Automobile : le prix des pièces détachées.

20 h 35 La galaxie industrielle an 2000 : une révolution inachevée.
Emission de Jean Boissonnat et Jean Labib.
Il s'agit avant tout d'un « spectacle » et « non d'une émission d'histoire ou d'un documentaire », dit le réalisateur. La révolution industrielle est ici un spectacle où chacun joue son rôle : Watt et sa machine, Henri Ford, des entrepreneurs japonais et bien d'autres.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
Automobile : prix des pièces détachées.

20 h 35 Cinéma : les Bidasses en folie.
Film français de C. Zidi (1971), avec J.-G. Fechner, G. Rinaldi, L. Rego, G. Philipelli, J. Sarrus, M. Game.
Nés le même jour, en 1951, dans un village normand, cinq garçons deviennent des amis inséparables, décident de former un groupe de pop-music et, appelés au service militaire, se distinguent par leurs blagues et leur anticonformisme.
Premier film de Claude Zidi avec les Charlots pour interprètes. Une comédie qui connut un très grand succès commercial grâce à la fantaisie délirante des cinq lurons et à une mise en scène menant les gags à toute allure.

22 h 5 Magazine : Lire, c'est vivre.
De P. Dumayet. « La Vie d'un simple », d'Emile Guillaumin.
La Vie d'un simple *est un livre publié en 1904 par un paysan écrivain du dimanche. Ce témoignage est une peinture de toute une classe sociale à la fin du dix-neuvième siècle. Pierre Dumayet a recueilli les impressions de lecture des habitants de La Villedieu, Ribelles et Lachamp en Lozère.*

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Magazine : La dernière séance.
Emission d'Eddy Mitchell et G. Jourd'hui.
Actualités Gaumont : 20 h 45, Dessin animé : Tom et Jerry.

20 h 55 Cinéma : l'Étrange Créature du lac Noir.
Film américain de J. Arnold (1954), avec R. Carlson, J. Adams, R. Denning, A. Morenno, N. Paiva, W. Bissel, B. Chapman.
Une expédition scientifique américaine découvre, en Amazonie, un monstrueux homme-poisson qui, après de violents affrontements, s'empare de l'assistante d'un biologiste et l'emmène dans son repaire.
Film d'épouvante – reprenant, d'une certaine façon, le thème de King Kong *– avec d'impressionnantes prises de vues sous-marines. Tourné en 3 D – impression et relief – ce film avait été exploité en France dans sa version « plate ». On le verra en relief, à la télévision, avec les lunettes spéciales rouges et vertes.*

22 h 35 Journal.

22 h 45 Cinéma : Bagarres au King Créole.
De Michael Curtiz.
Film américain de M. Curtiz (1958), avec E. Presley, C. Jones, D. Hart, D. Jagger, L. Montevecchi, W. Matthau.
Un jeune homme travaillant dans un cabaret de la Nouvelle-Orléans devient, un peu malgré lui, chanteur à succès. Il est pris dans les rivalités de gangsters qui veulent se l'attacher, l'exploiter.
Elvis Presley, tout en gardant sa légende, montrait des dons de comédien dans ce « film noir » à l'ambiance lourde et dramatique.

0 h 35 Prélude à la nuit.
Concert Corre et Exerjan (pianistes), sonate de F. Poulenc.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues franco-allemands : Goethe et la science.
21 h, Musiques de notre temps : Ebauches pour un alphabet : Michaël Levinas.
22 h, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 5, Les grandes voix du Nord : œuvres de Gounod, Charpentier, Ravel, Rossini, Poulenc, Bizet, Verdi, Saint-Saens, Berlioz, Thomas.
20 h 30, Concert (en direct du Grand Théâtre de Lille) : « Capriccio », de Keuris ; « Mond open, ogen dicht », de Van Manen ; « Quatre satires », de Satie ; « Sérénade n° 10 Gran Partita », de Mozart, par le Nederland Blasers Ensemble.
23 h, La nuit sur France-Musique : Jazz club, en direct du Vegastore.

Mercredi 20 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h Météorologie.
12 h 10 Juge box.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain.
13 h 56 Mer-cre-dis-moi-tout.
15 h 50 Jouer le jeu de la santé.
15 h 55 Les pieds au mur.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 05 A la une.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
19 h 53 Tirage du loto.
20 h Journal.
20 h 35 Sport : Football.
Saint-Etienne-Prague.
22 h 15 Magazine : l'Enjeu.
De F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller.
Les raisons de la reconquête ; la concurence en mer : le difficile pari de l'investissement ; l'Angleterre : l'interminable purge.
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 05 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Stade 2 midi.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h Les carnets de l'aventure.
14 h 30 Dessins animés.
15 h 05 Récré A 2.

17 h 10 Platine 45.
De P. Leguen et C. Puech.
Avec Leslie Jane, Marc Dixon, Peter Gabriel, etc.
17 h 45 Terre des bêtes.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Venise en hiver.
De J. Doniol-Valcroze (première partie).
Venise sous les brumes hivernales et les pieds dans l'eau. Cela suffit-il pour faire un bon téléfilm ? Le scénario reste banal et tire plus que trop en longueur.
22 h 10 Magazine : Moi... je.
De B. Bouthier.
Dans la manière « Breugnot », quatre courts reportages, dont une bonne enquête sur les romans à l'eau de rose ; une interview (indécente) d'un homme qui a des difficultés sexuelles ; et d'autres petites choses inattendues dures ou amusantes.
23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15 h En direct de l'Assemblée nationale.
Questions au gouvernement.
18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Mouvement des Jeunes giscardiens.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'espace.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma 16 : la Dame de cœur.
D'après un scénario de D. Boulanger, adaptation J. Sagols, avec M. Maurin, P. Rocard, C. Lambert...
Marthe la cartomancienne est morte. Ce sera sa nièce Zoé qui prédira l'avenir à tout un petit monde en désarroi, malgré sa méconnaissance des pouvoirs des cartes et de la boule de cristal. Une bonne idée de Daniel Boulanger, qui souffre, hélas ! de répétitions et de longueur.
22 h 5 Journal.
22 h 35 Bleu outre-mer.
Reportage sur la Guyane ; Festival des Antilles à Angoulême.
23 h 30 Prélude à la nuit.
« Concerto pour piano n° 3 », de Bela Bartok, par l'Orchestre radiophonique de Berlin, sous la direction de W. Boettcher.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : clé pour comprendre l'épargne ; la médecine chinoise.
8 h, Les chemins de la connaissance : L'histoire orale ; à 8 h 32, Loup y es-tu ? à 8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques : Histoire des sciences.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : J.-C. Dubost et P. Baradeau : les grandes collections et encyclopédies.
11 h 2, Musiciens français contemporains. (et à 17 h 32).
12 h 5, Nous tous chacun.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h, Sons : métros.
14 h 5, Un livre, des voix : « le Château des tortues », de S. Balazard.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs.
15 h 2, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier : 15 h 30, Promenade : entre un art Bul et un autre art Bul : 17 heures. Le voyage du dalaï-lama en France.
18 h 30, Feuilleton : Cerisette.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : promenade aux jardins des sciences.
20 h, La musique et les hommes : Raymond Roussel et la musique, œuvres : « Parade » (Satie), « Pierrot lunaire », « la Nuit transfigurée », « 2e Quatuor à cordes » (Schœnberg).
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques pittoresques et légères : Curiosités et raretés internationales.
6 h 30, Musiques du matin : œuvres de Mendelssohn, Marcello, Haendel, Schubert, Ravel.
8 h 7, Quotidien-Musique.
9 h 5, D'une oreille l'autre : musiques de Belgique, des instruments et des répertoires : orgues de Belgique.
12 h, L'amateur de musique : le Nord.
12 h 35, Le jazz en France.
13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Gretry, Mozart, Haydn, Schumann et Poulenc, par C. Laporte, soprano, et L. Colladant, pianoforte et piano.
14 h 4, Microcosmos : le coin des enfants ; un quart d'heure avec la maitrise de Radio-France ; Discotine : la musique en dehors des notes : à 14 h 45, La musique et son public ; à 15 h 15, Le musée instrumental de Bruxelles ; 16 h 30, Haute infidélité.
17 h 2, Repères contemporains : musique contemporaine belge.
17 h 30, Les intégrales : des œuvres de Leos Janacek, sans les opéras.
18 h 30, Studio-concert : « Quatuor en la majeur », de Mozart ; « Quartette dorico », de Respighi, par le Mozarteum Quatuor de Salzbourg.
19 h 38, Jazz : Où jouent-ils ?
20 h, Les chants de la terre.
20 h 30, Concert (en direct de l'église Saint-Etienne de Lille) : Musique sacrée de T.-L. de Victoria et de P. de Monte, par l'ensemble vocal et instrumental la Chapelle royale de Paris, dir. P. Herreweghe.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Le club des archives ; 23 h, Œuvres de Ysaye, Wienjawski, Grieg ; Hommage à W. Mengelberg.

● *Mme Jeanne Labrousse*, directeur de la communication de Pechiney Ugine Kuhlmann, a été nommée, par M. Philippe Le Ménestrel, P.-D. G. de la Régie française de publicité, directeur général adjoint de la R.F.P. Mme Labrousse, qui doit prendre ses fonctions à la fin de l'année, a été directeur, en 1975, puis administrateur, en 1979, de l'IFOP. Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, Mme Labrousse, qui fut attachée de recherche au C.N.R.S., est chargée de cours à l'Institut de criminologie de Paris et à Paris-III.

société

Le Monde

L'AFFAIRE DE MŒURS D'AIMARGUES

Trois responsables du Coral ont été écroués

Un professeur d'université entendu par la police

Les trois personnes impliquées dans l'affaire de mœurs du centre le Coral à Aimargues (Gard), un « lieu de vie » pour enfants et adolescents en difficulté ont été inculpées, lundi 18 octobre, par M. Michel Salzmann, juge d'instruction à Paris, « *d'attentat à la pudeur sans violence sur mineurs de moins de quinze ans et excitation de mineurs à la débauche* ». Elles ont été écrouées. MM. Claude Sigala, trente-neuf ans, codirecteur du centre, Alain Chiapello, trente-cinq ans, médecin psychiatre, et Jean-Noël Bardy, vingt-six ans, avaient été arrêtés mardi 12 octobre par les enquêteurs de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme de la préfecture de police de Paris et du S.R.P.J. de Montpellier agissant sur commission rogatoire de M. Salzmann.

Il y a une quinzaine de jours, la B.S.P. interrogeait, à Paris, dans le cadre d'une enquête sur un trafic de revues pornographiques d'enfants entre la France et les Pays-Bas, M. Claude Krief, vingt-cinq ans, qui devait reconnaître, dans un lot de photographies publiées, plusieurs enfants pensionnaires du Coral. Claude Krief décrivait ce « lieu de vie » comme l'endroit où des pédophiles venaient régulièrement retrouver des mineurs. Il livrait également aux enquêteurs une liste de noms dans laquelle figuraient plusieurs intellectuels parisiens, un chargé de mission et un ministre de l'actuel gouvernement (*le Monde* du 19 octobre).

Sur plusieurs de ces photographies, où l'on ne voit que des enfants et dont le caractère pornographique serait évident, on reconnaîtrait le mas le Coral où auraient eu lieu ces rencontres. Les policiers de la B.S.P. se sont alors rendus à Aimergues, où ils ont procédé à une perquisition sans résultat, mais où ils ont pu recueillir des témoignages d'enfants et les aveux de M. Bardy confirmant certaines accusations de M. Krief. M. Bardy aurait toutefois invoqué pour sa défense des méthodes « *thérapeutiques nouvelles* ». Lundi 18 octobre, M. René Schérer, professeur de philosophie à l'université de Paris-VIII, a été longuement entendu par les services de la préfecture de police et serait, ce mardi 19 octobre, toujours gardé à vue. De son côté, l'association des parents des enfants pris en charge par le Coral a vivement protesté, lundi 8 octobre, contre l'arrestation des trois responsables de l'institution et décidé d'organiser, s'ils n'étaient pas libérés rapidement, une manifestation devant les murs de leur prison.

On a appris, d'autre part, qu'en 1977, au centre le Coral, un pensionnaire âgé de dix-sept ans, avait tué un enfant de sept ans, après l'avoir sodomisé. Le meurtrier avait bénéficié de l'article 64 du code pénal sur l'état de démence. Le jeune homme, qui a fait un séjour en asile psychiatrique, avait été récemment repris au Coral par M. Sigala. Il serait actuellement en fuite.

UNE SAISIE...

Les policiers qui enquêtent sur l'affaire du « Coral » ont saisi, la semaine dernière, la documentation d'un journal spécialisé dans les problèmes de l'enfance. Il s'agit de la revue « Possible », dont le siège est situé rue Véron, à Paris (18e). Ils ont notamment saisi le fichier des abonnés (1 500 à 2 000 personnes) et la totalité des lettres adressées à ce journal par ses lecteurs. M. Sigala avait publié plusieurs articles dans cette revue.

Le directeur de la publication, M. Roger Auffran, a été placé en garde à vue pendant quarante-huit heures. Il a été longuement interrogé sur le fonctionnement du « Coral », institution où il s'était rendu une fois, en février, à la suite des « états généraux des lieux de vie ». Il y avait rencontré M. Claude Krief, qu'il avait revu plus tard à Paris, au siège du journal, en compagnie d'un jeune pensionnaire maghrébin du « Coral ». M. Auffran nous a indiqué que le comportement de M. Krief lui avait paru étrange. Il avait notamment pris beaucoup de photographies au « Coral ».

...ET UN CHANTAGE

Le 1er octobre, un inconnu téléphone dans un ministère et demande à parler « au chef de cabinet du ministre » — dont il ignore le nom — pour « affaires personnelles ». Au chef de cabinet, il fait état de « révélations » graves, évoque « la mise en cause de plusieurs personnalités du gouvernement » et exige « de l'argent » pour prix de son silence. Toutefois, il ne montrera jamais au haut fonctionnaire qui, de guerre lasse, a fini par accepter de le recevoir quelque document compromettant que ce soit.

Entre-temps, le chef de cabinet a alerté la justice. Michel Krief — le frère de Claude. — téléphone à plusieurs reprises, envoie un télégramme d'ultimatum, ignorant qu'il va tomber dans le piège tendu par les policiers, à la demande du parquet. Il sera appréhendé alors qu'il se rend une nouvelle fois au ministère. Il a été, depuis, placé sous contrôle judiciaire.

DES PERSONNALITÉS PROTESTENT CONTRE LES CONDITIONS DE L'INSTRUCTION

MM. Bertrand Boulin, Félix Guattari, Gabriel Matzneff et René Schérer avaient adressé dès le 16 octobre, au garde des sceaux, une lettre dans laquelle ils critiquent le juge d'instruction chargé du dossier du Coral, estimant que « *de scandaleuses irrégularités entourent l'instruction* » de cette affaire. Ils constatent que des journalistes ont obtenu « *avant tout élément de preuve, des informations de nature à compromettre gravement et à déshonorer des individus présumés innocents* ». Evoquant des affaires antérieures, ils estiment qu'un nouvelle fois « *des violations du secret d'instruction et la diffusion d'informations mensongères et cette volonté de scandale prouvent une absence totale de la sérénité que l'on est en droit d'attendre* ».

Les auteurs de la lettre ajoutent :

« *Dans le cas de l'affaire du Coral, cette attitude est d'autant plus dramatique qu'elle atteint dans leur honneur et dans leur vie professionnelle M. Claude Sigala et ses proches collaborateurs, qui sont à l'origine d'une des initiatives les plus remarquables en matière de pédagogie et de sauvegarde de l'enfance. Le Coral et les autres lieux de vie qui en émanent sont depuis quelques années considérés par de très nombreux spécialistes comme une des seules réalités qui permettent aux enfants et adolescents en difficulté de vivre concrètement* de « changer la vie ». *ce que nous sommes si nombreux à souhaiter. Un grand nombre de jeunes, en rupture profonde avec les institutions et rejetés par celles-ci ont trouvé au* Coral *un épanouissement qui leur a permis de se réinsérer dans la vie locale et sociale.*

» Convaincus de l'innocence des éducateurs du Coral, nous voulons espérer que le terrible préjudice qui leur est causé ne sera pas irréparable. Nous sommes décidés à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que ces gens qui n'ont rien à y faire sortent très vite de prison. Nous vous demandons d'examiner avec attention les irrégularités que nous avons exposées ci-dessus et de prendre les décisions qui s'imposent. »

SCIENCES

Le prix Nobel de chimie est attribué au Britannique Aaron Klug

L'Académie royale des sciences de Suède a décerné, lundi 18 octobre, à Stockholm, le prix Nobel de chimie 1982 au Britannique Aaron Klug pour sa contribution « au développement de la microscopie électronique cristallographique et ses découvertes sur la structure des complexes protéines-acides nucléiques » (nos dernières éditions). M. Klug devrait recevoir le montant de son prix — environ 1,15 million de francs — au cours d'une cérémonie dont la date a été fixée au 10 décembre.

Ce nouveau prix Nobel de chimie, attribué à M. Aaron Klug, qui, depuis 1978, dirige la division des études structurelles du Laboratoire de biologie moléculaire de Cambridge, appelle deux remarques. Une nouvelle fois, en effet, les cristallographes de l'école de Cambridge ont eu la faveur du jury des Nobel. D'autre part, si l'on se tient à l'intitulé strict du communiqué de l'Académie royale des sciences de Suède, il semble que ce même jury n'ait pas pris en compte pour l'attribution du prix Nobel de chimie 1982 certains des travaux du chercheur britannique sur les acides ribonucléiques de transfert pour lesquels, en 1974, il avait été en concurrence sévère avec une équipe américano-coréenne.

Le jury a, en revanche, retenu les résultats des recherches obtenus par le chercheur britannique avant et après cette période. En effet, M. Aaron Klug a d'abord travaillé sur l'architecture des virus. Ces objets biologiques, qui ne sont pas capables de croître ou de se diviser, peuvent en revanche, lorsqu'ils sont introduits dans une cellule, y être « recopiés » un grand nombre de fois. Le matériel retenu par M. Klug pour ses recherches était l'un des virus les plus simples qui soient : celui de la mosaïque du tabac.

Comme tous les autres virus, celui-ci se compose d'une espèce d'acide nucléique — en l'occurrence de l'acide ribonucléique (A.R.N.) — et d'une coque protéique appelée capside chargée d'entourer, mais surtout de protéger, cet acide nucléique dont le programme, une fois qu'il sera injecté à la cellule, déclenchera la multiplication du virus.

Grâce aux clichés fournis par les microscopes électroniques, à des images obtenues par diffraction de rayons X, à des mesures physico-chimiques et au développement de certains modèles mathématiques, M. Klug a pu, avec quelques autres, décrire de façon exacte l'architecture du virus de la mosaïque du tabac. Ce virus se présente comme un bâtonnet de 3 000 angströms (1) de long et de 180 angströms de diamètre constitué par un long filament d'A.R.N. enroulé en spirale et protégé par un édifice hélicoïdal (la capside) de plus de deux mille molécules de protéines.

A ce premier volet de recherche s'en ajoute un second. Il a trait à la chromatine qui constitue la substance même du noyau des cellules possédant un noyau bien différencié (eucaryotes). Cette chromatique est un amas moléculaire qui se détache, par sa couleur, du cytoplasme de la cellule et consiste en une très longue macromolécule de la classe des acides aminés (acide désoxyribonucléique ou A.D.N.) associée à de plus petites molécules (protéines).

Chez les organismes eucaryotes, l'A.D.N. est organisé en chromosomes, et l'on doit à M. Klug d'avoir contribué à élucider la nature des nucléosomes qui sont des structures élémentaires permettant, au sein des chromosomes, de mettre sous forme compacte de très longs filaments d'A.D.N. Cela peut se faire grâce à des protéines particulières qu'on appelle les histones et qui interagissent avec l'A.D.N. pour former de petites billes — les nucléosomes — qui donnent à la chromatine un aspect analogue à celui d'un collier de perles biologiques.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

[Né le 11 août 1926 à Johannesburg (Afrique du Sud), M. Aaron Klug a fait ses études en Grande-Bretagne. Il a passé son doctorat ès-sciences à l'université de Cambridge en 1952. En 1962, il est entré au laboratoire de biologie moléculaire du Conseil britannique de la recherche médicale. Depuis 1978, il dirige la division des études structurelles de ce laboratoire.

M. Klug est docteur *honoris causa* de plusieurs universités et, en particulier, de celle de Strasbourg où de nombreuses recherches sur les virus de plantes sont menées.]

(1) Un angström est égal à un 10 millionième de millimètre.

● *Le camion spatial Progress-15* s'est détaché, samedi 16 octobre, de la station spatiale soviétique Saliout-7 et il est retombé dans l'atmosphère, où il a « cessé d'exister ». Lancé le 18 septembre, il avait apporté du ravitaillement aux cosmonautes Anatoli Berezovoy et Valentin Lebedev. Ceux-ci sont en orbite depuis le 13 mai et ont vu s'amarrer sur leur station deux vaisseaux Soyouz-T — celui qui transportait l'équipage franco-soviétique en juin, puis en août celui à bord duquel a volé la deuxième femme de l'espace Svetlana Savitskaia.

DÉFENSE

LES CLUBS DE L'OPPOSITION DÉNONCENT LA DIMINUTION DU BUDGET MILITAIRE POUR 1983

« *Le projet de budget pour 1983, après les coupes opérées en 1982, prévoit une nouvelle régression des moyens réels de défense qui porte atteinte à notre capacité militaire.* » C'est ce qu'ont estimé le club Perspectives et réalités (animé par M. Jean-Pierre Fourcade) et le Club 89 (animé par M. Michel Aurillac)

« *Les clubs s'inquiètent*, estiment les deux délégations, *car le gouvernement actuel pris dans ses contradictions — celles du parti socialiste et celles de la coalition socialo-communiste — et dans les difficultés économiques qu'il a lui-même aggravées est revenu en moins d'un an sur les principes de continuité et de fermeté dont il s'était réclamé.* »

Demandant « *une augmentation significative de nos moyens nucléaires comme de nos forces classiques, terrestres, maritimes et aériennes* », les deux clubs proposent « *la constitution d'une force européenne d'intervention destinée à être employée pour la défense d'intérêts communs, une coopération plus active et équilibrée dans le domaine des armements et une redéfinition du rôle de la France en Europe et au sein de l'alliance* ».

ÉDUCATION

LES ASSISES NATIONALES DU P.C. POUR L'ÉCOLE

Plusieurs erreurs d'impression ont rendu inintelligibles plusieurs parties de l'article sur les assises nationales du parti communiste pour l'école, publié dans notre première édition du 19 octobre. Le dernier paragraphe, notamment, était incompréhensible. Nous le rétablissons, ci-dessous, en rappelant qu'il suivait un développement sur la « désillusion » qui gagne le corps enseignant. Désillusion constatée par les communistes, mais aussi prise en compte par la FEN et son syndicat des instituteurs (SNI-P.E.G.C.).

Nous avions écrit : « *Les impatiences ne vont certes pas toujours dans le même sens, d'autant plus que les revendications (sur la laïcité ou les collèges, par exemple), se doublent de tensions internes entre les courants de pensée animés soit par les communistes soit par les socialistes, à l'intérieur de la FEN. Tous, en tout cas, attendent du ministre de l'éducation nationale qu'il tranche. La conclusion de M. Barbarant, membre du bureau national du SNI-P.E.G.C., est, en ce sens, significative : « Les occasions historiques sont rares.* »

PRESSE

Suppression d'éditions, licenciements, départs envisagés au « Matin de Paris »

Les membres du comité d'entreprise du « Matin de Paris », réunis lundi soir 18 octobre, ont entendu une communication de M. Claude Perdriel, directeur de la publication et de la rédaction, sur la marche de l'entreprise. Compte tenu des difficultés que connaît celle-ci et les remèdes choisis pour les surmonter, l'intersyndicale a convoqué une assemblée générale des personnels pour ce mardi 19 octobre, en fin de matinée.

Le Matin, qui vend chaque jour 180 000 exemplaires, n'en éprouve pas moins des difficultés à boucler son compte d'exploitation annuel. « *Nous avions prévu un léger déficit pour 1982*, nous confiait la semaine dernière M. Bernard Villeneuve, administrateur général, *mais il s'annonce plus important qu'on pensait.* » On avance le chiffre de 7,5 millions de francs en fin d'exercice. Un plan de compression des dépenses est donc à l'étude. Il devrait être mis en œuvre, selon M. Perdriel, pour la fin du mois d'octobre. Il prendrait de multiples formes et pourrait intéresser le contenu du journal comme sa pagination.

Les premières mesures d'économie concerneraient l'édition régionale *le Matin du Nord-Pas-de-Calais*, lancée il y a deux ans et qui vend 6 000 exemplaires. Selon *Liberté*, quotidien communiste lillois, il ne subsisterait que le supplément *Kiosque* qui paraît le lundi. Une douzaine de salariés travaillent actuellement au *Matin-Nord* pour réaliser les quatre pages quotidiennes. Des rumeurs semblables circulent sur l'avenir du *Matin-Hauts-de-Seine*, édition régionale lancée il y a deux mois.

Mais ces mesures d'économies se feraient aussi sentir parmi les personnels du *Matin*. La compression des effectifs toucherait, tous personnels confondus, dix-sept personnes : M. Perdriel envisage, d'autre part, le blocage des salaires pendant un an.

En particulier, la direction du *Matin* négocie actuellement quelques départs dans la rédaction (qui compte cent dix personnes). « *De six à neuf* », dit-on de bouche à oreille. M. Roger Colombani, rédacteur en chef adjoint et l'un des « pères fondateurs » du journal, serait du nombre. Peut-être aussi M. Hervé Chabalier, rédacteur en chef du *Matin-Magazine*, qui n'approuve pas l'orientation du plan de restructuration dont il est question aujourd'hui (un autre « plan », allant plus au fond des choses, aurait été abandonné).

Démission de M. Bothorel

C'est le moment que choisit M. Jean Bothorel, éditorialiste, pour donner sa démission, sans lien apparent toutefois avec le plan de compression des effectifs qui doit participer à l'allégement des coûts de fabrication. Des négociations sont également engagées avec le Syndicat du Livre. Le plan d'économie mis en application, la direction du *Matin* espère trouver une oreille plus attentive auprès des concours financiers qu'elle sollicite pour faire une nouvelle augmentation de capital.

C. D.

TROIS NOUVELLES INCULPATIONS DANS « L'AFFAIRE HERSANT »

Chargé de l'affaire Hersant, M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, a inculpé, le 18 octobre d'infraction aux articles 4 et 7 de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française trois dirigeants de journaux considérés comme ayant servi de prête-nom à M. Robert Hersant : M. Jean-Philippe Demey, quarante-six ans, qui a été directeur de la publication de septembre 1975 à juillet 1978 du *Berry républicain*, édité par Socpresse — la société contrôlée par M. Hersant ; M. Roger Gruss, soixante-sept ans, qui est directeur de la publication de *Nord-Matin*, édité par la société Presse Nord, dont le capital appartient presque entièrement à la Socpresse ; M. Jean-Marie Balestre, soixante et un ans, en qualité de directeur de la publication depuis 1966 de *l'Eclair* (à Nantes), édité par la Socpresse. Ils ont tous trois choisi comme défenseur Me Albert Benatar, l'avocat de M. Hersant.

[Cette décision porte à onze le nombre des inculpés, M. Robert Hersant, ses deux fils Jacques et Michel, MM. Maurice Chenailler, Raoul Leprêtre, André Audinot, Eric Noblet et André Boussemart l'ayant été précédemment. Si l'on se réfère à la situation du groupe Hersant au moment de la plainte des syndicats de journalistes, en mars 1977, d'autres personnes pourraient encore être visées pour les mêmes motifs (« le Monde » du 22 septembre).]

● *L'Union des clubs de la presse de France* (U.C.P.F.), qui rassemble dix-neuf clubs a, à l'issue de son quatrième congrès qui s'est tenu les 15 et 16 octobre, à Annecy, regretté « *l'absence de législation sur les nouveaux médias* », notamment les radios locales et la télématique, et a exprimé le souhait que « *l'autorisation des radios locales entraîne obligatoirement le statut d'organe de presse à celles traitant de l'information avec comme corollaire direct l'embauche de journalistes professionnels* ».

L'U.C.P.F. s'est inquiétée, d'autre part, de la prolifération de nouveaux « confrères » non titulaires de la carte professionnelle de journalistes, notamment lors de conférences et de réunions de presse. Leur présence, jugée par certains « indésirable », ne peut, en l'absence d'une législation précise, être indéfiniment tolérée. L'Union des clubs de la presse de France demande donc au ministre de la communication de se pencher rapidement sur cette question.

RELIGION

L'ABBÉ XAVIER DE CHALENDAR EST ÉLU VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL PRESBYTÉRAL DE PARIS

Le conseil presbytéral du diocèse de Paris vient d'élire son nouveau vice-président, en la personne de l'abbé Xavier de Chalendar, responsable, de l'équipe laïcs-prêtres de l'église Saint-Merry-Beaubourg par 35 voix contre 19

Créé par le concile, le conseil presbytéral, mis en place à Paris en 1967, est présidé de droit par l'évêque. Il a un rôle consultatif et contribue, par exemple, à la définition des grandes orientations de la pastorale. Ce conseil est élu, tous les quatre ans, par les prêtres du diocèse dont il est en quelque sorte l'organe représentatif. C'est au mois de juin 1982 que les membres du conseil ont renouvelé la composition de cette assemblée.

[L'élection de l'abbé de Chalendar qui succède à l'abbé Michel Guinchat, curé de Saint-Louis-d'Antin, ne passera pas inaperçue. Ce n'est, en effet, un secret pour personne que Mgr Lustiger a conservé ses distances à l'égard de l'abbé de Chalendar et de ses méthodes. Ce sont, au contraire, ces méthodes qui ont séduit une majorité de prêtres de Paris et, tout particulièrement, la collaboration étroite entre les prêtres et les laïcs de cette paroisse. L'abbé de Chalendar est une personnalité connue. Il fut chargé de la commission du monde scolaire et universitaire, directeur de séminaire de Conflans et vicaire épiscopal. — H. F.

FAITS ET JUGEMENTS

Une journée d'action du Syndicat de la magistrature

Le Syndicat de la magistrature (gauche) organise, mercredi 20 octobre, une journée nationale destinée à « *faire le bilan provisoire de la nouvelle politique judiciaire* ». Le S.M. se félicite du bilan législatif de la gauche (abolition de la peine de mort, suppression des juridictions d'exception, etc.) mais estime que, contrairement aux promesses du candidat Mitterrand, la justice n'a pas été « *restituée aux citoyens* ». M. François Roger, le président du Syndicat, qui a émis ce jugement, lundi 18 octobre, au cours d'une conférence de presse à Paris, estime que la justice ne joue pas son rôle de service public. Les délais d'attente d'une décision sont tels, explique le S.M., qu'on peut parler de « *déni de justice* ».

La journée d'action du Syndicat sera centrée sur « *la justice de tous les jours* ». Les sections locales du S.M. organisent des réunions et des manifestations diverses.

● *M. François Korber*, homme politique bordelais appartenant au R.P.R., inculpé, le 9 avril, de complicité dans le meurtre de Jacky Eckers (*le Monde* des 12 et 15 avril), a été transféré, au début du mois d'octobre, de la maison d'arrêt de Périgueux (Dordogne) à celle de Poitiers (Vienne), après la découverte d'un projet d'évasion. Celui-ci a été éventé grâce à la saisie d'une lettre de M. Korber à son frère Daniel, transmise par l'intermédiaire d'une visiteuse de prison.

● PRECISION. — Dans l'article consacré à l'avant-projet de code pénal (*le Monde* du 15 octobre), nous avons présenté les possibilités de fractionnement, de dispense et d'ajournement de la peine comme des mesures nouvelles. Bien que très peu utilisées ces mesures figurent en réalité dans le code depuis 1975. L'avant-projet modifie dans certains cas la manière dont elles seront appliquées et vise à les développer.

« ACTION DIRECTE » UNE « FUITE » CONTESTÉE

En apprenant qu'elle est considérée par la police comme un membre ou une sympathisante du groupe clandestin Action directe, Mlle Isabelle Bernard, vingt-huit ans, a été « sidérée ». C'est un mouvement d'extrême droite, le Front national, qui est à l'origine de cette mauvaise surprise. Son organe de presse (*R.L.P. hebdo*), dans son numéro du 30 septembre, publiait en effet, pour partie, la photocopie d'une note, signée par le directeur de la police de l'air et des frontières, en date du 24 juin. Et la note en question désignait trente-cinq personnes, avec lieux de naissance et adresses — dont Mlle Bernard — « *susceptibles de se rendre à l'étranger : en Italie, en R.F.A., en Belgique, en particulier* » (...) (*le Monde* du 2 octobre).

Mlle Bernard a fini par savoir que son nom avait été imprimé dans le bulletin d'extrême droite. Etonnement. Ecœurement. Certes, elle ne milite pas dans l'opposition, ni au centre. Elle a longtemps été marginale. Elle a sans doute rencontré des personnes connaissant des membres d'Action directe. Mais, pour sa part, elle affirme n'être ni membre ni sympathisante de cette organisation. C'est ainsi qu'elle vient de porter plainte contre X... auprès du procureur de la République de Paris. Dans un court texte qu'elle a rédigé, Mlle Bernard écrit que « *les appréciations contenues dans cette note relèvent de l'arbitraire des méthodes de fichage administratif* ». Elle s'indigne « *que des fuites puissent ainsi la désigner aux exactions d'extrémistes de droite, voire à des tragédies* ». Bref, ce n'est pas une terroriste et elle ne tient pas du tout à passer pour telle.

Le Monde

MEDECINE

LES SCHIZOPHRÉNIES : OMBRES ET LUMIÈRES

Traiter des schizophrénies, c'est ouvrir le chapitre de la plus douloureuse et de la plus invalidante des maladies mentales. C'est aussi aborder un domaine de la psychiatrie qui, depuis trente ans, a fait l'objet d'un foisonnement de recherches dont il n'est guère possible de faire un inventaire exhaustif, dans la mesure où les travaux s'orientent tout autant vers l'élucidation des causes (biologiques, relationnelles et sociales) que vers la mise au point des traitements les plus adaptés (pharmacologiques, psychothérapiques et institutionnels).

Est-il possible, aujourd'hui, de guérir un schizophrène ? De savoir pourquoi, de quoi il est tombé malade ? De prédire son évolution ? Autant de questions auxquelles il demeure bien difficile de répondre tant l'incertitude reste pesante sur l'origine de la maladie et sur les modalités de traitement les plus adaptées. Une maladie, la plus grave des psychoses, qui affecte, toutes cultures confondues, près de 1 % de la population mondiale.

Malgré l'ampleur des questions qui demeurent irrésolues, un certain nombre d'éléments positifs sont aujourd'hui connus. L'amélioration des soins, depuis trente ans, permet, estiment les spécialistes, de « guérir » quelque 50 % des schizophrènes. A la condition qu'ils puissent bénéficier d'un traitement de tous les instants, qui ne néglige aucun des trois volets de la thérapeutique : pharmacologique, psychothérapique et sociothérapeutique. Ce qui suppose, de la part des thérapeutes, un engagement permanent, quotidien, dont la constance n'a d'égale que celle de la maladie à laquelle ils s'attaquent. Ce qui implique aussi, de la part des familles, une intense collaboration avec les équipes soignantes et, de la part du corps médical, une tolérance, voire une coopération qui restent encore trop rares.

Ainsi les schizophrénies apparaissent-elles, plus que jamais, au premier plan des préoccupations des psychiatres, comme vient d'en témoigner le congrès du Syndicat national des psychiatres des hôpitaux, dernièrement réuni à Toulouse. *Elles font, dans la sphère biologique,* l'objet de recherches dont le rythme s'accélère, comme le montre, ci-dessous, le docteur Edouard Zarifian, professeur de psychiatrie à Clermont-Ferrand. Elles demeurent enfin au centre de toute réflexion sur l'avenir des modes de prise en charge des malades mentaux puisque les schizophrènes, dans les représentations collectives, continuent d'incarner l'image même de l'aliéné, de l'interné. Ceux que l'on a si souvent assimilés au « sédiment » de la population asilaire, c'est-à-dire *ceux qui* n'avaient pas d'avenir. Ce n'est, heureusement, plus toujours vrai.

Sortir de l'asile ?

« *ILS n'ont ni désirs, ni aversions, ni haine, ni tendresse. Ils sont dans l'indifférence la plus complete pour les personnes qui leur étaient les plus chères... Ils ne s'inquiètent pas des privations qu'on leur impose et se réjouissent peu des plaisirs qu'on leur procure* », écrivait Esquirol dans la première moitié du dix-neuvième siècle. Les écrits des grands aliénistes du siècle dernier abondent en descriptions réalistes, où foisonnent les comparaisons mécanicistes : les « *stupides* » et les « *semi-stupides* », écrivait l'un d'eux (1), sont des « *machines sans moteurs, des foyers sans flamme* », prisonniers du jeu machinal de leur cerveau.

S'agit-il, comme le soutiennent, en France, Morel, puis en Allemagne, Kraepelin, de « *déments précoces* » ? La psychiatrie classique ne disposait, à ce moment, que d'éléments purement descriptifs. C'est l'école de Zürich, avec Bleuler proche de Jung, à l'époque encore élève orthodoxe de Freud, qui propose, avec le terme de « *schizophrénie* » — élaboré sur les racines grecques schizein, « *couper* » et phrênos « *pensée* », — une définition dynamique de la maladie : pour Bleuler, ces malades ne sont pas des déments, victimes d'une détérioration organique précoce de leur cerveau. Ils sont atteints, écrit-il, d'une dislocation de leurs capacités associatives.

Depuis Bleuler, le capital des connaissances relatives à la schizophrénie s'est considérablement accru. Il s'est même, notamment dans la tradition anglo-saxonne, tellement élargi que le terme de schizophrénie, aux Etats-Unis en particulier, a fini par désigner indistinctement l'ensemble des maladies mentales graves et des délires. Cette confusion nosographique était devenue telle, d'ailleurs, que s'est constituée récemment aux Etats-Unis, par contrecoup, une description plus précise (« DCM-3 ») qui, articulée avec celle qu'élabore de son côté l'Organisation mondiale de la santé, devrait enfin aboutir à une conception homogène, donc permettre des comparaisons internationales (2).

Un être immature

L'école française a toujours retenu une conception stricte du terme de schizophrénie et du tableau clinique qu'elle représente. L'ensemble des psychiatres s'accordent pour constater, d'une part, des éléments négatifs, à savoir la désorganisation — lente ou rapide — de la personnalité ; d'autre part, une intense production de l'imaginaire, les hallucinations et le délire.

La déstructuration de la conscience correspond à une dissociation, de plus en plus marquée, des facultés mentales du sujet. Le courant idéique devient discontinu, les investissements affectifs s'estompent en apparence, le comportement est de plus en plus discordant. Apparaissent des expressions paradoxales et indéchiffrables, une apathie intellectuelle, un isolement progressif du reste du monde, alors même que l'intelligence potentielle semble conservée. Le langage perd alors sa fonction de communication pour devenir le pur véhicule d'une symbolique personnelle, l'expression d'un monde intérieur désormais coupé du réel.

En proie à *cette dissociation* massive, le schizophrène tente de nier toutes perceptions de la réalité : autant la réalité qu'il perçoit sur lui-même, c'est-à-dire ce qui relève de ses expériences internes, instinctuelles et affectives, que celle du monde extérieur, qu'il rejette.

Parallèlement, s'est organisé le délire, tentative désespérée de reconstruction d'une expérience sensible et de restauration du contact avec le monde. Y voisinent, comme en un cauchemar, les expériences de morcellement du moi, de dépersonnalisation, les hallucinations auditives — le malade entend des voix ; des radars ou des *fluides « captent »* sa pensée — un ensemble d'altérations perceptives où domine le chaos. Le schizophrène perd le sentiment de son existence corporelle, se sent persécuté par des forces occultes, tombe dans des fantasmes de possession, dans l'incohérence idéo-verbale. Peu à peu, l'expression du délire s'appauvrit, devient de plus en plus abstraite et symbolique, indéchiffrable. Les troubles psycho*moteurs accompagnent* généralement cette évolution, qui peut s'achever, aux stades ultimes, dans la prostration complète, voire la catatonie.

Sur l'enchevêtrement des causes de la schizophrénie, les connaissances demeurent fragmentaires et empiriques.

Sur l'organogenèse, les hypothèses se sont multipliées au cours de ces dernières années. L'une des dernières en date fait état d'une augmentation significative, chez les schizophrènes, d'un médiateur chimique produit par les cellules cérébrales, la dopamine. En outre, il semble confirmé que des facteurs héréditaires et génétiques prédisposent très certainement à la maladie ; d'autres hypothèses font état de l'action possible d'un « *virus lent* ».

Quoi qu'il en soit, les thèses sur l'origine génétique et neurobiologique de la schizophrénie n'excluent plus, aujourd'hui — au contraire — le rôle des perturbations profondes de la petite enfance, qu'ont mises en évidence, en particulier, les théories psychanalytiques. Selon ces dernières, en effet, comme le souligne le docteur Paul Racamier (Besançon), l'un de ceux qui, en France, ont le plus travaillé sur l'abord psychanalytique de la psychose, cette dernière — et singulièrement la schizophrénie — « *est une entreprise foncièrement et formidablement anticonflictuelle. (...) Elle vise à évincer hors de soi l'un des courants du conflit intérieur* » (3), c'est-à-dire qu'elle constitue une ultime tentative d'adaptation à une situation perçue comme une catastrophe permanente, à une angoisse intense, archaïque, ressentie et non maîtrisée au cours des premiers mois de l'existence.

Comme l'ont souligné les psychiatres réunis à Toulouse, « *la faille psychotique se situerait lors de moments-clés de la première année, en particulier entre les troisième et huitième mois* ». Il semble, en effet, que l'on puisse repérer « *des périodes charnières de la petite enfance, véritables « temps organisateurs » où le psychisme de l'enfant intègre de nouvelles composantes, mais aussi périodes de plus grande fragilité* », où marque toute expérience (4).

Si la connaissance des causes progresse, sans avoir pour autant abouti, celle des traitements les plus adaptés évolue elle aussi, empiriquement. Le bouleversement, sur ce point, s'est opéré il y a exactement trente ans, avec la mise au point des premiers neuroleptiques. Ces médicaments, dont le mode d'action reste encore mal perçu, agissent d'emblée sur le délire, les hallucinations, *les conduites pathologiques* aiguës. L'angoisse de dépersonnalisation, le sentiment de morcellement cèdent, sous l'effet d'un traitement intensif qui, au moment des crises, impose presque toujours l'hospitalisation. Mais le malade demeure fragile, vulnérable, et surtout exposé aux rechutes, marqué par l'expérience catastrophique qu'il a vécue et dont le souvenir ne peut guère s'estomper.

Ainsi, écrit le professeur Daniel Widlöcher (hôpital de la Pitié-Salpêtrière), « *la chimiothérapie semble avant tout suspensive ; elle devra être poursuivie longtemps, peut-être indéfiniment, si l'on veut protéger le malade contre le risque de retour à des formes de pensée pathologiques qui semblent plutôt tenues à l'écart que totalement effacées* » (5).

L'un des effets majeurs des chimiothérapies est d'avoir autorisé, par l'interruption de l'activité délirante, la mise en œuvre, avec les schizophrènes, de psychothérapies qui leur semblaient jusqu'alors interdites. Les neuroleptiques ont ainsi permis aux thérapeutes de renouer un contact avec des malades qui semblaient emmurés dans leur monde intérieur.

Cependant, les psychothérapies de schizophrènes restent d'une extrême difficulté. Elles demandent aux thérapeutes, promus au rang, comme l'exprime le docteur Racamier, d'« *ambassadeurs du réel* », un investissement personnel considérable, un engagement direct bien différent *du traitement psychanalytique* classique : en face du schizophrène, nous devenons « *porteurs, vicaires, véhicules et parfois acteurs d'une part de sa réalité psychique* », ajoute le docteur Racamier.

En outre, il est aujourd'hui inconcevable de traiter les schizophrènes isolément de leur groupe d'origine. « *S'il est difficile d'être schizophrène parmi les siens, il est également difficile d'être un de ses proches* », écrit le professeur Widlöcher. Le thérapeute doit donc aussi intervenir sur le groupe familial. « *Que de catastrophes auraient été évitées si, au lieu de tenir l'entourage pour responsable, on avait considéré qu'il nécessitait et méritait d'être aidé, comme le malade, avec le malade.* » Tout autant que le traitement proprement dit du schizophrène, jouent ainsi les facteurs sociaux, la réinsertion du malade dans le groupe, sa réadaptation qui permettra de le soutenir dans son évolution et de prévenir les rechutes. Pour cela, un ensemble d'institutions très décentralisées est nécessaire : foyers de post-cure, appartements thérapeutiques, soins à domicile, lieux de travail adaptés, etc.

Ces conceptions thérapeutiques modernes de la schizophrénie, qui présentent comme absolument indissociable la triple approche (médicamenteuse, psychothérapique et sociale), est-elle compatible avec les structures psychiatriques actuelles qui, en France, restent dominées par l'institution asilaire ?

Telle est la question ultime que se sont posée les psychiatres réunis à Toulouse et qui, tous, plaident pour cette triple approche. Au moment, ont-ils souligné, où l'hôpital psychiatrique, dont le schizophrène était un pilier traditionnel est contesté, comment vont évoluer nos conceptions et nos méthodes ?

Deux points de convergence

Deux points de convergence, en réalité, s'amorcent sur cette question : l'hôpital psychiatrique classique, ségrégatif, n'est plus la structure d'accueil unique des maladies mentales les plus graves, comme le prouvent certaines expériences françaises et étrangères, notamment britanniques. Il convient, en effet, de leur substituer des unités beaucoup plus réduites, insérées dans le tissu social, qui permettront la prise en charge des patients, fussent-ils schizophrènes, sans les couper de leur milieu de vie.

Il convient, à l'inverse, d'éviter de « projeter » l'asile dans la cité : il ne suffira pas, en effet, d'éparpiller les lieux de soins pour mieux soigner, comme l'ont souligné à Toulouse les docteurs Pagès Bord (Toulouse), Ajzenberg et Tregan (Lavaur). De telles réformes, non préparées, pourraient n'aboutir qu'à diffuser davantage la peur qu'inspire le malade mental aux dépens de la tolérance dont il a besoin. « *Aux Etats-Unis,* ont-ils déclaré, *de plus en plus de malades mentaux se retrouvent en prison (...). Dans ce cas, le système pénitentiaire a hérité de la responsabilité des malades.* » Choisirons-nous, se demande un psychiatre américain, « *de passer de l'entrepôt à l'abandon ?* ».

Ainsi la psychiatrie d'aujourd'hui se trouve-t-elle, pour ce qui touche au traitement des schizophrènes, à un tournant. Alors que les publications les plus récentes (6) font état de taux de guérison jusqu'alors inespérés — 50 % environ — les modalités de soins restent encore, bien souvent, inadaptées, hors d'état de combler ces espoirs. Aussi, apparaît-il qu'il convient au plus tôt de faire sortir de leur statut « *expérimental* » les réalisations où se pratiquent les prises en charge les plus modernes de la psychose et permettre enfin aux « *fantômes de la nuit* » dont parlait Kafka, non seulement de revenir au jour, mais d'y vivre.

CLAIRE BRISSET.

(1) Delasiauve, en 1851.

(2) L'Encyclopédie médico-chirurgicale fait le point sur les « *nouveaux systèmes de classification diagnostique* » dans ce domaine, sous la plume des professeurs M. Dongier et H. Lehmann (Université McGill, Montréal). Septembre 1982.

(3) Docteur Paul Racamier. Article à paraître dans *Psychiatrie française.*

(4) Docteurs M. Rebeillard (Rodez), C. Mouniq (Lannemezan), M. Baciocchi (Toulouse).

(5) *La revue du praticien*, Shizophrénie. 1980, n° 1.

(6) *Evolution et pronostic des schizophrénies*, par le docteur P. Berner, professeur de psychiatrie à l'université de Vienne (Autriche). Publié par l'Encyclopédie médico-chirurgicale, septembre 1982.

Une nébuleuse biologique

par le professeur EDOUARD ZARIFIAN (*)

LES aspects biologiques de la schizophrénie comprennent à la fois des implications théoriques fondamentales *et des implications pratiques* d'ordre médicamenteux. Avant de les aborder, il convient de souligner deux points dont la connaissance est nécessaire sous peine d'amputer de sa véritable dimension l'approche étiologique et thérapeutique de la schizophrénie.

Le mot schizophrénie, qui suppose l'unicité et l'homogénéité d'une entité pathologique, ne rend pas compte de la diversité *symptomatique et évolutive* de ce qui est peut-être un groupe d'affections. Il n'existe pas une schizophrénie mais des schizophrénies. Les moyens diagnostiques actuels, cliniques ou biologiques, sont impuissants à faire éclater le cadre bien trop contraignant de « *la* » schizophrénie. Cette difficulté explique probablement en partie les contradictions de certaines investigations biologiques.

Le deuxième point important, en préambule de toute étude sur les aspects biologiques de la schizophrénie, concerne les données psychologiques et sociologiques de cette affection. Tout individu ne peut être imaginé qu'en relation permanente avec son environnement. Cette interaction aboutit, en règle générale, à un comportement adapté aux situations extérieures. Le schizophrène présente probablement une anomalie biologique qui le rend difficilement capable, dans certaines circonstances, de s'exprimer autrement que par une conduite stéréotypée et inadaptée. Cette vision du malade, saisie dans sa globalité, implique un triple abord thérapeutique : chimiothérapique, psychothérapique et social.

L'étiologie de la schizophrénie demeure inconnue dans son déterminisme exact. Il s'agit peut-*être d'une origine multifactorielle* qui pourrait se résumer à la rencontre d'un individu biologiquement prédisposé avec des circonstances existentielles précipitantes.

Les études génétiques ont apporté moins de données convaincantes que dans les troubles de l'humeur. Cependant, quelques travaux privilégiés du fait de la rigueur de leur méthodologie ont montré une augmentation de fréquence du risque de schizophrénie lorsqu'il existe des cas familiaux, même si l'enfant a été séparé très précocement de son milieu familial et adopté par une famille exempte de toute pathologie. La fréquence de la schizophrénie est également beaucoup plus grande dans les couples de jumeaux vrais que parmi les membres non jumeaux d'une même fratrie.

Les théories biochimiques de la schizophrénie ont passionné, surtout depuis une vingtaine d'années, les chercheurs. L'hypothèse d'une substance anormale fabriquée par l'organisme et douée de propriétés hallucinogènes n'a jamais reçu de démonstration convaincante. La seule théorie qui résiste à l'épreuve du temps, bien qu'elle ne puisse expliquer qu'une partie des symptômes, est la théorie dopaminergique. Certaines populations de neurones fabriquent un neurotransmetteur appelé la dopamine. Il existe des projections de ces voies dopaminergiques vers le cortex frontal, qui est le lieu des intégrations émotionnelles et la zone privilégiée des relations du sujet avec son environnement.

Le rôle des neuroleptiques

On a constaté que tous les médicaments capables de faire disparaître l'agitation motrice et les hallucinations des schizophrènes bloquaient la transmission dopaminergique. Inversement, toutes les substances capables de faciliter la transmission dopaminergique peuvent aggraver ou faire resurgir chez un malade stabilisé les symptômes précités. Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une « *prouve* » d'une anomalie de la *transmission dopaminergique* dans la schizophrénie, mais on peut considérer qu'il s'agit d'une très forte présomption.

Les médicaments bloquant la transmission dopaminergique ont été appelés neuroleptiques par Delay et Deniker, qui ont observé les effets du premier d'entre eux, la chlorpromazine, en 1952. Depuis cette date, de très nombreuses substances ont vu le jour, qui n'ont guère de propriétés cliniques différentes de celles du produit « *père* ». D'autres familles chimiques de neuroleptiques ont aussi été développées, dont la principale est représentée par l'halopéridol. Toutes ces substances ont en commun les propriétés de calmer l'agitation, de faire céder les hallucinations et de diminuer l'intensité ou de faire disparaître certaines formes de délire.

Mais il ne s'agit que de traitements symptomatiques et non étiologiques. Ils gomment les *symptômes les plus perturbants* de la maladie, ce qui a totalement transformé la vie des malades. Mais cet effet bénéfique doit s'accompagner d'une prise en charge prolongée dans différentes formes d'institutions adaptées aux moments évolutifs de la maladie.

Les neuroleptiques ont mauvaise presse. On les accuse d'induire des effets secondaires gênants : tremblements, prise de poids, manifestations endocriniennes. C'est vrai, mais cela peut être moins fréquent ou moins marqué lorsque les neuroleptiques sont correctement utilisés. Eviter les associations médicamenteuses trop nombreuses, adapter les posologies de manière individuelle, s'aider dans certains cas de dosage du médicament dans le plasma, savoir quelles sont les limites d'efficacité de ces médicaments, sont les principes de base d'une thérapeutique efficace et dénuée d'inconvénient majeur.

La biochimie ne résume pas les études biologiques dans la *schizophrénie.* D'apparition plus récente et de résultats encore incertains sont les études neurophysiologiques. L'électrogénèse cérébrale a pu être étudiée par traitement du signal électrique au moyen d'un ordinateur. Des anomalies de l'activité électrique des neurones ont ainsi pu être mises en évidence au cours de certaines formes de schizophrénie.

Plus récemment encore, l'uti*lisation de la caméra* à positrons a permis de visualiser une diminution de la consommation du glucose par les neurones dans les régions frontale et occipitale. *Il* est donc possible qu'une hypo-activité métabolique de certains faisceaux de cellules nerveuses soit à l'origine du dysfonctionnement cérébral. On comprendrait alors mieux les modifications de toute une série de fonctions cognitives *du cerveau ainsi que les possibles* anomalies du transfert de l'information entre les deux hémisphères cérébraux.

La diversité des approches biologiques montre bien que dans la schizophrénie, c'est la totalité du cerveau qui est le siège d'anomalies fonctionnelles, c'est-à-dire la totalité de l'individu.

(*) Professeur agrégé à la faculté de médecine de Clermont-Ferrand.

DISTRIBUÉE PAR L'INSTITUT PASTEUR PRODUCTION

Une substance anticancéreuse d'un nouveau type va être commercialisée en France

Aux *termes* d'un contrat qui vient d'être signé par les *présidents-directeurs* généraux de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) et de la SANOFI (filiale d'Elf-Aquitaine pour l'hygiène et la santé), l'Institut Pasteur Production (I.P.P.), filiale de la SANOFI, commercialisera prochainement en France une substance anticancéreuse d'un nouveau type. Suivra sa commercialisation à l'échelle internationale. Ce contrat complète de précédents accords passés avec le Centre national de la *recherche scientifique* (C.N.R.S.) et permet la *mise sur le marché* français d'un des premiers médicaments anticancéreux conçu et réalisé en France.

Ce contrat illustre aussi l'intérêt que peut offrir, à l'échelon national, la collaboration, encore beaucoup trop rare, entre les organismes de recherche, l'Université et l'industrie.

La nouvelle substance ne pourra être, dans un premier temps, utilisée que dans les traitements des métastases des cancers du sein. Ses *indications* devraient, par la suite, être *élargies*. Sa future commercialisation fait actuellement l'objet de négociations entre industriels et *pouvoirs publics*, pour fixer son prix de *remboursement* par la Sécurité sociale.

EN dépit de nombreuses recherches, les *mises sur le marché de nouveaux* médicaments anticancéreux *sont* peu fréquentes. En *clinique*, la part essentielle des études consiste à « affiner » les prescriptions des substances déjà connues : indications précises, doses optimales et valeur des associations médicamenteuses.

De plus, pour l'industrie pharmaceutique, la mise au point d'une substance anticancéreuse, compte tenu du marché relativement limité, ne présente pas, *en règle générale*, les avantages *qu'offrent certaines autres* classes thérapeutiques *plus* fréquemment et plus largement prescrites. Au total, la SANOFI indique avoir déjà investi une centaine de millions de francs dans les différentes études et réalisations indispensables à la *mise* sur le marché du nouveau *produit, un dérivé synthétique de la famille des ellipticines*.

Connu depuis longtemps, ce groupe de substances a successivement suscité l'intérêt des chimistes, des pharmacologues, et des *cliniciens*. Ces substances sont des composés — des alcaloïdes — de certaines plantes, les apocynacées, plantes du genre *Ochrosia*, présentes dans différents pays bordés par l'océan Indien. Plus particulièrement étudiée, une plante de Nouvelle-Calédonie, *Ochrosia elliptica*, a *permis l'isolement d'un principe* actif possédant une incontestable activité antitumorale.

Après quelques essais cliniques, *efficaces mais sans* lendemain, *qui furent menés chez l'homme en 1969* dans une *forme* particulière de leucémie, les travaux furent repris par plusieurs chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et du C.N.R.S. De nombreux dérivés à la structure voisine de la molécule originale furent alors synthétisés. Certains d'*entre* eux *montrèrent une activité antitumorale* beaucoup plus puissante.

Ce fut en particulier le cas d'un elliptîcinium (1), principe actif du produit prochainement commercialisé en France par l'I.P.P. Parallèlement, on parvenait à situer à *l'échelon* cellulaire le *mécanisme d'action* de ces substances. Les ellipticines ont pour cible privilégiée l'acide désoxyribonucléique (A.D.N.) des cellules. Selon toute vraisemblance, elles parviennent, par leur présence dans cette « boîte de commande » de la *cellule*, à provoquer suffi*samment* de perturbations pour entraîner la *mort* de celles-ci.

Une expérimentation à l'échelon européen

Au cours de ces études, de nombreux autres aspects du métabolisme des ellipticines dans l'*organisme* furent précisés, *comme leur transformation* dans le foie et les différentes actions des métabolites ensuite obtenus. Une autre particularité importante fut aussi établie : le peu d'effets toxiques de ces substances sur les cellules qui assurent la production des dif*férentes* lignées de cellules sanguines. *Cette particularité* devrait lui permettre d'occuper une place originale dans l'arsenal des traitements anticancéreux.

L'efficacité théorique de nombreuses substances anticancéreuses est, en effet, considérablement limitée, dans la *pratique*, par les effets toxiques qu'elles entraînent, notamment sur les lignées sanguines. Il en résulte que l'on peut, aujourd'hui, envisager l'uti*lisation thérapeutique des puissantes* propriétés *anti-inflammatoires* de l'ellipticinium.

Le relais industriel de ces *études a été pris* en 1978 avec la *collaboration* de la SANOFI. *Cette société* assura notamment la production, le contrôle pharmacologique et le conditionnement des substances destinées à l'expérimentation chez l'homme. C'est sans aucun doute cette dernière phase qui reste la plus délicate. Au-delà des difficultés d'ordre *scientifique matériel* et *politique*, l'expérimentation d'une substance anticancéreuse soulève, en effet, d'importantes questions éthiques (2). Dans un domaine mouvant et controversé comme l'est celui de la chimiothérapie anticancéreuse, l'utilisation d'une nouvelle drogue à l'efficacité aléatoire ne peut pas être anodine.

On peut, notamment, toujours soutenir que ce type d'expérimentation risque de faire perdre une chance au malade, celle que lui offrent les protocoles déjà utilisés. *En outre*, la toxicité des *substances utilisées* complique singulièrement la *tâche des* cliniciens. « *L'expérimentation thérapeutique*, écrit sur ce sujet le professeur Claude Paoletti, *n'est tolérée que si elle n'est ni avouée, ni organisée.* »

Après quelques résultats positifs sur des cancers « *insensibles à toute autre thérapeutique* », l'*expérimentation de* l'ellipticinium *fut progressivement élargie*. Les cliniciens « tâtonnèrent » pour établir les doses efficaces « *sans jamais*, indiquent-ils, *induire de complications irréversibles* ». Entreprise méthodiquement en 1977 au Centre de lutte contre le *cancer*, à *Caen*, sous la direc*tion du docteur* Paul *Juret*, l'expérimentation *fut ensuite menée* à l'échelon européen sous l'égide de l'Organisation européenne pour la recherche et le traitement des cancers (O.E.R.T.C.).

Aujourd'hui, cinq cents personnes sont entrées dans le protocole expérimental, dont *cent quarante - cinq* dans sept pays européens (*Belgique*, Danemark, Espagne, Norvège, Pays-Bas, Allemagne fédérale et Suisse). Dans deux cent cinquante cas, il s'agissait de traiter des femmes souffrant de métastases de cancers du sein. Ce sont les résultats positifs obtenus *dans cette affection* qui ont conduit à *l'indication actuelle du* médicament. *Diverses* études sont menées *sur* d'autres *localisations* cancéreuses qui devraient conduire à une extension des indications.

Pour encourageants qu'ils soient, ces premiers résultats sont *encore préliminaires*. Seules, en effet, *les études* à très *long* terme des résultats cliniques permettront d'établir la réelle valeur de cette substance qui, d'ores et déjà, vient s'ajouter à celles qui composent l'arsenal médicamenteux contre le cancer.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les ellipticines et leurs dérivés sont des substances organiques azotées de *faible* poids moléculaire. Les *ellipticiniums sont des dérivés*, obtenus par synthèse, légèrement différents dans leur structure de la molécule d'origine.

(2) On peut lire à ce propos la série de deux articles du professeur Claude Paoletti, directeur du laboratoire de pharmacologie et toxicologie *fondamentale* à Toulouse et du laboratoire de pharmacologie moléculaire à l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, parue dans le *Courrier du C.N.R.S.*, en avril et juillet 1979.

La presse médicale estime son existence menacée par la taxe sur la publicité pharmaceutique

Le gouvernement, en instaurant une taxe de 4 % sur la publicité pharmaceutique, pourrait mettre en péril, directement, la presse médicale, dont le fonctionnement repose largement sur les subsides que lui procure l'industrie du médicament. Telle est du moins la thèse qu'ont développée conjointement devant la presse les représentants de la presse médicale, ceux de l'industrie pharmaceutique et ceux des médecins, par la voix de leurs responsables syndicaux et universitaires.

LE 18 octobre, l'Assemblée nationale a entamé le débat sur le *projet de loi « portant diverses mesures relatives à la Sécurité sociale », en d'autres* termes le « plan Bérégovoy », déjà adopté par le conseil des ministres (*le Monde* du 1er octobre).

Ce plan comporte, entre autres mesures, l'instauration d'une taxe de 4 % sur les dépenses publicitaires des laboratoires pharmaceu*tiques, dans lesquelles il inclut les frais liés à l'entretien des visiteurs* médicaux ; *il s'agit là, précise* l'exposé des motifs *du* texte, de viser « *les actions de promotion commerciale inutilement dispendieuses* ».

1 400 000 EXEMPLAIRES

La presse médicale française, affiliée au Syndicat national de la presse médicale et des professions de santé, compte, en 1982, cent dix-neuf titres, dont la diffusion totale est de un million quatre cent sept mille exemplaires.

Sur cet ensemble : 2 titres sont quotidiens ; 1 est bihebdomadaire ; 12 sont hebdomadaires ; 1 est décadaire ; 9 sont bimensuels ; 39 sont mensuels ; 30 sont bimestriels ; 24 sont trimestriels.

L'ensemble comporte, outre des publications destinées à l'ensemble des praticiens, des revues régionales, des publications spécialisées par discipline, des revues traitant des problèmes professionnels propres aux médecins et des publications destinées aux autres professions de santé.

Pour M. Pierre Joly, président du Syndicat *national* de l'industrie *pharmaceutique (SNIP), une telle mesure est radicalement* inacceptable. Les laboratoires, souligne-t-il, consacrent entre 10,5 % et 12 % de leur chiffre d'affaires à la visite médicale, auxquels s'ajoutent 4,5 % à 6 % destinés à la publicité médicale *stricto sensu*, insérée dans la presse. *Or les firmes pharmaceutiques, a-t-il poursuivi, pourront* difficilement réduire les dépenses qu'elles consacrent à *la visite* médicale, d'une part, par souci de préserver l'emploi dans ce secteur (les laboratoires emploient quelque dix mille visiteurs médicaux), d'autre part, parce que leur *action est essentielle pour permettre un « double flux d'informations »*.

Par le biais des visiteurs médicaux, précise le président du SNIP, les médecins reçoivent une information que seul le laboratoire *fabricant peut leur fournir ; en retour, ce réseau permet aux firmes* de connaître *les* appréciations que les praticiens portent *sur les* produits, éléments indispensables aux laboratoires pour l'amélioration de leurs techniques.

Si ce poste de dépenses se révèle difficilement compressible, l'impact *des mesures gouvernementales devra peser sur les sommes engagées* dans la publicité au sens strict, c'est-à-dire pénaliser directement la presse spécialisée, ce qui est, estime M. Joly, tout aussi inacceptable.

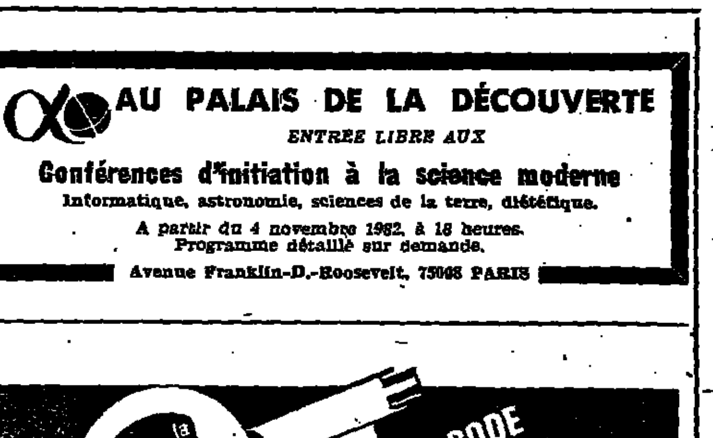
Cette presse, a déclaré de son côté le docteur Jacques Pouletty, *président du Syndicat national de la presse médicale, repose*, en effet, très largement sur la publicité pharmaceutique (jusqu'à 85 % pour certaines publications de formation continue). « *Une réduction brutale ou prolongée des dépenses de publicité des fabricants risque de causer la régression, voire la disparition de titres* », ce qui mettrait en cause plusieurs milliers d'emplois. Pourtant, les sommes que l'industrie consacre à la publicité par le biais de la presse médicale ne représentent que 1 % du chiffre d'affaires de la branche, et n'absorbent que moins de 1 pour 1 000 des dépenses *totales de l'assurance - maladie*, a *estimé le docteur Pouletty*. Une telle mesure sera donc, *ajoute-t-il*, aussi peu rentable pour l'État que préjudiciable à la presse médicale, qui risque de ne pas s'en relever.

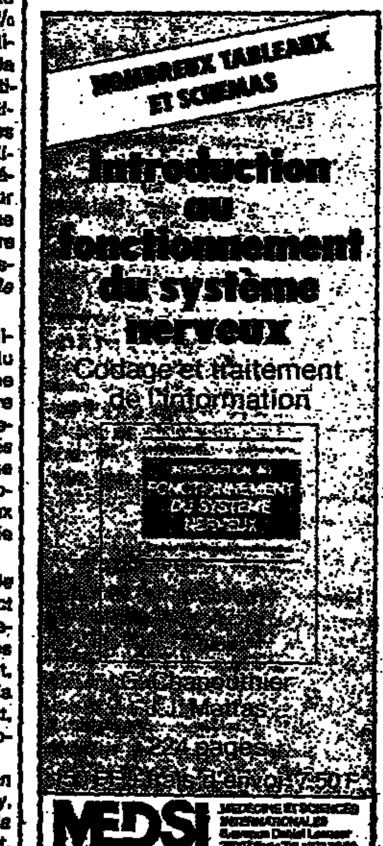
Pour le docteur Jacques Beaupère, président de la Confédération des *syndicats médicaux français*, les *médecins seront directement pénalisés par une telle mesure*, puisque la *presse spécialisée* est l'un des supports essentiels de *leur formation* continue. Cette presse n'informe pas les praticiens seulement sur les médicaments *mais sur* l'ensemble des innovations thérapeutiques, sur leur vie professionnelle et syndicale ainsi que *sur l'évolution* du système de santé. C'est donc une taxe « *punitive* » qui portera atteinte à la qualité de la médecine et à la compétence des praticiens, a-t-il conclu.

Enfin, le professeur Raymond *Houdart*, président de la conférence des doyens des facultés de méde*cine, a évoqué* les difficultés accrues *auxquelles vont se* heurter, *désormais*, les revues très *spécialisées* qui seront contraintes, si la publicité chute, à augmenter leurs prix, à diminuer les capacités rédactionnelles et iconographiques. Ce qui risque, a-t-il souligné, de favo*riser davantage encore* la presse *médicale anglo-saxonne*, déjà en *position dominante*, au détriment de la pensée - médicale de langue française.

C. B.











	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14 10
IMMOBILIER	31.00	36 45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31 00	36.45

*Degressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

FONDERIE DE FONTE - EST FRANCE

DIRECTEUR GENERAL AUJOURD'HUI CHEF D'ENTREPRISE DEMAIN...

200.000 FRS +

Le dirigeant d'une fonderie Est France (100 personnes - 18 Millions C.A. - 10 % progression annuelle) qui envisagé de prendre sa retraite, vous offre la perspective de réaliser votre désir.

Pendant une première période, **vous assumerez en tandem avec votre «parrain» la Direction Générale.** La durée sera proportionnelle d'une part à vos capacités d'intégration et d'autre part, à votre maîtrise et votre imprégnation des paramètres techniques, économiques et commerciaux de l'entreprise.

Ensuite, selon vos moyens financiers, vous aurez la possibilité de racheter tout ou partie des actions de la société et de devenir ENTREPRENEUR.

Ingénieur A.M. - ECAM - ICAM - FONDERIE - INSA ou équivalent, âgé de 40 ans minimum, vous avez **10 ans d'expérience de direction industrielle d'unité autonome** (commercial intégré) dans biens d'équipements industriels, production petite et moyenne série, ou **direction technico-commerciale.**

Merci de bien vouloir adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf.4485 VR à notre Conseil
8, rue de la Tirelire 51054 REIMS CEDEX.
58, avenue de Wagram 75017 PARIS.

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication



Nous sommes aujourd'hui l'une des plus belles marques françaises dans la chaussure et le vêtement jeunes et de loisir.

Fabricant bien organisé et distributeur ayant déjà une part appréciable du marché national, nous sommes également bien implantés sur plusieurs marchés d'exportation, mais surtout nous voulons consolider et développer notre présence dans le monde entier.

Nous cherchons aujourd'hui notre

directeur de l'exportation

Français de préférence, mais de culture et d'expérience internationales, au moins parfaitement bilingue anglais, commerçant de haut niveau, vous mettez sur pieds une politique de distribution internationale tenant compte des opportunités de chaque marché.

Rémunération : 250000F + par an. Bureau proche de Paris-Sud. Nombreux déplacements.

Notre consultant, H. d'ARTEMARE, vous remercie de lui écrire (réf. 4239 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Nous sommes une P.M.I. (75 pers.) ayant acquis une solide réputation sur le marché des installations électriques et des automatismes en milieu industriel. Notre C.A. – 20 MF – en constante progression est un gage de notre dynamisme et de notre compétitivité. Pour répondre aux besoins de notre expansion, nous créons un poste de

directeur général

En étroite assistance avec le P.D.G., il participera à la politique de l'entreprise, en définira et en élargira les objectifs. Ses responsabilités impliquent une large autonomie d'action et de décision qui va du contact commercial à la recherche de solutions techniques et à leur mise en œuvre.

Pour ce poste, situé à 150 km au nord de Paris, nous souhaitons rencontrer un ingénieur ayant acquis impérativement son expérience dans l'électronique et les automatismes industriels. Outre une grande disponibilité et une autorité naturelle, il possède un esprit d'entreprise.

La rémunération annuelle de départ est de 220 000 F + une voiture ; elle peut évoluer rapidement.

**Adresser C.V. + photo + courte lettre manuscrite précisant votre n° de tél., sous réf. 820 LM à :
Rosie SCHWARTZ, 47 bis, avenue Hoche, 75008 PARIS.**

Si vous avez rêvé d'être le patron d'une PMI

Si grâce à une solide expérience antérieure vous vous sentez capable d'assurer pleinement des responsabilités d'ordre commercial, technique et de gestion d'une entreprise de 50 personnes,
Si vous êtes prêt à œuvrer pour en assurer la rentabilité et le développement,

nous vous offrons

LA DIRECTION DE NOTRE ENTREPRISE

de fabrication et pose d'éléments

légers en béton (clôtures, bâtiments légers) dont le chiffre d'affaires est de l'ordre de 15 millions de Francs.

Ce poste, disposant d'une grande autonomie est en outre situé à 7 km de CAEN, ce qui permettra de vivre dans une région agréable.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 49305 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS cedex 01
qui transmettra.

IMPORTANTE INDUSTRIE
1700 personnes, recherche :

Directeur Relations Sociales

10 ans de références exigées.
Parfaite connaissance des partenaires sociaux
Envoyer CV et photo à : M.V.M.
B.P. 92 – 88507 MIRECOURT Cedex.

J.R.P.

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
recherche

DIRECTEUR

Pour son Centre de Vacances (600 lits) de CHORGES (Hautes-Alpes).

Expérience de direction et d'animation de Centres de Vacances souhaitée.

Logement assuré, salaire élevé à débattre selon expérience.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 9767
VALENS CONSEIL
B.P. 359 - 75064 PARIS Cédex 02

FRAIKIN

Nous sommes leader de la location de camions (9000 véhicules) nous recherchons un

DIRECTEUR DE SUCCURSALE

pour Région Parisienne

Les candidats doivent avoir une excellente expérience de la vente, une bonne culture générale et le désir de devenir un patron.

Adresser candidature et prétentions à : **FRAIKIN S.A.**
191 av. Charles-de-Gaulle, 92521 Neuilly-sur-Seine Cédex.



Directeur technique adjoint — Alsace

Une entreprise réputée et intégrée à un groupe industriel puissant, concevant et réalisant des biens d'équipement lourds et évolués, recherche l'adjoint de son directeur technique. Il sera responsable de la promotion et de l'organisation de nouvelles méthodes de travail ainsi que du développement de techniques d'automatisation depuis la conception jusqu'à la fabrication des matériels. Il animera et coordonnera les moyens techniques et humains nécessaires à l'accomplissement de sa mission et assurera les relations avec l'ensemble des services de l'entreprise concernés par ses actions. En plus de ses compétences techniques il affirmera des qualités d'animateur ainsi que de gestionnaire soucieux de la rentabilité des projets menés. Le candidat recherché est un ingénieur diplômé (mécanicien ou électromécanicien par exemple), âgé de 35 ans au moins pouvant faire valoir une expérience réussie de la conduite de projets complets d'industrialisation dans le contexte d'une organisation moderne (analyse de la valeur, planification des études, automatisation, etc.) Le niveau de rémunération offert pour ce poste se négociera aux alentours de 250.000 francs pour un candidat de valeur qui pourra évoluer en fonction de ses performances. Ecrire à F. WILLIGSECKER. Réf. A/6150M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Un grand éditeur de la CEE, installé depuis longtemps à Paris et publiant des collections très diverses et renommées, cherche

le futur directeur général de sa filiale française.

Devant succéder au directeur général actuel dans trois ans, il s'applique à développer l'audience de la maison et prend progressivement en charge la gestion et les relations humaines. Ayant apporté la preuve de ses qualités d'animateur, il dirige aujourd'hui une entreprise de moindre importance ou un centre de profit chez un éditeur grand public.

Notre consultant, J.E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire (réf. 4236 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Responsable administratif et financier

Travaux Publics — Afrique Anglophone

Vous parlez couramment l'anglais, vous avez envie de vous expatrier, avec ou sans votre famille, et vous avez bien sûr une expérience confirmée de ce type de poste ?

Nous vous proposons la responsabilité administrative et financière de l'un de nos grands chantiers en **AFRIQUE ANGLOPHONE.**

Vous serez tout d'abord formé, sur le site, aux différents aspects de la fonction : coordination des services administratifs et comptables, étude de contrats divers, gestion de la trésorerie, relations avec les banques, transferts de fonds, prévisions budgétaires, recouvrement des décomptes de travaux, gestion des expatriés

Vous prendrez ensuite toute l'autonomie dont vous serez capable. Notre groupe peut en effet vous permettre une évolution de carrière à la hauteur de vos ambitions.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser votre candidature, sous référence 2920 à

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra

ALGER
ADJOINT DIR. TECH. bât. 200 000 FF net. T. (4) 445-14-65 21 et 22-10-82. 14 h. à 20 h.

GROUPE D'INGÉNIERIE
recherche
POUR MOYEN-ORIENT
INGÉNIEUR TÉLÉCOM.
Niveau grande école ou équivalent.
Anglais courant.
Pour projet de réseau de communications.
Ecrire s/réf. 9770 à
VALENS CONSEIL
B. P. 359 75064 PARIS Cedex 02.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OTH INTERNATIONAL

18, bd de la Bastille 75579 PARIS Cedex 12
recherche pour
HELSINKI (FINLANDE)
LES INGENIEURS D'ETUDES SUIVANTS :

INGENIEUR AIR CONDITIONNE
INGENIEUR ELECTRICIEN

Lieu de travail : HELSINKI
Voiture et logement fournis par la Société + prime d'expatriation.
Anglais indispensable.
MISSION : Contrôle pour le compte du maître d'ouvrage d'études faites par des bureaux d'études finlandais pour d'importants projets à l'étranger.
Adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V. et photo à Direction Générale OTH INTERNATIONAL.





emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)



FERTIL - RUWAIS FERTILIZER INDUSTRIES

recherche pour sa nouvelle Unité de Production d'Ammoniaque et d'Urée
ABU DHABI - U.A.E.:

INGÉNIEURS

1. INGÉNIEURS DE PROCESS	Diplôme d'Ingénieur Chimiste 5 à 8 ans d'expérience dans le même secteur d'activité.
2. INGÉNIEURS DE PRODUCTION AMMONIAQUE OU URÉE	Diplôme d'Ingénieur Chimiste – 5 à 8 ans d'expérience dans mise en route et exploitation d'unités similaires.
3. INGÉNIEUR DE PRODUCTION UTILITÉS	Diplôme d'Ingénieur Chimiste 8 ans d'expérience dans même activité.
4. INGÉNIEUR GESTION DE STOCKS	Diplôme d'Ingénieur ou équivalent Expérience de gestion d'un magasin (30 000 articles).
5. INGÉNIEUR CHEF DE SÉCURITÉ	Diplôme d'Ingénieur Chimiste ou equivalent – 8 ans d'expérience des problèmes de sécurite dans Pétrochimie.
6. INGÉNIEUR TRANSPORT ET MANUTENTION	Diplôme d'Ingénieur ou équivalent 3 à 4 ans d'experience en logistique dans unités similaires.
7. INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN-ÉLECTRONICIEN	Diplôme d'Ingenieur 5 ans d'expérience dans la maintenance de Systèmes Informatiques (Honeywell : tdc 2000, 4500 avec système Muvac).

TECHNICIENS

1. TECHNICIENS DE LABORATOIRE	Formation de technicien – 10 ans d'expérience en laboratoire d'analyses (pétrochimie et engrais).
2. AGENT DE GESTION DE STOCKS	Formation en informatique et gestion de stocks – 5 ans d'expérience.
3. DATA CONTROL ASSISTANT	Secondaire + Informatique – 3 ans d'experience en gestion de stocks informatisee.

Pour tous les postes, bonne maîtrise de l'Anglais exigée. Arabe souhaité.
Salaires attractifs exonérés d'impôts - Logement meublé gratuit. Nombreux avantages.

TREG International
BRUSSELS-PARIS-LONDON

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à : M. Naceur-Eddine ABBAS
19, rue des Quatre-Vents 92390 GARCHES.

HAVAS CONTACT

Présents dans le monde entier, des hommes de terrain...

INGÉNIEURS
Supelec, Ensam, Ensi.

Nous sommes CGEE ALSTHOM leader Européen de l'entreprise électrique.
Nos jeunes **ingénieurs travaux extérieurs** travaillent à Djakarta, Caracas, Doha, Sheba, Casablanca... **Ils construisent des centrales électriques, des dispatchings, des aéroports, des métros etc..**
Si vous êtes un Ingénieur diplômé Supélec, ENSAM, ENSI, si vous avez envie de prendre rapidement des responsabilités à un niveau élevé, d'être votre propre patron, de travailler dans le monde entier, venez nous rejoindre : nous avons 10 postes à pourvoir.
Homme de terrain, d'action et de contacts, vous participerez au développement rapide de notre société, leader européen de l'entreprise électrique, mais qui a su également développer de fortes positions dans les domaines de l'automatique, de l'électronique ou du génie civil.

Nous saurons également vous offrir les perspectives de carrière d'une Société internationale, leader dans le domaine de l'énergie, appelée à se développer rapidement.

CGEE ALSTHOM
SERVICES TRAVAUX EXTÉRIEURS

Écrivez-nous en joignant votre C.V. à CGEE ALSTHOM — services travaux extérieurs — 13, rue Antonin-Raynaud - 92309 Levallois-Perret.

Nous sommes le premier cabinet mondial de psychologues-conseils. Notre vocation est d'intervenir au niveau des Directions pour favoriser l'efficacité de l'Organisation. Nous les aidons à obtenir un équilibre optimal entre la Mission Stratégique de l'Entreprise, ses Systèmes et Structures Logistiques et l'Utilisation de ses Ressources Humaines.

Nos contacts s'établissent au niveau de la Direction Générale ou du Conseil d'Administration soit aux Etats-Unis soit en Europe. En Europe nous avons une équipe de 9 psychologues (Londres 5, Bruxelles 4) que nous désirons compléter avec un

PSYCHOLOGUE-CONSEIL

Maîtrise ou Doctorat

siège BRUXELLES 200 à 250.000 F.

Il sera chargé d'assumer avec une large autonomie mais un professionnalisme rigoureux des Missions de Conseil dans une clientèle diversifiée et souvent nouvelle. Une réelle compréhension de la pratique des affaires et du fonctionnement d'une entreprise est nécessaire. Le bilinguisme Angl./Fr. s'impose pour pouvoir travailler dans plusieurs pays européens.

Après la période d'intégration de 2 ans, notre système de partnership permet d'offrir des bonus compétitifs en plus d'une formation continue au plan professionnel.



Merci d'écrire à Hugo NYS, Directeur
ROHRER, HIBLER & REPLOGLE INT'L
124 Bte 3, rue du Commerce
B - 1040 BRUXELLES
Belgique. Tél. : 32/2/230-65-80.

ALGER - ADJOINT DIRECT. TECHN. bâtiment. 200.000 F net. Téléphone : (4) 445-14-85 21 et 22-10-1982, 14 à 20 h.

STÉ FRANÇAISE DE T.P. IMPLANTATION INTERNATIONALE

CHEF METREUR

pour chantiers importants FRANCE ET ETRANGER

Expér. mir. 15 ans dans T.P. ou bâtiment T.C.E.
Format. B.T., B.T.S. ou F.P.A.

170.000 F.

Écrire sous réf. 325/M., SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09 qui transmettra.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

LES CONSTRUCTIONS NAVALES ET INDUSTRIELLES DE LA MEDITERRANEE

dont les activités très diversifiées portent sur les secteurs suivants : constructions navales, offshore, équipements thermiques et nucléaires, manutention, etc... recherchent

UN CHEF DE SERVICE ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS

Ingénieur A & M, ou assimilé, 35 ans minimum.

Mission : diriger une équipe de 200 personnes, il assurera la maintenance des équipements de mécanique, de chaudronnerie et électricité, sera responsable des achats d'outillage et interviendra dans la réalisation de projets de modification ou de nouvelles implantations techniques avec des budgets de l'ordre de 30/40 millions de francs par an.
Ce poste ne peut convenir qu'à un professionnel très hautement qualifié et possédant déjà une expérience d'au moins 10 à 15 ans, de préférence dans l'industrie lourde.
réf. 1810 M

UN CHEF DES SERVICES MAGASINS ET APPROVISIONNEMENTS

Mission : il aura la responsabilité d'un service comportant 80 personnes et d'un parc de stockage magasinage transitant annuellement pour environ 800 millions de francs de matériel extrêmement varié.
Ce service en pleine mutation par l'introduction de l'informatique requiert un homme d'organisation dynamique et entreprenant mais en même temps ouvert aux techniques modernes de la gestion en temps réel.
réf. 1910 M

UN CHEF D'ATELIER DE PRODUCTION MECANIQUE

Mission : il aura à animer une unité comportant 300 personnes et spécialement orientée vers les techniques de l'usinage lourd.
Une formation et une expérience dans ce domaine technique seront en conséquence particulièrement appréciées.
réf. 2010 M

Adresser lettre de candidature et CV en précisant la référence à



BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emplois et Stratégies

*annonce parlée**

Société filiale d'un grand groupe français de dimension internationale, nous nous situons à la pointe des techniques en matière de conception et de production de micro-processeurs actualisés.

Ingénieurs électroniciens

débutants ou confirmés, pour

concevoir les circuits ou les microsystèmes, tester ces productions, c'est innover avec rigueur, diriger des équipes, coordonner les actions avec une large autonomie, en liaison avec la recherche, les services commerciaux et la fabrication. Réf. M 455.

ou

réaliser les nouveaux produits, en coordonner les tests et la fabrication, améliorer les performances et le rendement par des recherches de spécification, de méthode ou de matière et gérer l'économie de ces produits. Réf. M 456.

Intégrés à nos équipes avec une large autonomie, ces postes évolutifs basés à Grenoble concernent de jeunes Ingénieurs soucieux des résultats comme de leur carrière et qui participeront activement à notre développement.

Adresser votre dossier ou téléphoner d'abord à SVP Information Carrière à Paris 763.11.15 ou à Marseille (91) 54.92.55 en précisant la référence.

SVP Information Carrière
7, rue de Logelbach 75017 Paris.

Ingénieur responsable d'opérations

Bordeaux

Société de promotion immobilière, filiale d'un très important Groupe financier, nous recherchons pour notre Direction Régionale de Bordeaux un Ingénieur Responsable d'opérations.
De formation : CENTRALE - MINES - ETP... Vous serez chargé du suivi des opérations dans leur phase de réalisation (permis de construire, animation des équipes d'ingénierie, démarrage des travaux). Vous êtes responsable de la bonne qualité du produit, ainsi que de son prix de revient. Une expérience de 2 à 5 ans environ dans le Bâtiment est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 2895 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

UMD AMPHENOL

Société Française fabriquant des composants électroniques passifs et faisant partie d'un Groupe Multinational leader dans sa spécialité recherche son

MATÉRIAL MANAGER

CHEF du DÉPARTEMENT DE FLUX MATIÈRES

et directement responsable auprès du Directeur Général du lancement et de l'ordonnancement de la production, de la gestion des inventaires et Magasins et de la gestion des approvisionnements.
Doit posséder plusieurs années d'expérience dans les domaines concernés et justifier d'une expérience réussie de leur application informatisée.
Diplôme d'études supérieures.
Connaissance de l'anglais courant indispensable.
Lieu de travail à DOLE (Jura).
Adresser C.V., prétentions, disponibilité à UMD AMPHENOL - Direction du Personnel B.P. 349 - 39105 DOLE CEDEX
Discrétion assurée.

FILIALE D'UNE SOCIETE MULTINATIONALE
REGION LYONNAISE
recherche pour son
DEPARTEMENT FINANCES

CHEF DU SERVICE ANALYSÉS ET PREVISIONS

Etudes supérieures de gestion.
Expérience de 2 ans minimum (de préférence en AUDIT).
Anglais courant.
Envoyer C.V., photo et prétentions à : R.V. SA 56, rue des Acacias 75017 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Ministère des Postes des Télécommunications et de la Télédiffusion

le CNET (Centre National d'Etudes des Télécommunications)

LANNION

dans le cadre de la modernisation du réseau public téléphonique et de son évolution pour la fourniture de nouveaux services (télématique, vidéo-communication...), recherche pour sa

DIVISION RESEAUX et SYSTEMES MULTISERVICES

INGENIEUR
diplômé grande école

pour renforcer son équipe chargée d'étudier et de spécifier la signalisation à mettre en œuvre dans le réseau local.
Une bonne expérience (2 à 5 ans) dans le domaine des réseaux de télécommunications, de la signalisation et des protocoles de transmission de données serait fortement appréciée.
La maîtrise de la langue anglaise est nécessaire.

cnet Adresser C.V. et prétention au CNET LANNION A Service du Personnel - B.P. 40 - 22301 LANNION

Organisation et Publicité

LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES SUD DE LA FRANCE

PHARMACIEN INDUSTRIEL (OPTION INDUSTRIE)

— ayant une expérience réelle dans le secteur industriel (Production, développement),
— anglais apprécié.

Il sera chargé des études et développement dans notre unité de Production.

Le candidat recruté aura le goût du travail en équipe et le sens des responsabilités.

Veuillez adresser votre candidature sous référence 49515 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

DONNEZ UNE DIMENSION INTERNATIONALE A VOTRE EXPERIENCE INDUSTRIELLE.

L'usine de LESQUIN (agglomération lilloise) conçoit et réalise l'ensemble de la gamme FROID (réfrigérateurs et congélateurs), commercialisée par THOMSON BRANDT Branche Grand Public, l'un des leaders européens de l'Electroménager.
Aujourd'hui, la production de LESQUIN (plus de 2000 personnes) se positionne au niveau international. Cette nouvelle dimension nous amène à proposer les postes suivants à des Ingénieurs (Mécaniciens ou Généralistes : INSA, CENTRALE, A et M, HEI...), meneurs d'hommes... et d'idées.

RESPONSABLE FABRICATION

Rattaché au chef d'Unité, il gère et améliore avec efficacité la production. Mais il est aussi et surtout le leader de 300 personnes : autorité de compétence et forte personnalité sont donc indispensables pour cette fonction, destinée à un Ingenieur ayant acquis quelques années d'expérience dans un poste similaire ou aux Méthodes. Réf. 410.

RESPONSABLE METHODES

Placé sous l'autorité directe du Chef d'Unité, il anime un groupe d'une dizaine de préparateurs-analystes. Il établit et gère le plan d'investissements. Sa précision de jugement lui permet d'améliorer la productivité de l'atelier, sans perdre de vue le facteur humain. Nous recherchons un candidat bénéficiant d'une expérience identique de quelques années sur des produits Grande Série (secteur Automobile par exemple) et ayant pratiqué une methode de temps prédéterminé. Réf. 411

RESPONSABLE METHODES CONTROLE

Rattaché au Responsable du Service, il anime deux groupes ayant en charge les gammes de contrôle pour l'un, les postes et outils de contrôle pour l'autre. A partir des objectifs Qualité du département, il élabore une méthodologie précise des procédés de contrôle et ce, en liaison avec la Fabrication, la Qualité et le Contrôle Fabrication. Ce poste nécessite une experience de 3 a 5 ans aux Méthodes sur des produits grande serie, dans le domaine du froid, par préférence. Réf. 412

AUDIT OPERATIONNEL - ORGANISATEUR
Formation supérieure ou Ecole d'Ingénieur

Sous l'autorité du Responsable Administratif et Financier, le titulaire de ce poste en création va prendre en charge des missions ponctuelles d'organisation des procédures de l'usine (au plan administratif et industriel). En liaison avec les différents services opérationnels et l'informatique, finalité de sa mission : rentabilité optimum et amélioration de l'ensemble des procédures en vigueur, dont il aura etabli au préalable le «recensement». Cette fonction nouvelle dans l'entreprise requiert une expérience analogue de quelques annees, acquise en milieu industriel ou dans un cabinet d'organisation. Réf. 413

RESPONSABLE DE LA FORMATION
Sciences Humaines, Sciences Po ou Ingénieur Généraliste

Rattache au Chef du Personnel, il définit et élabore la politique de formation, en fonction des technologies et des emplois. Il est egalement le «détecteur» de nouveaux besoins en matière de formation, qu'il négocie auprès des responsables d'unités et des partenaires sociaux. Une forte personnalité, un ascendant naturel reposant sur une expérience (trois ans environ) des problèmes de formation en milieu industriel, nous paraissent indispensables. Réf. 414.

CES CINQ POSTES, TOUS TRES EVOLUTIFS, SONT LE REFLET DE LA DIMENSION INTERNATIONALE QUE NOUS DESIRONS DONNER A LESQUIN ET FONT APPEL A DES PROFESSIONNELS CONFIRMES DANS LEURS DOMAINES RESPECTIFS.

LESQUIN, c'est aussi tout l'environnement scolaire, universitaire et culturel de LILLE, a 2h de PARIS.

Assurées d'une discrétion absolue et d'une réponse rapide, les candidatures (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sont à adresser - en indiquant sur l'enveloppe la référence du poste choisi - à RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.



THOMSON-BRANDT
Branche Grand Public

VOUS ÊTES INGÉNIEUR ou DOCTEUR ÈS-SCIENCES VOUS SOUHAITEZ TRAVAILLER DANS L'INDUSTRIE DES ACIERS SPÉCIAUX

usinor

VOUS PROPOSE DE VENIR RENFORCER LES ÉQUIPES DE RECHERCHE - DÉVELOPPEMENT DE SA DIVISION CHATILLON

Les postes proposés offrent dans un cadre dynamique et largement ouvert sur des marchés mondiaux des opportunités de carrière très évolutives pour des candidats de valeur débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Ils sont basés à l'usine d'ISBERGUES, Pas-de-Calais.

Pour obtenir un entretien, adressez votre curriculum vitae détaillé + photo à M. THOMAS, Directeur de l'Usine d'Isbergues, B.P. 15 - 62330 ISBERGUES.

---

ingénieur recherche biotechnologie

LE GROUPE BSN-GERVAIS DANONE a réalisé en 1981 plus de 3,5 Md de F dans le domaine des produits secs. Cette Branche regroupe les activités de sept sociétés et une très grande variété de produits: laits, farines, aliments en pots pour bébés, pâtes alimentaires, plats cuisinés, potages, sauces, confitures, moutardes, vinaigres, condiments, panification fine, confiserie et pâtisserie.

Pour développer les applications de la biotechnologie à la fabrication industrielle de ces produits, nous créons un poste d'Ingénieur de Recherche au sein de CREALIS, l'un des Centres de Recherche et de Développement de cette Branche.

Cet ingénieur sera chargé de développer une réflexion innovatrice dans le domaine des applications industrielles du génie enzymatique et du génie fermentaire. Il sera responsable de projets qu'il conduira du laboratoire au stade pilote. Il développera de nombreux contacts avec des Centres de Recherche Universitaires ou Privés, tant en France qu'à l'étranger.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur ou Docteur en biotechnologie, biologie, biochimie enzymologique ou microbiologie industrielle. Il aura acquis une expérience de 2 à 5 ans, de préférence dans un environnement industriel. Des connaissances en contrôle et automatisme de process seraient appréciées.
Ce poste est situé dans le Sud-Ouest à Brive-la-Gaillarde (Corrèze).

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M6M, en précisant rémunération actuelle à; BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

---

ingénieur débutant
génie mécanique, génie chimique
développement technique international

Récemment diplômé d'une école d'ingénieurs, vous vous êtes spécialisé en génie mécanique ou génie chimique. Les stages que vous avez effectués dans l'Industrie vous ont familiarisé avec les équipements et les matériels. Votre connaissance de l'Anglais vous permet de travailler dans cette langue. Vous êtes favorable à un développement de carrière à l'étranger.

LES BRASSERIES KRONENBOURG - 2,2 Md de F de CA, 2600 personnes - vous proposent de rejoindre leur service d'études et de réalisations techniques internationales. Ce service conduit de nombreux projets d'investissements à l'étranger, soit pour des filiales, soit dans le cadre de contrats d'assistance technique.

Après une période de formation, vous prendrez en charge des projets d'investissements: etude technique sur place, élaboration du cahier des charges, négociation avec les sociétés d'ingénierie, suivi de la construction et du démarrage des installations.
Le poste est basé à Strasbourg et favorise de nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F21M à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

CENTRE NATIONAL POUR L'EXPLOITATION DES OCÉANS

recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ou équivalent

Plusieurs années d'expérience professionnelle nécessaires.

La connaissance et la pratique d'études générales dans le domaine des technologies sous-marines conduites chez les industriels constitueraient un atout supplémentaire.

- Anglais indispensable :
- Lieu de travail : La Seyne-sur-Mer, près de Toulon.

Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions au Service du Personnel, 66, avenue d'Iéna, PARIS (16e).

ORGANISME ÉCONOMIQUE BAS-NORMAND

recherche

CONSEILLER DE GESTION

de formation supérieure micro-économie

- Finances, contrôle de gestion, ayant une pratique confirmée en P.M.I. et secteur bancaire.
- Expérience redressement entreprises appréciée.
- Travail au sein d'une équipe, disponible très rapidement.

Adresser C.V., photo et prétentions, à RÉGIE PRESSE, sous nº 246.962 M, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

MATRA

Le Centre d'intégration de la SELLES-SAINT-DENIS (en Sologne, à 70 km d'ORLEANS) où sont montés et testés des équipements aéronautiques, est dans son domaine l'un des plus modernes d'Europe.

Ses effectifs doivent atteindre 150 personnes en 82.

Dans le cadre d'une organisation informatique qui se décentralise, nous créons un poste d' :

Ingénieur Informaticien
responsable d'exploitation et d'applications locales

Le Centre est équipé d'un ordinateur de gestion 4331 - modèle 1 DOS/CICS/DL1 intégré au réseau SNA du groupe.

Sa mission principale est d'assurer l'exploitation de l'ordinateur et de participer à la mise en place des systèmes informatiques du Centre avec l'appui de la Direction Informatique Centrale de la branche.

Par ailleurs, il est amené, au contact des utilisateurs, à réaliser des applications de gestion propres aux activités du Groupe.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation ayant une première expérience (3 à 5 ans) en informatique de gestion et de qualités personnelles de rigueur, d'organisation et d'aisance dans les relations.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SL 982 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres — 3, avenue du Centre — 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX

Responsable Etudes Informatiques

LA CAISSE AGRICOLE MUTUELLE DE REIMS dans le cadre de son développement, pour continuer à améliorer la qualité de ses services, crée le poste de RESPONSABLE ETUDES INFORMATIQUES.
Sa mission : il sera le maître d'œuvre de la réalisation informatique du schéma directeur du système d'information sur les titres, dépôts, épargne, comptabilité, prêt... etc, administrera le plan informatique, dirigera les équipes concernées par le développement et la maintenance.
Son profil : Ingénieur informaticien (ENSAE, ENST, ...) ou DEA informatique, il aura eu une expérience réussie de conduite d'un ou de plusieurs projets informatiques sur matériel IBM en bases de données DL 1 et télétraitement CICS/MVS.
La notoriété de la Caisse, la dimension du projet, les évolutions humaines et technologiques qu'il introduit sont de nature à intéresser un candidat de valeur, merci donc d'envoyer lettre manuscrite, C.V. sous référence 82824 M à Madame Claude FAVEREAU qui vous assure de sa discrétion

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

VILLE UNIVERSITAIRE DU CENTRE (+ 100.000 habitants) recherche :

● **UN SOUS-DIRECTEUR** (Conditions de recrutement et grille indiciaire de Secrétaire général adjoint de 20.000 à 40.000 habitants).

● **UN DIRECTEUR DE SERVICES ADMINISTRATIFS.** Expér. souhaitée dans le domaine des Collectivités locales et de la gestion du personnel.

Ecr. s/nº 7.169 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR SYSTÈME

- Connaissances moyens et gros systèmes souhaitées ;
- Une expérience professionnelle et une formation supérieure seront appréciées ;
- Libre rapidement ;
- Age minimum 25 ans, maximum 40 ans.

Adresser candidature avec curriculum vitae et prétentions à HOTEL DE VILLE, rue de l'Hôtel-de-Ville, 44036 NANTES CEDEX.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

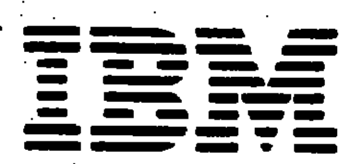
ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux



recherche pour son CENTRE D'ETUDES DE LA GAUDE, près de **NICE,** de jeunes

INGENIEURS DEBUTANTS
ELECTRONICIENS/INFORMATICIENS

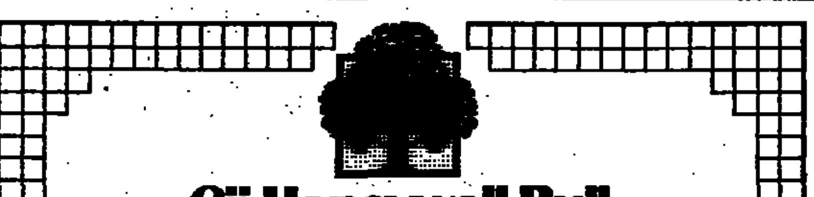
Grandes Ecoles, Hommes ou Femmes

Ils participeront à des activités de développement et évaluation de produits dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS (modems, contrôleurs de communication, micro-électronique etc.).

Outre d'excellentes conditions de travail, la Compagnie offre de larges possibilités de perfectionnement et d'évolution. Les postes à pourvoir peuvent impliquer des stages ou missions de longue durée en France et à l'étranger, notamment aux Etats-Unis: Ils permettent à des personnalités de valeur, ayant une bonne pratique de la langue anglaise, d'accéder à des responsabilités techniques et humaines de haut niveau.

Envoyer candidature détaillée à Ph. ROUGIER - Service du Personnel - IBM France - 06610 LA GAUDE

Organisation et Publicité



Cii Honeywell Bull

INGENIEURS

Nous mettons en oeuvre dans notre Etablissement d'Angers des technologies avancées pour concevoir et fabriquer des systèmes informatiques de réputation mondiale.
Le développement de l'industrialisation de ces technologies nous conduit à renforcer notre potentiel d'

INGENIEURS DE HAUT NIVEAU
(X, Centrale, Supelec, A.M. ou équivalent)

dans les spécialités suivantes : robotique, testabilité, connectique, F.A.O., automatisation, assurance qualité, gestion de production.
Votre expérience industrielle et vos compétences reconnues dans l'une de ces spécialités seront pour nous la garantie de l'efficacité que nous recherchons.
Ces postes sont à pourvoir à ANGERS ou dans la Région Parisienne.
Envoyer CV avec photo et prétentions à : Bernard Solier Cii Honeywell Bull - Service Recrutement - 331, av. Patton - 49005 ANGERS CEDEX

Importante société région Bourgogne

recherche :

UN RESPONSABLE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

D.E.C.S. complet exigé.

Attributions :
- contrôler les procédures et mettre en place les organisations comptables ;
- assurer l'audit de la comptabilité générale ;
- conseiller les responsables régionaux sur les plans comptables, fiscal et financier.

Qualités types requises :
- excellente pratique en matière comptable, administrative et fiscale en entreprise ;
- sens de l'organisation ;
- curiosité de l'esprit pour la novation et l'adaptation des procédures générales ;
- sensibilisation aux contraintes des traitements informatiques ;
- sens des relations humaines, facilités de contact ;
- expérience réussie dans l'encadrement et l'animation d'une équipe.

Rémunération : 130.000 F + selon compétences.

Adresser curriculum vitae sous le nº 246.605 M, à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

MAYENNE
IMPORTANT GROUPE (650 PERSONNES)
SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE, recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

LE POSTE :
Principaux axes d'intervention :
— responsabilité directe des comptabilités — contrôle des évaluations financières des différentes unités du groupe — gestion de la trésorerie — contacts permanents avec les banques — montage des plans de financement — préparation des Assemblées Générales et des Conseils d'Administration — Gestion des problèmes fiscaux et contentieux — Suivi des problèmes sociaux — Contrôle du suivi Informatique.

L'HOMME :
Ce poste dépendant directement de la Direction Générale nécessite la présence d'un homme d'expérience (10 ans minimum) acquise de préférence dans le secteur des produits de grande consommation et si possible en P.M.E.
Formation de base ESC - ESSEC - HEC ou similaire + DECS minimum.
Anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite + C.V. à Jean Ollivier sous référence 10/RAF - B.P. 28 - 35740 PACE, qui assurera les premiers entretiens dans l'entreprise.



MÉCANIQUE DE PRÉCISION
FILIALE D'UN GROUPE EUROPÉEN PUISSANT
rech. pour son Etablissement principal de
18 - VIERZON (Sologne)

Responsable ADMINISTRATION COMMERCIALE
France & Export

Dépendant directement du Directeur Commercial, DIRIGE et ANIME 30 personnes : Sce COMMERCIAL (correspondancières) + Gestion des STOCKS + Préparation Commandes et Expéditions FRANCE et ETRANGER.

UN SPÉCIALISTE
DE L'ADMINISTRATION
DES VENTES
DANS L'INDUSTRIE
(Sinon s'abstenir)
Parlant ALLEMAND et/ou ANGLAIS

DISCRÉTION ABSOLUE. Pour décision rapide, lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo sous réf. 4931 à

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FABRICATION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
1700 personnes - recherche :

CADRE CONFIRMÉ

Ingénieur

pour diriger les services de :

- PRODUCTION
- BUREAU D'ÉTUDES
- MÉTHODES
- SERVICES GÉNÉRAUX
- PERSONNEL

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à : M.V.M. - B.P. 92 — 88507 MIRECOURT Cedex

J.R.P.

ORGANISME LOGEMENT SOCIAL
recherche région Ouest
- UN RESPONSABLE INFORMATIQUE et COMMUNICATION pour développer informatique dans chaque service de l'entreprise. Expérience indispensable.
- UN ANALYSTE connaissant 61/DPS, COBOL, LCP, Prog. écran, analyse LCS. Expérience 5 ans.

Adr. cand., CV, photo et prét., s/nº 7.173, *le Monde* Publ., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris

Le département du Val-de-Marne recrute pour ses centres de vacances situés respectivement à LONGEFOY (73) et à GUEBRIANT (74), deux attachés contractuels pour les fonctions de gestion administrative. Licence exigée.
Envoyer C.V. avant le 25 octobre à M. le président du Conseil général du Val-de-Marne, Hôtel du département, bureau du Recrutement et de la Formation, av. du Gl-de-Gaulle, CRETEIL. Tél. 207-25-00, poste 2402.

CHEF DE SERVICE
Automatismes industriels
Normandie

La Société est une importante entreprise de Normandie spécialisée dans l'étude et la réalisation d'automatismes industriels et d'installations électriques.
Profitant de son excellente image de marque, elle veut développer ses activités dans le domaine de l'automation appliquée aux techniques nouvelles de fabrication et de régulation (robotique, économie d'énergie,...).
Pour diriger son Service «Industrie» (130 pers.), elle recherche un **INGENIEUR GRANDE ECOLE** (ESE, IEG, AM...) ayant l'expérience de l'étude et de la réalisation d'installations électriques et d'automatismes dans l'industrie. Optimum 35ans.

Adresser CV détaillé s/réf.222/11M à ·

France Cadres 22 rue St Augustin 75002 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

OFFRES D'EMPLOIS

ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT
recherche

ingénieurs informaticiens grandes écoles

débutants ou ayant quelques années d'expérience
pour le SERVICE LOGICIEL de la DIVISION AUTOMATISMES
(guichets et terminaux bancaires, péages autoroutiers, péritéléphonie...)

Notre Division, en pleine expansion, souhaite engager pour son Service LOGICIEL plusieurs jeunes ingénieurs. Intégrés à de petites équipes souples et très expérimentées, ils seront formés aux techniques les plus modernes et pourront disposer de puissants moyens informatiques. Il leur sera confié rapidement des applications de logiciel de transmission et d'application pour guichets et terminaux bancaires et pour systèmes de péritéléphonie...

Ces postes très formateurs permettront à leurs titulaires de prendre en charge personnellement d'importantes responsabilités. Le lieu de travail se situe en banlieue OUEST (PLAISIR-les-GATINES. Accès facile par Autoroute de l'Ouest — Car d'entreprise).

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2532 M à preciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



recherche son

directeur approvisionnements

Sa mission est d'assurer l'approvisionnement des différents points de vente de la Société dans le respect des délais et des prix fixés par les acheteurs. Elle comporte: la centralisation des commandes, les relations avec les fournisseurs — français et étrangers — et avec les transitaires, la gestion du fichier produits et la responsabilité des mouvements de stock à l'intérieur de la Société. Il travaille en étroite relation avec la direction des magasins, les acheteurs / chefs de produit, la plate-forme de distribution.

Ce poste conviendrait à un CADRE ayant 35 ans minimum, une FORMATION SUPÉRIEURE en GESTION, une expérience acquise de préférence dans les services logistiques d'une Société de grande distribution. Connaissance de l'anglais indispensable.

Les dossiers de candidature — sous réf. 2534 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



ORGANISATEUR

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un organisateur qui viendra **renforcer l'équipe de la Direction des Systèmes d'Information.**

Ce cadre aura une **formation supérieure** ainsi qu'une première expérience dans le domaine de l'organisation qui lui permettront de:
- Prendre en charge les aspects d'organisation dans les projets informatiques, au sein d'équipes mixtes comprenant des informaticiens et des utilisateurs.
- Mener des missions d'organisation administrative auprès de nos filiales.

Le développement du Groupe permet d'envisager une évolution vers un poste opérationnel.
Lieu de travail: Bondy (93) puis Ouest Paris début 83.

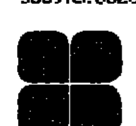
Écrire au Groupe DARTY - Direction des Relations Sociales Tour Rosny II - 93118 Rosny-sous-Bois Cedex.

Nous sommes la filiale d'un très important groupe industriel français aux activités diversifiées. Nos produits du secteur électromécanique, petite mécanique, bénéficient d'une solide réputation. Compte tenu de l'évolution des technologies, nous développons une nouvelle génération de matériel incluant des microprocesseurs. Nous souhaitons intégrer à notre équipe d'ingénieurs d'études (50 personnes) deux

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

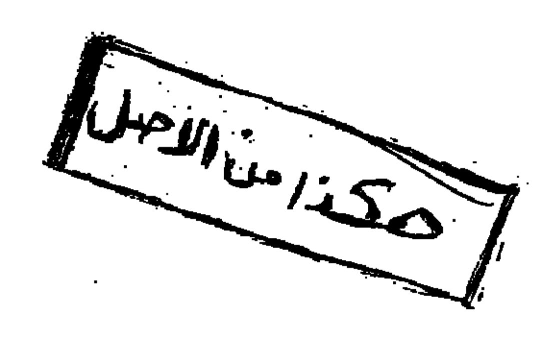
Vous êtes diplômés d'une grande école d'ingénieurs et vous avez acquis une première expérience. Vous possédez une base solide en électronique et en software microprocesseur: des connaissances en téléphonie seraient un atout supplémentaire. Nous vous proposons d'étudier, mettre au point et suivre le lancement en fabrication de l'un de nos nouveaux produits lié au téléphone : automatismes électroniques à conduite par microprocesseur (programmation firmware-hardsoft). Vous prendrez, nous l'espérons rapidement les responsabilités d'un véritable chef de projet. Si travailler dans une ambiance sympathique et sur un matériel dont on parlera demain vous motive, rejoignez notre équipe basée dans le sud de Paris.

Si vous pensez avoir le profil que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Parichon sous réf. 6626 M : il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTEC



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

La S.E.P.
Établissement
de VERNON
recherche

UN ACHETEUR INDUSTRIEL confirmé

de formation technique, commerciale ou de gestion, avec expérience des achats.
Ce professionnel se verra confier la responsabilité des achats d'une famille de produits.
Anglais souhaité.
Prière envoyer cv, photo et prétentions sous références 675 à S.E.P., Service du Personnel, B.P. 802, 27207 VERNON.

SEP



BANQUE ODIER BUNGENER COURVOISIER
(Total bilan : 1.5 milliard – Effectif 240)
QUARTIER ETOILE

Nous mettons en place une nouvelle génération d'applications informatiques et bureautiques bancaires et proposons à de

jeunes diplômés
(MIAGE ou SCIENCES ECONOMIQUES)

Les fonctions de :

CORRESPONDANT INFORMATIQUE

1) Ils participeront activement en collaboration avec le Service Organisation et Informatique à l'élaboration du nouveau système de la Banque.
2) Ils prendront en charge, parallèlement, la mise en place des nouvelles applications, après une période de formation dans les services où ils seront affectés.

Pour ces postes en création nous pouvons faire appel à des débutants. Cependant de bonnes notions comptables et une expérience en informatique d'une ou deux années, seraient des atouts supplémentaires.

Esprit d'équipe indispensable.

Adresser CV, lettre manuscrite, et prétentions Sous N° 8313 à PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Estienne – 75008 PARIS qui transmettra



Sté de LOCATIONS de VEHICULES INDUSTRIELS recherche pour Créteil (94)

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Ambitieux voulant démarrer par la vente.
Poste évolutif vers commandement.
Formation spécifique assurée.
Adresser C.V., photo sous réf. AB à : FRAIKIN S.A. 191 av. Charles-de-Gaulle, 92521 Neuilly-sur-Seine Cédex.

4,rue Massenet 75016 Paris **etap**

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Jeune directeur exportation
référence ZS 230 AM



N° 2 DE LA PLANCHE A VOILE SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS, a pour objectif d'ouvrir à ses produits en pleine expansion, le marché international et d'y atteindre un niveau comparable.

La société offre le poste de **jeune Directeur Exportation** à un jeune HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, capable de développer les positions déjà existantes et de créer un reseau d'importateurs dans le monde entier.
Cette mission intéressante et motivante implique une expérience commerciale à l'exportation de 5 ans environ, acquise de préférence dans branche similaire.
Réelles perspectives d'évolution de carrière pour candidat dynamique, organisateur, ayant d'excellentes qualités de contact, le goût des voyages et une parfaite pratique de l'anglais.
Poste basé à Marseille.

Responsable des projets ingénieur ECP, IDN, AM ou équivalent
référence CV 233 AM

LE DÉPARTEMENT CONDITIONNEMENT D'AIR POUR L'INDUSTRIE D'UN IMPORTANT GROUPE MONDIAL recherche pour succéder à son Responsable Projets partant en retraite, un **ingénieur diplômé ECP, IDN, AM ou équivalent.**

Cette fonction est orientée sur l'assistance technique auprès du réseau commercial *(valeur unitaire des affaires jusqu'à 5 millions de francs) : étude, préconisation des solutions techniques, supervision du chiffrage des propositions et conseil aux clients.*
Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ayant une première expérience professionnelle et si possible des connaissances en conditionnement d'air.
Poste attrayant et évolutif dans une firme renommée.
La connaissance de l'allemand serait appréciée.
Lieu de travail : banlieue immédiate est de Paris.

Cadre achat très confirmé
référence GZ 237 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'APPAREILLAGE ÉLECTROMÉCANIQUE GRANDE SÉRIE (500 millions de C.A. - 2200 personnes) recherche un **Cadre Achat très confirmé.**

Il sera chargé de seconder le Directeur des achats en effectuant des missions de coordination entre les usines, les services techniques et les groupes d'achat. Des missions particulières de négociations lui seront confiées.
Ce poste nécessite une bonne connaissance du marché industriel et notamment des produits tels que matériels électriques, électroniques, métaux ferreux et non ferreux, plastiques.
Cette fonction est attrayante par la variété des problèmes abordés (1600 produits - 3000 références) et l'aspect opérationnel de la fonction.
Lieu de travail : Paris.

FERROVIAIRE Jeune responsable international potentiel de manager
référence DL 241 AM

SAFT GROUPE CGE

la SAFT est l'un des leaders mondiaux dans l'étude et la réalisation de sources d'énergie autonome.
Au sein de la branche "Accumulateurs", nous recherchons le **Responsable International** du marché ferroviaire, domaine où la SAFT veut consolider ses succès.

Il sera chargé :
- *de l'étude des marchés*
- *de l'élaboration des plans marketing*
- *du support des réseaux de vente à l'exportation*
- *de la coordination des affaires internationales.*

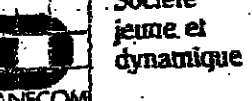
Poste important, dans un marché où la société a des projets ambitieux, qui conviendrait à un diplômé grande école (d'ingénieur ou de commerce) ayant environ 5 ans d'expérience marketing ou ventes, acquise de préférence dans un secteur de produits industriels destinés aux marchés ferroviaires, témoignant de qualités marquées d'initiative, de dynamisme et de contact.
Réelles possibilités de carrière au sein de la société.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Poste : banlieue immédiate est Paris.

Adjoint au chef des services comptables
référence DW 234 AM

UNE SOCIÉTÉ DE BATIMENT, TRAVAUX PUBLICS RENOMMÉE (1200 personnes) recherche **l'Adjoint au Chef des Services Comptables.**
Il participera à l'ensemble des activités du service, sur les plans technique, animation de personnel, organisation.
Ce poste conviendrait à un candidat DECS ou équivalent, ayant minimum 5 ans d'expérience acquise de préférence dans une société de BTP ou dans une société industrielle, témoignant de bonnes connaissances en fiscalité, dynamique, méthodique et de bon contact.
Poste : côte méditerranéenne.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

Pour ses activités *informatiques*



Société jeune et dynamique recherche

attaché commercial 25/30 ans

Profil : 3 ans d'expérience minimum vente matériel bureautique - connaissances informatiques appréciées.
Fonction : Chargé de prospecter et vendre nouveau matériel graphique de grande diffusion, technique de pointe, unique sur le marché.
Disposera large autonomie d'action.
Intéressement aux résultats et évolution possible au sein de l'équipe.

programmeur 25/30 ans

Expérience 3 ans - Connaissance langage Fortran appréciée pour animer un service bureau en *informatique graphique* -Technique de pointe (*démonstrations*, contact clientèle).
Travail diversifié, évolution possible vers de plus larges responsabilités.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions au CEPIG - 16 rue Franklin - Paris 16°

dab's

GROUPE DU SECTEUR TERTIAIRE
PONT DE NEUILLY
recherche

JURISTE

Rattaché au Secrétaire Général il assurera la responsabilité du service contentieux.
Il devra :
- animer, coordonner, contrôler les unités de contentieux implantées dans les délégations régionales du groupe.
- Assurer personnellement la maîtrise des dossiers particuliers.
- Conseiller les responsables sur les problèmes relevant de sa compétence.

Adresser CV et prétentions sous N° 8308 à PARFRANCE Annonces 4 rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

SYSTEME D'INFORMATION DE GESTION

GRANDE BANQUE PARIS
recherche

UN INGENIEUR

Grande École + formation économique ayant une expérience de 2 à 3 ans dans le contrôle de gestion ou l'organisation pour participer au développement d'un système intégré d'information de gestion.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à HAVAS CONTACT - 1, Place du Palais-Royal, 75001 PARIS - ss réf. 31385.

HAVAS CONTACT

Responsable financement export

Nous sommes une filiale de deux Groupes industriels de premier plan. Notre domaine : l'OFFSHORE PETROLIER. Notre chiffre d'affaires 82 : 1 milliard de francs. Nous recherchons pour seconder notre Directeur Financier un Responsable Financement Export :
- Formation HEC, ESSEC OU EQUIVALENT.
- *Bilingue Anglais.*
- Forte expérience au niveau international.
- Dynamique et fin négociateur.
- Disponible pour frequentes missions à l'etranger.

Il sera charge des montages, négociations, suivi, gestion des opérations financières internationales (évaluation des risques, négociation de crédits, garanties COFACE), en liaison avec la Direction Commerciale.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 2955 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION EXPLORATION PRODUCTION

2 INGENIEURS APPROVISIONNEMENT

PROFIL :
Ingénieurs Grande Ecole ayant une bonne expérience des problèmes de négociation et de gestion des approvisionnements et/ou une connaissance particulière du matériel pétrolier.

MISSION :
1) Responsabilité du Service Achat d'un établissement industriel complexe.
2) Superviser des approvisionnements au sein du groupe projets d'une filiale à l'étranger (anglais indispensable).

INTERET :
Ces 2 postes offrent des possibilités d'évolution ultérieure au sein du groupe dans des établissements en France ou éventuellement à l'étranger.

Ecrire avec CV et prétentions sous référence 49517 à SNEAP - D.C. Recrutement 26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64018 PAU CEDEX.

Nous sommes l'une des plus importantes sociétés françaises d'ingénierie et réalisons d'importants projets industriels dans le monde entier. Nous recherchons :

Spécialiste traitement d'eau haut niveau

Ingénieur diplômé, vous avez acquis une expérience de plusieurs années en traitement des eaux de chaudières et des circuits de refroidissement, installations de déminéralisation... Dans ces domaines vous avez effectué des choix de systèmes, réalisé des schémas de tuyauteries et d'instrumentation et spécifié des équipements.

Nous vous proposons d'être le responsable des études et de la réalisation des systèmes de traitement d'eau. Votre rôle sera double :
- *Concevoir et réaliser les installations complexes de traitement d'eau sur les gros projets.*
- *Conseiller, en qualité d'expert, nos ingénieurs généralistes fluides - utilités sur le choix des systèmes de traitement et de conditionnement d'eau pour les projets moins importants.*

Ce poste nécessite une bonne pratique de l'anglais. Des connaissances complémentaires en traitement d'eau résiduaires ou en dessalement seraient appréciées et permetraient un élargissement du poste.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé sous réf. 5253 à Joël OLLIEUZ SERETE 56 rue Régnault 75648 Paris Cédex 13.

serete ingénierie

média-system

Unique si vous avez été ou êtes gérant d'immeubles avec succès. Écrivez-moi de toute urgence avant le 25/10, je propose situation extrêmement intéressante. Ecr. N° 8424 AMEP P.A. 37, R. Général-Foy 75008 Paris.

INGÉNIEUR

Responsable maintenance Conditionnem. chaîne embouteillage (agro-alimentaire) VITECI ETT, 7, rue des Recollets 75010 Paris 203-10-73.

Cabinet de Commissariat aux comptes et d'expertise comptable recherche

RÉVISEURS

DECS + 1 an exp. mini. Env. C.V. et prétentions à SOCOREX 109, av. de Paris 94160 – Saint Mandé.

Ecrivez-nous : Service des Handicapés réf. G.C. 49, av. Hoche 75008 PARIS.

PERSONNES HANDICAPÉES

Voulez-vous nous aider à diffuser un produits concernant uniquement les handicapés ? Si vous avez des qualités commerciales, nous vous donnerons :
- Une formation complète tous frais payés.
- Vous aurez les horaires libres.
- Vous recevrez des commissions intéressantes.

Collège privé cherche PROFESSEUR DE FRANÇAIS (temps partiel) et PROFESSEUR PHYSIQUE (remplacement). Téléphone : 763-48-35.

CEDEFORP RECRUTE
Professeurs Vacataires
- Nouveau plan comptable
- Informatique
- Secrétariat
- Allemand
- Anglais-Américain

Envoyer C.V. avec photo, 9, rue Bleue, 75009 PARIS.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36 45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE FABRIQUE DE PEINTURES ET REVETEMENTS
Filiale d'un des plus importants groupes industriels français
recherche :

TECHNICIEN DE FABRICATION
formation de base MAQUETTISTE

pour participer :
— élaboration de collections revêtements muraux,
— activité publicitaire et promotionnelle de l'entreprise.

- libre de suite,
- esprit d'équipe,
- tempérament commercial.

EXPERIENCE TEXTILE SOUHAITEE.

Ce poste est à pourvoir à PARIS.

Adresser C.V. manuscrit + prétentions sous réf. 9769 à VALENS CONSEIL, BP 359, 75064 PARIS Cédex 02.

IMPORTANTE SOCIETE DISTRIBUTION DE COMBUSTIBLES LIQUIDES
recherche

INGENIEUR TRAVAUX

Sous la responsabilité du chef de service, sera chargé dans le cadre de la condensation d'unités de conditionnement de l'étude des projets de l'établissement du cahier des charges, des appels d'offres, de la coordination et de la reception des travaux.

PROFIL :
jeune ingénieur diplômé E.C.P. - ECL - AMTP ayant quelques années d'expérience dans fonction similaire.

Résidence : Paris avec nombreux déplacements en Province.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo sous No 49279 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

ASSOCIATION PARAPUBLIQUE
recrute

POUR PARIS : (réf. T 036.367 M)

1 CHARGÉ DE MISSION

Pour l'assistance technique dans le secteur de l'immigration auprès de collectivités locales. Ce poste conviendrait à un diplômé en urbanisme ou sciences sociales ou sciences économiques, ayant une expérience dans le secteur social et du logement social. Connaissance de l'immigration nécessaire. Déplacements en province à prévoir.

POUR LA PROVINCE : (réf. T 036.368 M)

2 CORRESPONDANTS RÉGIONAUX

Fixés à MARSEILLE et TOURCOING pour création d'antennes régionales. Conditions requises : formation en sciences humaines ou sociales ou diplôme DEFA, connaissance de l'immigration dans les régions citées. Seraient appréciées compétences en formation d'adultes et action culturelle, goût pour les négociations.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur de production
référence FY 236 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PERFORMANTE ET EN DÉVELOPPEMENT, filiale d'un grand groupe international, recherche le **Directeur de Production d'une de ses usines.**

Directement rattaché à la Direction Générale, il aura la responsabilité : de la fabrication, du planning, des approvisionnements, des expéditions. Il animera et gérera un effectif de 60 personnes.
Ce poste conviendrait à un ingénieur AM ou équivalent, ayant dirigé des ateliers (la connaissance du travail des métaux en feuilles serait appréciée), bon animateur et bon organisateur, capable d'optimiser la rentabilité de l'outil industriel et de participer à l'élaboration de la politique d'investissements.
Réelles perspectives d'évolution rapide de carrière dans l'équipe de Direction.
Poste ville du Gard.

Responsable audit + larges perspectives poste opérationnel
référence LE 165 CM

PUISSANT GROUPE DE DIMENSION INTERNATIONALE, plusieurs filiales France et étranger, offre poste d'**Audit Responsable d'un groupe de filiales.**

Dans un premier temps en tant qu'audit, il sera responsable vis-à-vis de la Direction Générale et contribuera par ses interventions à établir et harmoniser les procédures internes du groupe.
Sa carrière pourra évoluer dans un deuxième temps vers des fonctions opérationnelles au sein de la société Mère ou dans une filiale. Ces fonctions conviendraient à un jeune cadre HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent (DECS apprécié) disposant d'une expérience de 3 à 5 ans de préférence en cabinet d'audit anglo-saxon ou au sein groupe important.
Lieu de travail : ville centre France.

Conseillère du travail responsable du service social
référence EX 235 AM

CREDIT LYONNAIS

LE CRÉDIT LYONNAIS recherche la (ou le) **Responsable de son Service Social.** Il s'agit d'animer et de gérer un service très important (effectif 100 personnes réparti sur toute la France).

Ce poste conviendrait à une candidate ayant impérativement les diplômes de Conseillère du Travail et d'Assistante Sociale. Agée au minimum de 40 ans, elle disposera d'une solide expérience professionnelle, acquise en entreprise et ses qualités de maturité, d'ascendant, de dialogue, lui permettront de s'affirmer naturellement, tant à l'intérieur du service social qu'au sein du Crédit Lyonnais ainsi que dans ses contacts extérieurs. Elle sera mise en place par la titulaire actuelle du poste avant son départ en retraite.
Poste à Paris.

Responsable formation
référence BU 232 AM

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE, leader incontesté dans un domaine en développement constant, recherche son **Responsable de Formation.**

En assistance aux Directions opérationnelles, il sera chargé :
- d'évaluer les besoins en formation,
- d'élaborer les programmes,
- d'en piloter la réalisation (suivi et contrôle) et d'en mesurer l'efficacité.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, ayant acquis, en entreprise, une solide expérience des problémes de formation, témoignant de solides qualités d'homme de "communication" et capable de promouvoir une politique dynamique de formation.
Poste à Lille.

Jeune ESC + DECS 3 ans d'expérience
référence AT 231 AM

COMPAGNIE BANCAIRE

offre au sein d'une de ses filiales spécialisée en informatique, un poste évolutif à un **jeune Cadre ESC + DECS,** disposant d'une première expérience de 3 ans en comptabilité et gestion financière.

Intégré à une société de dimension moyenne (200 personnes) située dans un secteur d'activité en expansion, le **titulaire du poste devra seconder le Responsable Financier et Comptable.**
Sa mission impliquera :
- la responsabilité de l'ensemble des travaux comptables (comptabilité générale, analytique, bilan) et l'animation d'une petite équipe,
- la préparation des budgets et le suivi de leur réalisation,
- la participation au développement des méthodes de contrôle de gestion.

Réelles perspectives de développement de carrière dans le groupe pour candidat ayant une réelle qualification comptable et financière, si possible une connaissance théorique ou pratique de l'informatique et des qualités d'animateur et de rigueur.
Poste à Paris.

etap — 4, rue Massenet 75016 Paris

Importante Société de Construction Aéronautique
située en Région Parisienne
recherche

ANALYSTE

FONCTION : définition avec les utilisateurs, réalisation et maintenance d'applications informatiques de gestion.
RESPONSABILITE : Importante délégation, grande autonomie dans un service en expansion.
MATERIELS : IBM 34 - 370 - 168.
PROFIL : Miage - INSA - IIE ou similaire - Langage PL 1 - Cobol. Expérience 2 à 4 ans. Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite + photo récente – CV détaille à
CONSILIA Conseil en Ressources Humaines
5, rue Lincoln 75008 Paris (4è étage)

CABINET BREVETS
à Paris recherche

JURISTE

Env. lettre, discrétion assurée.

Ecrire s/n° 7.172 *le Monde* Publicité service ANNONCE CLASSÉES 5, rue des italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANT GROUPE DE TRANSPORTS
Porte d'Asnières
recherche
pour ses services

COMPTABLE
BTS - DECS

Adresser candidature et C.V. sous réf. 48558 M à Bleu Publicité 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX - Qui transmettra

---

ASSOCIATION INTERNATIONALE
reconnue d' UTILITÉ PUBLIQUE
recherche pour son ORGANISATION FRANCAISE
Siège : PARIS

Chef comptable

Cette personne, de formation comptable confirmée, assurera la direction du service de la comptabilité (15 personnes) et développera la fonction comptable dans un contexte évolutif nouvellement informatisé, sous la supervision du Directeur Financier.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence C. 1082, à :

COFINOR
49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

Établissement bancaire de tout premier plan recherche, pour renforcer une équipe au sein de la Direction du Personnel

JURISTE DROIT SOCIAL

Diplômé d'études supérieures (licence ou maîtrise minimum), son expérience professionnelle de la législation sociale (quelques années) lui permettra de prendre en charge l'étude de problèmes juridiques complexes concernant divers aspects de la fonction personnel.

Ce spécialiste participera en outre à l'élaboration de solutions concrètes faisant une large part à l'innovation.

Ce poste, basé à Paris, pourra ouvrir à un candidat de bon niveau des perspectives d'avenir dans une entreprise de grandes dimensions.

Merci d'adresser un dossier de candidature sous référence 74979 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

BANQUE ÉTRANGÈRE
recherche pour PARIS

- Un diplômé de l'enseignement supérieur (H.E.C., ESSEC, D.E.S. économie ou équivalent).
- Ayant 3 à 4 ans d'expérience professionnelle acquise de préférence dans le secteur bancaire.
- Anglais courant

CHARGÉ DES RELATIONS
INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS FRANÇAIS

Faire parvenir lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, à RÉGIE PRESSE, sous n° T 036.360 M, 85 bis, rue de Réaumur - 75002 PARIS

FISCALISTE

La Direction Financière d'un Groupe International implanté principalement en Europe, recherche un FISCALISTE de haut niveau capable d'assumer immédiatement la responsabilité de son service fiscal.

Ce cadre supérieur devra disposer d'une large expérience de la fiscalité française et si possible étrangère.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétention salariale sous référence 8125 à : JEAN RÉGNIER Publicité - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

*Dans le cadre de projets diversifiés d'informatique bancaire, la Société Générale recherche, pour son **Service de l'Organisation et des Études Informatiques :***

Un ingénieur système *réf. IS LM*

Ayant 3 à 5 ans d'expérience. Spécialiste IMS sur DL1 avec de bonnes connaissances des systèmes MVS.

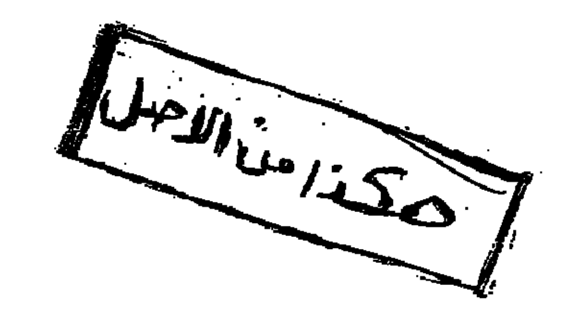
Un spécialiste réseaux *réf. SR LM*

Cet ingénieur doit avoir 3 à 5 ans d'expérience informatique.

Des perspectives d'évolution sont ouvertes pour des candidats de valeur. Lieu de travail : Paris.

Une candidature, accompagnée d'un CV détaille mentionnant la rémunération souhaitée sous la référence correspondant au poste à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Service Recrutement, 7 rue Caumartin - 75009 Paris.

HAVAS CONTACT



etap

4,rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

***FIRME FRANÇAISE RENOMMÉE** réalisant de grands appareils en métaux nobles, destinés à des industries diversifiées : pétrole, chimie, nucléaire, alimentaire, exportant plus de 50 % du CA,* **recherche des Ingénieurs de valeur pour renforcer sa compétitivité.**

Plusieurs postes sont offerts :

• Chef du service des équipements industriels

Pour les trois usines de la société, il sera chargé d'évaluer les besoins en équipements, d'étudier la rentabilité des investissements, d'acheter et d'installer les matériels, d'optimiser les installations.

Fonction importante qui conviendrait à un homme de progrès, diplômé d'une *école d'ingénieurs, ayant environ 5 ans d'expérience professionnelle en travaux neufs, méthodes ou entretien, disposant de solides connaissances en mécanique* et en automatismes et *capable d'encadrer une équipe de 10 personnes chargées* de la conception.

référence AI 238 AM

• Ingénieur responsable montages industriels (secteur nucléaire)

Il sera chargé du montage, sur le site, des appareils réalisés par la société. Il sera *responsable des chantiers sur le plan technique,* délai, gestion, relations clients. Il s'agit de chantiers de longue durée dans le domaine nucléaire (1 à 2 ans en France ou à l'étranger, permettant un déplacement avec la famille.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant quelques années d'expérience en chantiers ou en fabrication. Il pourra évoluer ensuite, soit dans des postes en usines, *soit dans des postes d'ingénieur d'affaires.*

référence BJ 239 AM

• Ingénieurs débutants pour postes d'usine

Ils seront solidement formés en assumant des responsabilités concrètes : méthodes, organisation, assurance qualité, progrès techniques, afin de leur permettre d'assumer rapidement des fonctions de production.

Ces postes conviendraient à des ingénieurs diplômés, ayant le profil d'hommes de terrain, animateurs, ayant le goût de la technique et des réalisations concrètes.

référence CK 240 AM

Postes : 100 km de Paris.
Ecrire en précisant la référence.

etap 4,rue Massenet 75016 Paris

SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE
FILIALE D'UN GROUPE AUTOMOBILE INTERNATIONAL

recrute

PLUSIEURS COLLABORATEURS/COLLABORATRICES

pour les postes suivants :

ASSISTANT « TESTS ET DOCUMENTATION »

Référence n° 1

Collaborateur chargé, sous la conduite du responsable des tests et de la documentation, et en liaison avec le service informatique de la Société :
- de la réalisation des tests de qualité et de conformité par rapport aux cahiers des charges, des logiciels nouveaux établis par le service informatique ;
- de la préparation des documents d'emploi destinés aux utilisateurs de ces produits ;

PROFIL RECHERCHÉ :
- *le poste implique des qualités de méthode et de rigueur, de clarté d'exposition et de* bonne rédaction ;
- de bonnes connaissances pratiques en comptabilité et l'expérience du fonctionnement d'un système informatique de gestion sont souhaitables.

Poste sédentaire situé en région parisienne.

ASSISTANT ET CONSEILLER EN SYSTÈME DE GESTION INFORMATIQUE

Référence n° 2

La fonction consiste à installer dans les concessions automobiles des systèmes de gestion informatique avec formation du personnel et organisation du travail.

ACTIVITÉ ITINÉRANTE EN FRANCE.

PROFIL RECHERCHÉ :
- *expérience professionnelle de 3 à 5 années ;*
- très bonnes connaissances comptables.
- notions sérieuses en informatique « utilisateur » ou désireux de se former à cette discipline ;
- bonne culture générale ;
- caractère affirmé ;
- goût de l'initiative et des responsabilités.

Voiture fournie avec frais de déplacements.

L'INTÉRÊT DE CES FONCTIONS :
- un métier d'avenir dans une activité en pleine expansion ;
- de réelles possibilités d'évolution au sein du Groupe ;
- bon niveau de rémunération.

Pour ces postes, la connaissance du commerce automobile serait un atout supplémentaire.

Ecr. avec C.V. *manuscrit et prétent.*, en rappelant le poste avec référ. au n° 246.700 M.,
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.



Le Crédit Mutuel
d'Ile-de-France
recrute des

Responsables d'agence

Ils auront pour mission, au sein de leur agence :
- *le développement commercial,*
- l'animation de l'équipe,
- la gestion administrative et comptable.

Ils doivent *avoir une bonne formation bancaire et pouvoir justifier d'une réussite* dans un poste similaire ou de second d'agence.

Un goût particulier pour le contact humain et un bon sens de l'organisation sont *indispensables.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 19/LM au département des Relations Humaines et Sociales, 5, place des Fêtes - 75019 Paris.

MEDIA PA

THOMSON-CSF

AVIONIQUE : DES ÉTUDES AUX APPLICATIONS



Notre Département Électromécanique conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années. Ces perspectives nous conduisent à proposer des opportunités de carrière à des

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Débutants ou ayant une première *expérience* industrielle

ÉLECTROMÉCANICIEN A & M - ESE

Ses connaissances en électrotechnique et électronique lui permettront de participer à la *conception* et au suivi de prototypes à moteurs à commutation électronique, *d'ensembles* capteurs et électroniques associés. La connaissance de microprocesseurs serait appréciée.

Réf. ICM

INFORMATICIEN

De formation Grande École ou Universitaire, le candidat *souhaité* possède une expérience de 2 ans en programmation microprocesseurs 6800-68000 et devra s'intégrer dans une petite équipe – 4 ingénieurs motivés par la conception d'équipement complexe à large diffusion.

Réf. I2M

Ces postes induisent des évolutions de carrières intéressantes au sein du premier groupe *électronique français.*

MÉTHODES A & M...

Il sera dans un premier temps chargé du développement de la fabrication, et responsable du contrôle des coûts et de la qualité d'un groupe de produits.

La connaissance de *l'anglais* est souhaitée.

Ce poste offre des possibilités d'évolution de carrière vers la technique, la production ou le commercial.

Réf. IM

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo en précisant la référence du poste souhaité à Madame CHARRIER, THOMSON CSF, 125, rue J.-J. Rousseau 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

HAVAS CONTACT

L'un des premiers Groupes Industriels Français propose à

30 JEUNES INGÉNIEURS

(généralistes, mécaniciens, automaticiens, physiciens, chimistes...)

de débuter ou d'orienter leur carrière dans les domaines suivants :

Recherche - Etudes - Essais
- Production
Engineering
Informatique

Ce groupe est fortement implanté en Europe et en Amérique.
Ses techniques d'avant-garde en ont fait le leader mondial de sa spécialité.
Il offre à des hommes de caractère de larges possibilités d'évolution en France ou à l'Etranger.

Ecrire en joignant curriculum-vitæ et photo à INTERMEDIA n° 476 - 59, rue La Fayette - 75009 PARIS qui transmettra. *Discrétion assurée.*

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

Optimiser nos systèmes de gestion

dans un environnement industriel de haute technologie

EPS (Etudes et Productions Schlumberger) conçoit et réalise des systèmes et des équipements complexes destinés *aux activités de* recherches pétrolières. Ces ensembles doivent être mis à la disposition de leurs utilisateurs dans *les délais les plus brefs,* tout en répondant à des normes de qualité d'une extrême rigueur.

Pour atteindre cet objectif, EPS poursuit l'*informatisation de sa gestion de production* et recrute aujourd'hui, pour 2 postes clés :

Ingénieur planning

Réf. S 178 A

Concepteur et coordinateur des plans d'action, il assurera l'interface entre la production et les clients et participera de manière créative et concrète à la définition de nouveaux programmes informatiques de planification.

Gestionnaire d'équipements

Réf. S 178 B

Animant un service de 10 personnes, il aura la *responsabilité* complète de la gestion des stocks de nos systèmes, définira et mettra en place de nouvelles *techniques et procédures* permettant d'optimiser son *action.*

Ces postes, basés près de Paris, s'adressent à de jeunes ingénieurs à qui l'on confiera rapidement des *responsabilités* opérationnelles, et désireux d'évoluer vers le management ou la gestion de production.

Ils auront à *pratiquer l'anglais* et *pourront utiliser une éventuelle formation* complémentaire en gestion.

Les dossiers de candidature complets seront adressés, en précisant la référence, à ETUDES et PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, Direction du Personnel, 26 rue de la Cavée, 92142 Clamart

Schlumberger

jeunes ingénieurs haut potentiel

pour postes opérationnels en usine

LA BRANCHE EMBALLAGE DU GROUPE B.S.N. GERVAIS-DANONE numéro 1 de l'emballage verrier en France (10 usines) offre plusieurs postes formateurs et évolutifs à de jeunes ingénieurs débutants ou ayant une première expérience industrielle.

Ils seront capables de s'adapter à des problèmes techniques variés, mais aussi d'approfondir la connaissance d'un "métier". Ils auront le profil d'hommes d'action et de terrain, mais ils seront en mesure de prendre du recul et d'être organisateurs et gestionnaires.

Intégrés dans des usines à taille-humaine, ils recevront d'abord une très solide formation en partageant la vie d'une équipe de production et en abordant concrètement les divers aspects de la fabrication : problèmes techniques, gestion industrielle, qualité, productivité, encadrement de personnel. Puis ils évolueront, en fonction de leur potentiel, goûts et aptitudes.

Ces postes s'adressent à des diplômés ECP, Mines, ENSAM, ENSI, ENI,... désireux et capables d'être mobiles, tant sur le plan géographique que sur le plan des fonctions.

Premières affectations : usines régions VOSGES, RHÔNE, MARNE, LOIRE, AIN, NORD.

Écrire sous réf. YR 229 AM à :

etap
4, rue Massenet 75016 Paris

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

---

jeune diplômé futur chef de projet informatique

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES offre à un débutant une très intéressante opportunité de formation et la possibilité d'assumer rapidement des responsabilités à la mesure des compétences acquises, au sein d'un service informatique utilisant des techniques de pointe dans une ambiance jeune et performante.

Disposant d'une formation supérieure (École d'ingénieur, École de Commerce, Sciences Po, Universitaire), il aura avant tout une forte motivation, une bonne intelligence logique et d'excellentes capacités de communication.

Il participera à des projets pouvant concerner tous les domaines de l'entreprise : gestion ; production ; marketing,...

Larges perspectives de carrière, soit dans l'informatique, soit dans toute autre orientation correspondant à ses aspirations et aptitudes. Poste à SÈVRES.

Écrire sous réf. PF 226 AM à :

etap
4, rue Massenet 75016 Paris

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

SOPAD Nestlé

complète son équipe d'

INSPECTEURS DE GESTION

- Vous êtes jeunes diplômés : HEC, ESSEC, ESCP ou jeunes ingénieurs INA, ENSIA, ENSAM...
- Au sein de notre Service INSPECTION DE GESTION, chargé de l'audit opérationnel de nos différents établissements, vous aurez la possibilité d'acquérir une large connaissance du fonctionnement, des activités et des structures de notre entreprise.
- Rattachés au siège social, à Courbevoie, vous effectuerez des missions de contrôle et de conseil de 2 à 5 semaines sur l'ensemble de la France.
- La diversité des connaissances acquises vous ouvrira par la suite, selon vos aptitudes et vos goûts, des débouchés variés en GESTION, MARKETING, PRODUCTION, etc.

Ecrivez avec C.V. à SOPAD.
Direction du Personnel.
17, quai Paul-Doumer — 92411 COURBEVOIE Cedex.



Elizabeth Arden

Groupe multinational (C.A. en France + 1 Milliard F) recherche son

CHEF DU SERVICE TRESORERIE

MISSION :

Cet homme de communication et de rigueur assurera la gestion de trésorerie du groupe en France. Il disposera d'une équipe solide et motivée, d'un outil informatique et d'une large autonomie pour remplir sa mission.

PROFIL :

- Grande Ecole : ESCP, ESSEC, HEC,...
- Débutant ou ayant une première expérience en Finance dans une Société Multinationale.
- Anglais courant, écrit, parlé.
- Bonnes connaissances informatiques : basic, Time Sharing...

Larges possibilités d'évolution au sein du groupe

Ecrire avec CV, photo et prétentions à ELI LILLY FRANCE S.A.
Département du Personnel Réf. YP 8209
203, Bureaux de la Colline - 92213 - SAINT CLOUD.

ifmp

URGENT Association La Montagne, 92 Courbevoie, recherche pour son ÉCOLE D'INFIRMIÈRES

UNE MONITRICE

titulaire d'un diplôme d'Etat d'infirmier et certificat cadre d'infirmier ou certificat d'aptitude au fonction d'infirmier, moniteur ou certificat d'aptitudes ou fonctions d'infirmier, surveillant ou certificat cadre de santé publique.
POSTE jusque fin JUIN 83 (+ congés payés).
Possible définitif.
Adresser lettre + C.V. à l'Association La Montagne, service du Personnel,
12, rue de La Montagne,
92400 COURBEVOIE.

LA MAIRIE DE SCEAUX

recrute pour son service de l'information un(e) collaborateur (trice) qui sera plus spécialement chargé (e) de la réalisation du :
BULLETIN MUNICIPAL
Expérience professionnelle souhaitée ; à défaut formation supérieure en lettres appréciée.
ATTENTION ! : ce poste exige une grande disponibilité (soirée, et, éventuellement, fin de semaine).

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé à M. le Maire de Sceaux, 92331 SCEAUX CEDEX.

École banlieue Parisienne cherche

PROFESSEURS

Français, Français pour étrangers, anglais, physique, maths, sciences naturelles, histoire, géographie, également à temps partiel.
Ecrire sous le nº T 036362 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Urg. MJC, 14, rue des Écoles, St Cloud — 92210 rech. pour secteur enfants

ANIMATRICE

exp. 5200 F. Brut Env.C.V.

LA VILLE DE SCEAUX

recrute

LE RESPONSABLE

(niveau attaché communal) de son service

AFFAIRES CULTURELLES

Les candidats devront justifier d'une expérience administrative et d'une pratique de la vie culturelle et associative.

Adresser candidature, C.V. et photographie :
Hôtel de ville
92331 SCEAUX Cédex.

HAVAS CONTACT

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES DU GROUPE CAISSE DES DÉPOTS

recherche
Pour son département environnement

1 INGÉNIEUR CONFIRMÉ

Spécialisé en hydraulique, et hydrologie, intéressé par la protection de l'environnement.
Intégré à une équipe pluridisciplinaire, il aura à prendre en charge des études d'aménagement de rivières, en France, et à l'Etranger.
Contacter
B. DAMEZ-FONTAINE
au 306-05-05.

La ville des Mureaux 33.000 habitants, 40 km de Paris, recrute :
- Un (e) animateur (trice) socio-culturel spécialisé (e) en audiovisuel pour la Maison des jeunes.
- Un (e) animateur (trice) de quartier pour travail en direction des jeunes.

Formation D.E.F.A. – D.U.T. expérience professionnelle souhaitée. Statut d'embauche, animateur communal. Possibilité de logement à titre onéreux.
Envoyer demande d'emploi et curriculum vitae, à M. le maire, conseiller général, 78130 Les Mureaux.

---

occasions

GAYOUT, 4, bd Saint-Martin (10e), 607-61-10, fermé lundi ech. cpt photo, ciné, films, vidéo, Hifi, disques, cassettes, télé et grands choix matériel occasion.

---

travail à domicile

Cherche tous travaux copies, thèses, rapports, etc. Téléphoner au : 306-08-88.

Importante Société de Construction de Matériel Électrique Membre d'un Groupe international recherche pour sa Division Ingénierie Paris-Est

activité Systèmes informatiques industriels
(Automatique, conduite de réseaux et process industriels)

CHEF DE PROJET

Ingénieur Grande École
pour prendre la responsabilité de conduite de projets (sidérurgie, cimenteries, réseaux de téléaction) en France et à l'exportation.
Bonne connaissance des procédés industriels et des techniques de conduite sur PDP 11 - RSX 11M et microprocesseurs (matériel logiciel et instrumentation).
Anglais ou Allemand indispensable.

activité Téléconduite de Réseaux et Contrôle-Commande

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Grande École, option automatique, informatique ou télécommunications
pour prospection et suivi de réalisations de grands projets.
Expérience technique de participation à des projets similaires appréciée.
Anglais ou Allemand indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions, sous nº 49823 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

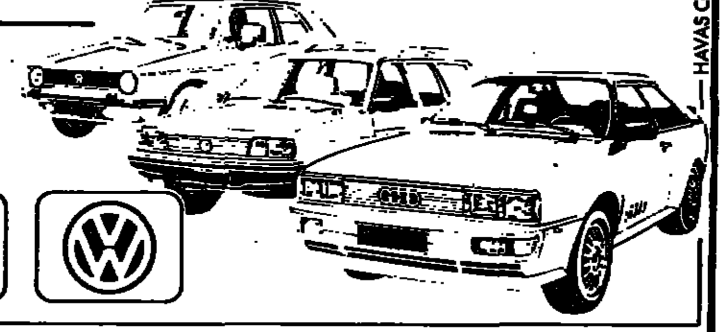
Assistant marketing

Jeune diplômée ESC option Marketing, vous avez une première expérience en marketing, vous êtes attirée par les études qualitatives et vous avez une bonne connaissance de l'allemand.

Nous vous proposons de vous intégrer au Département Études produit et marché pour les études qualitatives :
- **analyse de la demande et de ses évolutions,**
- **analyse des actions de communication et de l'évolution de la notoriété de l'image,**
- **analyse concurrence pour le concept et le technique,**
- **rédaction d'argumentaires destinés aux forces de vente,**
- **rédaction des informations produit destinées au réseau.**

Vous bénéficierez d'un salaire attractif et d'avantages sociaux liés au développement de la Société.

V.A.G.
Envoyez CV, photo et prétentions sous réf. AP 13 à V.A.G. France, Direction du Personnel et des Relations Sociales, B.P. 62, 02600 VILLERS-COTTERETS.





HAVAS CONTACT

Architectures nouvelles de systèmes transactionnels

Très importante SSCI française, nous intervenons aujourd'hui sur de grands projets de pointe, faisant appel aux techniques de gestion de bases de données, réseaux locaux...

Nous souhaitons compléter nos équipes et en constituer de nouvelles, et proposons à des

- **Ingénieurs logiciel de base**
- **Ingénieurs d'application**
- **Analystes**
- **Analystes-programmeurs**

de nous rejoindre, pour prendre en charge d'importantes responsabilités techniques sur ces projets (systèmes transactionnels fondés sur des architectures originales).

Vous possédez une expérience informatique de 3 à 5 années sur **MITRA ou MINI 6 (MMT 2, TEMIS, DTF, MOD 400,...).**

Vous êtes attirés par la conduite ou la participation à des projets d'envergure.

Nos dimensions et notre dynamisme sur le marché des grands projets technologiques vous garantissent des conditions de rémunération et d'évolution de carrière très motivantes.

Adresser votre dossier de candidature, sous référence 74969-M, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

---

2 OPPORTUNITÉS POUR DES CADRES DE VALEUR

- Vous avez 30 ans minimum.
- Vous êtes de formation Agro ou équivalent.
- Vous connaissez bien la zootechnie et l'industrie de l'alimentation animale.

- Vous avez 25 ans minimum.
- Vous êtes de formation commerciale supérieure (H.E.C., ESSEC ou équivalent).
- Vous connaissez bien le secteur agro-alimentaire et le négoce international.

- Vous avez le sens commercial et vous êtes ambitieux.
- Vous parlez parfaitement l'anglais et vous avez de bonnes notions d'allemand.

Venez donc rejoindre un Groupe Industriel International en pleine expansion et renforcer nos équipes.

COMME

CHEF DE PRODUITS

Réf. 300

- Pour promouvoir le développement de nos produits sur le marché de la nutrition animale.
- Etudier des formulations.
- Réaliser des expérimentations.
- Concevoir des documents techniques...

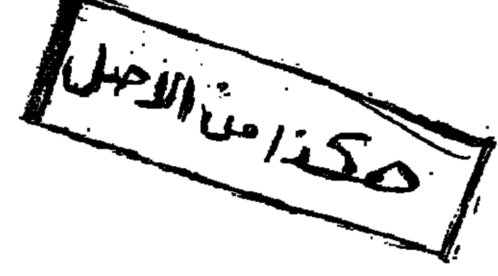
INGÉNIEUR COMMERCIAL

Réf. 400

- Pour développer nos ventes de produits agro-alimentaires dans un premier temps sur le Marché français, puis ultérieurement sur le Marché international.

Ces deux postes sont basés à Paris, mais nécessitent de nombreux déplacements en France, puis à l'étranger.

Adresser C.V., rémunération souhaitée en précisant la référence du poste choisi à nº 08.334, AMEP-P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.



Responsable paie informatisée

Tres importante société immobiliere recherche pour son Siège a Paris, un responsable paie informatisée.

Animant un service de 25 personnes, dont 5 cadres, il (elle) sera chargé(e) d'assurer : • les opérations de paie d'environ 5 000 salariés pour la societé et ses filiales • le calcul et le paiement des charges sociales et fiscales • les déclarations annuelles aux différents organismes administratifs • le suivi de la legislation sociale et fiscale en intégrant ses incidences sur la paie et ses applications informatiques.

Il est demande : une formation comptable du niveau DECS, completée par un diplôme superieur de droit - de très bonnes connaissances en matière de legislation sociale et fiscale - une expèrience de plusieurs années dans le domaine de la paie et de l'informatique de gestion - de reelles aptitudes à animer et encadrer une equipe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la reférence 2896 a :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

LA FILIALE INFORMATIQUE D'UN IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES

recherche un

responsable système

Sa mission comporte trois aspects :
- Suivi, réglage, optimisation et évolution à moyen terme du SYSTEME D'EXPLOITATION MVS et des LOGICIELS associés (en particulier logiciels de développement de programmes tels que TSO/SPF).
- Mise en œuvre de nouveaux produits dans le domaine "BUREAUTIQUE" (traitement de texte, courrier électronique, gestion documentaire...).
- Responsabilité hiérarchique d'UNE EQUIPE de dix ingénieurs système.

La configuration MATERIEL ET LOGICIEL DE BASE est aujourd'hui la suivante :
- 4 ordinateurs 3081,
- système d'exploitation : MVS,
- système de gestion des bases de données et du réseau de télétraitement : IMS.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + prétentions) sous la référence M 119 à : GIE - Direction du Personnel - Tour Franklin - 92081 Paris La Défense Cedex 11. Discrétion assurée.

GIE
GENERALE INFORMATIQUE ET D'EXPLOITATION

Responsabilité technique pour un caoutchoutier

Dans notre activité axée principalement sur des produits industriels en caoutchouc, vous occuperez une place originale. Pas question, pour vous, de grandes séries de produits d'usage banalisé, mais, au contraire, des commandes spécifiques destinés à des marchés particuliers (aéronautique, nucléaire, armement, etc...) et mettant en œuvre une très large gamme des technologies du caoutchouc. Votre rôle ? Etablir les devis en réponse aux appels d'offres, concevoir des outillages adaptés, étudier les postes de travail et les conditions de travail dans les ateliers. Le tout en liaison constante avec le commercial, la production, la qualité et le laboratoire. Avec ce dernier, en particulier, vous participerez aussi aux études de produits nouveaux.

Vous percevez toute la technicité et toute la créativité que sous-tend ce poste. C'est à vous, ingénieur de formation AM ou équivalente, à orientation mécanique, qu'il convient. Une expérience de cinq à dix ans de postes techniques dans le caoutchouc (même le pneumatique) ou les plastiques vous est pratiquement indispensable. Le sont aussi l'habitude de travailler en équipe et la capacité d'animer une quinzaine de cadres et techniciens. Vous apprécierez à sa valeur votre responsabilité de peser directement sur les résultats de ce secteur porteur de notre activité.

Les consultants de SIRCA vous en diront davantage sur notre société (CA 300 MF). Confirmez-leur sous référence 372 806M votre intérêt pour ce poste de chef de service technique, basé en proche banlieue parisienne. Un dernier point : notre activité débordant de l'hexagone, un bon niveau d'anglais (et d'allemand) vous sera très utile.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

Importante Société Industrielle située dans la proche banlieue sud de Paris recrute un :

Responsable Travaux Neufs et Aménagements Bâtiments

Formation TP, ENSAM, INSA, Architecte...
Ayant un minimum de 5 ans d'expérience en bâtiments industriels, chauffage, climatisation, électricité...

Il assurera la gestion du patrimoine immobilier de l'entreprise (bâtiments industriels et administratifs). Il sera responsable de l'étude et du suivi de la réalisation des travaux neufs (extention, démolition, façades des bâtiments) et des réaménagements internes (optimisation de l'utilisation des surfaces, modifications de bureaux, implantation d'espaces paysagés, choix du mobilier ...).

Il sera en relation permanente avec les responsables opérationnels de la Société, les architectes et les différents corps de métier avec lesquels il négociera les appels d'offres.

Ce poste nécessite des compétences techniques ainsi que des qualités d'autonomie et d'organisation.

Assuré d'une absolue discrétion, votre dossier de candidature (CV et photo) nous sera directement transmis sous référence 4268 M par l'agence DESSEIN 69, rue de Provence - 75009 PARIS.

Dessein

TRES IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCE

implanté gare st Lazare, équipé de matériel IBM fonctionnant avec MVS et TRANSPAC

recherche

ANALYSTES

(réf. 101)

ayant 5 ans d'expérience au minimum et une formation supérieure, (Ingénieur ou MIAGE) avec des connaissances pratiques de programmation (ASM, COBOL, CICS, TSO)

INGENIEUR SYSTEME

(réf. 102)

MVS expérimenté.

PUPITREURS CONFIRMES MVS

(réf. 103)

Écrire avec C.V, photo et prétentions à N. 2411 - PUBLICITÉS RÉUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

CENTRE MUSICAL

recherche

PROFESSEURS DE PIANO

Dynamiques et disponibles.

Env. C.V. détaillé + photo sous nº 036245 M RÉGIE-PRESSE. 85 bis, r. Réaumur. 75002 Paris.

Chef d'Exploitation

Entreprise Générale des Télécommunications, filiale des P.T.T. renforce son service informatique, en créant le poste de CHEF D'EXPLOITATION.

Vous avez un niveau DUT, BTS informatique ou une expérience similaire dans un poste un peu complexe, et avez su acquérir en quelques années de vie professionnelle, la connaissance des systèmes de mini-ordinateurs en réseau, la pratique des exploitations sur matériel lourd et de la programmation.

Agé d'environ 28 ans, vous cherchez à progresser au sein d'une entreprise performante, à prendre plus de responsabilités, mieux vous servir de votre acquis, nous devons donc vous intéresser, dans ce cas, merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. sous référence 82826 M à Madame Claude FAVEREAU qui vous assure de sa discrétion

centor
13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

---

compagnie française des aciers spéciaux

Groupe spécialisé dans la sidérurgie fine
(6000 personnes – CA 2,5 Milliards de francs).
Filiale de 2 grands groupes sidérurgiques français.

Sa Direction Financière renforce l'équipe nouvelle et jeune de son service **CONTRÔLE DE GESTION** et **AUDIT INTERNE** qui recherche

UN AUDITEUR INTERNE

LA FORMATION:
HEC, ESSEC, SUP de CO ou équivalent + DECS - pratique de l'Anglais.

L'EXPÉRIENCE:
- 2 à 4 ans au sein d'un Cabinet d'Audit et d'un service d'Audit Interne d'une grande Entreprise (anglo-saxonne si possible);
- bonne capacité d'analyse et de communication:
- excellents contacts humains.

LE POSTE:
- participer à l'établissement du Plan d'Audit et à sa mise en ceuvre;
- harmoniser les procédures comptables entre la compagnie et ses filiales;
- contrôler leur application;
- être l'interlocuteur privilégié des Commissaires aux Comptes;
- prendre en charge un certain nombre de missions spécifiques dans le domaine du Contrôle de Gestion.

UN RESPONSABLE PRÉVISIONS FINANCIÈRES

LA FORMATION:
HEC, ESSEC, SUP de CO ou équivalent - pratique de l'Anglais.

L'EXPÉRIENCE:
Débutant ou un an d'expérience dans ce domaine.

LE POSTE:
- mettre en place et exploiter un système de prévisions financières adapté aux besoins de l'Entreprise;
- prendre en charge un certain nombre de missions spécifiques dans le domaine du contrôle de gestion.

Les poste sont situés à PARIS-LA DÉFENSE.

Déplacements fréquents en Province. Adresser lettres de candidature manuscrite et curriculum vitae à la COMPAGNIE FRANÇAISE DES ACIERS SPÉCIAUX - Ph. REBOUL, Direction des Affaires Sociales. Immeuble Ile-de-France, 4, place de la Pyramide. Cedex 33, 92070 PARIS-LA DÉFENSE 9.

HAVAS CONTACT

---

secrétaires

telsys INFORMATIQUE

FILIALE de SG2
(C.A. 150 M.F. hors taxes)

recherche pour son DIRECTEUR GENERAL

une secrétaire de direction

- expérimentée
- sachant rédiger
- disponible

Lieu de travail : Denfert-Rochereau

réf. 030

Pour son DIRECTEUR TECHNIQUE

une secrétaire de direction

- connaissances informatiques souhaitées
- langue anglaise appréciée.

Lieu de travail : Neuilly (92)

réf. 031

Salaires en fonction de l'expérience.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo en rappelant la référence du poste à :

GROUPE SG2

TELSYS INFORMATIQUE
20, Bd de la Muette
95140 Garges Les Gonesse

SECRÉTAIRE

BILINGUE ANGLAIS

STÉNO-DACTYLO
SI POSSIBLE D'ÉDUCATION ANGLO-SAXONNE
capable initiatives pr seconder
DIRECTION GÉNÉRALE

Ecr. avec C.V. et ph. (retournée) à M. VALETTE 34, quai Kennedy, 75016 PARIS qui tr.

RAYCHEM est une société *internationale d'origine américaine à forte croissance qui implante une petite unité indépendante de recherche à* COURTABŒUF (91)

LA SECRÉTAIRE DE DIRECTION

parfaitement bilingue anglais que nous recherchons est une véritable assistante administrative de cette petite équipe appelée *à se développer.*

Le poste conviendrait à une femme ayant au moins 3 ans *d'expérience.*

Il faut avoir le goût d'entreprendre, la qualité d'organiser et le désir de réaliser.

Le lieu de travail est situé à COURTABŒUF (91) Z.I. d'ORSAY.

Envoyer C.V., photo et prétentions à RAYCHEM, Thierry BERRIER, B.P. 738, 95004 CERGY PONTOISE Cedex.

---

automobiles

plus de 16 C.V.

ROVER 3500 1979
41.000 km, pneus 13.000 km. B.A. *Air conditionné, impecc.* Px 33.000 F. M. CAUCHETEUR Tél. : (98) 62-63-81 entre 17 h 30 et 18 h 30.

de 5 à 7 C.V.

ALFA-SUD 1350 6 CV. juillet 82. Prix 40.000 F. Cuivre métal., boîte 5, glaces teintées. 7.500 km. 1re main. 842-68-00. Mission interminist. de la mer p. 37/23, M. Verdillon. Dom. après 18 h 30 : 828-56-93.

Lesieur

Une carrière évolutive chez Lesieur pour un ingénieur chef de projet

Nous vous proposons de venir rejoindre notre Département Systèmes d'Informations dans les domaines FINANCE et COMPTABILITE.

Vous avez une trentaine d'années, êtes diplômé d'une grande Ecole ou d'une Université et vous possédez 4 à 6 ans d'expérience en informatique et en organisation. Vous avez, en outre, le goût de l'animation et le sens du résultat.

La mission essentielle qui vous sera confiée consistera à :
- assurer la gestion et l'évolution d'un ensemble complexe de logiciels utilisant des ordinateurs centraux et des miniordinateurs répartis
- mettre en œuvre des méthodes et des techniques modernes de réalisation, en permanente évolution
- animer une équipe
- appliquer notre politique de décentralisation des responsabilités.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo à Lesieur - Recrutement Cadres - 122, av. du Gal-Leclerc - 92103 Boulogne.

Confirmant notre position de leader dans le Conseil en Gestion, Orientation et Recrutement de cadres concernés par l'informatique, nous souhaitons accueillir, début 1983, un

Consultant

Agissant dans le cadre d'une large délégation de responsabilités au sein d'une équipe fortement motivée et très attachée à la qualité de ses prestations, il sera le conseiller privilégié des entreprises pour tout ce qui concerne le recrutement de leurs cadres.

La motivation, l'engagement personnel et une grande disponibilité sont des qualités qui retiendront notre attention.

Compte tenu du niveau des interventions, une expérience significative en entreprise ou en Cabinet Conseil est indispensable.

Jean LAFARGUE vous remercie de bien vouloir lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence MJL/OR/CO.

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber - 75009 PARIS





Groupe de dimension internationale (C.A. : + 3,5 milliards de francs - 2/3 de nos effectifs hors de France), nous intervenons auprès des compagnies pétrolières dans le monde entier pour la fabrication et l'installation d'équipements d'exploitation off-shore.

Notre nouveau plan informatique nous permettra, sur une configuration télétraitement et bases de données, de confirmer notre orientation temps réel pour le développement de projets destinés aux directions centrales et aux régions (Afrique, Moyen et Extrême-Orient). Nous recrutons actuellement :

2 analystes

Rattachés directement au responsable des études, vous serez chargés, pour des applications variées, de réaliser les analyses fonctionnelles en liaison avec les utilisateurs et de superviser l'analyse organique et la programmation.

Votre formation supérieure (écoles d'ingénieurs, MIAGE...), une première expérience (3, 4 ans) en informatique de gestion et la maîtrise des techniques DB/DC sont nécessaires pour réussir les développements qui vous seront confiés (réf. MOL/ET/AM).

1 analyste organique

Vous serez responsable de l'analyse organique et de la programmation d'applications de gestion (commandes, comptabilité, chantiers) pour les directions centrales et/ou pour les régions.

Une affectation ultérieure dans l'une des régions (Afrique) pour y prendre la responsabilité de l'informatique locale peut être envisagée.

Ce poste évolutif nécessite donc une formation de type DUT ou une expérience (3 ans) en programmation Cobol sous systèmes DB/DC (réf. MOL/ET/AO).

Ces postes sont à pourvoir au siège social à Paris.

Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste choisi.

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber - 75009 PARIS



Nous réalisons des logiciels réseaux dans le contexte novateur d'une activité d'ingénierie en télématique en fort développement.

Nous souhaitons aujourd'hui accueillir à Paris dans notre équipe spécialisée sur **grands systèmes IBM :**

Chef de projet réseaux

(réf. MBR/SI/CP)

De formation supérieure (école d'ingénieur, université), vous possédez une expérience d'au moins 5 ans en développements réseaux et systèmes sur matériels IBM (BTAM, VTAM) et votre capacité à encadrer des projets complexes vous permet de diriger une équipe de haut niveau.

Ingénieur système

(réf. MBR/SI/IS)

Ingénieur applications

(réf. MBR/SI/IA)

Nous vous proposons de valoriser une première expérience (2 ans) du système transactionnel IMS dans une fonction de conseil et de développement.

L'expansion régulière de notre société et le niveau de nos interventions vous permettront d'accroître vos responsabilités dans des domaines de pointe.

Bernard RIQUIER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence du poste choisi.

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber - 75009 PARIS



Lafarge Coppee

Le groupe Lafarge-Coppée (30 000 personnes), présent dans dix-sept pays, dans des secteurs d'activité tels que l'industrie cimentière, l'ingénierie et la biochimie, recherche pour renforcer l'équipe informatique de l'une de ses sociétés : Ciments Lafarge France, des

Analystes

Ils seront affectés à un secteur d'activité pour lequel ils auront à consolider et à développer des applications de gestion (Cobol). De bonnes notions en comptabilité seront un atout supplémentaire. Ils participeront avec les utilisateurs aux choix des procédures à adopter.

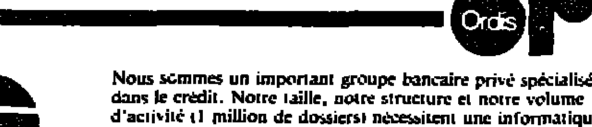
De niveau Bac + 4 années d'études supérieures, les candidats auront trois à quatre ans d'expérience afin d'être rapidement impliqués dans la réalisation des applications.

Des candidats de valeur pourront trouver au sein du groupe Lafarge-Coppée la possibilité d'une évolution à la mesure de leurs ambitions.

Ces postes sont à pourvoir au siège social à Saint-Cloud (proximité transports en commun).

Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence MOL/LC/AN.

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber - 75009 PARIS



SOVAC-CREDIPAR

Nous sommes un important groupe bancaire privé spécialisé dans le crédit. Notre taille, notre structure et notre volume d'activité (1 million de dossiers) nécessitent une informatique puissante et moderne.

Equipés jusqu'à présent d'un IBM 3032 et d'un IBM 4341-2, nous démarrons un IBM 3081 et MVS/JES 3. Cette évolution nécessite le recrutement de

Ingénieur système

Vous serez accueilli par l'équipe chargée de la mise en œuvre et de l'optimisation des différents logiciels (MVS, TSO/SPF...) ainsi que du support technique aux études et à l'exploitation.

Vous participerez à la mise en œuvre et au suivi de MVS.

Pour réussir dans ce poste évolutif, une expérience d'au moins 4 ans dans le service système d'un gros site OS est indispensable, ainsi que la pratique réelle de MVS (réf. MOL/SV/IS).

Gestionnaire de réseau

Vous viendrez renforcer l'équipe T.P. chargée de la mise en œuvre des outils (CICS, VTAM) et du service d'assistance aux utilisateurs.

Vous aurez plus précisément la responsabilité de la gestion d'un réseau de plus de 700 terminaux qui doit s'accroître encore.

De formation BAC + 2 (DUT, BTS...) minimum, vous exercez depuis environ 3 ans une fonction similaire et vous êtes particulièrement familiarisé avec la gestion de CICS. L'extension de notre réseau est la garantie de votre évolution (réf. MOL/SU/IS).

Lieu de travail : proximité **Pont de Levallois (Métro).**

Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, en mentionnant la référence du poste choisi.

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber - 75009 PARIS

Notre groupe (1 300 personnes), spécialisé dans le transport national et international de marchandises, a su, depuis 70 ans, se développer harmonieusement pour occuper aujourd'hui une des toutes premières places dans son secteur d'activité.

Notre direction générale souhaite renforcer son département informatique en créant le poste de

Responsable de production
(système et exploitation)

De formation supérieure, votre expérience informatique vous a permis d'approfondir vos connaissances du système (DOS/VSE CICS DL 1 VTAM) et de l'exploitation, pour aujourd'hui en avoir une parfaite maîtrise.

Depuis quelques années, vous dirigez une équipe d'environ 10 personnes, que vous avez su motiver et manager grâce à vos qualités d'animateur.

Votre mission consistera à diriger des équipes (exploitation, système, saisie) et à mettre en œuvre les moyens dont vous disposerez dans un souci de fiabilité et de rentabilité. Vous aurez également à assurer l'assistance technique auprès des utilisateurs et du personnel de développement.

Matériel : **IBM 4341 et 148 - 160 terminaux.**

Lieu de travail : **Paris-Nord.**

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MRE/TL/CE.

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber - 75009 PARIS



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE LA SOMME (AMIENS)

Nous sommes équipés d'un IBM 3031 sous DOS, CICS, VTAM, DL 1. Pour permettre l'accroissement de notre réseau de télétraitement (400 terminaux prévus dans nos agences) et le développement de nos projets sous SGBD, nous mettons en œuvre actuellement un IBM 3033 avec VM et souhaitons passer à MVS pour la fin de 1983.

Nous recherchons un

Programmeur système

dont la solide expérience (si possible de MVS) nous permettra, dans un premier temps, de réussir cette importante mutation.

De plus, en renforçant notre équipe système (actuellement trois personnes), nous serons en mesure de tirer profit de l'évolution permanente des techniques informatiques.

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence MRE/CA/PS.

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber - 75009 PARIS

adidas

3 000 personnes – C.A. : 1,5 milliard de francs

Leader du marché mondial des tenues de sport, nous avons mis en place une organisation informatique originale autour d'une configuration CII-HB DPS 7 IDS/TDS et Mini 6.

Nous recherchons un

Analyste
Applications commerciales

qui jouera un rôle de correspondant informatique d'un type particulier.

Assurant l'interface entre les Etudes et la Direction Commerciale, vous serez chargé :

- de réaliser quelques applications courantes grâce à des utilitaires tels qu'ATOS,
- de contrôler l'adéquation des grands projets développés par les Etudes, aux besoins évolutifs de l'utilisateur final.

Pour réussir dans cette fonction, une formation supérieure (DUT ou équivalent), une expérience de 3 ans dans un poste d'analyste et des qualités relationnelles sont indispensables.

Lieu de travail : proximité **STRASBOURG.**

Bernard RIQUIER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MBR/AD/AN.

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber - 75009 PARIS



SOREIA GIE Informatique des Assurances Groupe de Paris

Nous sommes équipés d'une puissante configuration comprenant deux unités centrales (IBM 3033, ITEL AS 6) sous OS/MVS - JES 2, gérant un réseau de 350 terminaux utilisant l'architecture SNA/VTAM et les liaisons TRANSPAC. Nous recherchons un

Ingénieur réseau

pour développer une **activité d'études** et de **recherches** dans le domaine de la **télématique** appliquée à l'assurance.

Ingénieur diplômé, vous possédez une expérience de 5 ans minimum comme ingénieur système ou ingénieur réseaux sur un gros site IBM DB/DC.

Vous serez plus particulièrement chargé d'étudier les possibilités offertes par les nouvelles techniques des télécommunications (réseaux locaux, vidéotex, messagerie électronique...).

Olivier de LAUGEIRET vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MOL/SO/IR.

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber - 75009 PARIS



Porte de PANTIN. Notre société (1 100 personnes) jouit d'une renommée internationale sur les marchés des parfums et des cosmétiques. Notre directeur informatique, dans le cadre de son nouveau plan, recherche

Chef de projet

Vous êtes diplômé d'une université et votre expérience d'environ 5 ans dans un poste similaire vous a conduit à travailler sur des projets de gestion. Nous vous confierons le développement de nos applications comptables.

Vos qualités humaines, votre sens de l'organisation et votre contact avec les utilisateurs seront vos meilleurs atouts pour réussir dans ce poste (réf. MRE/BO/CP).

Ingénieur système

Votre formation supérieure en informatique (DUT, MIAGE...), enrichie d'une expérience de 5 ans minimum dans un poste d'ingénieur système sur IBM 43 XX - DOS/VSE, CICS, DL 1 vous permet aujourd'hui de prendre la responsabilité des moyens techniques de notre site.

Rattaché au directeur informatique, vous assurerez les missions classiques de la fonction système (mise en œuvre, optimisation...) et vous serez également amené à jouer un rôle de CONSEILLER pour les grandes options techniques (HARD et SOFT) (réf. MRE/BO/IS).

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence du poste choisi.

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber - 75009 PARIS



Situé à 15 km des bords de la Méditerranée, notre centre de traitement dispose de puissants moyens informatiques : 1 × 3032, 1 × 4341, 1 × 3083 (en 1983) -OS/MVS, IMS, CICS, SNA/VTAM. Notre réseau (actuellement 400 terminaux) doit considérablement s'accroître. Cette extension nécessite le recrutement d'un second

Contrôleur de réseau

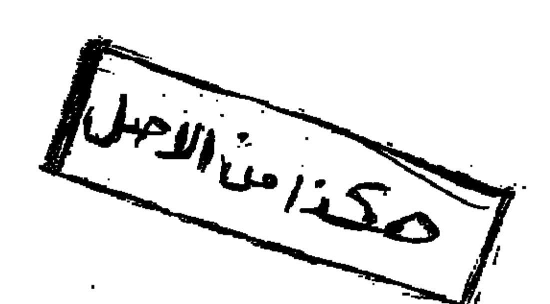
En liaison avec les équipes système et exploitation, vous serez chargé de la surveillance de notre réseau en utilisant les toutes dernières techniques de gestion et de métrologie (NCCF et NPDA).

Ingénieur de formation (ENST, ESE, ENSIMAG), vous avez acquis une première expérience des télécommunications en entreprise et vous êtes familiarisé avec les réseaux informatiques sous l'aspect hard (lignes, Modem...) et logiciels (architecture, protocoles, procédures, superviseur).

Votre réussite dans ce poste clef et vos qualités d'adaptation seront vos meilleurs atouts pour participer à nos projets de développements.

Bernard RIQUIER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MBR/AU/CR.

Ordis Conseil en Recrutement 10, rue Auber - 75009 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Degrémont

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DES EAUX

1500 personnes dont 400 ingénieurs et cadres
recherche

UN JEUNE MAIS SOLIDE PROFESSIONNEL DE LA FORMATION

- Diplômé d'études supérieures, vous avez acquis durant plus de 3 ans une *expérience concrète de la formation en entreprise.*
- La saisie des besoins, la structuration d'un plan de formation, sa mise en œuvre dans le cadre d'un budget sont votre spécialité.
  Vous savez « acheter » auprès d'organismes extérieurs, mais vous avez *surtout le souci de rechercher dans l'entreprise les futurs formateurs aux*quels vous apporterez un soutien pédagogique efficace.
- Société de « *matière grise* », *nous voulons faire de la formation* un point fort dans une gestion évoluée de l'emploi.
  Nous avons besoin d'un professionnel solide, homme de dialogues et d'équipe qui prenne une part active à nos objectifs.

Merci d'adresser une lettre et un C.V. sous réf. 801 M au
DEPARTEMENT RELATIONS DU TRAVAIL
183 *avenue* du 18 Juin 1940-92500 RUEIL MALMAISON.

Responsable marketing

200 000 F +

C'est un poste à tailler à vos mesures puisqu'il s'agit d'une création.

En effet, dans le cadre de notre forte expansion, nous mettons en place une *cellule marketing chargée de l'analyse systématique du marché et de ses besoins, de la définition et du lancement de nouveaux produits,* de l'adaptation des gammes existantes.

En fait, vous serez le promoteur de notre avance technologique.

Vous êtes diplômé d'*une Ecole Supérieure de Commerce ou d'*Ingénieurs et vous faites la preuve d'une *première expérience réussie du marketing indus*triel dans le domaine de la bureautique ou similaire.

Nous sommes la filiale d'un des tout premiers groupes industriels français; *c'est pour vous une incontestable garantie de sécurité et d'évolution.*

Merci d'envoyer votre C.V. sous la référence M/239 à notre Conseil.

Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

MEDIA PA

CONSTRUCTEUR MINI-INFORMATIQUE PARIS-SUD
GROUPE IMPORTANT DE REPUTATION MONDIALE
recherche

CHEF DU DEPARTEMENT LOGICIEL

(Référence CDL)

De formation supérieure (Grande Ecole) vous avez mis à profit 10 à 15 ans d'expérience pour acquérir la maîtrise de la méthodologie de développement logiciel.
Technicien confirmé, vous êtes, avant tout, un manager capable d'animer une équipe d'aujourd'hui 30 Ingénieurs dans le cadre de projets motivants.

INGENIEUR AVANT-PROJET RESEAU

(Référence APR)

Une formation supérieure et 7 à 10 ans d'expérience dans les télécommunications vous permettront de concevoir en liaison avec le Directeur du Marketing les architectures de nos systèmes d'informatique répartie.
Connaissance SNA, DSA et réseaux locaux appréciée.

CHEF DE PROJET LOGICIEL

(Référence CPL)

Votre *formation* supérieure, vos 5 à 6 ans d'expérience, vos compétences SNA et DSA *vous permettront de conduire la réalisation de projets dans le domaine des télécommunications aidé par une équipe d'environ* 10 personnes que vous devrez animer.

Ecrire à notre conseil : C.C.D.H. 11, rue Antoine Bourdelle 75015 - PARIS qui étudiera votre candidature sous confidentialité totale.

Conseillers Technique

Vous êtes jeune diplômé
(ESTACA, Ingénieur mécanicien...)
attiré par l'automobile et capable de lier
une relation d'aide et de conseil avec des patrons de P.M.E.

Nous vous proposons de prendre en charge une région où vous animerez le réseau V.A.G d'agents pour :

- promouvoir la politique après-vente ;
- développer l'organisation et la gestion d'atelier ;
- préconiser et faire appliquer les méthodes de réparation ;
- participer à la formation du personnel d'atelier ;
- promouvoir l'accueil clientèle ;
- traiter la garantie ;
- participer à l'animation commerciale (administration des ventes, nomination...).

Un véhicule de service est fourni pour les déplacements.

La réussite à ce poste permettra à un candidat ayant de bonnes aptitudes commerciales d'évoluer dans la société qui favorise la promotion interne et dépense 3 % de sa masse salariale pour la formation.




V.A.G FRANCE
Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. PV 34 à V.A.G FRANCE - Direction du Personnel et des Relations Sociales. BP 62 - 02600 VILLERS-COTTERÊTS.

HAVAS CONTACT

intercontrôle Filiale du C.E.A.

spécialisée en contrôles
non destructifs (secteur nucléaire)
faisant appel aux techniques de pointe
électronique, robotique, informatique.

recherche pour
son service INSPECTION

Un DUT Électronique

pour le poste de maintenance électronique

Un DUT Mesures Physiques

pour le poste d'analyste

Ces postes sont basés à Rungis
(déplacements France et étranger
70% du temps)

- Formation assurée
- *Salaire en rapport avec la haute technicité mise en œuvre + prime de déplacement.*
- *Dégagés des obligations militaires*

Veuillez adresser C.V. + lettre *manuscrite en indiquant la référence* : DUT M1

à notre adresse :
15, rue des Solets - Silic 433
94583 RUNGIS CEDEX

FILIALE D'UN
GROUPE IMPORTANT DE MECANIQUE,
spécialisée dans la fabrication
et la distribution d'articles de table,
recherche son

CORRESPONDANT INFORMATIQUE

130.000 F./AN

Rattaché à la Direction Administrative et Financière, il doit organiser les liaisons avec les utilisateurs et avec le sous-traitant chargé de l'exploitation sur IBM 38, dans les domaines suivants :

- commande, facturation et statistiques commerciales
- gestion des stocks
- comptabilité
- gestion de la production.

C'est un homme rigoureux, organisé et méthodique qui devra optimiser les besoins informatiques, participer à la construction des applications et au maintien de leur efficacité.

Une expérience en milieu industriel est souhaitée.

Il doit être disponible rapidement.

Le poste est basé à Paris, mais peut nécessiter des déplacements de courte durée en Province.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo et prétentions sous No 49581,
CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

PRISM-CASAKIT

recherche
RESPONSABLE DE RÉSEAU

Notre société, filiale de groupes importants français et italiens, souhaite développer de façon rapide le réseau existant de magasins affiliés, spécialistes du meuble contemporain, et recherche à cet effet un responsable de réseau.

Rattaché au P. D.-G., il aura pour mission :

- d'animer le réseau existant par une double action sur les hommes et les points de vente ;
- d'assurer une couverture nationale complète à l'enseigne ;
- de contrôler le personnel chargé de l'approvisionnement et de la facturation.

Ce poste, devant nécessairement déboucher sur celui de directeur, peut convenir à un jeune diplômé commercial ayant une première expérience professionnelle, possédant le goût des contacts et un intérêt intellectuel pour le produit.

– LOCATION : PARIS, avec déplacements fréquents - Poste à pourvoir rapidement.
Adresser C.V. avec photo et rémunération souhaitée, à HAVAS SUPPORTS, 81, rue de la République, 69002 LYON, nº 5274.

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
recherche d'urgence

COMPTABLES EXPERIMENTES H/F

pour son service de
REVISION COMPTABLE.

DECS complet, Sciences Eco ou similaire.

Expérience indispensable.

Le poste basé à Paris nécessite des déplacements en Province.



Adresser CV détaillé, photo (retournée) et prétentions à FNMF Division des Relations Sociales
56/60, rue Nationale
75649 PARIS Cedex 13.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES
(1600 personnes) - Situé à PARIS LA DEFENSE
recherche pour son service
ASSURANCES CONSTRUCTION

UN(E) CHARGÉ(E) D'ETUDES DEBUTANT(E) DE FORMATION IUT OU BTS DE GESTION

Il se verra confier :

- *l'étude et la conception de tarifs et de clauses de contrats construction*
- *des analyses statistiques*
- *la confection et la mise en œuvre de certains programmes informatiques.*

Un goût prononcé pour l'informatique et les statistiques ainsi qu'un bon esprit d'équipe seront vivement appréciés.

Une formation spécifique aux opérations liées à l'assurance construction sera organisée au sein du service.

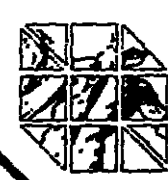
Adresser CV + photo + prétentions sous référence PG 102 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui tr.

POLITIQUE INDUSTRIELLE

ROCAMAT : Premier producteur européen de pierre naturelle. Quelques réalisations : TV - Center de Ryadh, Immeuble des Archives Royales à Bruxelles, Tour IBM à la Défense. Nous recherchons un

ingénieur en chef
(Centrale, A & M, T.P.)

Il dirige plusieurs établissements régionaux dans lesquels sa responsabilité s'exerce dans tous les domaines : production, investissements, relations sociales et gestion. Il assure la coordination avec la Direction Commerciale et bénéficie de l'appui des services fonctionnels du Siège. Membre de la Direction Technique, il participe à la définition de la politique industrielle de la Société. Le poste est basé à Paris-La-Défense.
Les perspectives d'évolution sont importantes : Directeur de Projet export, Directeur de Filiale, ...
Nous exigeons une expérience de 5 ans minimum, soit en organisation industrielle (process, méthodes), soit sur le terrain (chantier, usine).
Les candidatures seront traitées confidentiellement par M. Guy NEYRON
Directeur du Personnel - 5, rue Bellini
92806 PUTEAUX CEDEX



ROCAMAT

2 CONTROLEURS DE GESTION

SOCIÉTÉ ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS
Groupe de 4.500 personnes, implanté dans l'Est et à Paris,

recherche 2 contrôleurs de gestion de formation supérieure (BAC + 4) ou ayant une expérience (3 à 5 ans) d'une responsabilité similaire, de préférence dans la distribution.

Aptitudes au travail en équipe.

UN POSTE EN HYPERMARCHÉ :

La mission est d'assurer la collecte, la comptabilisation et l'exploitation des informations, permettant avec le Directeur et les Chefs de Département, de prévoir et de contrôler les résultats d'une unité fortement décentralisée.

UN POSTE EN SERVICE CENTRAL :

- mission identique concernant les éléments de marge pour les supermarchés et entrepôts,
- établir les synthèses pour la Direction Générale,
- en liaison avec les hypermarchés et autres divisions faire évoluer les systèmes d'information.

Veuillez adresser votre candidature à Robert KRAFT
Directeur des Relations Humaines –

S.A.S.M. 117 a, Route des Romains
67200 STRASBOURG

bleu

Importante Société d'Engineering - Télécommunications
recrute d'urgence pour Paris

ingénieurs télécommunications

• Spécialistes en commutations téléphoniques temporelles, bonnes connaissances en transmissions • Participation aux études de réseaux de télécommunications • Expérience des Travaux de Chantiers souhaitée • Bonne maîtrise de l'anglais indispensable.
Pour assurer ces différentes fonctions, nous souhaitons recruter des Ingénieurs d'environ 30-35 ans, possédant une REELLE EXPERIENCE PROFESSIONNELLE.

Envoyer lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions à :

UNIC INDUSTRIES - Chargé de la Recherche
44, rue Planchat - 75020 PARIS - Tél. : 370.32.00



Laboratoires Pharmaceutiques
recherchent des

Médecins chefs de produit

Ils auront une expérience de la promotion du médicament et parleront au moins l'anglais, l'allemand ou l'espagnol

Adressez votre lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. 231 M à RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR
ÉLECTRICITÉ / CONTRÔLE COMMANDE

— Vous avez acquis 5 ans d'expérience dans un service inspection ou assurance qualité.

— Nous vous offrons de vous intégrer à notre équipe chargée de la qualification de nos matériels : rédaction des spécifications, détermination des programmes d'essais et de leur suivi.

L'Anglais est indispensable.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 74957 à HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

Importante société d'ingénierie agro-alimentaire,
filiale de l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Céréales,
recherche

un ingénieur
réf. 015 M

pour :
— procéder à l'audit technique des stations de semences du groupe,
— définir avec les responsables de ces stations, les améliorations à entreprendre,
— rédiger les projets, suivre les travaux.

Lieu : **REGION PARISIENNE** avec nombreux déplacements sur l'ensemble de la France.

Niveau : Ingénieur ou équivalent, bonne expérience serait appréciée, mais courte expérience des domaines céréales et semences pourrait suffire, la formation pouvant être assurée au sein du groupe.

un chef d'agence
réf. 016 M

pour création d'une implantation régionale. Ce responsable local devra assurer les contacts avec les coopératives clientes et le suivi des chantiers.
Il recevra toute l'assistance nécessaire des équipes du siège, lesquelles établiront les projets.

Lieu : **BORDEAUX**

Niveau : Ingénieur ou équivalent, ayant quelques années d'expérience professionnelle acquise soit en entreprise, soit en B.E. et si possible en silos, moulins, semences, aliments du bétail ou similaire.

Sens des contacts humains nécessaire.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions en précisant la réf. du poste choisi à :
Mr POURSAIN 1 rue des Moulins 95160 MONTMORENCY.

MATRA

Le laboratoire d'Essais Electromagnétiques, situé à Vélizy, recherche :

Ingénieur d'Essais

Sa fonction :
Il seconde le responsable du laboratoire dans la définition et le suivi des essais de qualification sur des équipements embarqués de type variés et peut être amené à se déplacer en assistance technique auprès des centres de production.
Il encadre par ailleurs une petite équipe de techniciens.

Son profil :
Ingénieur électronicien (ENSI - ISEN - ISEP - INSA ...) débutant ou justifiant d'une 1ère expérience en compatibilité électromagnétique ou hyperfréquences.

Pour ce poste, la pratique de l'anglais est un atout supplémentaire.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SL 983 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres — 3, avenue du Centre — 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX

ALLIA

Filiale du Groupe Lafarge Coppée, ayant 4 usines en Province, recrute pour son siège situé à Paris 16e un

RESPONSABLE DE L'ORDONNANCEMENT

Il devra mettre en place les programmes de fabrication à partir des prévisions de vente et aura en charge la tenue et le contrôle des stocks pour les quatre unités de fabrication.
Une solide expérience de la fonction est exigée.
De bonnes qualités relationnelles sont requises et une connaissance de l'anglais souhaitée.
De fréquents déplacements en France sont à prévoir.
Merci d'adresser CV et rémunération actuelle à Direction des Affaires Sociales ALLIA DOULTON, 61, rue des Belles Feuilles, BP 292-16, 75766 PARIS CEDEX 16.

HAVAS CONTACT



RECHERCHE ÉTUDIANTS
(Paris - Province)

- Excellents vendeurs
- Horaires libres
- Rémunération élevée
- Travail en fac, école ou lycée.

Écrire rapidement à l'OFUP / Th. Prud'homme 70, rue Mouffetard 75255 PARIS CEDEX 05

Centre informatique de la ville d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) recrute

ANALLYSTE

Profil : Formation informatique supérieure : école ingénieur, MIAGE ou équivalent.
Mission : assurer le développement sur système évolué d'applications nouvelles (gestion conversationnelle en relation avec l'utilisateur) Connaissance matériel IBM 38 indispensable.
Adresser C.V. et photo à Monsieur Le Maire Hotel de Ville 92130 ISSY-les-MOULINEAUX

cours et leçons

MATH PHYSIQUE

Révision de la TOUSSAINT. Stage intensif du 25 au 30 octobre
MATH CONTACT
16, rue du Mail, 75002 PARIS.
Tél. : 236-31-63.

Jeune Anglais, 23 ans, diplôme instituteur, donnerait des cours d'anglais, de guitare ou tout autre emploi. BERNI CURZON, Poste rest. Bur. de poste, 78100 ST-GERMAIN-EN-LAYE

formation professionnelle

FORMATION-INFORMATIQUE GARANTIE D'EMPLOI
(PAR CONTRAT)
SAPIAS FORMATION
forme
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
qui recevront une formation privée (4 mois)
Très complète
(COBOL, BASIC, TELETRAITEMENT)
BAC - Adresser C.V. lettre manuscrite au responsable
SAPIAS FORMATION
Tour Courcellor I. 2 rue Curnonsky
75017 - Paris - M° Louise Michel
Tél. 758.12.72/ 758.11.50 poste 41.55 ou 41.62

deb's

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
- ÉLECTRONIQUE
- Automatismes
- Langages

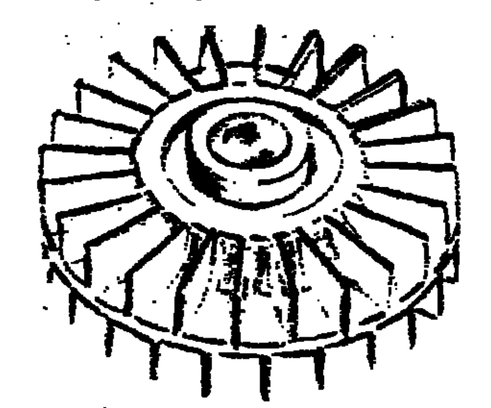
FORMATIONS COURTES
FORMATIONS LONGUES
205-24-63 TOUTE L'ANNÉE.

travaux à facon

ENTREPRISE sér. référ., effectue rapidement trav. peint. Revêtem. sols et murs. Electr., plomberie, décoration. Devis gratuits sauf sinistres. T. 368-47-84 & 893-30-02.

capitaux propositions commerciales

Nous sommes entrés en premières relations commerciales avec l'industrie électrique française.



Nos pièces profilées en coulée de précision en cuivre et alliages de cuivre sont déjà utilisées à des fins multiples, mais offrent encore une croissance considérable. La réalisation en est le but pour une efficace

REPRESENTATION INDUSTRIELLE EN FRANCE

Tâches: Conseil technique des bureaux d'études, des services de production et d'achats en ce qui concerne les possibilités d'utilisation des pièces profilées en coulée de précision en cuivre et alliages de cuivre.

Demandes: Connaissances excellentes de la langue allemande. Exécution de toute la correspondance en français. Bonnes relations d'affaires à l'industrie électrique et aux autres branches de l' industrie des biens d'équipement. Visites régulières à notre maison-mère souhaitables.

Les affaires se feront à titre de commission. Pour une période de transition nous payerons éventuellement une indemnité pour frais forfaitaire.

Les firmes intéressées à une représentation sont demandées d'adresser leur candidature par écrit aux Messieurs Dr. G. Gross ou Dr. J. Adey.

PIAD Fonderie de précision
PIEL+ADEY, Metall-Kokillen-Giesserei
Postfach 10 04 09 - D-5650 Solingen 1

Société de Crédit voudrait avoir collaboration en BELGIQUE avec une Société d'assurance vie
Pour tous renseignements : Télex 25651

Investissements à l'est des Etats-Unis. Vignes. Offres terrains idéaux pour vignes. Prix par acte intéressant. Pour informations spécifiques écrire KME 13377 KSt. N.W. Washington D.C. 20005.

Important groupe industriel français, leader dans son domaine d'activités, recherche dans le cadre de son développement :

Responsable méthodes
emboutissage-assemblage carrosserie

Vous avez acquis une solide expérience en emboutissage, par exemple dans l'industrie automobile.
Nous vous proposons de vous associer, au sein de notre direction technique, à la définition de nos produits; vous en suivrez la réalisation et assurerez les adaptations éventuelles.
En liaison avec les fonctions Etudes, Marketing, Prix de revient, Achats, Fabrication et Qualité, votre équipe préparera pour les différents projets les dossiers technico-économiques.
Ce poste, basé à **Paris,** implique de courts déplacements en province (réf. MBR/ML/2)

Ingénieurs méthodes mécaniques

Ingénieurs diplômés, vous souhaitez approfondir une première expérience réussie dans ce domaine.
Nous vous proposons de prendre progressivement la responsabilité d'un secteur Méthodes mécaniques dans l'un de nos établissements **(Régions Rhône-Alpes et Centre)**
(réf. MBR/ML/3).

Jeunes ingénieurs de production

Diplômés d'une grande école, vous débutez ou vous avez une première expérience réussie en :
- mécanique,
- électronique,
- automatismes,
- informatique industrielle.

Nous vous proposons de prendre à court terme la responsabilité d'un secteur dans l'une de nos unités de production **(Région Rhône-Alpes)** (réf. MBR/ML/4).

Auditeur interne

Diplômé d'une grande école, vous travaillez depuis 2-3 ans dans un cabinet d'Audit et vous maîtrisez au moins une langue étrangère.
Nous vous offrons la possibilité de valoriser votre expérience en vous confiant des missions d'audit sur l'ensemble des sociétés du groupe, en France et à l'étranger.
Notre service d'Audit interne est basé à **Paris** (réf. MBR/ML/5).

Conseil en législation sociale

Juriste de formation (Sciences Po, DESS...), vous occupez depuis environ 4 ans un poste dans un service du personnel d'établissement en secteur industriel.
Nous souhaitons vous accueillir à **Paris** dans l'équipe chargée de conseiller la hiérarchie et les services du personnel pour la mise en œuvre de notre politique dans les domaines de la législation sociale et des conditions d'emploi. Ce poste d'étude et d'assistance implique de courts déplacements en province (réf. MBR/ML/6).

Jeune cadre fonction personnel

De formation supérieure (sciences humaines, juridique, gestion...), vous souhaitez vous orienter vers la fonction personnel que vous considérez comme une fonction stratégique de l'entreprise.
Nous souhaitons dans un premier temps vous confier la réalisation d'études sociales pour notre Direction du Personnel.
Vos activités s'exerceront dans les domaines des rémunérations, des outils de gestion prévisionnelle, de l'élaboration des statistiques sociales (bilan social, enquêtes...).
Ce poste est à pourvoir en **Région Rhône-Alpes**
(réf. MBR/ML/7).

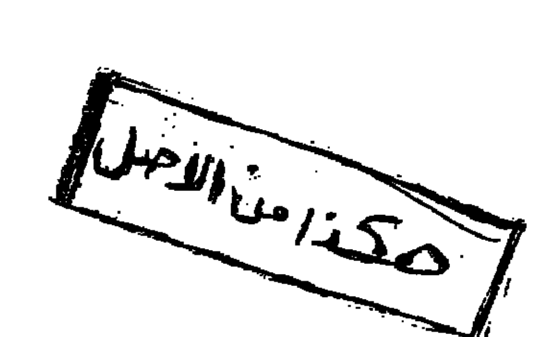
* * * * *

La dimension nationale et internationale de notre groupe garantit le caractère évolutif de ces postes.

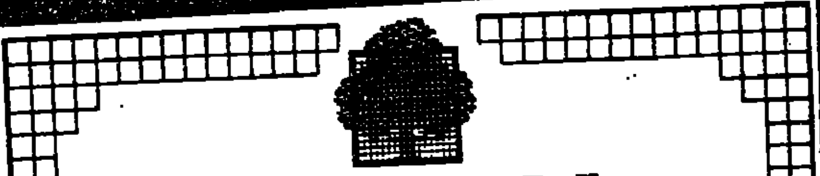
Si vous êtes intéressé par l'une de ces opportunités, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la référence du poste choisi à

ISCO **Conseil en Recrutement**
10, rue Auber - 75009 PARIS

MEDIA PA.



OFFRES D'EMPLOIS



Cii Honeywell Bull

recrute pour son Centre de Recherche, un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il aura une expérience en CONCEPTION DE CIRCUITS INTEGRES VLSI. Il s'intégrera à une équipe de conception pour effectuer la réalisation de véhicules de tests. Il participera à des groupes de travail spécialisés pour la définition des règles de tracés et réalisera des outils prototypes de CAO dans un environnement de programmation hautement performant.
Lieu de travail : les Clayes-sous-Bois (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en precisant la référence 461 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Importante société d'ingénierie La Défense spécialisée dans le domaine électro-nucléaire recherche pour sa

DIVISION QUALITE

Ingénieur

ayant une dizaine d'années d'expériences en fabrication ou bureau des méthodes dans le domaine mécanique ou chaudronnerie.

Bonne connaissance en soudage, métallurgie et contrôles non destructifs nécessaire.

Anglais apprécié.

Il se verra confier le traitement et le suivi des anomalies sur nos matériels, c'est-à-dire :

- analyse des dossiers d'anomalies,
- synthèse et prise de décisions,
- initiation et traitement éventuel d'actions préventives.

Ce poste comporte des responsabilités d'encadrement.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 5237 à mentionner sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Filiale du Premier Groupe
Français de Communication
Notre société leader incontesté de la vente directe de livres.
(600 Millions de C.A. - 2700 personnes)
recherche
LIBRE RAPIDEMENT

UN JEUNE CADRE FINANCIER

Rattaché directement au Directeur Financier

Le candidat(e) devra obligatoirement être diplômé d'une grande école de gestion.

Il pourra être débutant ou avoir une première expérience professionnelle des problèmes financiers.

Le lieu de travail est situé à BAGNEUX (92).

Ecrire avec CV détaillé, photo et prétentions sous No 49532
CONTESSE PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE SUPÉRIEUR 40 ANS

Directeur succursalle (50 personnes), rompu à la direction d'une force de vente, à la gestion d'un centre de profits, à la distribution par revendeurs (quincaillerie, bricolage), à la vente directe aux professionnels du bâtiment et à l'industrie, habitué aux méthodes de travail des sociétés multinationales, parfaitement bilingue français / allemand, connaissance anglais,

cherche

DIRECTION FILIALE DE DISTRIBUTION

appartenant à groupe industriel important, région NANTES, TOURS, BORDEAUX de préférence.

Ecrire à RÉGIE-PRESSE, N° T 36365 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 30 ans, bonne présentation Exp. standard, restauration cherche emploi de nuit dans Paris ou proche banlieue nord. 829-82-15 de 20 à 22 h.

J. H., 25 ans, maîtr. Droit privé, DESS fiscalité appliquée, cherche poste de FISCALITÉ. Ecrire à M. TULEAU Y., 8, chemin Latéral-du-Nord, 94500 CHAMPIGNY.

Maîtrise maths, certificat d'informatique, DESS de gestion, 2 ans d'expér. assembleur, connaissance COBOL-FORTRAN, etc., rech. emploi 3/4 de temps, Paris Sud. Ecrire sous le n° T 036.363 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DIPLOMÉE E.S.C.
Spécial. gestion et dévelop. des P.M.E. + divers stages industrie et grande distribution, 24 ans, recherche poste responsable Paris, banlieue Ouest. Tél. 747-70-78 Courbevoie.

J.H. 23 ans, libéré O.M., diplômé E.S.C. traducteur interprète anglais, notions allemand/espagnol, recherche emploi import-export, région indifférente. Ecrire M. MEUNIER, 26, rue des Bondues, 59200 Tourcoing.

J.H., 23 ans, dégagé O.M., 3 a. exp. publicité, rech. emploi représentat. ou étud. ttes prop. Ecr. s/n° 5.376 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Universitaire, enseignant dans le supérieur, H. 35 ans, formation droit, Sciences Po, histoire, très forte culture générale, aimant toutes formes d'expression, notamment l'écriture, goût des contacts, étudie toutes propositions d'emploi. Ecrire sous le n° T 336.353 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre assur. 60 a. en chômage écon., cap. en droit BP assur. empl. financ., admin. docum. Ecr. s/n° 3.635 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR DE TRAVAUX
37 ans, anglais courant, sachant gérer son temps, 15 ans expérience construction. Disponibilité internationale. Souhaitant orienter activité vers fonction commerciale. Assumerais responsabilités dans P.M.E. en expansion en France et/ou à l'étranger.
Ecr. s/n° 8.975 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

INFORMATIQUE ET MUSIQUE

femme, double formation :

- MUSICALE : premier prix analyse musicale Conservatoire national de Paris ;
- INFORMATIQUE : Miage-Dauphine, mention Bien, félicitations du jury,

aimerait travailler dans tout domaine relevant de l'application des techniques informatiques à la musique, toutes catégories (Recherche expérimentale, conception et réalisation de logiciels, etc.).

Ecrire sous n° 9.397 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

DIRECTEUR H.C. BANQUE

42 ans bilan, comptab., budget, contrôle de gestion (analyse des écarts) ttes déclarat. sociales et fiscales, trésorerie.

MARCHÉ FINANC. CHEF DU PERS.

RECHERCHE :

POSTE DE DIRECT.

DANS BANQUE ou HORS BANQUE
Ecrire sous n° 9.385 M RÉGIE-PRESSE, 85, rue Réaumur, PARIS-2e.

Femme capable cherche à mi-temps possibilité de seconder dans commerce. Libre de suite. Tél. avant 9 h et après 19 h 241-13-90.

H. 37 ans ESCAE + DECS. Tril. anglais, allem., recherche poste stable. NGUYEN : 306-64-65.

J.F. cadre documentaliste expérimentée, bilingue anglais, 37 ans, bonne connaissance doc. presse, télématique, informatique documentaire, recherche poste responsabilités. Ecr. s/n° 6.380 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, 75429 PARIS Cedex 09.

Rech. H., F., passionnés de technologies nouvelles pour groupe de recherche d'idée. Tél. GROUPE-SERVICES : 233-45-09 et 233-43-83.

Recherchons
« NÈGRE »
pour mise en forme et rédaction d'un ouvrage de caractère historique.
Rémunération intéressante.
Ecrire sous le n° 247.027 M.
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

2e arrdt

N.-D. VICTOIRES pptaire vend bons imm. caract. 2 p. 21 m² Prix 160 000 F - 553-91-45.

4e arrdt

Charmante et confortable
MAISON
120 m² sur cour fleurie Époque XVIIIe, calme, en parfait état. Prix : 1.800.000 F SERGE KAISER 329-60-60.

CŒUR MARAIS
GD HOTEL PARTICULIER Nombreuses surfaces à rénover 766-03-18.

MARAIS PRÈS VOSGES Elégant duplex s/jardin privé, 2/3 P., soleil, charme, gde classe. Tél. : 326-22-63.

5e arrdt

MOUFFETARD Récent tt cft. beau studio, jard. privatif. Parking. Prix : 430.000 F. Téléphone : 90 325-97-16.

6e arrdt

SAINT SULPICE R. BONAPARTE. Calme sur verdure BEAU STUDIO. 350.000 F. 555-82-33. Après 20 h., 200-36-01.

2, RUE DUPUYTREN 87, BD SAINT-GERMAIN ODÉON. Imm. Pierre de T., asc., 3 P, 90 M2, rénové luxueusement, cuis. équipée + park. 551-31-98 - 551-21-06.

BLD RASPAIL
Gde récept. + s. à manger + 2 chbres tt cft impecc. 1.550.000 F. 222-08-19.

7e arrdt

Dans HOTEL PARTICULIER
BAC 6 P., DUPLEX
Gd caractère tout s/jdin VERNEL. 526-01-50.

DUROC, BEAU 4 P.
A restaurer, 4e ét., asc. Très bel imm. Pierre de taille. Px à débattre. VERNEL. 526-01-50.

8e arrdt

PRÈS MADELEINE 28, RUE GODOT-DE-MAUROY Bel imm. ravalé, asc., TRÈS BEAUX STUDIOS et 2 P., refaits neufs, équipés 4e et 5e. TÉL. : 551-31-98 551-21-06.

9e arrdt

PROVENCE - TAITBOUT
Dans bel immeuble ancien, APPT 3 P., 2e étage sur cour (travaux). Prix : 300.000 F. F.I.P., téléphone : 575-62-78.

10e arrdt

SQUARE SAINT-LAURENT gd 5 P. stand. Possib. prof. lib. Px : 1.092.000 F - 553-91-45.

12e arrdt

NATION Près Place très beau 80 m² à aménager 3,75 m s/plafond, autres surfaces plus ou moins grandes. Tél. : 272-40-19.

13e arrdt

TOLBIAC Prop. 22 ét., 103 m², S.E. dble liv., 3 chbres, 2 s. de bns, 2 w.-c., 2 park., tt. équ., px à déb. 336-14-50 ou 583-85-94.

STUDIOS 2 Pces Tt cft, refaits neufs, à partir 180.000 F., charges inexist. Idéal investissement (1) 672-04-48, Soir 17/22 h.

Barrault-Tolbiac. 354-95-10.
3 P. BALCON. VUE.

14e arrdt

SUR PARC MONTSOURIS (14e) beau studio, 34 m², tt confort. Prix : 340.000 F. 327-28-60.

VUE SUR PARC MONTSOURIS PLEIN CIEL, 14e ÉTAGE balcon terrasse 60 m², luxueux 5 pièces, 135 m², parfait état, 2 parkings. 227-93-30.

DENFERT - Petit 3 P., entrée, cuis., s. d'eau, 46 m², asc. 360.000 F. 327-55-04.

PLAISANCE
2 pièces tt cft, immeuble pierre de taille, état neuf, loyer libre pour investisseur. Prix 340.000 F. Renseignem. tél. 326-32-08.

MONTPARNASSE - Impecc. gd 3 p., 80 m², imm. p. de t. 820.000 F. 222-08-19.

PROCHE DENFERT Séjour, 3 chbres., parking., soleil, balcon 850.000 F. Téléphone :326-73-14.

15e arrdt

CECOGI construit 329, rue Lecourbe, Immeuble GRAND STANDING
STUDIOS, 2, 3, 4 P.
Prix moyen : 12.900 F le m². Renseignements : 575-62-78.

Ravissant pied-à-terre, r.-de-ch. avec jard. privatif, 2 p. 43 m² + 37 m² jard. 600.000 F. Tél. : 783-89-86 - 548-54-89.

16e arrdt

RANELAGH, triple récept., 3 chambres + 2 chbres service DANS BEL IMMEUBLE. GARBI. 567-22-88.

(XVIe) 65, rue LAURISTON Beau 2 P., cuis., w.-c., s. d'eau, calme, 2e ét., s/place mardi, mercredi, jeudi de 14 à 18 heures.

PTE PASSY - 435 m²
3 chbres, serv. + box. A.V.L. - 281-07-94.

17e arrdt

RUE POUCHET
GRAND STUDIO, dans imm. récent, standing. 220.000 F. F.I.P., téléphone : 575-62-78.

RUE GALVANI 2 PCES 47 m² + 2 PCES IND. 296.14.38.

PRÈS Mo BROCHANT
3/4 P. 85 m², 2 sanitaires. IMPECCABLE 480.000 F. Claude ACHARD - 637-14-56.

18e arrdt

ABESSES, 120 m² en duplex, poutres, charmes, calme, soleil. 990.000 F. - 622-22-56.

19e arrdt

AVENUE SECRÉTAN
(près), ds un immeuble récent
TERRASSE + 4-5 P.
Plein soleil, 2 caves. Parking possible. Prix : 850.000 F. F.I.P., téléphone : 575-62-78.

92 Hauts-de-Seine

VANVES, SUR PARC LYCÉE MICHELET, 2 P. CFT. Prix : 250.000 F. 327-28-60.

PRÈS RUE DE LONGCHAMP 1 bis, rue CHARCOT, Neuilly, propriétaire vend 2-pièces refaits à neuf, équipés + triplex, 110 m² environ, pour antiquaires, décorateurs, artistes. 551-31-98. 551-21-06.

94 Val-de-Marne

VINCENNES 2 min. du métro, part. vend. TRÈS BEAU 2 PIÈCES 55 m², prix intéressant à débattre. Tous les jeudis et vendredis de 10 h/16 h au : 271-90-76.

Province

NORMANDIE pr. HONFLEUR Chaumière, herbage, belle vue. T. 296-41-89 ou (31) 89-26-53.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p., Paris, préfér. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

appartements occupes

CONVENTION Appt libérable octobre 1983. Loyer mensuel 2.820 F. 2e ét. s./rue, asc., séj. dble + 2 ch., cuis., w.-c., bains, chff. cent., 100 m², P. de t. stand. 1930. Achat park. possible : 780.000 F. Pptaire mardi 14 h 30-16 h 30 : 386 bis, rue de Vaugirard

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT
Un service gratuit interprofessionnel et inter-bancaire pour tout achat d'appts et de pav. neufs. Renseignements sur de nombreux programmes PAP et prêts conventionnés.
525-25-25.
49, av. Kléber, 75116 PARIS.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Ventes

PTE D'ITALIE, petit imm. neuf, 1 000 m².
MOTTE PICQUET, immeuble indépendant, 150 m².
ÉMILE ZOLA, 600 m².
Prébail, 260-30-83 - 296-53-01.

17e MÉTRO
Imm. rénové 1760 m² R. + 3. Location possible en totalité ou par étage
GEFIC CTI 720-50-80.

PORTE DE CHAMPERRET AU PIED DU MÉTRO A VENDRE OU A LOUER
3.650 m² DE BUREAUX
Immeuble de bon standing, restaurant d'entreprise.
HAMPTON 225-50-35.

Locations

NE LOUEZ PLUS VOS BUREAUX SANS CONSULTER IMINCO
50, CHAMPS-ÉLYSÉES (8e)
562-35-50.

PRÈS CHAMPS-ÉLYSÉES
UN NOUVEAU CENTRE D'AFFAIRES PRESTIGIEUX
Votre adresse, votre bureau, votre secrétariat, votre salle de réunion. POUR UN JOUR OU PLUS
LE SATELLITE
8, rue Copernic, 75116 Paris Téléphone : (1) 727-15-59.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Domiciliation, R.M., R.C., S.A.R.L. à partir de 150 F CONSTITUTION SOCIÉTÉS Tél., télex, ttes démarches. C2E. 562-42-12.

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L., R.C., R.M. Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-50.

DOMICILIATION 8e
RM. RC 200/300 F mois Av. SERVICE COMPLET TELEX SECRÉTARIAT CRÉATION DE SOCIÉTÉS TOUTES DÉMARCHES
AGECO 294-95-28
(STATIONNEMENT AISÉ).

VOTRE SECRÉTARIAT PERMANENT VOTRE ANTENNE A PARIS
VOTRE SIÈGE SOCIAL 8e COLISÉE ÉLYSÉES
TELEX ET TOUS SERVICES CRÉATION DE SOCIÉTÉS
A.F.C. 359-20-20.

KIJOXSON : 522-13-09.
MADELEINE : 2 bureaux. EUROPE : 3 bureaux. OPÉRA :3 bureaux. LAMARCK : 3 bureaux. GUY-MOQUET :4 bureaux. VAUGIRARD : 4 bureaux. LIÈGE :7 bureaux. GARE L'EST : 5 à 10 bureaux.

6e LUXEMBOURG, 200 m², PL. DE L'OPÉRA, 200 m², 8 burx. MARAIS, imm. nf 450 m² divis., 8e AV. MATIGNON, 600 m², divis., F.-ROOSEVELT, 200 m², grand standing, 16e JASMIN, hôtel particulier, 500 m², 8e EUROPE, hôtel particulier, 400 m²
MARC DANTARD
Téléphonez au : 265-03-23.

WEATHERALLS
DAUMESNIL 125-268- 408 m² rénové LEVALLOIS 280-330- 1.000 m² rénové NEUILLY 180 m² standing SAINT-CLOUD 340 m² récent
Téléphone 563-05-50.

SAINT-AUGUSTIN
1e 3e ét. 600 m² de burx entièr. rénov. ds imm. p. de taille. 2e 5e ét., 180 m² de bureaux DANS IMMEUBLE RÉCENT
Jean THOUARD 504-08-50.

RUEIL-MALMAISON
A louer, 1 000 m² de burx divis. Prox. IMMÉDIATE de la N 13. Imm. de stand. entièr. rénové.
Jean THOUARD 504-08-50.

BUREAUX ET LOCAUX
TOUTES ACTIVITÉS VENTE - LOCATION
RELANGE : 285-21-64.

A LOUER (Particulier à particulier, ag. s'abstenir) beau bureau, 3 pièces, 40 m² bld Poissonnière, ascenseur, actuellement 2.900 F/mois + charges libre novembre 82, sans reprise Tél. : 770-50-44.

DÉFENSE ZONE B
Immeuble neuf bureaux 5.200 m², 68 parkings. Livraison été 1983. Location
DÉFENSE ZONE A
petit et luxueux immeuble bureaux 1.700 m² location.
16e VICTOR-HUGO
proximité rue de Longchamp, 800 m², 25 bureaux, 3 park. Location.
D. FEAU : 294-20-00.

1er, 260, 300 m².
2e, 50, 73, 136 m².
8e, 110, 164, 300 m².
11e, 650, 950, 1.600 m².
13e, 400 à 6.600 m².
19e, 78, 410, 1.200 m².
NEUILLY, 250 m².
Prébail, 260-30-83/296-53-01.

RÉAUMUR ARTS-ET-MÉTIERS
Bureaux sur 2 niveaux 400 m² A rénover, bail neuf.
SAGGEL VENDOME
522-38-00.

RUE SAINT-LAZARE
187 m² - 3e étage BUREAUX RÉNOVÉS bon standing.
SAGGEL VENDOME
522-38-00.

VOTRE NOUV. IMPLENT. ?
UFFI 822-12-00.

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F/MOIS 1 DOMICILIATION + SERVICES S.A.R.L. Artisans - 296-36-74.

locaux commerciaux

Achats

RECHERCHE LOCAUX CCIAUX. TTES SURFACES. TOUTE PPTÉ ou LOCATION:
P. BLUM : 265-64-11.

Ventes

A VENDRE OU A LOUER
Grand choix de locaux cciaux de 50 à 500 m² env. sur toute la région parisienne.
Appelez
LA MAISON DU G. SCIC
Croisine BRIANT Tél. : 538-52-53, poste 3957 ou 3954.

10e RÉPUBLIQUE
300 m² LOCAUX BUREAUX, rez-de-chaussée, poss. division.
P. BLUM : 265-64-11.

Locations

AUBERVILLIERS
500 m. du métro, près périphérique, ENTREPOTS - BUREAUX NEUFS à partir de 450 m² disponibles immédiatement
Jean THOUARD 504-08-50.

18e, 560 m².
PÉRIPH. NORD, 600 à 1.400 m².
LEVALLOIS, 1.000 m².
PANTIN, 800 m².
Prébail, 260-30-83 - 296-53-01.

locaux industriels

Locations

PARIS-18e LOCAUX INDUSTRIELS NEUFS
Petites et grandes surfaces.
SOPREC : 306-03-03.

WEATHERALLS
GENNEVILLIERS 5.000 m² divisibles. FRESNES 1.100 m², IVRY de 700 à 6.000 m², NOISY-LE-SEC à partir de 300 m².
563-05-50.

boutiques

Ventes

MONTPARNASSE
Rue La Rochelle 2 boutiques neuves brut à aménager, location possible.
GEFIC CTI 720-50-80.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRES.
Louez vite et sans frais ENTRE PARTICULIERS OFFICE DES LOCATAIRES. Téléphonez au : 296-58-10.

PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS
VOS APPARTEMENTS PARIS - BANLIEUE SOUS 48 heures
CLIENTS SÉLECTIONNÉS LOYER GARANTIE
TEL. 359-64-00

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction, beaux appart. de standing, 4 pièces et plus. 281-10-20.

Jeune couple (revenus réguliers) cherche appart. à louer, 3-4 pièces, calme, Paris 15e, 7e, 5e, 6e, ou 17e. Téléphone : M. GOSSET 783-82-71.

PROPRIÉTAIRES LOUEZ rapidement, clientèle assurée. Service gratuit - 770-25-90.

PROPRIÉTAIRES
Pour louer rapidement SANS FRAIS et SANS AGENCE vos appartements vides et meublés à Paris et en banlieue. Tél. : 282-12-50.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES, villas, pavillons, ttes banl. Loyer garanti 8.000 F. T. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY - SERVICE
8, av. Messine, 75008 Paris, rech. pr clientèle étrangère et diplomates. APPARTEM., HOTELS PARTIC. et VILLAS, PARIS ou Ouest résid. **562-78-99**

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing 4 pièces et plus. 281-10-20.

immeubles

RECH. IMMEUBLES dans PARIS, LIBRES ou OCCUPÉS.
P. BLUM 265-64-11.

BATIMO. 553-91-45
Achète imm. Paris périphérie.

pavillons

20 km sud Angers, part. vd pav. T6, T5, conf., ch. cent., gar. dépend., 1700 m², terr., arb., clôt. Px à déb. Tél. : 16-41-39-51-45.

ST-DENIS - A VENDRE
Quartier pavillonnaire Calme sur 260 m² de terrain Pavillon rénové. Cuisine équipée, beau séjour, 2 chbres, salle de bains, w.-c., chauffage central au gaz. Dépendances + garage. 15 mn de Paris. Prix 420.000 F. Tél. après 18 h et week-end : 827-93-24.

villas

STE MAXIME, vue superbe s/golfe St-TROPEZ, villa 5 chbres + studio indép., jard. 1.600 m². T. (94) 96-34-17.

maisons de campagne

VAL DE LOIR SUD (72)
BELLE MAISON DE PIERRE Type 1900, 1 km S.N.C.F. av. 4 p., tt cft, cour, jardin. Prix 360.000 F (poss. Crédit total). Tél. au (16-43) 24-79-16 h.b. ou (16-43) 44-87-47 h. repas.

propriétés

SOLOGNE
A VENDRE PETITS TERRITOIRES DE CHASSE dont un constructible, possibilités étangs. Ecrire HAVAS ORLÉANS n° 200.395.

PLAISIR (78)
370 m², 11 p. PARC 8.600 m². A.V.L., téléphone 874-82-22.

Maison de plain-pied 215 m², sur 1 ha à 15 km LORIENT construction 1974. Téléphone : 16(97) 65-93-37.

domaines

Achèterais VASTE PROPRIÉTÉ DE CHASSE SOLOGNE. Ecrire sous le n° 246.806 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

viagers

LIBRE. 14e ALÉSIA. Bel appt. 4 pièces, tout confort + balcon, 420.000 + rente 3.500. LODEL, 355-00-44.

EUROPE, bel imm. pierre de t.
BEAU 2 PIÈCES LIBRE
83 m², soleil, IMPECCABLE, 400.000 + rente 5.300 F., 75 et 85 ans. VERNEL, 5 2 6 - 0 1 - 5 0 .

LAMARCK-CAULAINCOURT. Gd séjour + 2 chbres tout cft, bel immeuble, vue sur verdure. 185.000 F + 3.500 F. Occupé fme 75 ans. CRUZ 266-19-00.

RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La France du murmure

(Suite de la première page.)

On votera à Sauve (1 300 habitants), une cité du Gard, qui, jadis, avait le privilège de battre monnaie et qui, aujourd'hui, compte sur le textile — et la voix du bonnetier y aura autant de poids au regard du sort de son « pays » que celle du riverain de l'avenue de La Bourdonnais.

On votera au Guilvinec, où le cours de la langoustine et la taille des maillages alimentent chaque jour les conversations sur le port — et la voix du marin pèsera aussi lourd au regard de l'avenir de la Cornouaille que les péroraisons d'un député du Rhône. On votera en Haute-Marche-Combrailles, aux confins de l'Allier et de la Creuse, dans ces villages saignés par l'exode rural — et le bulletin du maçon ou du menuisier revenu au « pays » ne pèsera pas moins lourd que celle du négociant des quais de la Joliette.

La France — surtout lorsque l'on invoque la solidarité et l'unité nationale — ne se résume pas à ses grandes villes, à ses banlieues, aux « axes lourds » où se concentrent l'activité économique, les centres internationaux de recherche et les temples les plus prestigieux de la culture. Or le débat sur Paris, Lyon et Marseille a ceci de malsain qu'en jetant tous les feux de l'actualité sur ces villes (qu'on dit par ailleurs ingouvernables, dangereuses et perverses pour la pratique de la démocratie) il tend à marginaliser le reste du pays et les citoyens qui y vivent et en vivent. Quel dut être le sentiment intime du berger du Puymorens lorsqu'il fut le témoin, même indirect, des joutes auxquelles se sont livrés MM. Chirac et Defferre ? Qui s'intéresse à sa vie (autrement que sous l'aspect du folklore ou du témoignage d'un époque qu'il incarne), à ses impôts, à sa condition de berger et de gardien des hautes terres pour le bien ou le plaisir de tous ? Qui sait le drame qui se joue à Decazeville, mouroir pour industries depuis longtemps grabataires ?

Sans doute est-il nécessaire de parler de démocratie dans les très grandes villes et de dialogue ou d'animation dans leurs quartiers. Mais, dans combien de communes de ce qu'il est convenu de nommer la France profonde — c'est-à-dire la France de sa jeunesse ou la France de sa retraite, — cette recherche en soi généreuse et nécessaire n'est rien d'autre qu'un luxe tant que la survie même n'est pas assurée !

Les statistiques dans leur sécheresse font frissonner. Sur les 36 390 communes, en effet, 33 000 ont moins de 2 000 habitants, et leur population ne représente que 26 % de l'ensemble de la population française. Leurs finances sont exsangues si l'on en croit le produit fiscal par habitant : 500 F en 1981 au lieu de 1 894 F pour Paris... Et les dépouillements du recensement de 1982 vont à coup sûr faire apparaître que les petites communes rurales dans leur très grande majorité n'ont pas été en mesure d'enrayer les maux du dépeuplement, de l'appauvrissement, de la désertification.

Ici, le bruit et la notoriété des grandes cités qui gèrent des budgets considérables et emploient des fonctionnaires par milliers ; là, le murmure et l'anonymat des villages qui n'ont rien.

Si seulement les habitants et les dirigeants des très grandes villes pouvaient distraire un peu de leur temps, pour tourner leur regard sur ces milliers de bourgades et de villages où les feux s'éteignent et les maisons se ferment.

Si seulement Paris, Lyon et Marseille pouvaient aider les petites communes de l'Argoat, des plateaux ardéchois, des gorges du Verdon, à éviter l'anémie, tandis qu'elles — les grandes — avec leurs banlieues et leurs villes nouvelles ne connaissent que la boulimie !

Peut-être alors éviterait-on la séparation manichéenne, et si tentante, entre les citadins et les ruraux, entre la civilisation urbaine sur fond de grands ensembles et les formes prétendument séduisantes de la vie des campagnes. La solidarité nationale, elle, y trouverait sûrement son compte.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

CORRESPONDANCE

Contre la limitation de vitesse

M. Pierre Fournier, de Taverny, nous écrit :

Les arguments des « opposants » à la limitation de vitesse doivent être connus de l'opinion pour qu'il y ait un débat valable ; et ils sont d'autant moins négligeables qu'ils avaient reçu l'année dernière l'appui de candidats, et des plus sérieux, et digne d'attention, à la présidence de la République.

Tout d'abord, le caractère contestable des statistiques. Le processus est simple : on édicte une réglementation telle que les trois quarts des usagers ne peuvent matériellement pas la respecter ; la même proportion se retrouve fatalement dans la réalité des comportements, et dans les statistiques des accidents puisqu'il suffit aux agents chargés des constatations de relever les vitesses pour y trouver une explication facile dans chaque cas.

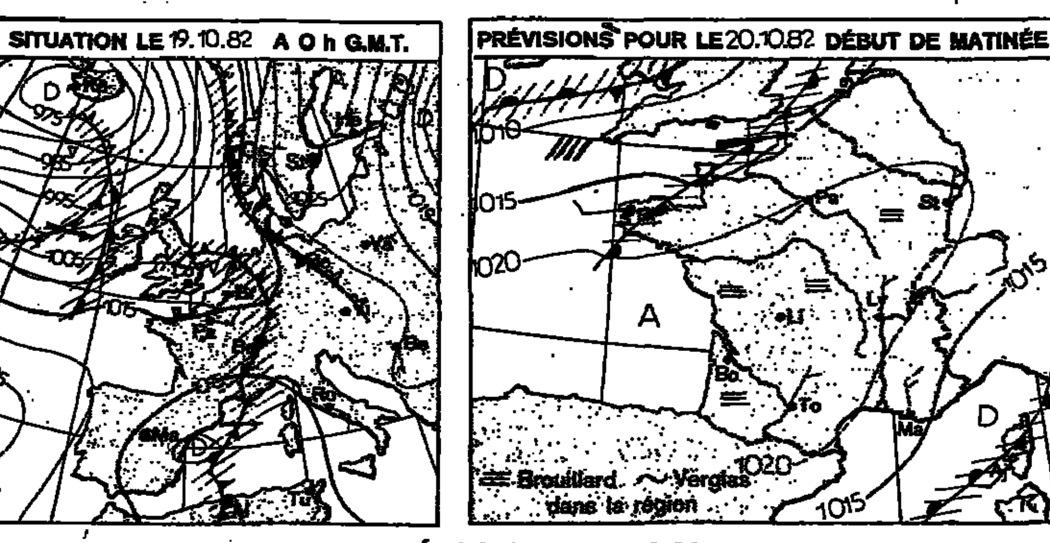
Ajoutons le caractère irréaliste de nombreuses limitations locales, impossibles à respecter, et le caractère excessif de règles fixées bureaucratiquement au plan national, qui ne peuvent tenir compte des conditions de lieu, de moment, de météorologie, de configuration du réseau, de densité de la fréquentation.

Il faudrait évoquer aussi l'incompatibilité avec les caractéristiques des voitures les plus modernes ; les répercussions sur le marché des voitures de haut de gamme ; et, même, le caractère réellement dangereux du respect strict de la limitation dans les conditions réelles du trafic en certains lieux et à certains instants.

Tous ces arguments que j'évoque correspondent à la situation concrète dans laquelle se trouvent quotidiennement sur la route des dizaines de millions d'usagers. Ils ne peuvent pas, pour des raisons qui ne sont pas déshonorantes, respecter strictement la réglementation. Ce ne sont pas nécessairement des assassins potentiels, et leurs arguments devraient être livrés honnêtement à la discussion publique.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 19 octobre à 0 heure et le mercredi 20 octobre à minuit :

Les baromètres à la hausse sur toute la France, la prochaine perturbation sera rejetée sur l'Angleterre. Le vent va faiblir sur la France avec brume et fraîcheur matinale.

Mercredi, la journée débutera pour la plus grande partie du pays dans la brume ou le brouillard. Apparition des premières gelées blanches sur les régions de l'intérieur, surtout du Massif central à la vallée de la Loire et à la Champagne.

Sur les Alpes, la Provence et la Corse des résidus orageux s'élimineront lentement vers l'Italie en cours de journée. Sur les régions en bordure de la Manche jusqu'à environ une centaine de kilomètres à l'intérieur, un ciel assez nuageux, en bordure du mauvais temps qui circulera sur la Manche. Sur la côte, il y aura même un peu de brume par moment.

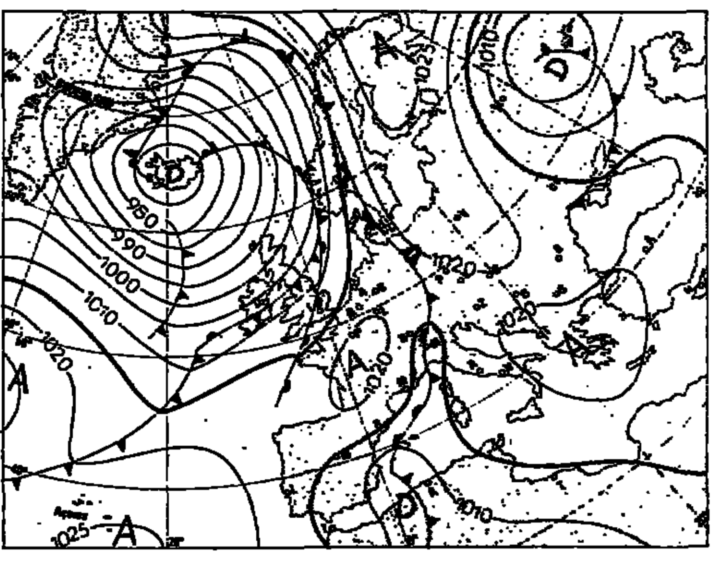
Sur toute les autres régions de France, entre le bord de la Manche et les Alpes, il fera beau dès la fin de matinée. Au meilleur moment de la journée, 15 degrés de la Bretagne à la Picardie, 18 degrés sur toutes les autres régions.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 19 octobre, à 7 heures, de 1 013,8 millibars, soit 760,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19 octobre) : Ajaccio, 23 et 16 degrés ; Biarritz, 14 et 10 ; Bordeaux, 17 et 5 ; Bourges, 17 et 5 ; Brest, 14 et 6 ; Caen, 14 et 7 ; Cherbourg, 14 et 10 ; Clermont-Ferrand, 18 et 10 ; Dijon, 15 et 10 ; Grenoble, 15 et 11 ; Lille, 16 et 7 ; Lyon, 16 et 11 ; Marseille-Marignane, 20 et 15 ; Nancy, 16 et 10 ; Nantes, 16 et 5 ; Nice-Côte d'Azur, 17 et 14 ; Paris-Le Bourget, 15 et 4 ; Pau, 13 et 10 ; Perpignan, 23 et 13 ; Rennes, 16 et 5 ; Strasbourg, 15 et 10 ; Tours, 17 et 3 ; Toulouse, 14 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 15 degrés ; Amsterdam, 15 et 11 ; Athènes, 23 et 13 ; Berlin, 15 et 7 ; Bonn, 14 et 6 ; Bruxelles, 16 et 9 ; Le Caire, 28 et 20 ; îles Canaries, 23 et 20 ; Copenhague, 11 et 9 ; Dakar, 30 et 27 ; Djerba, 29 et 20 ; Genève, 13 et 10 ; Jérusalem, 22 et 12 ; Lisbonne, 19 et 11 ; Londres, 15 et 8 ; Luxembourg, 16 et 8 ; Madrid, 16 et 8 ; Moscou, 4 et -4 ; Nairobi, 22 et 12 ; Palma-de-Majorque, 22 et 18 ; Rome, 21 et 15 ; Stockholm, 4 et 0 ; Tozeur, 30 et 20 ; Tunis, 31 et 21.

PRÉVISIONS POUR LE 20 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



PROBABILITÉS POUR LA FIN DE SEMAINE

Le courant de perturbations océaniques continue de circuler sur la France.

Jeudi 21 octobre, un nouvelle zone de pluies accompagnées de vents de secteur Sud-Ouest assez fort (rafales den mer) se situera le matin du bassin d'Aquitaine aux Flandres et le soir dans l'est du pays. Des éclaircies seront toutefois observées avant l'arrivée des pluies dans les régions du Centre, de l'Est et du Midi. Un temps variable, nuages et éclaircies, succédera aux pluies par l'Ouest.

Vendredi 22 et samedi 23 octobre, ces pluies achèveront de traverser le massif alpin et les régions méditerranéennes, où elles prendront parfois un caractère orageux. De nouvelles pluies sont prévues pour la France dans la journée de samedi, après une courte éclaircie où l'on observera des nuits un peu plus fraîches et même des nappes de brouillard dans l'intérieur. D'une façon générale, les températures oscilleront toujours de façon normale avec des maximums de 15 à16 degrés au nord de la Loire et de 17 à 20 degrés au Sud.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

En raison de l'actualité, nous publierons demain notre chronique hebdomadaire sur la mode.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 18-19 octobre 1982 :

DES DÉCRETS

- Portant application de l'article 18 bis de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;
- Relatif à la Commission nationale des rapports locatifs ;
- Portant classement, parmi les sites, de l'ensemble formé par le site de la colline de Lascaux sur la commune de Montignac (Dordogne).

DES ARRÊTÉS

- Relatif à certains agents conservateurs pouvant être employés dans les crevettes et les langoustines.
- Fixant les conditions de prise en charge partielle des frais de transport instituée par le décret du 18 octobre 1982.

PARIS EN VISITES

JEUDI 21 OCTOBRE

« L'Eglise Saint-Germain-des-Prés », 15 h, devant l'église, Mlle Brossais.

« Oscar Wilde à Paris », 15 h, entrée Ecole des beaux-arts, rue Bonaparte, Mme Chapuis.

« Le Printemps », 15 h, rez-de-chaussée du nouveau magasin, Mme Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).

« Quartier Mouffetard et Saint-Médard », 15 h, porche de l'église (Approche de l'art).

« Monet au musée Marmottan », 15 h, entrée rue Louis-Boilly (M. Bouchard).

« Les Primitifs italiens », 11 h, musée du Louvre, Victoire de Samothrace, Mme Caneri.

« Palais de justice », 15 h, métro Cité, M. Czarny.

« Le Marais », 15 h, 24, rue Pavée, métro Saint-Paul, Mme Ferrand.

« Notre-Dame-de-Paris », 15 h, métro Cité, Mme Hauller.

« Ecole des beaux-arts », 15 h, 13, quai Malaquais, P.-Y. Jaslet.

« Rue Mouffetard », 14 h 30, face église Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).

« Musée des arts et traditions populaires », 15 h, métro Sablons (Paris et son histoire).

« L'Ile Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« Quartier Saint-Merri », 14 h 30, rue Saint-Martin, Mme Romann.

« Exposition Picasso », 13 h 30, 28, rue des Francs-Bourgeois (Tourisme culturel).

« Hôtel de Lauzun », 15 h, métro Pont-Marie (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

15h : Salle du Musée des monuments français, métro Trocadéro, Mme O. Boucher : « De Catal Hüyük aux Hittites. »

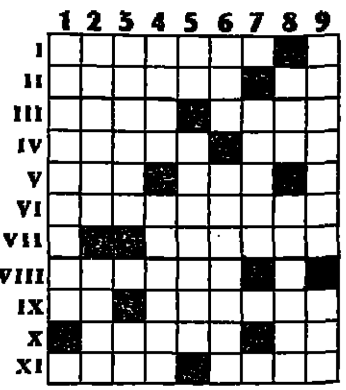
18 h : 33, faubourg Saint-Honoré, Prince Mourousy : « Alexandra Feodorovna, la dernière tsarine. »

19 h : 62, rue Madame : « Sanctuaires et culte d'Apollon » (Arcus).

18 h : 38, boulevard Raspail, MM. G. Hourdin et J. Madaule : « Lamennais, prophète et combattant de la liberté. »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3 301



HORIZONTALEMENT

I. Le parfum d'une cocotte peut suffire à l'exciter. — II. Quand il ne cuisine pas, il passe à la casserole. Passeport international. — III. Raison évidente par laquelle les dingos sont piqués. Habitat en Italie. — IV. Observer l'ennemi par la fente du parapet ou l'amie par celle du paravent. Célèbre caboteur contemporain de Cabot. — V. Sortie d'une enceinte. Sigle d'une tractation entre sociétés. — VI. Donne ou reçoit une frottée. — VII. Où l'imaginatif l'emporte sur le réalisme. — VIII. Ballot dépourvu d'un quelconque bagage. — IX. Sa maison posséda un château. Rébarbatifs. — X. Mise en coupe réglée. Ne faisait pas avancer plus vite le fellah en tapant dessus. — XI. Les femmes au pouvoir ! Passages de Bordeaux ou de Mauriac.

VERTICALEMENT

1. L'éditeur l'ajoute ; le chirurgien le retranche. — 2. Certaine distrait les garçons, l'autre amuse les filles. On ne peut en user sans abuser. — 3. Couche dans les bidonvilles. Personnel. — 4. Ses philosophes ne prêchaient pas la révolution universelle. Plus ou moins pressées, selon le temps. — 5. Personnel. Le plus sympa des rois du macadam. — 6 Congé. Dormir dans un lit du milieu. — 7. Prise de guerre à saisir par les cheveux. — 8. Extirpa. Passepoil pour poilu. — 9. Ramollie ou traitée pour plus de consistance. Pour un changement de millieu ou de niveau.

Solution du problème n° 3 300

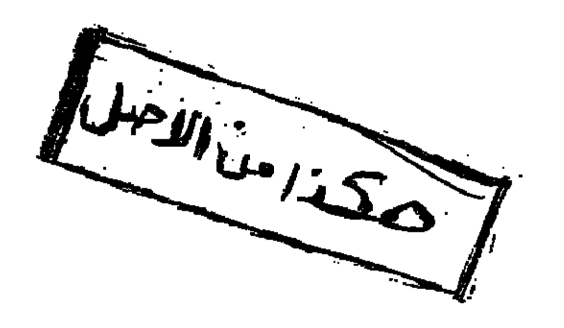
Horizontalement

I. Paradis. — II. Ria. Anels. — III. Illettrés. — IV. Top. — V. Or. Céleri. — VI. Nano. En. — VII. Nu. Carte. — VIII. Polaire. — IX. Ere. Innés. — X. Rond. Bu. — XI. Eider. Dés.

Verticalement

1. Prisonnière. — 2. Ail. R.A.U. Roi. — 3. Râle. Pend. — 4. Coco. De. — 5. Datte. Ali. — 6. Intolérant. — 7. Serpentin. — 8. Le. Erèbe. — 9. Essaim. Esus.

GUY BROUTY.



CARNET

Naissances

– Claude et Jacques BOURNE, Emmanuelle, Luc et Serge ont la joie d'annoncer la naissance de

Sarah, Dominique,

le 15 octobre 1982, à Bourg-en-Bresse.
26, route Hassan, I.B.N., Nomann, Birmandreis (W. Alger).

– Michel LO CASTO et Magda, née Tabet, ainsi que Frédérique, ont la joie d'annoncer la naissance de

Véronique,

le 5 octobre 1982.
Hôtel-Dieu de France, Beyrouth (Liban).

Décès

– Le conseil d'administration,
Le personnel de l'Association des foyers de la région parisienne (A.F.R.P.),
Et de l'Association des centres de transit familiaux (CE.TRA.FA.),
ont la tristesse de faire part du décès de leur président d'honneur,

M. Emile BAYEN,

survenu le 15 octobre 1982, à l'âge de soixante-dix-sept ans.
Les obsèques ont lieu mardi 19 octobre 1982, à 14 heures, en l'église d'Heiltz-le-Maurupt (Marne).

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Henri BERNARD,

survenu subitement, le 16 octobre, en son domicile, dans sa soixante-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 20 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, 75016 Paris.
De la part de :
Mme Henri Bernard, son épouse,
Du professeur et Mme Jean Bernard et leurs enfants,
M. Michel Bernard et ses enfants,
Mlle Lise Bernard,
ses frères, sœur, belle-sœur, neveux et nièces,
Mme C. Achillas-Achillopulo, sa belle-mère,
M. et Mme Robert Haden et leurs enfants,
M. et Mme Michel Achillas-Achillopulo et leurs enfants,
ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
Ainsi que de toute sa famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Scheffer, 75016 Paris.

– La générale Béthouart,
Le général et Mme J. de Tarlé, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme H. Béthouart,
Le général et Mme J. Marchal, leurs enfants et petits-enfants,
font part du décès du

général d'armée BÉTHOUART,
médaillé militaire,
grand-croix de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
ancien haut commissaire de la République en Autriche,
ancien sénateur des Français établis hors de France,

survenu le 17 octobre, à Fréjus, dans sa quatre-vingt-treizième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée jeudi 21 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.
Ni fleurs ni couronnes.
L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.
18, rue de Bourgogne, 75007 Paris.

– Le général d'armée Jean Simon, chancelier de l'ordre de la Libération, le conseil de l'ordre et les compagnons de la Libération ont la douleur de faire part du décès à Fréjus, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, du

général d'armée Marie BÉTHOUART,
grand-croix de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
médaillé militaire,
croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945,
compagnon de l'ordre du Bain britannique,
officier de la Legion of Merite américaine,
décorations italiennes (première guerre), marocaine, belge, norvégienne, polonaise, yougoslave, tchécoslovaque,
vainqueur de la prise de Narvik en 1940,
croix de vermeil de la Ville de Paris,
ancien sénateur des Français de l'étranger.

Ses obsèques solennelles se dérouleront en l'église de Saint-Louis des Invalides, le jeudi 21 octobre, à 10 h 30, et l'inhumation aura lieu dans le tombeau de famille à Rue (Somme).
Les compagnons présents aux obsèques sont invités à porter la croix de la Libération pendante.

– Les combattants de Narvik ont la grande tristesse de faire part du décès du

général d'armée BÉTHOUART,
vainqueur de Narvik,

et invitent leurs camarades anciens combattants à s'associer avec leurs drapeaux à la cérémonie qui aura lieu le 21 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Le Monde du 19 octobre

– Ses enfants, ses amis et camarades F.F.L. et AFAT ont la douleur de faire part du décès de

Gioia BURDET,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu à Londres, le 11 octobre 1982.
Les obsèques ont eu lieu le 18 octobre dans l'intimité.

– M. et Mme Michel Combastet et leurs enfants,
M. et Mme André Lafforgue, leurs enfants et petits-enfants,
Mme J.-Cl. Roy, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme J. Aubergé, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme B. Deloison, et leurs enfants,
M. Robert Arnaud,
M. Jean Arnaud,
Mme P. Chassaing, ses enfants et petits-enfants,
ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ses frères, sa belle-sœur et ses neveux,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme René COMBASTET,
née Hélène Arnaud,

endormie dans la paix du Seigneur, le 16 octobre 1982, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
Ils rappellent à votre souvenir

M. René COMBASTET,

son époux, décédé le 10 avril 1982.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
43, rue de Villiers, 92200 Neuilly.
27, rue Rossini, 11100 Narbonne.

– Nous avons appris le décès de

M. Maurice DAROUSSIN,
directeur honoraire de l'Assemblée nationale.

[Né le 24 août 1912 à Bentre (Vietnam), licencié en droit, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, Maurice Daroussin était entré à l'Assemblée nationale, en qualité d'administrateur, en 1939. Après avoir exercé successivement les fonctions de sous-chef de division (1951), chef de division (1957), il avait été nommé directeur en 1963 et avait dirigé le service des commissions, celui des procès-verbaux, celui du matériel et des transports puis celui des archives. Il avait pris sa retraite en 1977. Il était chevalier de la Légion d'honneur et titulaire de la croix de guerre 1939-1945.]

– Guingamp.
Le Seigneur a daigné rappeler auprès de Lui

le docteur Gérard LE FLOCH,

dans sa soixante-neuvième année.
Les obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité mardi 19 octobre, à 15 heures, à la basilique Notre-Dame de Bon-Secours à Guingamp.
Ni fleurs, ni couronnes, ni prières, ni messes.
De la part de :
Mme Gabrielle Le Floch, née Gabrielle Julienne, son épouse,
M. et Mme Loïk Le Floch,
Et de leurs enfants Fanny et Vincent,
Et de toute la famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le conseil d'administration et l'ensemble du personnel de CITIS S.A., ont la tristesse de faire part du décès de leur président,

M. Etienne FROIDURE,
chevalier du mérite agricole,
commandant de l'ordre du mérite chilien,
médaille d'or de l'ordre du mérite polonais.

La cérémonie religieuse aura lieu mercredi 20 octobre 1982 en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, à 8 h 30.
10, rue de l'Annonciation, 75016 Paris.

– Nous apprenons le décès de

Mme Géraldine GÉRARD,

survenu à Melun.

[Entrée à la Radiodiffusion française au lendemain de la dernière guerre, Géraldine Gérard, qui était âgée de quatre-vingt-cinq ans, avait produit, jusqu'en 1974, de nombreuses émissions pour les jeunes.]

– Mme Maurice Jasselman,
M. et Mme Richard Mouchet et leurs enfants,
M. et Mme Jean Leprouski et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Maurice JASSELMAN,
fourreur,

survenu le 7 octobre à Genève.
Les obsèques ont eu lieu le 11 octobre dans l'intimité.

– Mme Philippe Le Roy, son épouse,
Pascal, Magali, Marie-Pierre, Françoise et Anne, ses enfants,
Mme Georges Le Roy, sa mère,
Mme Albert Sandoz, sa belle-mère,
Les familles Le Roy, Genty, Sandoz et De Retz,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. Philippe LE ROY,

le 9 octobre.
Un service religieux, suivi de l'inhumation, a eu lieu à Florac (Lozère).
Une messe de requiem sera célébrée ultérieurement à Grenoble.
82, avenue de Grésivaudan, à Corenc-Montfleury,
38700 La Tronche.
27, rue Thiboumery, Paris-15e.
82, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6e.

– Rochechouart - Vitré - Paris.
M. et Mme Maurice Loyzance,
Mme Yannick Loyzance-Bouisson,
M. et Mme Alex Loyzance,
Et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès, le 4 octobre, de leur mère et grand-mère,

Mme Albertine LOYZANCE,

Les obsèques ont été célébrées à Rennes le 7 octobre, dans la plus stricte intimité.

– Geneviève Mairey, née Schmidt, son épouse,
François et Madeleine Mairey,
André, Denise et Aude Mairey, ses fils, belles-filles et petite-fille,
Marcelle Schmidt, Georges et Georgette Anderla, Madeleine Sutterlin, ses belles-sœurs et beau-frère,

ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le 16 octobre 1982 à Montbard (Côte-d'Or), dans sa soixante-seizième année, de

Jean MAIREY,
agrégé de l'Université,
commissaire de la République honoraire,
ancien secrétaire général du ministère de l'intérieur,
compagnon de la Libération,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palmes.

La cérémonie funèbre a eu lieu le mardi 19 octobre 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Urse, à Montbard (Côte-d'Or).

« Patriam servando victoriam tulit. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Louis MILCENT,

survenu à Cabris (Alpes-Maritimes) le 8 octobre.
De la part de :
Mme Louis Milcent, son épouse,
Mme Milcent, sa mère,
Ses enfants et petits-enfants,
Et de ses sœurs.

– Sète.
M. Pierre, Emilienne, Jacques, Michel Moreno,
Les familles Jugg, Sifaoui, Molière, Pastor, Moreno, Barrul, Jordi et leurs enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacinto MORENO,
artiste peintre,

survenu le 11 octobre 1982.
Les obsèques ont eu lieu, le jeudi 14 octobre, dans la plus stricte intimité familiale.
La famille ne reçoit pas.
14, quai Vauban, Sète.

– Nous apprenons la mort de notre confrère et collaborateur

François MORISON,

décédé à l'âge de soixante-quatre ans, au Puy (Haute-Loire).

[Journaliste au quotidien « la Dépêche », détaché au Puy (Haute-Loire), François Morison était devenu le correspondant du « Monde » dans cette ville.
Menant par ailleurs une activité politique, il avait été premier adjoint au maire du Puy, conseiller général de 1982 à 1984 et de 1973 à 1976, occupant les fonctions de vice-président de l'assemblée départementale. Il avait présidé le comité de la foire-exposition de l'Auvergne et le comité des fêtes de la ville du Puy.
« Le Monde » présente à son épouse ses plus sincères condoléances.]

– Mme Jacques Ollier, son épouse,
M. et Mme Jean-Pierre Ollier et leurs enfants,
M. et Mme Guy Dobanton et leurs enfants,
M. Philippe Ollier et ses enfants,
M. Daniel Ollier, ses enfants et petits-enfants,

Les familles Ollier, Tilly, Jacqueau, Canton, Dekuyper, ses frères, sœur, beau-frère, belle-sœurs, neveux, nièces, cousins et cousines,

Le personnel des sociétés Grossol et Budi,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques OLLIER,
ingénieur E.T.P.,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre du Mérite,
administrateur de sociétés,

survenu le 17 octobre 1982, muni des sacrements de l'église à Boulogne (Hauts-de-Seine), dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 21 octobre 1982 en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, 158, avenue Charles-de-Gaulle, où l'on se réunira, à 11 heures.
L'inhumation se fera au cimetière ancien de Neuilly dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
17, rue du Général-Henrion-Bertier, 92200 Neuilly-sur-Seine.

– Nous apprenons la mort, le 14 octobre 1982, de

M. Barthélémy OTT,
ancien député.

[Né le 14 octobre 1901 à Saint-Etienne, Barthélémy Ott milita, à la libération, au M.R.P. dont il préside la fédération de la Loire. Il est membre de la C.F.T.C. Conseiller technique au cabinet de Pierre Schneiter, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le cabinet de Félix Gouin (26 janvier-24 juin 1946), il est élu député de la première Assemblée nationale constituante en 1945 et sénateur de la Loire de 1946 à 1948. Agrégé d'allemand, Barthélémy Ott a enseigné au lycée Saint-Louis de Saint-Etienne, ville où il fut conseiller municipal avant de l'être à Baucoudes (Haute-Loire).
Cofondateur de *la Dépêche de Saint-Etienne*, dont il fut l'un des rédacteurs, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment sur *l'Histoire du M.R.P.* et sur *Georges Bidault*.]

– Le Centre médico-psycho-pédagogique Claude-Bernard a le regret de faire part de la disparition de

Mlle Paule RAMBAUD,

qui collabora très étroitement au développement de son service de psychologie, de 1948 à 1975.
Ceux qui l'ont connue et qui ont travaillé avec elle ne l'oublieront pas.

– On nous prie d'annoncer la mort de

Christiane TRIPPIER DE LOZÉ,

pieusement décédée le 14 octobre 1982.
Les obsèques seront célébrées dans l'intimité, le mercredi 20 octobre, à 9 heures, en l'église de Meudon-Bellevue, 39, avenue Gallieni.
Ni fleurs ni couronnes.

5, square du Capitaine-Claude-Barrès,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Remerciements

– M. Guy Balas, ses enfants et petits-enfants,
Mme Robert Tourneur, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie témoignées lors du décès de

Mme Guy BALAS,
née Odile Tourneur,

remercient toutes les personnes qui ont pris part à leur douleur.
Allée des Marronniers,
La Sittelle, 38240 Meylan.

– Mme Chantal Laurent,
Mlles Sophie et Nathalie Goutal-Darly,
très touchées de toutes les marques d'affection et de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Jacques GOUTAL-DARLY,

adressent leurs remerciements les plus sincères.
Le Bousquet,
12420 Sainte-Geneviève-sur-Argence.

Avis de messes

– Une messe sera célébrée le samedi 23 octobre, à 12 heures, en la cathédrale Notre-Dame de Paris, à la mémoire de

Mme Joseph AYNARD,
née Louise Saint-René-Taillandier,

décédée le 25 août 1982.

– Une messe sera célébrée le vendredi 22 octobre 1982, à 11 heures, en l'église Saint-André-de-l'Europe, 24 bis, rue de Léningrad, Paris (8e), à l'intention de

Mme H. BRAYER-LEFRANC,
ancienne directrice de l'Ecole des arts appliqués Duperré,
inspectrice générale honoraire de l'enseignement technique,

décédée le 10 août dernier.

15, rue de Berne, Paris (8e).

Messes anniversaires

– Un service à la mémoire du

baron de la TOURNELLE,
ancien ambassadeur de France,

décédé le 12 août, sera célébré le lundi 25 octobre, à 11 heures, en l'église de Saint-Louis des Invalides.

– Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Bernard VALZ,
président de la TRANSFRIC,

une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16e, le vendredi 22 octobre, à 18 h 30.

Le Monde

économie

CONJONCTURE

La baisse de compétitivité des produits français sur le marché intérieur est nette affirme l'I.N.S.E.E.

« Le fléchissement continu de la demande mondiale conduit au deuxième trimestre à un fort ralentissement de la demande étrangère adressée à la France », écrit l'I.N.S.E.E. dans son commentaire des comptes de la nation pour le deuxième trimestre.

« On constate, en particulier, ajoute l'INSEE, *une contraction de la demande des pays producteurs de pétrole et un nouvel affaiblissement de la demande des pays de l'O.C.D.E. La dépréciation du franc par rapport aux monnaies étrangères, le léger ralentissement du prix des exportations (+ 2,7 % par rapport au trimestre précédent), n'ont pas abouti à une amélioration de la compétitivité des produits français sur les marchés étrangers, ni même à un maintien des parts du marché français à l'étranger. »*

Les exportations enregistrent depuis le troisième trimestre 1981 un recul qui s'accentue au deuxième trimestre 1982 : – 4 % en volume (par rapport au trimestre précédent) après – 2,7 % au premier trimestre et + 0,3 % au quatrième trimestre 1981. Les exportations totales de biens et de services qui avaient atteint un niveau record à la mi-81 reviennent en dessous de celui du premier trimestre 1980. Les exportations de marchandises sont inférieures à leurs niveaux du troisième trimestre 1979.

« Cette baisse des exportations est quasi générale, souligne l'INSEE. *Le reflux le plus net est marqué par les exportations de produits agricoles, poursuivant la tendance des deux trimestres précédents (– 16,4 % au deuxième trimestre après – 7,4 % au premier et – 3,5 % au quatrième trimestre 1981). Une récolte céréalière moyenne en 1981 et des exportations de céréales importantes au troisième trimestre 1981 en sont la raison principale. Les exportations agro-alimentaires enregistrent également une forte baisse (– 7,5 % par rapport au trimestre précédent).*

» Parmi les exportations de produits manufacturés (– 2,8 % au deuxième trimestre), seules les ventes d'équipement professionnel résistent relativement (– 0,3 %) après avoir connu un fort recul au trimestre précédent (– 5,7 % au premier trimestre 1982). Par contre, les exportations de matériel de transport accentuent encore leur tendance à la baisse (– 8,7 % après – 2 % au premier trimestre 1982 et – 7,1 % au quatrième trimestre 1981) à partir de leur maximum du troisième trimestre 1981.

» Au total, les exportations de marchandises décroissent de 4,3 % par rapport au trimestre précédent, ce qui correspond à un glissement de – 8,8 % sur les trois derniers trimestres. »

L'accroissement des importations (+ 3,8 % en volume par rapport au premier trimestre) provient surtout des achats de produits manufacturés (+ 5,8 % par rapport au trimestre précédent), notamment des biens d'équipement professionnel (+ 9,4 %) et du matériel de transport (+ 8,6 %).

Les taux de pénétration des produits étrangers sur le marché français retrouvent leurs niveaux records du quatrième trimestre 1981 (36,4 % en volume pour les produits manufacturés, 28,2 % pour le total des marchandises). *« La baisse de la compétitivité des produits français sur le marché intérieur est très nette »*, indique encore l'INSEE, qui précise que le ratio prix des importations (prix de production, qui avait atteint 101,7 à la moitié 1981 pour les produits industriels) n'a cessé de décroître pendant les trois derniers trimestres pour atteindre 95,7 au deuxième trimestre.

En contrepartie de cette détérioration du commerce extérieur, les comptes du deuxième trimestre font apparaître plusieurs éléments positifs : la hausse des coûts salariaux, par unité produite, qui avait été très forte au premier trimestre (+ 5,2 %), se ralentit nettement au deuxième trimestre (+ 0,9 %) ; les entreprises voient leur situation s'améliorer relativement ; le P.I.B. marchand progresse de 1 % ; les effectifs des industries manufacturières ne diminuent plus et progressent même au second trimestre (+ 0,1 % par rapport au premier trimestre).

● **Des commerçants appellent à l'engagement pour les élections municipales.** – M. Jean-Marie Calmels, président de la Fédération des associations de commerçants (FAC), a appelé les commerçants, le lundi 18 octobre à Paris, à s'engager dans les prochaines élections municipales *« pour participer à la vie des communes et sauvegarder leur profession »*. La FAC devrait aussi se mobiliser pour les prochaines élections aux tribunaux de prud'hommes et à celles pour le renouvellement des Chambres de commerce et d'industrie. La FAC rassemble environ huit cent cinquante unions commerciales, dont relèvent près de cent mille professionnels.

L'allégement fiscal en faveur de l'exportation ne s'appliquera qu'en 1984

M. Laurent Fabius, ministre du budget, a déposé lundi 18 octobre sur le bureau de l'Assemblée nationale, trois compléments au projet de budget pour 1983 en faveur notamment de l'exportation et de la recherche.

Première mesure, la taxe sur certains frais généraux, instaurée au taux de 30 % par le budget 1982, sera réduite « au prorata » du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation, indique un communiqué du ministère du budget. Selon le texte, ce dispositif *« devrait constituer un encouragement important »* à l'exportation.

D'autre part, les entreprises pourront désormais déduire de leur impôt 25 % de l'accroissement, en volume, de leurs dépenses de recherche. Selon le ministère, cette déduction *« illustre la volonté de stimuler la recherche, en particulier pour les P.M.I. »* et traduit *« le souci »* de *transformer (...) à chaque fois que possible »* les subventions en allégements de charge.

Applicable au 1er janvier prochain, ces deux mesures, n'auront d'effet sur les recettes de l'État qu'en 1984, précise-t-on au ministère.

Leur coût ne pèsera donc pas sur le budget de 1983.

Enfin, M. Fabius a décidé de rendre obligatoire, dès l'an prochain, la signature par les deux conjoints de la déclaration d'impôt d'un même foyer. Cette mesure, actuellement facultative, permettra, de *« bien manifester la co-responsabilité des conjoints »* et de *« moderniser »* la législation française.

SOCIAL

LA NOUVELLE FORMULE DES CONTRATS DE SOLIDARITÉ

Par l'octroi de primes, le gouvernement entend inciter les entreprises à réduire la durée du travail

M. Le Garrec, ministre de l'emploi, devrait présenter au conseil des ministres du 20 octobre un nouveau type de contrat de solidarité lié explicitement à la réduction de la durée du travail.

Pour inciter les entreprises à y recourir, des primes sont prévues. La formule varie selon la branche d'activité de l'entreprise intéressée. Là où l'emploi est menacé, l'effort financier de l'Etat est plus grand. Ainsi le gouvernement espère-t-il corriger la pratique actuelle de contrats de solidarité. Jusqu'à maintenant, 5 % d'entre eux seulement ont été signés avec une clause de réduction de la durée du travail. Quatre-vingt-quinze pour cent des contrats ont été signés dans le cadre des « pré retraites-démissions ».

Annoncée depuis plusieurs semaines, la nouvelle formule de contrat de solidarité en faveur de la réduction de la durée du travail devrait être adoptée. Pour M. Le Garrec, il s'agit d'affiner le dispositif existant de manière à libérer davantage d'emplois. Le partage du travail devient le remède privilégié du chômage et le moyen d'arriver progressivement aux trente-cinq heures hebdomadaires, objectif souhaité par le gouvernement dès son arrivée. Toute nouvelle réduction légale et applicable à tous sans distinction est exclue jusqu'en 1984.

Les principes du futur contrat restent ceux qui ont inspiré la pratique jusqu'à maintenant. Mais les dispositions diffèrent. Il s'agit de mieux prendre en compte les difficultés des entreprises pour créer des emplois, ou à tout le moins pour maintenir les effectifs existants.

● L'aide de l'Etat devrait être assurée sur trois ans, et non plus sur deux ans. La nouvelle formule serait utilisable du 1er janvier 1983 au 1er janvier 1986.

● Cette aide consisterait en une prime, et non plus en une exonération des cotisations patronales à la Sécurité sociale. Le versement de cette prime, exécuté dans un délai plus rapide que celui qu'exige l'exonération, devrait faciliter la trésorerie des entreprises concernées. Cette prime sera liée à l'effort fait pour réduire la durée du travail et non pas proportionnelle à l'embauche.

● Le montant de cette prime serait de 1 000 F par salarié et par « heure réduite ». Chaque année, et pendant trois ans, elle serait recalculée. Ainsi, dans une entreprise de cent salariés qui s'engage à passer des trente-neuf heures hebdomadaires actuelles à trente-six heures en trois ans, l'Etat verserait la première année la valeur de trois cents primes, soit 300 000 F, correspondant à trois heures pour cent salariés ; la deuxième année, deux cents primes, c'est-à-dire deux heures pour cent salariés, soit 200 000 F ; la troisième année, cent primes, soit 100 000 F pour une heure pour cent salariés.

Des conditions à remplir

● Cette aide à la réduction du temps de travail doit permettre de soutenir l'emploi. Des conditions seeront imposées aux entreprises sur ce plan. Mais elles seront fonction de la tendance depuis trois ans de l'évolution de l'emploi dans le secteur d'activité. Ainsi, plusieurs cas de figure sont envisagés. Les services du ministère ont passé au crible les diverses branches. Ils ont constaté une hausse des effectifs dans les transports et les télécommunications, les services non marchands, les commerces, les assurances et les organismes financiers, la location et le crédit-bail immobilier, les services marchands. Dans ces secteurs, la situation de l'emploi est jugée bonne. On exigera une création nette d'emplois de l'ordre de 2 % à 4 % par an dans ces entreprises. Les experts du ministère ont constaté une baisse des effectifs dans les biens d'équipement ménager, le matériel de transport terrestre, les biens intermédiaires, les biens de consommation, l'agriculture, la sylviculture et la pêche, le bâtiment, le génie civil, les industries agricoles et alimentaires, les biens d'équipement professionnels et l'énergie. Là, en raison de la mauvaise situation de l'emploi, on se contentera de l'engagement des entreprises à maintenir leurs effectifs.

● La compensation salariale de la réduction du temps de travail ne serait pas évoquée dans le futur décret. A charge pour les syndicats et la direction de l'entreprise d'introduire une clause dans le contrat sur cette compensation. De toute façon, les pouvoirs publics veilleront à ce que la réduction du temps de travail s'accompagne de créations d'emplois. Une compensation intégrale serait un mauvais signe, l'entreprise ayant préféré augmenter sa productivité plutôt que ses effectifs.

● L'Etat exigerait de l'entreprise signataire soit une programmation du passage aux trente-cinq heures pour 1985, soit une réduction immédiate de deux heures par semaine.

● L'entreprise devrait s'engager à maintenir sa capacité de production. Là encore, des aménagements pourraient être accordés à celles qui appartiennent à des branches en régression.

● Le ministère de l'emploi prévoit un financement de 1,2 milliard de francs pour l'année 1983, destiné à cette nouvelle aide. Cela correspond à la couverture d'environ un tiers du coût en masse salariale de la réduction du temps de travail réalisée dans l'entreprise.

● L'aide ne s'applique pas aux établissements publics ni aux collectivités locales.

● L'entreprise signataire pourrait aussi bénéficier de prêts bonifiés à l'investissement pour celui lié à l'opération réduction. Un fonds de 3 milliards de francs est prévu à cet effet.

L'objectif est clair : plus que le recours à la « préretraite-démission », la réduction du temps de travail est un moyen efficace de favoriser la création d'emplois, à condition toutefois de maintenir ou même de mieux utiliser les capacités de production, et de ne pas compenser totalement la diminution de salaire correspondant à la réduction de la durée du travail. Le contrat de solidarité « préretraite-démission » a eu beaucoup de succès mais peu d'effet sur l'emploi. En effet, en cas de pré-retraite, l'entreprise s'engage à remplacer le partant et à maintenir ses effectifs pendant un an. Mais, selon certains experts, la réalité est autre. Il y a un « taux de déperdition » qui s'explique par plusieurs causes : le maintien des effectifs est exigé au niveau de l'entreprise et non à celui des divers établissements la composant. Certains employeurs ont alors profité de ce type de contrat pour procéder à des mutations et des redéploiements entre leurs établissements. Une partie des embauches réalisées à la suite de contrats l'aurait été en tout état de cause.

Selon une étude, publiée par la revue *Travail et emploi* » (1), *cent départs en pré-retraite permettent d'éviter cinquante chômeurs. Mais le prix de la préretraite (qui bénéficie de la garantie de ressources) est très élevé, l'engagement financier plus important et plus long (dix ans au lieu de deux). Le coût annuel moyen pour un chômeur évité par ce système est de 100 000 francs environ, soit cinq fois supérieur à celui du chômeur évité par le système de la réduction du temps de travail. Coût plus élevé, effet moindre sur l'emploi... On comprend alors le soin apporté par le ministre à promouvoir un nouveau type de contrat.*

DANIÈLE ROUARD.

(1) *Travail et emploi*, numéro 13, juillet-septembre 1982.

● **A Saint-Nazaire, deux directeurs des Chantiers de l'Atlantique séquestrés pendant plusieurs heures.** – Les forces de l'ordre ont libéré le 19 octobre à 3 heures du matin le directeur des Chantiers de l'Atlantique et son directeur du personnel séquestrés depuis le 18 octobre dans l'après-midi par une cinquantaine de salariés qui refusaient la proposition de la direction de reclasser les soixante-cinq ouvriers licenciés – sur trois cent soixante-cinq employés – dans une entreprise extérieure aux chantiers.

AGRICULTURE

APRES UNE DEVALUATION PARTIELLE DU « FRANC VERT »

L'augmentation des prix des produits agricoles sera échelonnée jusqu'en août

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). – Les importations de porc seront moins favorisées à leur entrée en France à compter du 1er novembre. Les ministres de l'agriculture de la C.E.E. réunis le 18 octobre à Luxembourg ont accepté de réduire de 3 points les montants compensatoires monétaires (M.C.M.) applicables par la France pour ses échanges porcins. Ainsi les subventions à l'importation et les taxes à l'exportation perçues dans ce secteur au titre de la législation communautaire tomberont à 2,3 %.

Depuis la dévaluation du franc de juin 1982, l'écart entre le taux de conversion pour fixer en monnaie nationale les prix agricoles communs et le taux pivot du franc au sein du système monétaire européen est de 5,3 %. Le gouvernement, conformément aux dispositions du plan de redressement n'avait pas autorisé Mme Cresson, le ministre de l'agriculture, à demander une dévaluation du « franc vert » qui aurait eu pour conséquence de supprimer les M.C.M. mais aussi d'accroître les prix garantis en France.

Mme Cresson avait toutefois exprimé sa volonté d'effectuer cette opération pour la production porcine qui ne bénéficie pas, elle, de prix garantis. La plupart des Etats et la Commission s'étaient alors opposés à *« un démantèlement à la carte »* des montants monétaires en exigeant que la France s'engage à modifier son « taux vert » au début de la campagne du produit considéré. La prochaine sortie du blocage des prix et des salaires a permis au gouvernement, en demandant une dévaluation partielle du « franc vert » de trouver un compromis et de prendre la décision souhaitée par ses partenaires de la C.E.E.

Si, pour le porc, la dévaluation du « franc vert » n'a pratiquement que des effets commerciaux, il n'en va pas de même pour les autres produits couverts par la politique commune. Les producteurs français sont déjà assurés, indépendamment des décisions de relèvement des prix que les Dix prendront pour la campagne 1983-1984, d'une augmentation de 2,9 % de leurs prix garantis au 1er avril pour le lait et le bœuf, au 1er juillet pour le sucre et au 1er août pour les céréales.

La Belgique a également procédé à un ajustement de sa monnaie verte. Mais, contrairement au cas français, toutes les productions bénéficieront d'un relèvement de prix de 4,6 % d'ici au 1er avril et les M.C.M. seront supprimés à cette date.

Par ailleurs, les Dix n'avaient pas lundi trouvé de compromis sur les questions des productions méditerranéennes.

MARCEL SCOTTO.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Réorganisation chez PUK.** – Le groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann procède à un remaniement de son organisation qui se traduira par la mise en place, sous l'autorité de la direction générale, d'une nouvelle structure opérationnelle comportant cinq branches d'activité et deux secteurs géographique. (Amérique du Nord et Asie-Pacifique).

Les cinq branches sont : l'aluminium, dont M. Georges-Yves Kerven conserve la responsabilité ; le commerce et les relations internationales, sous la direction de M. Michel Simonnard ; les métaux et les matériaux nouveaux, sous l'autorité de M. Richard Armand ; la transformation du cuivre, sous la direction de M. Maurice Arlet ; le nucléaire et les industries diverses. Cette branche nouvelle sera placée au 1er février 1983 sous la responsabilité de M. Gérard Munera et rassemblera l'électrométallurgie, les produits carbones et frittés, les produits spéciaux et les activités nucléaires.

Les directions fonctionnelles de PUK seront au nombre de trois.

Les affaires sociales, la communication, l'aménagement industriel régional, seront placés sous l'autorité de M. Paul Masson, directeur délégué du groupe. La politique industrielle et l'analyse de gestion, sous celle de M. Bernard Pache. Les affaires financières seront confiées au début 1983 à M. Jean-Louis Rey, directeur juridique.

● **La commission mixte de coopération économique franco-irakienne** s'est réunie, les 18 et 19 octobre, à Paris, sous la présidence de MM. Qasim Ahmed Taki, ministre du pétrole et Michel Jobert, ministre du commerce extérieur. Pour les huit premiers mois de 1982, les exportations françaises se sont élevées à 6,4 milliards de francs et les importations – en raison d'une chute des enlèvements de pétrole irakien – à 2 milliards, dégageant un surplus de 4,4 milliards de francs. La balance commerciale avait été excédentaire de 4 milliards de francs en 1981 (2,6 millions de tonnes de pétrole), après avoir été déficitaire de 18,9 milliards en 1980 (23,8 millions de tonnes de brut, l'Irak étant alors le deuxième fournisseur de la France derrière l'Arabie Saoudite). Compte tenu du conflit irano-irakien, la signature de contrats avec Bagdad pose la question du risque, alors que de firmes françaises du génie civil ont déjà dû supporter des coûts supplémentaires estimés par Paris à 4 milliards de francs.

Social

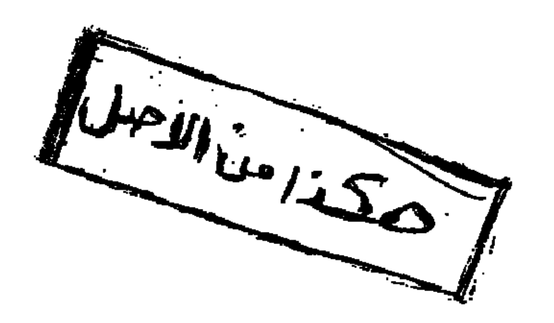
● **Fonction publique : le troisième « rendez-vous salarial » est avancé de neuf jours.** – M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a annoncé lundi, à Dijon, qu'il avait convoqué les organisations syndicales le 15 octobre, à 15 heures, alors que le prochain *« rendez-vous salarial »*, après celui du 15 octobre, avait été fixé au 28 octobre. Le ministre a indiqué que *« pour les traitements de 1983, nous proposerons aux syndicats une clause de sauvegarde qui permettra un réajustement éventuel, au 31 décembre, des salaires par rapport à l'évolution du coût de la vie »*. F.O. *« considère que son action et le préavis de grève pour le 22 octobre ne sont pas étrangers à cette décision du gouvernement »*.

● **Assurance-chômage : les syndicats accentuent leur pression sur le C.N.P.F.** – M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., devait être reçu ce 19 octobre au siège de l'organisation patronale pour une *« ultime démarche »*, la centrale n'entendant pas *« laisser mettre en cause le système de protection sociale patiemment construit au fil des ans »*. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont appelé séparément à un rassemblement à 17 heures devant le C.N.P.F. A TF 1, le 18 octobre, M. Yvon Gattaz a réaffirmé *« notre attachement à la gestion paritaire de l'UNEDIC (...). Les entreprises paient trois fois plus de cotisations que les salariés alors que dans d'autres pays la répartition se fait sur la base de 50 % chacun (...). Faire payer les entreprises serait suicidaire car sacrifier les entreprises c'est sacrifier l'économie, et sacrifier l'économie c'est sacrifier la France. »*

● **Occupation d'une raffinerie de sucre.** – La raffinerie Beghin Say de Bordeaux est occupée, à l'appel de F.O. et de la C.G.T., depuis mardi 12 octobre, et la production est arrêtée. Le mouvement a été reconduit de vingt-quatre heures en vingt-quatre heures à la suite des discussions opposant le personnel au patronat de l'industrie sucrière à propos de la remise en cause de l'échelle mobile des salaires. Des grèves similaires, mais sans occupation d'ateliers, ont lieu, à l'initiative de la C.G.T., dans les sucreries de Châlons-sur-Marne, Connantre (Marne), Pont-d'Ardres (Pas-de-Calais) et dans la raffinerie de Nantes (Loire-Atlantique), appartenant au même groupe.

● **E.G.F. : la C.F.D.T. appelle à un débrayage de quatre heures le 20 octobre.** – La Fédération gaz-électricité de la C.F.D.T. a proposé, le 18 octobre, à l'ensemble des fédérations d'appeler le personnel à un débrayage de quatre heures, le 20 octobre, pour protester contre l'attitude de la direction qui, *« quarante-huit heures avant la négociation prévue entre elle et les syndicats, refuse toujours de confirmer la tenue de la réunion »*. Cette action ne devrait pas entraîner de délestages. Selon l'A.F.P., la direction indique *« que le principe d'un rendez-vous n'est pas remis en cause »*.

● **Une soixantaine de sénateurs,** dont les présidents du groupe centriste et de celui des républicains indépendants, ont saisi, le 15 octobre, le Conseil constitutionnel d'un recours contre plusieurs dispositions de la loi rendant notamment obligatoire la négociation en cas de conflit collectif du travail. L'article 10, qui est visé par ce recours, conduirait, estiment ces sénateurs, *« à appliquer un régime de peine unique à des obligations variables et serait ainsi contraire au principe de l'égalité des citoyens devant la loi »*.



SOCIAL

Point de vue | LE FINANCEMENT DE L'ASSURANCE - CHOMAGE

Deux mystiques

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

PAR hypothèse, la crise de l'UNEDIC est liée à l'aggravation *du chômage et de son coût. Sur cette aggravation, trois observations préliminaires.*

Le vrai problème, d'abord, n'est pas réellement celui du nombre des demandeurs d'emploi : ils pourraient *être,* sans trop de *dommage,* plusieurs *millions si chacun ne mettait que peu de temps à trouver du travail. Le vrai problème, c'est celui de* la durée moyenne du chômage. Or cette durée moyenne s'accroît lentement mais inexorablement au fil des ans : là est le vrai mal dans la mesure *où le groupe d'exclus constitué par les chômeurs* de longue durée est dans une *situation catastrophique* (1). M. Le Garrec s'efforce courageusement de s'attaquer à ce mal : il n'est pas au bout de ses peines.

Par ailleurs, même si l'on s'en *tient à cet indicateur d'intérêt très secondaire qu'est le nombre de demandeurs* d'emploi, il conviendrait d'éviter de se payer de mots en parlant en toute occasion de ralentissement de la tendance. Lorsque ce *nombre* passe, d'une année à l'autre, *de cent mille à deux cent mille,* il *croît* de 100 %. Avec cent mille de plus l'année suivante, l'augmentation ne sera plus que de 50 %,etc. Parler alors de ralentissement est bien équivoque. Ce qui est certain, c'est que *la période mai* 1981 - *mai* 1982 a vu *le nombre de demandeurs s'accroître d'un* chiffre pratiquement identique à celui correspondant à *la* période mai 1980 - mai 1981. On enregistre maintenant un certain tassement de la progression, mais c'est au bout *d'une nouvelle période d'un an, en mai 1983 donc, que l'on pourra* faire le point.

Enfin, il faudrait s'interroger sur toutes les mesures dont le propos direct est de réduire le nombre global *des demandeurs d'emploi par la mise à l'écart des plus âgés : garanties de ressources,* contrats de *solidarité,* contrats F.N.E. Sans doute de telles mesures peuvent permettre de faire coïncider les aspirations de ceux qui souhaitent décrocher et de ceux qui *cherchent un emploi.* Mais, sans parler *des dégâts humains, qui sont considérables, le prix de ces exclusions reste accablant pour les finances de l'assurance-chômage.* Il est à peine besoin d'ajouter que faire prendre en charge les intéressés par une assurance-vieillesse revue et cor*rigée n'est pas en mesure de réduire la facture : les trous du Sapeur Camembe... Si, au début de la crise,* nombre de pays ont ainsi cherché une solution dans le rejet des plus âgés, on se demande maintenant un peu partout si cette direction n'est pas une impasse. Et nous noterons *que, sur le plan des contrats de solidarité, M. Le Garrec paraît soucieux* de changer radicalement de cap : il a raison.

Cotisation : une distinction artificielle

C'est dans ce contexte extraordinairement difficile que se situe la crise de l'UNEDIC. Un problème domine maintenant tous les autres : faut-il, à *défaut* d'accord, imposer aux *employeurs un alourdissement de leurs cotisations à l'assurance-*chômage ?

Le refus du monde patronal ne saurait être plus catégorique : véritable coup de *tonnerre,* le *président* du C.N.P.F., M. *Gattaz,* a *même évoqué une éventuelle dénonciation* des conventions sur lesquelles reposent l'assurance-chômage et ses institutions, ce qui conduirait à les abandonner aux organisations syndicales *des salariés et* à l'État.

Menace *sérieuse* ou dernière enchère verbale avant que l'État montre ses cartes ? Pour notre part, nous ne croyons guère à la première hypothèse, et ce pour la raison *suivante : le patronat français a le paternalisme* chevillé au corps... *Chassez* ce paternalisme, comme on l'a fait pour les œuvres sociales des entreprises en 1945, il revient en force sous d'au*tres formes.* L'*institution de régimes* complémentaires de retraites ou d'une assurance-chômage à gestions paritaires est à cet égard hautement signifiante, dans la mesure où les représentants du patronat participent, avec un poids décisif, à la distribution de fonds prélevés sur les salaires *largo sensu :* tout le monde s'accorde, en *effet, à penser que* la *distinction entre des cotisations salariales et des cotisations* « patronales » est très artificielle et qu'il s'agit dans les deux cas de prélèvements sur la valeur du travail fourni par chaque salarié. C'est « *la face cachée du salaire* », selon l'expression du C.N.P.F.

Curieusement, à cette volonté *déterminée du* patronat français de participer à la gestion des régimes sociaux des travailleurs et, dans ce cadre, à une foule de décisions de portée individuelle — prolongations de prestations, prêts, secours, etc. — répond un certain consensus des *travailleurs, quoiqu'il s'agisse, en réalité,* de leur argent. M. Gattaz *menace-t-il de déserter* l'assurance-chômage, c'est l'*indignation, l'effroi !* On manifeste devant le siège du C.N.P.F. ! « *Ne partez pas, ne nous abandonnez pas !...* » Situation pour le moins cocasse, même s'il est vrai que, dans l'*ensemble,* les régimes *paritaires ont excellemment fonctionné.*

A notre sens, sur la longue période, on assistera sans doute à un abandon progressif de la distinction mystifiante entre cotisations patronales et cotisations salariales, à une *reprise en main de leurs régimes sociaux par les salariés et à un déplace*ment du paritarisme vers les zones où les intérêts des salariés et ceux des employeurs sont simultanément concernés. Comme c'est déjà le cas, par exemple, *en matière de formation professionnelle, ou pour la justice du* travail.

Quoi qu'il en soit, faut-il aujourd'hui augmenter les cotisations patronales ? Notre sentiment per*sonnel est très négatif, pour trois raisons* essentielles, d'ordre psychologique, économique et éthique.

D'*ordre* psychologique. La « *démotivation* » *des chefs d'entreprise* auxquels ont été tour à tour imposés une augmentation des cotisations, la cinquième semaine, les trente-neuf heures, l'énorme paquet des lois Auroux (pour ne citer que l'essentiel), a atteint, dans certaines branches et *dans certaines régions* la cote *d'alerte. Si l'on n'y prend pas garde,* la débandade ou l'explosion *sont* proches. Le président de la République l'a bien compris, qui, à Figeac, a voulu tenir un autre langage en direction de ces chefs d'entreprise. Mais la crédibilité de ce nouveau langage *risquerait d'être gravement compromis, si, déjà, devait reprendre* l'escalade des charges sociales.

D'ordre économique. Un surcroît de cotisation patronale sera inévitablement imputé sur les hausses de salaires et, *comme toujours,* assumé *par les salariés, fâcheusement dupés s'ils s'imaginent ainsi* « faire payer les patrons ». *Mais ce qui est vrai* globalement ne l'est pas au niveau de chaque entreprise : dans la mesure même où elle est uniforme, une *augmentation* des charges sociales *peut être, dans l'immédiat, acceptable pour les unes et désastreuse pour* les autres et pour *leurs* personnels. Est-ce bien le moment ? Faut-il évoquer les derniers résultats de notre commerce extérieur ?

D'ordre éthique surtout. Les inégalités graves dont souffre la *nation* sont notamment dues à la structure extravagante des prélèvements socio-fiscaux. Tel est le legs le plus consternant de la droite : la part des *impôts progressifs dans nos prélèvements obligatoires est infime au regard de ce qu'elle est dans les autres* pays développés, alors que la part des cotisations professionnelles, en partie proportionnelles mais en partie dégressives du fait des plafonds, y *est colossale (2). Ainsi s'est-on toujours arrangé pour faire payer les pauvres plus lourdement que les riches,* comme le ferait aussitôt apparaître, sur les feuilles de paie, l'unification — hautement souhaitable — des cotisations patronales et salariales. *Mais, en continuant d'augmenter indéfiniment* les cotisations, on prolongerait cette *extravagance.* Par hypothèse.

Solidarité

Est-ce *à dire qu'il faut, pour l'UNEDIC, s'en tenir aux propositions* du C.N.P.F., qui taillent à grands coups dans les prestations ? Nullement.

Il faudrait sans doute, avant toute *autre démarche, faire un départ plus* net entre ce qui, dans l'assurance-chômage, doit relever effectivement d'une idée et d'une technique d'assurance, et ce qui doit relever de la solidarité *nationale. Plusieurs directions* sont possibles. Cette clarification effectuée, on conçoit qu'au titre de l'assurance une mini-cotisation supplémentaire soit demandée aux assurés, qui s'y attendent. Mais, *pour le reste,* l'appel à la solidarité natio*nale est inéluctable si l'on ne veut* pas retomber dans la fallacieuse facilité des cotisations dites « patronales ».

Cette solidarité nationale pourrait s'exprimer de bien des façons. Pourquoi les retraités aisés, du secteur privé comme du secteur public, sont-ils miraculeusement préservés, *même lorsque leurs revenus sont très supérieurs à ceux du smicard,* qui, lui, *est écrasé par les charges sociales ?* Pourquoi l'impôt sur les successions est-il aussi faible, alors que l'héritage reste la source principale — et la moins justifiable — de la richesse au *niveau des patrimoines ? Pourquoi* l'impôt *sur le revenu,* si souvent contrarié par le jeu d'abattements et autres privilèges catégoriels, fait-il l'objet de tant de déférence ?

En réalité, le gouvernement de la gauche serait bien *inspiré* d'essayer d'infuser à ce pays deux mystiques *profondément étrangères au tempérament national : une mystique* de l'entreprise, car, de toute évidence, son succès conditionne tout le reste, et une mystique de la solidarité, car, si moins de 40 % d'actifs doivent — tout en investissant — assurer des *conditions de vie décentes à plus* de 60 % d'inactifs, cela suppose des sacrifices considérables, à répartir aussi équitablement que possible. Mais le message ne passera qu'au *prix d'une pédagogie qui, jusqu'à maintenant, paraît incertaine.*

(1) *Cette durée moyenne est passée* de 185 jours en août 1980 à 213 jours en août 1982. Encore cet indicateur est-il lui-même quelque peu faussé par les variations en hausse du nombre des demandeurs. D'août 1980 à août 1982, le stock des demandeurs en attente depuis plus d'un an est passé de 331 603 à 516 207, et celui des demandeurs en attente depuis plus de deux ans de 122 280 à 181 112.

(2) Selon l'O.C.D.E., l'impôt sur le revenu des personnes physiques représentait en France, en 1980, 12,96 % de ses prélèvements obligatoires et les cotisations de sécurité sociale 43,16 %, alors que, pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. (moyenne), ces chiffres se renversent : 33,30 % et 23,26 %.

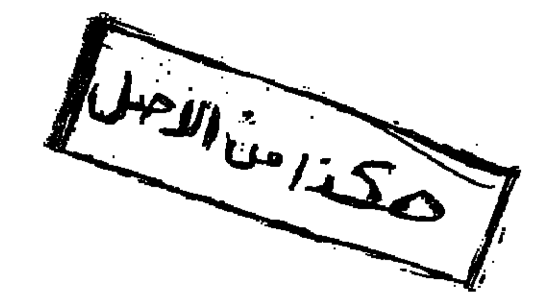












ÉNERGIE

LA CONSTRUCTION DU GAZODUC EURO-SIBÉRIEN

Les conditions mises à la levée des sanctions américaines sont inacceptables pour l'Europe

Les Etats-Unis étudient avec leurs partenaires européens des solutions de remplacement aux sanctions imposées aux sociétés fournissant du matériel américains à l'U.R.S.S. pour la construction du gazoduc euro-sibérien, a déclaré le 18 octobre Reagan. L'avant veille, *le New York Times* avait dévoilé que Washington avait projecté aux gouvernements européens concernés (Italie, Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne et France) un avant-projet pouvant servir de base à la levée des sanctions américaines.

En fait, les Etats-Unis aimeraient obtenir de leurs alliés une charte des relations technologiques et financières entre l'Ouest et l'Est. Cette redéfinition aurait pour conséquence de moindres facilités financières accordées par les pays occidentaux aux pays du COMECON et l'exclusion d'un certain nombre de produits du commerce avec des pays dits « ennemis ». « *Si l'on peut parvenir à un accord général*, dit-on à Washington, *on n'aura plus à s'occuper des sanctions particulières.* » « *Nous avons envoyé des représentants en Europe*, a reconnu M. Reagan, *pour nous entretenir avec nos alliés de mesures qui pourraient être plus dommageables pour l'Union soviétique. Nous ne sommes pas parvenus à un accord. Maisnous essayons encore.*

Une telle charte est inacceptable pour les pays européens qui l'ont fait savoir aux envoyés américain. Plus encore l'est la proposition de M. Weinberger, secrétaire à la défense – toujours en flèche sur la question du gazoduc – de voir les Européens renoncer à soumissionner pour la seconde tranche.

Outre leur volonté de ne pas entrer dans un processus de guerre économique, les pays européens trouveront des arguments dans les statistiques du commerce extérieur publiées le 18 octobre à Washington. Au second trimestre de 1982, la balance commerciale – pourtant largement déficitaire – est fortement bénéficiaire vis-à-vis des pays de l'Est (exédent de 1,1 milliard de dollars dont 62 % pour les échanges avec l'Union soviétique).

Les Européens peuvent aussi s'appuyer sur une étude de la Commission de la C.E.E. qui précise que l'U.R.S.S. couvrira 19 % de la consommation de gaz de la Communauté en 1990, mais qu'aucun pays ne dépendra de cet approvisionnement pour plus d'un tiers de sa consommation. La C.E.E. pourra donc faire face à une interruption de six mois des fournitures de gaz soviétique.

Les sanctions contineuent de soulever de vives protestations. En Italie, les trois mille ouvriers et employés de Nuovo Pignone – fabricant de turbines de gazoduc – ont manifesté le 18 octobre à Florence contre la saisie de trente caisses d'éléments de turbines. – *(A.F.P., A.P.)*

● **Prix de l'énergie de la Société générale.** – Le Grand Prix 1982 de la Société générale pour l'énergie a été attribué, le 15 octobre, à deux projets portant l'un sur un procédé de séparation des isotopes de l'uranium et l'autre sur des économies de chauffage dans les locaux. Le premier était le fait d'une équipe du C.E.A. qui a réalisé les études et le développement de Chemex, procédé non proliférant de séparation des isotopes de l'uranium. L'autre était effectué par deux organismes d'études techniques des H.L.M. Ces équipes se sont partagées les 175 000 francs de prix.

TRANSPORTS

Un phare de cent mètres de haut va être construit au large d'Ouessant

Le gouvernement vient de prendre la décision de construire, à 25 milles au sud-ouest de l'île d'Ouessant, en pleine mer à l'entrée de la Manche, un phare de 100 mètres de haut, afin de faciliter la navigation des navires dans ces parages situés au large des côtes bretonnes, victime depuis dix ans de nombreuses marées noires.

Ce phare dénommé « aide majeure d'Ouessant », a précisé le 19 octobre, M. Louis Le Pensec, ministe de la mer, servira aux navigateurs qui, venant de l'Atlantique, approchent de l'Europe et doivent emprunter obligatoirement un « rail de navigation ». Ce rail, pour des raisons de sécurité, va encore être repoussé vers le large, en vertu d'accords gouvernementaux conclus au sein de l'OMI (Organisation maritime internationale).

« L'aide majeure d'Ouessant » devrait être le plus grand phare du monde, sur la route maritime la plus fréquentée du monde. Son coût est évalué à 200 millions de francs, dont 50 au budget de 1983, et il devrait être mis en service en 1985. Son feu aura une portée de 40 milles (72 kilomètres).

Les appels d'offres vont être incessament lancés et on saura dans quelques mois, s'il s'agit d'une plate forme fixe métallique clouée au fond de la mer (par 125 mètres de profondeur) par des pieux, ou d'une structure flottante en béton semi-submersible.

● **La grève des « routiers » en novembre.** – L'Union nationale des organisations syndicales de transports routiers automobiles (UNOSTRA) ne se joindra pas à l'arrêt total de trois jours des transports routiers publics décidé en principe pour le début de novembre par la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.). L'UNOSTRA estime que la décision d'un arrêt total de soixante-douze heures de l'activité des transporteurs routiers « *nécessite l'accord unanime de toutes les organisations professionnelles et une préparation longue et soigneuse* ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +ou	UN MOIS Dép. –	DEUX MOIS Rep. +ou	DEUX MOIS Dép. –	SIX MOIS Rep. +ou	SIX MOIS Dép. –
$ E.-U.	7,1065	7,1135	+ 220	+ 255	+ 405	+ 455	+1090	+1210
$ can.	5,7950	5,8025	+ 35	+ 80	+ 90	+ 150	+ 440	+ 565
Yen (100)	2,6380	2,6420	+ 150	+ 175	+ 285	+ 315	+ 830	+ 890
DM	2,8200	2,8240	+ 150	+ 173	+ 300	+ 330	+ 880	+ 945
Florin	2,5825	2,5860	+ 140	+ 155	+ 270	+ 295	+ 790	+ 845
F.B. (100)	14,5230	14,5450	– 50	+ 100	– 75	+ 215	+ 200	+ 600
F.S.	3,2945	3,2995	+ 290	+ 320	+ 567	+ 605	+1515	+1600
L (1 000)	4,9330	4,9400	– 340	– 280	– 635	– 560	–1640	–1490
£	12,1040	12,1200	+ 380	+ 470	+ 780	+ 905	+2400	+2645

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 1/2	9 7/8	9 9/16	9 15/16	9 11/16	10 1/16	10	10 3/8
DM	7 5/16	7 11/16	6 7/8	7 1/4	6 3/4	7 1/8	6 3/4	7 1/8
Florin	6 3/4	7 1/2	6 3/4	7 1/2	6 3/4	7 1/2	6 3/4	7 1/2
F.B. (100)	13 1/4	14 3/4	12 3/4	13 7/8	12 1/4	13 3/4	12 3/8	13 1/2
F.S.	1 3/8	2 1/8	2 15/16	3 5/16	2 15/16	3 5/16	3 3/16	4 3/16
L (1 000)	16 3/4	19 1/4	20	21 1/4	20 1/2	21 5/8	20	21
£	9 3/4	10 1/2	9 9/16	10 3/16	9 1/4	10 7/8	9 3/8	10
F. français	50	60	26	30	23	27	20 1/2	22 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

MARQUANT L'ÉCHEC DU PRÉSIDENT DE LA SODEXHO

Le conseil de surveillance de Jacques Borel International confirme son accord sur le projet de rapprochement avec Novotel

Le conseil de surveillance de Jacques Borel International, réuni lundi 18 octobre, a unanimement recommandé à ses actionnaires et porteurs de parts J.B.I. « *de ne pas répondre favorablement à l'offre de Sodexho mais d'apporter la totalité de leurs titres à l'offre publique d'échange de Novotel SIEH qui, compte tenu des positions prises le 7 octobre 1982 et réitérées solennellement ce jour est déjà assurée de recueillir au minimun 62 % du capital de Jacques Borel International* », précise la société dans un communiqué. Ainsi, les partisans du rapprochement entre J.B.I. et la chaîne hôtelière Novotel sont assurés de l'emporter. Seul un revirement de dernière minute de M. Michel Reignier, qui n'a pas eu lieu, aurait pu remettre en cause le nouveau rapport de forces instauré dans la société depuis que le directeur-général de Codec-UNA a annoncé qu'il rejoignait le camp de MM. Paul Dubrule et Gérard Pélison, favorables à la fusion entre les deux groupes (*le Monde* du 9 octobre).

Ce ralliement a d'ailleurs fait l'objet de critiques acerbes de M. Pierre Bellon, l'autre candidat au contrôle de Jacques Borel International, qui a vivement mis en cause l'attitude de M. Reignier. Celui-ci avait signé le 3 mai dernier avec la société Sodexho un accord de réciprocité qui n'a pas été respecté, a indiqué lundi matin le président de Sodexho a ainsi fait état, pour la première fois, de l'existence de ce document au cours d'une conférence de presse.

Aux termes de ce cet accord, a précisé M. Bellon, Codec-UNA et Sodexho s'engagaient, entre autres, à ne pas disposer des actions de J.B.I. dont ils étaient ou deviendraient propriétaires sans les proposer, d'abord l'un à l'autre. Compte tenu de la participation détenue par Codec-UNA (27 % environ avec l'appui de la banque Lazare), il est évident que lui seul pouvait faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre, d'où l'importance de cette clause restée secrète pendant cinq mois.

Pour autant, il ne semble pas que M. Bellon pousse le ressentiment jusqu'à porter l'affaire devant les tribunaux, le président de Sodexho ayant affirmé que son but était la mise en place d'une stratégie industrielle avec J.B.I. et non pas la détention – maintenant bien aléatoire – d'une minorité de blocage dans le groupe Jacques Borel.

M. LEPARGNEUR, NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BOUSSAC - SAINT-FRÈRES

Le groupe D.M.C. et la compagnie Boussac - Saint-Frères ont annoncé, dans un communiqué, lundi 18 octobre, que M. Jean-Marie Lepargneur, P.-G. des filtreries D.M.C. et directeur général adjoint du goupe, quittera celui-ci pour entrer chez B.S.F. dont il deviendra directeur général. M. Mayer, P.-D.G. de la compagnie Boussac - Saint-Frères, a précisé qu'il approuvait « *la manière d'appréhender la gestion des hommes et des faits économiques* ». L'actionnaire principal de B.S.F., l'Institut de développement industriel (IDI), a également exprimé son « *soutien confiant dans ce choix* ».

La nomination de M. Lepargneur semble régler le conflit qui opposait depuis l'été l'IDI au P.-D.G. du groupe B.S.F., M. Mayer, après le départ brutal du prédécesseur de M. Lepargneur, M. Georges Jollès. Nommé par l'IDI, M. Jollès était considéré par les milieux financiers comme un garant de bonne gestion. Son départ, faute d'une entente avec M. Mayer, avait provoqué une « *crise de confiance* » vis-à-vis de B.S.F. M. Lepargneur, recruté par un cabinet de « chasseur de têtes », semble faire, *a priori*, l'unanimité. Sa tâche reste néanmoins fort ardue dans une conjoncture difficile qui a conduit le groupe à annoncer de nouvelles suppressions d'emplois.

● *L'Européenne de banque* a cédé à la Compagnie des wagons-lits sa participation de 37 % dans P.L.M., l'Européenne de banque (ex-banque Rothschild) a décidé de céder à la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (C.I.W.L.T.) la participation de 37,21 % qu'elle détenait dans la compagnie P.L.M., conformément aux négociations qui se poursuivaient depuis plusieurs semaines (*le Monde* du 16 septembre 1982).

Le rattachement de P.L.M. à la Compagnie des wagons-lits doit, précise le communiqué, permettre la construction d'un ensemble de dimension internationale, notamment dans le domaine de l'hôtellerie « trois » et « quatre » étoiles, où les deux chaînes hôtelières disposent d'implantations géographiques complémentaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

lyonnaise des eaux



- Distribution et traitement des eaux
- Gestion des services publics
- Equipement des collectivités
- Installations thermiques

augmentation de capital

de 520.896.800 F à 694.529.000 F

1 action nouvelle pour 3 actions anciennes

Création de 868.161 actions de 200 F nominal émises à 250 F.
Jouissance 1er juillet 1982.
Souscription du 11 octobre 1982 au 10 novembre 1982 inclus.

COLAS

La société a enregistré une perte de 40 millions de francs au cours du 1er semestre 1982 contre une perte de 37 millions de francs pour la même période de l'année précédente.

Dans la plupart des territoires où le groupe COLAS est implanté, les résultats se sont améliorés comme prévu, mais le redressement global a été contrarié par des difficultés qui se sont récemment aggravées dans trois pays. Au Nigéria la crise qui affecte les finances publiques gèle les règlements, entraîne l'arrêt des chantiers et génère d'importants déficits. A Terre-Neuve les conditions d'exécution d'un chantier de barrage piloté par un associé local aujourd'hui défaillant ont fortement alourdi les charges. En Algérie, la construction d'une cimenterie s'est trouvée perturbée par des grèves sans lien direct avec l'activité du chantier et par des ruptures d'approvisionnements.

Pour l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires du groupe approchera 9 milliards de francs T.T.C., dont environ la moitié réalisée en France, dans un marché toujours en récession.

Au bilan consolidé, la perte devrait être du même ordre de grandeur que celle de l'année dernière (59 millions de francs), après plus de 300 millions de francs d'amortissements.

Pour 1983, les chantiers de Terre-Neuve et d'Algérie étant achevés, et le déficit de la branche Bâtiment et Génie civil en France étant largement résorbé, le groupe doit connaître, sous réserve de l'évolution de la situation au Nigéria, le retour à l'équilibre de ses résultats.

Jean-Maxime Lévêque, membre du conseil de surveillance du Groupe ROBECO

Il sera proposé aux assemblées générales des actionnaires des quatre sociétés d'investissement qui constituent le groupe Robeco de nommer M. Jean-Maxime Lévêque membre de leur conseil de surveillance commun.

Depuis 1964, M. Lévêque a rempli de hautes fonctions dans le monde bancaire français. Jusqu'à la nationalisation de cette banque, en 1981, il a été président-directeur général du Crédit Commercial de France. Avant 1964, il avait été délégué du gouvernement français auprès de l'Union européenne des paiements et de la Banque européenne d'investissement, du Fonds Monétaire International, de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, ainsi que de la Société Financière Internationale.

Tout comme celle de Mme Simone Veil, sa nomination suit la retraite de MM. Robert E. Marjolin et Pierre-Paul Schweitzer qui ont quitté le conseil, atteints par la limite d'âge.

DOCKS DE FRANCE

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire, toutes taxes comprises, des DOCKS DE FRANCE, s'est élevé à 11.282 millions de F. pour les 9 premiers mois de 1982, marquant ainsi une progression de 15 % sur celui réalisé lors de la même période de 1981.

La progression se trouve toutefois ramenée à 14 % pour le seul 3e trimestre, soit à un niveau inférieur à la tendance précédente et aux prévisions.

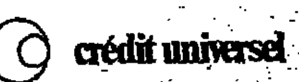
DENONCIATION DE CAUTION

L'ASCOBATT, 26, rue Vernet à 75008 Paris, fait savoir que la garantie conférée depuis le 1er juillet 1982, pour un montant de 696.000 F par les Assurances du Crédit, pour le compte de la société S.L.P.S. – Société Lyonnaise de Prestation et Service – 35, quai Gailleton – 69002 Lyon, prendra fin dans les deux jours suivant la présente publication.

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

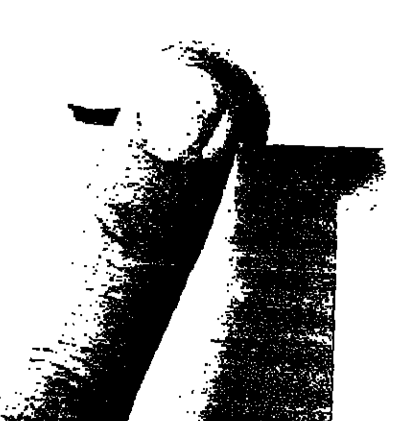
SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	ACTIF A LONG TERME OBLIGATAIRE A.L.T.O.	ALTEFI	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SÉLECTIONNÉES	AEDIFICANDI (UNION SÉQUANAISE URBAINE)	L'U.A.P. INVESTISSEMENTS
ORIENTATION	Obligations françaises	Obligations françaises et étrangères	60 % minimum actions françaises (loi Monory)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1982						
– Nombre d'actions en circulation	2 966 198	911 969	629 412	795 210	843 589	1 809 816
– Actif net total (en millions de F) réparti comme suit :	490,55	166,02	94,22	163,27	205,10	406,27
a) France :						
– Obligations classiques et indexées	98,8 %	49,4 %	42,1 %	29,1 %	36,4 %	32,7 %
– Obligations convertibles	néant	0,7 %	0,7 %	2,5 %	néant	1,1 %
– Actions	néant	néant	51,4 %	33,1 %	41,9 %	15 %
b) Etranger :						
– Actions et obligations	néant	47,3 %	3,6 %	28,2 %	15 %	45,7 %
c) Disponibilités	1,2 %	2 %	2,2 %	7,1 %	6,7 %	5,5 %
d) Bons à court et moyen terme	néant	0,6 %	néant	néant	néant	néant
c) Bons du Trésor	néant	néant	néant	néant	néant	néant
– Valeur liquidative de l'action en F	165,13	182,05	149,70	205,31	243,13	224,48

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de :



ssb LA SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE – 370, rue Saint-Honoré, 75022 Paris Cedex 01 – Tél. 261-53-44. Tour Assur, quartier Louis-Blanc, Cedex 14 – 92093 PARIS LA DÉFENSE – Tél. 766-16-10 et dans les agences de province.

crédit universel – 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris – Tél. 261-53-58. 133, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris – Tél. 322-10-74, et dans les agences de la banlieue parisienne et de province.





MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Nouvelle et forte hausse

Après un temps d'observation, le marché new-yorkais est reparti de l'avant et les actions américaines se sont adjugé 26,12 points, pour s'établir à 1 019,22 mardi, alors que la cote avait perdu 3,77 points le vendredi précédent. A ce niveau, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles se situe à son plus haut niveau depuis le 27 avril 1981 lorsque le baromètre numéro un de Wall Street atteignait 1 024,05.

Les échanges sont cependant restés dans une limite plus raisonnable qu'au cours des derniers jours, seuls 83,79 millions d'actions ayant été échangées contre 80,29 millions à la séance précédente, même si American Airlines (avec 1,4 million d'actions) et A.T.T. (920 millions) ont encore enregistré un fort volume d'échanges.

La plupart des observateurs s'accordent à dire que la bourse américaine est prête à franchir une nouvelle étape de hausse avec quelques phases de prises de bénéfices bien compréhensibles et l'intérêt suscité par les valeurs de premier plan est considéré comme un élément d'assainissement du marché où les vendeurs semblent réduits à l'expectative.

En dépit des affirmations officielles, la reprise économique que la Maison Blanche voit poindre à l'horizon a encore des ratés, si l'on en juge par la nouvelle contraction du taux d'utilisation des capacités industrielles annoncée pour le mois de septembre. Ce taux s'est trouvé en effet ramené à 69,1 % contre 69,6 % le mois précédent alors qu'il se situait à 70,1 % en juillet, et 78,3 % en septembre 1981 si l'on veut remonter plus loin dans le temps, constatent les professionnels du Big Board.

VALEURS	Cours du 18 oct.	Cours du 19 oct.
Alcoa	29 3/8	29 1/8
A.T.T.	59 1/2	60 5/8
Boeing	23 5/8	24 3/8
Chase Manhattan Bank	48 7/8	50
Du Pont de Nemours	39 3/4	40
Eastman Kodak	90 1/8	95 1/4
Exxon	30 3/4	31 1/4
Ford	28 7/8	30 3/4
General Electric	79 3/4	84 7/8
General Foods	43 3/4	43 3/8
General Motors	50 1/2	52 3/4
Goodyear	27 1/4	28 5/8
I.B.M.	79 1/4	83
I.T.T.	29 1/8	30 1/8
Mobil Oil	28 3/8	27
Pfizer	76 3/8	78
Schlumberger	43 1/8	44 3/4
Texaco	33	33 1/4
U.A.L. Inc.	23 1/8	24 3/4
Union Carbide	55 2/8	55 3/4
U.S. Steel	20 1/4	20 1/4
Westinghouse	35 3/8	36 1/4
Xerox Corp.	38 5/8	38 3/4

PARIS

18 octobre

Nouveau repli

La semaine boursière s'est ouverte sur un nouveau repli, de l'ordre de 1 % en moyenne, qui fait suite à celui, du même ordre, observé à la veille du week-end. Ainsi, les valeurs françaises ont reperdu près de la moitié de leurs gains de la semaine dernière.

Outre le nouveau et léger recul de la Bourse de New-York, vendredi 15 octobre, l'annonce d'un déficit très important de la balance commerciale française, en septembre, a jeté un froid.

Au chapitre des baisses, citons la Géophysique (– 4 %) dont la cotation a dû être différée, sur la rumeur de résultats médiocres. L'annonce d'un lourd déficit semestriel a encore un peu pesé sur les cours de Thomson-C.S.F.

Au chapitre des hausses, relevons Sommer-Allibert (+ 5 %), Majorette (sur ses résultats), Maisons Phénix (toujours) et Essilor.

Aux valeurs étrangères, la remontée du dollar-titre à 8,55 F environ contre 8,40 F a fait progresser notamment les américaines et les japonaises.

Les mines d'or, en revanche, ont fléchi, en raison du recul du cours de l'once, revenu de 437 dollars à 426 dollars. A Paris, le lingot a perdu 900 F à 97 100 F, tandis que le napoléon gagnait 14 F à 674 F, l'emprunt 4 1/2 % progressant de 15 F et le 7 % cédant 20 F.

Le dollar est revenu de 7,1250 F à 7,1050 F environ, les opérateurs ayant jugé « raisonnable » l'augmentation de 6,9 milliards de dollars de la masse monétaire. La Banque de France a continué de bloquer à 2,83 F le cours du mark à Paris, en forte hausse potentielle.

LA VIE DES SOCIÉTÉ

P.L.M.-WAGONS-LITS. – La société P.L.M. (anciennement Paris-Lyon-Méditerranée), filiale de l'Européenne de banque (ex-banque Rothschild), et la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (C.I.W.L.T.) ont achevé les négociations qu'elles poursuivaient depuis plusieurs semaines (*le Monde* du 16 septembre 1982) en vue d'un rapprochement.

Au terme de l'accord conclu, deux filiales de l'Européenne de banque, la société Nord-Financier et la société Auxiliaire pour l'expansion du commerce et de l'industrie (Auxilex) se proposent de céder à la Compagnie des wagons-lits respectivement 125 843 et 146 240 actions de la société P.L.M., soit au total 37,21 % de cette dernière, ce qui correspond à la totalité du capital détenu par l'Européenne de banque dont la chaîne hôtelière.

Cette cession sera réalisée au prix unitaire de 156 F par action, soit 42,4 millions de francs au total, un avis de la Chambre syndicale des agents de change précisait que la négociation de ce bloc de contrôle sera réalisée le 20 octobre sur le marché au comptant de la Bourse de Paris.

Le rattachement de P.L.M. à la C.I.W.L.T. doit permettre la constitution d'un ensemble de dimension internationale, notamment dans le domaine de l'hôtellerie trois, quatre étoiles où les deux chaînes hôtelières disposent d'implantations géographiques complémentaires, ajoute la Compagnie des wagons-lits.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	15 oct.	18 oct.
Valeurs françaises	104,7	
Valeurs étrangères	125,2	–

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	15 oct.	18 oct.
Indice général	101,5	100,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 19 octobre .... 14 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18 oct.	19 oct.
1 dollar (en yens)	269	268 55

BOURSE DE PARIS — Comptant — 18 OCTOBRE

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

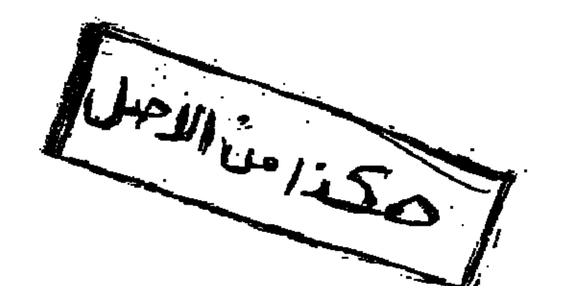
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18/10	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 125	7 103	6 860	7 200
Allemagne (100 DM)	282 950	282 940	275	289
Belgique (100 F)	14 576	14 590	13 200	14 300
Pays Bas (100 fl.)	259 500	259 600	252	264
Danemark (100 krd)	79 420	80 530	76	82
Norvège (100 k)	98 130	98 440	96	101
Grande-Bretagne (£ 1)	12 145	12 147	11 750	12 460
Grèce (100 drachmes)	9 970	9 967	8	11
Italie (1 000 lires)	4 960	4 958	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	331 130	330 800	321	339
Suède (100 krs)	97 060	96 800	93	99
Autriche (100 sch)	40 280	40 230	38 900	40 600
Espagne (100 pes.)	6 209	6 202	5 950	6 400
Portugal (100 esc.)	7 980	7 990	6 800	8
Canada ($ can 1)	5 791	5 784	5 620	5 880
Japon (100 yens)	2 647	2 651	2 560	2 630

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/10
Or fin (kilo en barre)	99000	97300
Or fin (en lingot)	99000	97100
Pièce française (20 fr)	660	674
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	591	606
Pièce latine (20 fr)	576	575
Souverain	720	710
Pièce de 20 dollars	3180	3260
Pièce de 10 dollars	1530	1530
Pièce de 5 dollars	801 25	.....
Pièce de 50 pesos	3710	3715
Pièce de 10 florins	610	590



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

En raison de l'abondance de l'actualité la page « Régions » est repoussée à la semaine prochaine.

Le numéro du « Monde » daté 19 octobre 1982 a été tiré à 614 757 exemplaires.

SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Net redressement du franc

Le franc a effectué un redressement assez spectaculaire, mardi 19 octobre, sur les marchés des changes, le cours du mark à Paris décollant du cours de 2,83 F, auquel il était bloqué ces derniers jours, pour revenir aux environs de 2,8250 F, pour la première fois depuis une quinzaine de jours.

Notre monnaie avait été soumise à d'assez fortes pressions ces jours derniers sur la rumeur d'un retrait partiel des banques internationales couvrant la souscription de l'emprunt français de 4 milliards de dollars. Une spéculation à la baisse du franc s'était amorcée, notamment à la veille du week-end.

L'annonce que toutes les difficultés avaient été levées, et que l'emprunt allait être conclu officiellement dans le courant de cette semaine (*le Monde* daté 17-18 octobre 1982) a pris les spéculateurs à contre-pied, et les a obligés à racheter une partie des francs vendus à découvert, et empruntés, le plus souvent, sur le marché de l'eurofranc (francs extérieurs). On suppose, en outre, que la Banque de France, directement ou par banques commerciales interposées, a pu agir pour raréfier les eurofrancs disponibles en empruntant ou achetant elle aussi. Le résultat est que les taux d'intérêt sur l'eurofranc sont montés mardi jusqu'à 150 % sur la journée, ce qui a littéralement « étranglé » la spéculation.

Parmi les rumeurs qui, la semaine dernière et au début de celle-ci, ont poussé à la baisse du franc, figurent les très mauvais résultats du commerce extérieur français pour septembre.

En haut lieu, on réaffirme que *« l'on tiendra bon »* en attendant que les taux d'expansion et les politiques économiques s'harmonisent entre la France et l'Allemagne.

A cette occasion, le *Financial Times* a avancé, mardi matin, que le gouvernement français était prêt à *« mettre en gage ou, même, à vendre l'or de la France »*.

Il semble que le journal britannique ait tiré cette conclusion du refus opposé par la France à l'inclusion de la clause de non-nantissement des actifs dans le contrat pour l'emprunt de 4 milliards de dollars, et qu'il y voit le désir de garder une liberté de manœuvre au cas où la défense du franc exigerait de nouveaux moyens. Ajoutons, toutefois, que le 16 septembre M. Mitterrand avait affirmé que *« le gouvernement emploierait tous les moyens dont il dispose, et qui sont suffisants, pour la défense du franc »*. Dans l'immédiat, il n'est nullement question d'employer « *tous ces moyens* », mais l'ambiguïté de la phrase laisse à penser.

COUPS DE FEU A LA SORTIE D'UNE RÉUNION FÉMINISTE

Une étudiante âgée de vingt-deux ans, Mlle Françoise Bobin, a été grièvement blessée au ventre, mardi 19 octobre, vers 3 heures, d'une *balle de 22 long rifle, à la sortie d'une réunion féministe*, au Centre culturel de la rue Dunois, à Paris-13e.

Mlle Bobin participait avec une cinquantaine de femmes à la réunion d'un collectif féministe lorsque, vers 1 h 30, M. Michel Guillaume, vingt-cinq ans, tentait de pénétrer dans la salle. Devant le refus des femmes, « *leurs insultes et leurs invectives* » *selon ses déclarations ultérieures*, M. Guillaume repartait. Il devait revenir vers 3 heures, à la fin de la réunion et, sur le trottoir où se trouvaient encore quelques jeunes femmes, tirer un coup de carabine 22 long rifle qui atteignait Mlle Bobin au ventre.

Transportée à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, la jeune femme a subi une opération de plusieurs heures, mais ses jours ne semblent pas en danger. M. Guillaume a été arrêté.

NOUVELLES BRÈVES

● *M. André Bergeron*, secrétaire général de Force ouvrière (F.O.), a rencontré le *19* octobre au matin à *Paris* les dirigeants du C.N.P.F. au sujet du financement de l'assurance-chômage. A sa sortie, le dirigeant de F.O. a déclaré « *ne pas être optimiste* ». « *Si l'Etat doit intervenir*, a-t-il déclaré, *parce qu'il n'y a pas d'accord, personne ne peut dire que les charges imposées aux entreprises seraient moins élevées que celles qui résulteraient d'un accord librement négocié.* »

● *Panne d'électricité dans la région parisienne.* — L'incendie accidentel d'un poste de transformation à Châtillon, dans les Hauts-de-Seine, a provoqué, le 18 octobre dans la soirée, une panne d'électricité qui a affecté quelque 300 000 abonnés alimentés par les postes de Nanterre, Villejuif et Versailles. *Le courant devait être rétabli ce 19 octobre en fin de matinée.*

Mort du professeur Hans Selye

L'« inventeur » du syndrome du « stress »

Le professeur Hans Selye, qui est mort le samedi 16 octobre à Montréal, laissera son nom à une découverte qui devait profondément marquer tant la physiologie que la médecine : la mise en évidence du syndrome du « stress », « réponse » non spécifique de l'organisme aux agressions de toutes origines.

Né en 1907 à Vienne, Hans Selye avait étudié la médecine, la physiologie et la philosophie en Tchécoslovaquie, en France, en Italie et aux Etats-Unis, avant de se fixer au Canada au début des années 30. C'est en étudiant la réponse physiologique d'une population de rats à l'injection d'hormones ovariennes et d'extraits placentaires qu'il constata l'apparition d'un syndrome particulier : hypertrophie des glandes surrénales, saignements de la paroi de l'estomac, modification des structures lymphatiques. Peu de temps après, il constata que ces signes physiologiques n'avaient aucune relation avec l'injection des substances hormonales : il obtenait la même réponse en leur administrant bien d'autres substances toxiques, ou même... en les plaçant dans des situations d'agression.

En 1936, Hans Selye publie les premiers résultats de ses travaux dans la revue britannique Nature, *prélude à un foisonnement de recherches et de publications, dans lesquelles Selye fut relayé par de nombreuses équipes, dans le monde entier malgré le scepticisme qui avait accueilli ses premières découvertes.*

Définissant ce syndrome d'« alarme » comme une réponse indifférenciée au « stress » — néologisme vraisemblablement forgé à l'aide du terme anglais « distress » — Hans Selye en étudia ensuite les diverses retombées sur l'organisme : sur le système cardio-vasculaire — le stress apparaissant comme un important cofacteur de l'infarctus ; sur la sphère digestive ; sur les maladies rhumatismales et inflammatoires, sur de nombreuses réactions allergiques et infectieuses... Ainsi, l'ensemble de la pathologie psychosomatique ne peut plus, aujourd'hui, être considérée sans référence à la notion de stress. Une notion, soulignait Hans Selye, dont il ne faut pas retenir seulement l'aspect négatif : le stress est agression, il est aussi stimulation et défi.

Après avoir travaillé, puis enseigné à l'université McGill de Montréal, Hans Selye avait fondé dans cette ville un institut international de recherche sur le stress, puis une fondation qui porte son nom.

Actif jusqu'à la fin de sa vie, Hans Selye n'a jamais interrompu le cours de ses travaux, devenus, au fil des années, plus philosophiques que purement physiologiques. Auteur de très nombreux ouvrages, il a relaté lui-même sa propre vie dans The stress of life *(Mc Graw Hill, 1956),* Du rêve à la découverte, Stress sans détresse, *etc. Selye rappelait, dans nombre de ses ouvrages que l'homme a besoin tout autant que de défis, de stimulations, d'agressions même, de gratitude : «* La philosophie de la gratitude, *écrivait-il*, est fondée sur les lois profondes et générales de la nature. »

CLAIRE BRISSET.

AGGRAVATION DE L'ÉTAT DE SANTÉ DE LOUIS ARAGON

« *L'état de santé de Louis Aragon qui exigeait une surveillance médicale suivie depuis quelques semaines s'est brusquement aggravé ces derniers jours* », indique un bulletin médical publié, lundi 18 octobre, par le professeur Jean-Paul Camus et le docteur Colette Laveant.

Explosion de silos à grains au port fluvial de Metz

Trois morts, neuf disparus

De notre correspondant

Metz. — Une formidable explosion a détruit, lundi 18 octobre en début d'après-midi, quatre des sept silos de stockage d'orge de la malterie de la Moselle, implantée au nouveau port de Metz, le premier port fluvial céréalier de France. Trois personnes ont été tuées et neuf autr essont portées disparues, ensevelies sous les gravats de béton et les 11 000 tonnes de grain d'orge. Un blessé est dans un état très grave. Une énorme déflagration a précédé l'apparition d'une flamme d'une dizaine de mètres de hauteur. Trois des sept silos de 70 mètres de haut aux parois en béton de 25 centimètres d'épaisseur venaient d'exploser, en évantrant un quatrième. Le port a ensuite été noyé dans un épais nuage de poussière.

Dès l'annonce de cette catastrophe, d'importants moyens de secours en hommes et en matériel ont été dépêchés sur les lieux : une centaine de sapeurs pompiers, une cinquantaine de militaires du 2e génie, une trentaine de policiers, une grue de 30 tonnes, des bulldozers, des camions-treuils et une armada de « camions-suceurs » de grain.

Le spectacle était hallucinant : « *Une véritable éruption volcanique !* » Sous la violence de l'explosion, la voie ferrée qui dessert le port fluvial a été gravement endommagée : rails tordus, traverses brisées. Des débris épars ont été projetés à plus de 250 mètres jusque sur l'autoroute A 31 (Metz - Thionville) fermée à la circulation durant une demi-heure.

Cet accident, encore inexpliqué, ne semble pas dû, selon les premiers éléments de l'enquête, à une non-conformité aux règles de sécurité ni à la fermentation du malt, mais, peut-être, à l'explosion d'une chambre à poussières où celle-ci ne doit pas excéder 0,3 milligrammes par centimètre cube. A partir de cette norme, la moindre étincelle fait tout exploser.

Inaugurée le 5 juin 1975, la Malterie de la Moselle était alors présentée comme une usine unique au monde, compte tenu de sa technologie. Mise en chantier en juin 1973, pour un coût de 28 millions de francs, elle est construite sur un terrain de 4 hectares, à proximité de l'autoroute A 31. Sa capacité de stockage est de 15 000 tonnes. Sa production annuelle est de 55 000 tonnes soit environ 6 % de la production nationale.

JEAN-LOUIS THIS.

« UNE ÉNORME FLAMME DE COULEUR ROUGE »

Metz. — Deux rescapés du dramatique accident racontent ce qui s'est passé. Tout d'abord, M. Michel Matz qui travaillait à l'unité de production de la malterie. Il était occupé à des travaux d'entretien : « *Il me fallait un chalumeau. J'ai donc quitté l'atelier. A une trentaine de mètres des silos, j'ai été littéralement renversé par l'explosion.*

Mme Louise Marostica travaillait, pour sa part, au laboratoire de la malterie dont les fenêtres donnent sur les silos de stockage. « *J'ai vu une énorme flamme de couleur rouge et entendu une détonation. C'était à peu près simultanément. Oui, tout s'est effondré.*

M. MITTERRAND VISITE UNE USINE A BORDEAUX

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — Le président de la République s'est rendu mardi matin 19 octobre près de Bordeaux, où il a visité l'usine Lectra-Systèmes, considérée comme particulièrement performante.

La société Lectra-Systèmes a été créée en 1975 par deux frères jumeaux de trente-cinq ans : MM. Jean et Bernard Etcheparre ; le premier vit aux Etats-Unis depuis dix-huit mois : il vient d'y fonder une filiale.

Ces ingénieurs s'étaient d'abord intéressés au laser. Ils en ont acheté plusieurs, les ont étudiés et ont décidé d'allier cette technique à l'informatique. Ils ont mis au point des machines qui servent au traçage, au découpage des patrons, tout en permettant une utilisation maximale des tissus. La confection représente en effet 90 % de leur clientèle (cent vingt-cinq entreprises en France, deux cent cinquante dans le monde). Ils viennent également de réussir une petite percée sur le marché de la chaussure et envisagent d'attaquer prochainement celui de la métallurgie.

Leur originalité repose sur la mise en place d'une organisation internationale forte de sept filiales (Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Belgique, Etats-Unis, Italie, Espagne, Canada) ; deux autres sont en projet (Japon et Australie).

La totalité du capital de ces filiales appartient à Lectra-Systèmes.

La part des exportations est passée de 20 % à 40 % en deux ans, pour un *chiffre d'affaires* qui était de 40 millions de francs en 1981 et qui devrait s'élever à 60 millions de francs en 1982. Les responsables de Lectra-Systèmes pensent que les exportations atteindront 70 % de leur activité en 1985. Ce sont ces performances qu'a voulu saluer M. Mitterrand en venant *sur place*. — P. C.

M. JACQUES CHIRAC REMET A M. JACQUES FAUVET LA MÉDAILLE DE VERMEIL DE LA VILLE DE PARIS

La médaille de vermeil de la Ville de Paris a été remise, le 18 octobre, à l'ancien directeur du Monde, *M. Jacques Fauvet, par M. Jacques Chirac. A l'issue d'un dîner qui réunissait à l'Hôtel de Ville, autour de M. André Laurens, son nouveau directeur, quelques-uns des collaborateurs du* Monde, *le maire de Paris a salué en Jacques Fauvet le représentant et le responsable d'un quotidien qui est, a-t-il déclaré, une* « institution indispensable au rayonnement de la France et de sa capitale ».